

Combats meurtriers pour la reprise de la ville saoudienne de Khafji

L'Irak veut pousser les forces alliées à lancer prématurément leur offensive terrestre

Information
en temps de guerre

QUATRE militaires français en mission d'approvisionnement, surpris par une équipe de TF 1 après un long voyage en camion dans le désert, confient leurs interrogations, leurs doutes, leurs questions, à la caméra. Avec un bon zeste de provocation, la chaîne présente ce témoignage comme « représentatif » du manque de moral des troupes. Il n'en faut pas plus pour que dérape le débat, engagé depuis le début du conflit, sur le droit à l'information en temps de guerre et la légitimité de la censure militaire.

Les députés s'interrogent sur l'« emballement médiatique », le pouvoir sa crispe, l'armée ouvre une enquête, le Conseil supérieur de l'audiovisuel menace la chaîne de ses foudres, les journalistes protestent. Et voilà les hostilités déclenchées sur le front des médias à cause d'une affligeante série de maladroites.

MALADRESSE des télévisions, tout d'abord, qui sacrifient, depuis le 16 janvier, au mirage de l'information en direct, façon CNN, où la dramaturgie et le spectaculaire l'emportent bien souvent sur l'authenticité et la fiabilité. Pressées par leur rédaction d'envoyer des images, les équipes dépêchées sur place à grands frais s'exaspèrent de l'inevitable censure militaire, jouent à cache-cache pour tromper la surveillance de leurs censeurs et filment ce qui leur tombe sous la main.

Maladresse des pouvoirs publics, qui, justement préoccupés des effets dévastateurs des manipulations médiatiques de la guerre psychologique, confondent pourtant le maintien des grands principes et la mise sous tutelle des médias. Il est légitime, comme le fait le premier ministre, de défendre la dignité des prisonniers de guerre et de demander à ce sujet le consensus des médias et le respect de la convention de Genève. Faut-il pour autant que le CSA convoque chaque semaine les responsables des chaînes pour la distribution des bons et des mauvais points ou que les services de Matignon téléphonent dans les rédactions pour s'alarmer de telle ou telle enquête en cours ?

MALADRESSE de l'armée, enfin, qui semble avoir oublié les leçons les plus élémentaires de la communication de crise. Le reportage de TF 1 aurait-il fait scandale si les images de soldats français étaient moins rares ? Frustrer les télévisions de reportages et d'informations est le plus sûr moyen de provoquer l'irritation des journalistes et leur désir d'aller chercher pâture ailleurs. L'EDF en a fait la triste expérience quand, au début du programme nucléaire, elle se comportait en forteresse assiégée. L'armée américaine l'a très vite comprise, qui, depuis une semaine, multiplie briefings, interviews de pilotes, visites chez les marines, etc.

Le gouvernement ne peut pas se permettre de faire en même temps la guerre dans le Golfe et la guerre contre les médias. Pour apaiser la crise naissante, il lui suffit d'assurer des conditions de travail décentes aux journalistes présents sur le front et d'entretenir le nécessaire débat sur la déontologie de l'information sans renouer avec les vieilles déformations du monopole public. L'Elysée l'a parfaitement compris, qui vient d'envoyer dans le Golfe un conseiller pour renouer un dialogue mal engagé entre l'armée et les journalistes.

M 0147 - 0201 0 - 5.00 F



La ville saoudienne de Khafji a été reprise par les forces alliées, jeudi 31 janvier au début d'après-midi, a déclaré un porte-parole militaire saoudien. Il a ajouté que « tous les éléments armés irakiens » qui ont combattu dans la ville pendant près de trente-six heures « ont été faits prisonniers », sans préciser si les combats avaient également cessé aux abords de cette localité située à une dizaine de kilomètres de la frontière

koweïtienne. Quelques heures auparavant, les combats continuaient dans les environs, selon des responsables militaires américains, qui ont fait état d'un premier bilan de onze morts et deux blessés parmi leurs troupes. Des sources britanniques signalent des « centaines de morts » dans les rangs irakiens. L'offensive irakienne - qui témoigne de la volonté de Bagdad de hâter le déclenchement des opérations terrestres

par les alliés - avait été lancée dans la nuit de mardi à mercredi. Les irakiens affirment avoir capturé plusieurs familles soldats de l'armée américaine. D'autre part, Washington s'est employé à minimiser l'importance de la déclaration commune américano-soudanaise concernant un arrêt des hostilités en cas d'engagement irakien à évacuer le Koweït et la règlement futur du problème palestinien.

Hélicoptères contre blindés

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Les combats se poursuivaient toujours, jeudi 31 janvier dans la matinée, dans la ville frontalière saoudienne de Khafji, où une centaine de soldats irakiens avec cinq chars et de dix à quinze véhicules blindés avaient pénétré dans la nuit de mardi à mercredi, et occupaient toujours certaines positions.

Lancée le long de la frontière saoudo-koweïtienne, à l'ouest d'Al-Wafra, c'est-à-dire à l'endroit où la frontière remonte vers le nord, l'offensive irakienne, la première depuis le début de la guerre menée par des unités d'infanterie appuyées par des blindés, a été repoussée partout, sauf à Khafji où, selon les témoignages d'officiers américains, l'unité irakienne a pénétré tranquillement par la

route vers minuit sans rencontrer de résistance. Vidée de ses habitants aux premiers jours de la guerre, Khafji est située à 9 kilomètres du poste frontière auquel conduit une route à quatre voies. Personne n'occupait plus ce poste depuis le début de la guerre. Outre les chars affamés, il n'y circulait plus que des voitures de la police saoudienne ou des jeeps de l'armée ou de la garde nationale. Un petit détachement militaire gardait bien les locaux de l'Arabian Oil Company, mais sans équipement lourd, visible tout au moins. Les troupes saoudiennes détachées en première ligne se trouvaient plus à l'ouest et, juste derrière elles, des éléments de marines montés il y a quelques jours dans la région.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 4



Le Maroc sous pression

La fièvre islamique a pour l'instant épargné le Maroc. Mais les risques de contagion existent, surtout si la rumeur du Maghreb s'enflamme pour l'Irak et si la guerre du Golfe dure. Ce conflit a des répercussions sur le tourisme, secteur important de l'économie du royaume. Il permet aussi à l'opposition de relever la tête. Une marche est prévue dimanche 3 février.

RABAT

de notre envoyée spéciale
« Vous voyez la poussière ? », bougonne le marchand de souvenirs en essuyant d'un revers de

manche, fataliste, sa machine à enregistrer les cartes de crédit. « Depuis la mi-janvier, je ne m'en suis pas servi. Les seuls clients qui restent, ce sont les gens d'ici. Autant dire, pas grand monde... »

Après un premier fléchissement sensible début août - au lendemain de l'invasion du Koweït - la baisse d'affluence touristique s'est à ce point aggravée qu'on n'hésite plus à évoquer un probable « naufrage » de l'industrie touristique en 1991. C'est là pour le Maroc la première conséquence de la guerre.

Le flux des vacanciers européens est aujourd'hui « voisin de zéro », note le journal patronal la Vie économique dans son édition

du 25 janvier. Avec des recettes estimées pour l'année 1990 à un peu plus de 9 milliards de dirhams (54 milliards de francs), le tourisme représentait jusqu'à la guerre du Golfe la première source de revenus du pays. Les plus optimistes prient désormais pour que les pertes ne dépassent pas les 40 % ou 50 % cette année.

Quand on sait que le tourisme fait vivre entre deux cents mille, et trois cent mille personnes, on comprend que le gouvernement se soit décidé fin janvier à créer une « cellule de crise ».

CATHERINE SIMON
Lire la suite page 8

L'énergie en 2010

Il est illusoire d'espérer stabiliser le marché pétrolier, se passer des ressources du Proche-Orient et éviter les crises énergétiques. Comment prémunir l'économie contre les conséquences de ces à-coups ? La France doit-elle dans ce contexte poursuivre une politique fondée depuis dix-sept ans sur le nucléaire et la recherche de l'indépendance à tout prix, politique certes couronnée de succès mais qui arrive au bout de ses effets ?

S'il avait été publié il y a sept mois le rapport Energie 2010, du groupe de prospective confié dans le cadre du Plan à M. Michel Pecqueur, ancien patron du CEA et d'Elf-Aquitaine, n'aurait sûrement pas fait recette. Sept années d'abondance avaient fait passer aux oubliettes les grands fantasmes de pénuries des années 70.

La crise du Golfe a depuis le mois d'août brutalement remis l'énergie en vedette. Et ce rapport d'experts « colle » aujourd'hui parfaitement à l'actualité. « Si l'Irak n'avait envahi le Koweït en 1991, le groupe

Prospective Energie se serait taillé un succès facile, car un large consensus s'était dégagé pour mettre en garde contre le caractère quasi inévitable de la montée des tensions sur le marché pétrolier », note le rapporteur, M. Pierre-Noël Gireud, directeur d'études à l'École des mines. Le diagnostic porté par le groupe sur l'évolution du monde énergétique d'ici à 2010 est en effet sombre : si les années 70 avaient été celles de la pénurie, les années 80 celles du trop-plein, les deux décennies qui s'annoncent seront, elles, marquées par l'instabilité, donc l'incertitude.

Première incertitude majeure : celle du marché pétrolier, qui reste, hélas ! le marché directeur de l'énergie, mais dont les turbulences ont peu de chances de s'apaiser. Il existe certes, constate le rapport, un « prix d'équilibre » théorique permettant à long terme d'assurer une croissance harmonieuse de la production et de la consommation.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 30 - section C

Lire également

■ Le film des événements : « combats au sol » par JACQUES DE BARRIN

■ Une attaque « en bateau » inattendue par JACQUES ISNARD

■ Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

■ Les irakiens continuent de rejeter tout « lien » avec la question palestinienne par ALAIN FRACHON

■ Washington minimise l'importance de la déclaration commune avec Moscou par JAN KRAUZE

■ Un entretien avec l'écrivain israélien A. B. Yehoshua sur le sort des Palestiniens par YVES HELLER

■ Un entretien avec le chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine par GEORGES MARION

■ En Jordanie, l'irrésistible radicalisation des Palestiniens par JEAN GUEYRAS

■ Un réseau terroriste irakien a été démantelé en Thaïlande par JACQUES BEKAERT

■ Malaise au PS par PIERRE SERVENT

■ Le conflit vu des DOM-TOM par nos correspondants

■ Embouteillages d'images dans le ciel par MICHEL COLONNA D'ISTRIA

■ New-York en crise par SERGE MARTI

■ Le CEE a accordé 3,5 milliards de francs d'aide à l'Egypte, la Jordanie et la Turquie pages 3 à 10

■ De la tradition pacifiste au syndrome de Munich, un entretien avec l'historien Jean-François Sirinelli par THOMAS FERENCZI page 24 - section C

■ Avant l'ineffable par EDGAR MORIN

■ Le langage des dictateurs par ALAIN TOURAINE page 2

LE MONDE AFFAIRES

Le marché des armes encore plus capricieux par JACQUES ISNARD

■ Regain de faveur pour les fabricants américains par ALEX SERGE VIEUX

■ Les inquiétudes des Français par YVES MAMOU

■ Les Britanniques comptent sur la logique politique par MARC ROCHE

■ Résistance à la Bourse de Paris par DOMINIQUE GALLOIS pages 31 et 32 - section C

LIVRES ♦ IDÉES

■ Szendath, l'artisan universel. ■ Portrait du joueur en peintre. ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « La sainte patronne de la Croix du sud ». ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Le neveu de Diderot » pages 21 à 28 - section C

DÉBATS

La guerre du Golfe

Avant l'inexpiable

par Edgar Morin

TRAIT LIBRE



Le langage des dictateurs

par Alain Touraine

L'aut beaucoup d'aveuglement pour ne pas reconnaître que les mouvements de libération nationale du tiers-monde se sont souvent transformés en pouvoirs dictatoriaux et agressifs. Mais n'avons-nous pas l'expérience de l'aveuglement comparable de ceux qui saluèrent en Staline et en Brejnev ou en leurs émules à l'Est, au Sud et à l'Ouest, les héritiers de révolutions prolétariennes ?

L'appel à la nation et au peuple, en particulier contre les pouvoirs coloniaux, fut et reste une force positive quand il prépare l'ouverture de la société, la modernisation économique et la formation d'acteurs sociaux autonomes. Mais il risque constamment de se transformer en nationalisme agressif et en dictature, monopolisant les ressources et déjouant les colères populaires sur des bœufs émissaires. Nous en avons fait les premiers l'expérience à l'époque napoléonienne. Aujourd'hui, les appels à la nation arabe ou à l'islam ne font que manifester cette tendance au remplacement d'un mouvement national par une dictature nationaliste ou idéologique. Ceux qui définissent le conflit actuel comme un affrontement entre l'islam et la chrétienté, entre les Arabes et l'Occident ou entre l'Ouest et

l'Est adoptent, consciemment ou non, le langage des nouvelles dictatures qui est aussi celui du Front national en France.

La guerre actuelle n'est pas menée contre les Arabes ou contre l'islam, mais contre une dictature riche en pétrole et en armes et dont les ambitions hégémoniques menacent gravement la paix du monde dans une région particulièrement sensible. Le but de guerre le plus immédiat est d'arrêter un plan de conquête qui s'appuierait vite sur la force nucléaire et la volonté de détruire Israël et de s'emparer des ressources et des lieux saints de l'Arabie. Mais le but fondamental doit être de faire basculer la conscience nationale arabe dans le sens de la construction de sociétés civiles et non pas d'États formés, d'arrêter le mouvement actuel de régression et de retrouver le sens du progrès. Ce qui donne de toute évidence une importance centrale à la construction d'un État palestinien en même temps qu'à la sécurité d'Israël, pays qui se trouve lui aussi menacé par la dégradation de sa société, dominée par des impératifs militaires et idéologiques.

Ceux qui cherchent à revivifier les réactions à la guerre d'Algérie et même à la guerre du Vietnam se

NOUS nous trouvons en une petite plage indécise de temps, entre la guerre chirurgicale et la guerre totale, entre les ruses d'un Astérix arabe et le déchaînement apocalyptique qu'il promet, et peut-être ces signes paraissent-elles trop tard.

Nous sommes dans la guerre, mais non encore dans l'inexpiable. Il y a en les Scud sur Israël, la saine présentation d'aviateurs prisonniers, la main noire, mais Saddam Hussein n'a encore déclenché ni la guerre chimique ni la vague terroriste en Europe, ce qui n'y a pas encore provoqué la riposte aveugle et baïonnette contre les immigrés arabes. Il n'y a encore eu ni insurrection ni répression massive en Cisjordanie, devenue ghetto sous couvre-feu.

Mais, de tous côtés, on va vers

l'inexpiable. On y va selon le même processus d'actions-réactions en chaîne qui a conduit à la guerre et où vont intervenir non seulement les actes du dictateur implacable, mais aussi les fanatismes illuminés, les agressivités déchaînées, les ethnocentrismes qui croient sauver leur oïdne dans l'embrasement généralisé, les erreurs inévitables dues à une pensée unidimensionnelle et compartmentée, les programmations abstraites qui calquent la guerre en termes uniquement technomilitaires.

C'est dans cette petite plage de temps fragile qu'il faudrait tenter un suprême effort pacifique. Ici, parce nous ressentons l'horreur et l'absurdité des guerres, nous distinguons nettement entre son pacifisme et le pacifisme inconditionnel

(qui favorise toujours l'État agressif), ainsi que du conglomérat anémique pacifiste groupant les apôtres des guerres « révolutionnaires » et l'ultime cohorte de ceux qui se sont toujours opposés aux interventions américaines et ont toujours approuvé les interventions soviétiques. Il s'agit de préciser nos buts de paix de façon à en faire la proposition à tous les belligérants, ce qui, en cas de refus, justifierait des buts de guerre qui se confondraient avec ces buts de paix.

Depuis le 16 janvier, les buts de la guerre se sont modifiés sous l'effet d'une double radicalisation. En effet, la libération du Koweït passe par la mise hors combat de l'armée irakienne, ce qui emporte la mise hors activité du complexe militaire-industriel qui l'alimente. Du coup, les buts de guerre se déplacent vers un jusqu'au-boutisme exigeant l'élimination de Saddam et l'écrasement du potentiel militaire-industriel irakien. De l'autre côté, la finalité de l'institution d'un État palestinien dérive vers la destruction de l'État israélien et la sainte guerre contre l'Occident.

Ces deux radicalisations, qui se nourrissent l'une l'autre, conduisent à la guerre totale, multiforme, inexpiable... (le paradoxe est qu'il ne s'agit nullement d'une guerre contre ou pour le tiers-monde. C'est une guerre qui, des deux côtés, frappe le tiers-monde. Des agressions irakiennes au Koweït, la mise des travailleurs indiens, philippins et autres asiatiques à été balayée dans les déserts et dans les camps, réduits par les uns et les autres à la condition d'objets déplacés et perçus par les uns et les autres comme sous-humains. Il conviendrait que le sort de ces déshérités soit pris en considération dans les buts de paix.)

Un double cancer

Les deux radicalisations nous montrent que la question du Koweït ne peut être isolée de celle de l'Irak, que la question de l'Irak ne peut être isolée de celle du Moyen-Orient, ce qui nécessite un effort ultime pour éviter que le conflit n'enflamme le Moyen-Orient et bien au-delà. Les buts de paix ne peuvent donc être que globaux : ils doivent porter sur la paix et la sécurité au Moyen-Orient, ils doivent comporter la prohibition de toutes armes non conventionnelles dans la région, la réduction généralisée des armements, la proposition d'un plan d'aide économique pour tous, et, de toute façon, l'examen d'urgence des deux questions - inséparables - de la sécurité d'Israël et de la reconnaissance de la nation palestinienne.

L'insécurité d'Israël et le malheur palestinien constituent le double cancer qui ronge la région depuis 1948 et qui, aujourd'hui, risque de faire sombrer le monde. L'instauration d'une entité nationale palestinienne ne saurait être conçue comme une abdication face à l'arrogance d'un dictateur ou au fanatisme arabo-islamique. Elle correspond au souci rationnel d'équité humaine et d'efficacité pacifique. Continuer à occulter le problème, c'est dégrader la moralité de la position alliée et donner à

Saddam Hussein les armes psychologiques qui lui sont le plus efficaces.

Certes, il y a la crainte d'encourager l'intransigeance du dictateur en révélant nos inquiétudes et nos différences avec la position actuelle de l'allié américain.

Mais est-ce vraiment lui faire une confiance que d'envisager la fragilité de la grande coalition, de considérer que si Israël intervient en force la Syrie, la Jordanie, l'Iran risquent d'entrer dans le camp irakien, de ne pas exclure un changement de pouvoir et d'orientation en URSS, et de redouter le risque d'ultime recours aux armes nucléaires, tactiques ou non ?

La chevauchée au gouffre

Serait-ce capituler devant le dictateur que de maintenir l'exigence du retrait du Koweït sans pour autant exiger sa propre capitulation ? Serait-ce accéder à ses ambitions dominatrices que de refuser toute annexion dans la région, donc les sennes propres ? De toute façon, les satisfactions ou insatisfactions éventuelles de Saddam Hussein sont tout à fait secondaires par rapport à la tragédie immense qui se prépare dans le monde arabo-islamique (ou vont sombrer les espoirs de démocratie et de liberté), dans le monde européen ainsi qu'en URSS. Certes, il n'est pas inévitable que la guerre débouche sur le gouffre. Mais, plus elle dure, plus cela deviendra probable. C'est pourquoi il faut tenter d'arrêter la chevauchée au gouffre.

Il est certain que le maintien de Saddam Hussein, de son armée, de son potentiel militaire détermine des risques sur la région. Mais ces risques sont à court et à moyenne échéance et sont localisés dans la région même. Les risques d'une guerre qui se prolonge sont des risques à longue portée et de longue durée. Il faut couvrir les mains grandes, risques d'autant plus que les risques catastrophes d'un tel feu feraient arrêter les souffrances et désastres de la guerre.

C'est aux journalistes et éditorialistes de réfléchir sur les risques, chances, idées et hypothèses de la paix et d'éclairer l'opinion. C'est aux chefs d'État d'intervenir. Nous savons François Mitterrand déjà de l'échec de ses efforts, qui s'étaient intensifiés dans les jours d'avant le 16 janvier. Mais si le président a pu ensuite se faire sur ce qui n'est pas la guerre, sa mission aujourd'hui est de réclamer sa propre politique moyen-orientale et de la proposer comme finalité de paix. Cette proposition pourrait être soumise conjointement aux États européens et aux États de Méditerranée occidentale avant d'être portée au Conseil de sécurité de l'ONU.

Ou bien de tels efforts convergents permettraient d'aller vers une paix comportant de toute façon la libération du Koweït. Ou bien il serait démontré au monde que la guerre continue, non pour le seul Koweït, non pour l'élimination d'une seule iniquité et le maintien des autres, mais pour la solution pacifique des problèmes du Moyen-Orient, condition nécessaire d'un nouvel ordre international.

COURRIER

Un général à l'écran

Sous le titre « Ces généraux qui ont investi le petit écran », votre rédacteur Laurent Greilsamer a cru bon de procéder à un amalgame contestable dans le Monde daté 20-21 janvier.

Je ne suis lié par aucun contrat et entends n'en accepter aucun. Je ne reçois aucune rémunération de quelque nature que ce soit, et je n'entends pas en recevoir une. Je prends à mon compte les quelques dépenses afférentes aux entretiens auxquels la télévision veut bien m'inviter.

En revanche, je m'estime d'autant plus satisfait de l'occasion qui m'est donnée de contribuer à l'information de mes concitoyens que j'ai en le plaisir de constater la qualité, l'objectivité et le dynamisme d'une équipe passionnée par son métier. C'est là une ample compensation à la modeste contribution que je lui apporte bénévolement.

PIERRE M. GALLOIS
Paris

Débarquement à Iwojima

Une illusion demeure : les bombardements massifs préalables permettent d'économiser la vie des

soldats lors de l'assaut terrestre. Voilà sans doute pourquoi l'aviation et l'artillerie alliées écrasent les positions irakiennes au Koweït. Parions que ces bombardements ne servent probablement à rien. Et que l'assaut sera épouvantablement meurtrier.

Reportons-nous au passé. Non pas à la guerre du Vietnam mais à la reconquête du Pacifique, épisode guerrier mal connu des États-majors européens, et à l'attaque d'Iwojima en particulier.

En février 1945, après un pilonnage d'une extrême densité des plages et des fortifications japonaises, les Américains prennent pied sur les 25 km² de l'île. Ils eroient leur adversaire sonné. Il n'en est malheureusement rien. Dans la bataille qui suit, les Japonais perdent 20 000 hommes, les « marines » 27 000, soit, en moins d'un mois, plus de la moitié de ce que les Américains perdront, plus tard, en douze ans de guerre au Vietnam. Bien enterrés et fanatisés, les Japonais luttèrent jusqu'à la mort. D'aucuns affirment que la décision américaine d'utiliser l'arme atomique fut prise à cette occasion.

A la veille de l'assaut sur le Koweït, déplorons que l'histoire soit si peu appréciée des États-majors. A défaut d'éviter des boucheries inutiles, peut-être nous épargnerait-elle des guerres mal préparées.

FRANÇOIS GARÇON
Paris

<p>Le Monde</p> <p>Édité par la SARL Le Monde</p> <p>Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944</p> <p>Capital social : 620 000 F</p> <p>Principaux associés de la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> Société civile « Les rédacteurs du Monde » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. André Fontaine, gérant. <p>Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration</p> <p>Commission paritaire des journaux et publications n° 51437</p> <p>ISSN 0395-2037</p> <p>Représentations sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33</p> <p>Imprimerie « Le Monde » 15, rue Falguière 75001 PARIS CEDEX 15</p> <p>94852 IVRY-CEDEX</p>	<p>RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : (1) 40-65-25-89</p> <p>Télex : 206.806 F</p> <p>Le Monde PUBLICITE</p> <p>André Fontaine, président</p> <p>Francis Hugues, directeur général</p> <p>Philippe Dupuis, directeur commercial</p> <p>5, rue de Montesseny, 75007 PARIS</p> <p>Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71</p> <p>Tél. : MONDIPUB 206 136 F</p> <p>Télex : 451342-01 - Société filiale du journal Le Monde et du groupe France SA</p> <p>Le Monde TÉLÉMATIQUE</p> <p>Compagnie « Le Monde » 36-15 - TAPAZ LM</p> <p>ABONNEMENTS PAR MINITEL</p> <p>36-15 - TAPAZ LEMONDE</p> <p>code d'accès ABO</p>	<p>ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX</p> <p>Tél. : (1) 40-65-25-25</p> <p>Télécopieur : (1) 49-60-30-10</p> <p>Télex : 261.311 F</p> <p>ABONNEMENTS</p> <p>1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX</p> <p>Tél. : (1) 49-60-32-90</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>TRIM</th> <th>FRANCE</th> <th>SUISSE-BELG. LUXEMB.</th> <th>AUTRES PAYS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>3 mois</td> <td>400 F</td> <td>572 F</td> <td>790 F</td> </tr> <tr> <td>6 mois</td> <td>780 F</td> <td>1 123 F</td> <td>1 560 F</td> </tr> <tr> <td>1 an</td> <td>1 400 F</td> <td>2 086 F</td> <td>2 960 F</td> </tr> </tbody> </table> <p>ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.</p> <p>Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus</p> <p>Changements d'adresse : 48 lignes de préavis ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement</p>	TRIM	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS	3 mois	400 F	572 F	790 F	6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F	1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F	<p>BULLETIN D'ABONNEMENT</p> <p>DURÉE CHOISIE</p> <p>3 mois <input type="checkbox"/></p> <p>6 mois <input type="checkbox"/></p> <p>1 an <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Localité : _____</p> <p>Pays : _____</p> <p>Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les montants en espèces à l'éditeur.</p> <p>PP Paris RP</p>
TRIM	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS																
3 mois	400 F	572 F	790 F																
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F																
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F																

LA GUERRE DU GOLFE

La Monde • Vendredi 1^{er} février 1991

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARY
SERIALS 28-158
CLASS
DATE

Le film des événements Combats au sol

Deux semaines après son déclenchement, l'opération « Tempête du désert » prendrait-elle un tour nouveau ? Jeudi matin 31 janvier, plusieurs milliers de soldats irakiens, appuyés par des véhicules blindés, continuent de se battre à l'intérieur et autour de la ville côtière de Khafji, située en territoire saoudien, à environ dix kilomètres de la frontière koweïtienne, qu'ils avaient investie, la veille. Selon les alliés, de ce premier face-à-face terrestre : onze morts chez les marines américains et quelques centaines du côté ennemi.

Radio-Bagdad s'est fait l'écho de cette importante offensive terrestre contre les forces de l'agression américano-atlantico-sioniste. Elle a précisé que Saddam Hussein avait personnellement conçu cette « grande conquête devant laquelle le front des mécréants s'est effondré ».

Cette offensive irakienne visait-elle à sonder les capacités de réaction des troupes alliées, comme l'a assuré, à Ryad, un porte-parole américain ? Toujours est-il que le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, a qualifié cette première bataille de « drôle de sur le plan militaire ». Pour la Maison Blanche, ces « incursions » ennemies n'annoncent pas le début d'une

guerre terrestre. Les marines américains ont libéré un deuxième flot koweïtien, Umm el Meradin, tandis que au large de l'île de Boubiyan, sept bâtiments irakiens auraient été détruits par les forces alliées et qu'un navire de guerre ennemi, en feu, se réfugiait dans les eaux territoriales iraniennes.

Le ministre jordanien des affaires étrangères a accusé, par ailleurs, l'aviation alliée d'avoir sciemment visé des voitures civiles qui circulaient en plein jour en Irak et d'avoir ainsi tué quatre Jordaniens qui tentaient de regagner leur pays.

La « gifle » de Washington

Dressant le bilan des deux premières semaines de conflit, le général Schwarzkopf a indiqué que 75 % des postes de commandement irakiens avaient été « sévèrement endommagés ou détruits ». 46 bateaux mis hors de combat et 54 avions abattus. Selon le commandant en chef des forces américaines, les 31 installations de guerre nucléaire, bactériologique et chimique ont été attaquées et tous les réacteurs nucléaires démolis.

A Moscou, enfin, le chef d'état-major général des forces armées soviétiques, le général Mikhail Moisseïev, a démenti mercredi 30 janvier les informations selon

lesquelles l'Union soviétique aurait fourni aux Etats-Unis des renseignements confidentiels sur le dispositif militaire irakien.

Sur le front diplomatique, Israël qui redoute la moindre allusion à ce fameux « lien » entre la crise du Golfe et la question palestinienne, s'est ému que, dans leur déclaration conjointe, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique aient évoqué la priorité donnée par leur gouvernement à « l'établissement de la stabilité au Proche-Orient ». « C'est une faute de ne pas nous avoir consultés avant de se livrer à un tel acte politique qui touche notre destin », s'est aussitôt plaint, le premier ministre de l'Etat hébreu tandis que la ministre de la science et de la technologie, membre d'un parti d'extrême-droite, qualifiait le geste de Washington de « gifle en pleine figure ».

La porte-parole de la Maison Blanche qui n'avait été informée qu'après coup du contenu de la déclaration conjointe, a affirmé qu'il n'y avait pas matière à y déceler un quelconque changement de politique. Incident clos ? « Nous n'avons aucune raison de ne pas prendre à la lettre ces assurances », a convenu le chef de la diplomatie israélienne.

Dans une lettre adressée, mercredi, au ministre irakien des affaires étrangères qui l'avait

rendu « personnellement responsable des crimes odieux » commis actuellement contre son pays, le secrétaire général de l'ONU a redit sa « profonde préoccupation » devant la continuation du conflit. De son côté, Jean-Paul II a lancé un nouvel appel à la paix, demandant que le dialogue l'emporte sur le « langage des armes ».

Dans un message aux armées, M. Pierre Joxe, le nouveau ministre des armées, a insisté sur le fait que « le combat dans lequel nous sommes engagés, est celui du droit ». A leur manière, les centaines de milliers de Palestiniens, réfugiés en Jordanie, parlent aussi de droit et sont reconnaissants au maître de Bagdad de leur donner l'espoir qu'un jour, ils pourront retourner chez eux. A en croire Nayef Hawatmeh, le chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), « si on ne lui laisse aucun autre choix que de se battre le dos au mur, Saddam Hussein ira jusqu'au bout ».

Deuxième marté noire

A cet égard, les ministres de l'environnement des 24 pays membres de l'OCDE ont dénoncé, mercredi, à Paris, « le crime contre l'environnement » commis par Bagdad, qui « menace l'ensemble de l'écosystème du Golfe et l'ap-

provisionnement en eau potable de millions d'habitants de la région ». Selon la BBC, citant des sources militaires britanniques, les Irakiens déverseraient, de nouveau, du brut en mer depuis un terminal pétrolier situé dans la péninsule de Fao. Une deuxième merée noire serait ainsi en train de naître alors que la communauté internationale s'efforce encore de contenir la première qui s'étend sur 80 à 90 kilomètres de long.

La guerre du Golfe crée, en tout cas, un maelström dans tout le monde arabo-musulman. Des Etats en profitent pour se réconcilier : après une brèche de dix ans, le Jordanie et l'Irak ont décidé de normaliser leurs relations diplomatiques tandis que Ryad envisage de rétablir les liens avec Téhéran « au moment opportun ». En revanche, le Syrie soupçonne la Turquie de vouloir profiter du conflit en cours pour « annexer » la partie nord de l'Irak. Quant aux Kurdes dont le territoire est à cheval sur plusieurs pays et qui réclament en vain une patrie, leur sort vient d'être soulevé, à Genève, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU. Depuis 1974, plus de 200 000 d'entre eux n'ont pas été massacrés par la régime de Bagdad, notamment au moyen de l'arme chimique.

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

Les alliés ont attaqué la marine irakienne

Au moins sept bâtiments détruits.

Sept bâtiments irakiens ont été « détruits » mercredi 30 janvier au large de l'île koweïtienne de Boubiyan, au cours d'une opération navale alliée qui a duré douze heures, selon des sources militaires dans le Golfe citées par les télévisions britanniques. Des mêmes sources militaires, on ajoute que les bâtiments irakiens étaient pour la plupart des vedettes rapides, dont deux vedettes lance-missiles du type OSA de fabrication soviétique.

Le vice-amiral Christopher Craig, commandant les forces navales britanniques dans le Golfe, a indiqué que « plusieurs unités vitales » de la flotte irakienne avaient été éliminées. L'opération a été menée par des hélicoptères Lynx armés de missiles Sea Skua venus des contre-torpilleurs britanniques HMS Gloucester et HMS Cardiff et des chasseurs britanniques, américains et saoudiens.

L'aviation canadienne a de son côté attaqué et « touché », mercredi dans le nord du Golfe, une vedette irakienne « qui s'apprêtait à lancer un missile Exocet contre un bâtiment de la force multinationale », a indiqué à Manama un res-

pensible militaire canadien. Le colonel David Bartram, commandant en second des forces canadiennes dans le Golfe, a affirmé à la presse que deux avions CF-18 « Hornet » ont « touché et endommagé » à l'aide d'un missile air-mer la vedette irakienne, qui a néanmoins réussi à regagner la côte de l'Irak.

Depuis plusieurs jours, selon les mêmes sources militaires, les alliés cherchaient à repérer les mouvements des vedettes rapides lance-missiles OSA qui constituent l'arme navale principale des Irakiens. Normalement équipées de missiles Styx, les vedettes irakiennes peuvent aller à une vitesse de 41 nœuds.

Le koweïtienne aux mains des marines

Pour leur part les marines américaines ont mis fin au contrôle irakien d'une seconde île koweïtienne, Umm-al-Miradin, à une vingtaine de kilomètres des côtes, lorsqu'ils ont fait exploser des défenses antiaériennes et de l'artillerie que les Irakiens avaient installées là. Personne cependant ne

se trouvait sur l'île et aucune résistance ne s'est manifestée à partir des côtes koweïtiennes. Le 24 janvier, l'armée et la marine américaines avaient pris l'île koweïtienne de Qaruh.

L'aviation alliée a par ailleurs poursuivi ses bombardements en territoire irakien. De nouvelles attaques ont été lancées contre la ville de Bassorah, tandis que les appareils français maintenaient leur pression sur les positions de la garde républicaine.

Mercredi soir, l'Irak a annoncé que son aviation avait abattu un appareil allié et en avait touché un autre lors d'une bataille aérienne dans le ciel de l'Irak. Le porte-parole irakien qui a donné cette information n'a pas précisé l'identité des avions alliés et a ajouté que les Irakiens ont forcé les appareils à prendre la fuite. Il n'a signalé aucune perte irakienne. C'est la première fois que l'Irak fait état d'un tel engagement en plein vol dans son ciel entre son aviation et celle des Alliés.

Téhéran a par ailleurs annoncé mercredi qu'un navire de guerre irakien en flammes et trois appareils de l'armée de l'air de Bagdad

s'étaient réfugiés en Iran. C'est la première fois que l'Irak fait état de l'arrivée d'un navire de guerre irakien dans ses eaux territoriales depuis le début de la guerre.

L'un des trois avions irakiens arrivés mardi en Iran s'est écrasé au sol à l'atterrissage sur une route. Le pilote a été blessé. L'un des deux autres « a disparu des son entrée dans l'espace aérien iranien. On ignore ce qu'il est devenu », a indiqué Radio-Téhéran, en précisant que le troisième avait atterri sans encombre sur un aéroport.

Les alliés estiment à au moins une centaine le nombre d'avions irakiens ayant trouvé refuge en Iran. De son côté, Téhéran faisait état, provisoirement, de l'arrivée de seize avions. Interrogé mercredi à Paris à ce propos, le général Germanos, chef du SIRPA, a déclaré que le passage d'appareils irakiens en Iran faisait l'objet de « contacts au niveau diplomatique » entre la France, ses alliés et Téhéran. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a déclaré pour sa part : « Oui, il y a eu et il y a encore des contacts diplomatiques pour avis avec les pays de la région. » - (AFP, Reuter, AP.)

La France envoie des chasseurs de mines et des avions en Méditerranée

Trois chasseurs de mines français seront, dans les prochains jours, basés à Port-Saïd, en Egypte, à la demande de ce pays qui a souligné leur déploiement pour être prêt à toute intervention de déminage qui serait nécessaire dans le Golfe.

Selon l'état-major de la marine nationale, il s'agit des chasseurs de mines *Sagittaire* et *Aigle*, habituellement basés à Toulon, et du chasseur de mines *Pégase* et du bâtiment de soutien mobile *Loire*, normalement rattachés à Brest. Tous les membres de l'équipage de ces bâtiments sont des engagés.

D'autre part, huit pays membres de l'OTAN - l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce, la Grande-Bretagne, la Turquie, les Pays-Bas et la Belgique - vont fournir trente et un avions, au total, à une force alliée chargée de protéger la navigation en Méditerranée orientale où, depuis septembre dernier, croise une force navale de huit frégates pour le compte de l'OTAN.

L'Italie, la France et l'Allemagne fourniront des avions Bréguet-Atlantique de surveillance maritime et de lutte anti-sous-marins, pendant que les autres pays fourniront des Orion.

Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

Voici le bilan des pertes militaires et civiles depuis le début de l'opération « Tempête du désert » il y a deux semaines, d'après les informations officielles alliées et irakiennes. Ces informations restent fragmentaires, notamment en ce qui concerne les combats terrestres engagés mercredi 30 janvier dans le secteur de Khafji, à la frontière saoudo-koweïtienne.

Pertes militaires (sources alliées)

- ALLIÉS : 24 avions (15 américains, 6 britanniques, 1 italien, 1 koweïtien, 1 saoudien) ; 2 hélicoptères américains ; 27 aviateurs portés disparus, incluant les prisonniers ; 12 soldats américains tués dans des combats à la frontière saoudo-koweïtienne.
- IRAK : 54 avions, 46 unités navales ainsi qu'un nombre indéterminé de chars, de pièces d'artillerie et de camions.
- 8 soldats tués lors d'opérations navales ; 1 officier tué au cours d'une tentative d'embuscade en territoire saoudien et « des pertes importantes en hommes et en équipement » lors de l'engagement dans la zone de Khafji.

Pertes civiles (sources alliées)

- ARABIE SAOUDITE : 1 mort, 42 blessés.
- ISRAËL : 2 morts, 273 blessés.
- IRAK : pas d'estimations communiquées par les alliés.

Prisonniers

105 Irakiens, selon le Pentagone, chiffre auquel il faut ajouter 21 Irakiens faits prisonniers autour de Khafji, selon un porte-parole militaire saoudien.

12 prisonniers alliés (dont 10 nommés par Bagdad). Le Pentagone reconnaît 7 prisonniers. Londres 2, Rome 1. Les autres sont, selon Bagdad, 1 Britannique et 1 Koweïtien.

Bagdad a annoncé qu'un de ces prisonniers (sans précision de nationalité) a été tué lundi lors d'un raid aérien sur Bagdad et d'autres blessés dimanche.

Estimations irakiennes

- 284 avions et missiles alliés abattus.
- 39 militaires irakiens tués.
- 123 civils irakiens tués, 327 blessés.

Partisan d'une solution pacifique

Le commandant en chef de la flotte italienne dans le Golfe est relevé de ses fonctions

ROME

de notre correspondant

« Avec un peu de sagesse, on aurait pu éviter tout cela... Selon moi, on aurait dû parvenir à une solution pacifique. Qui sait ? En continuant l'embargo un peu plus longtemps... » Trois phrases, trop politiques dans la bouche d'un militaire, une poignée de mots malencontreux lâchés devant un journaliste qui les rapporte, voilà comment prend fin la carrière d'un officier supérieur de la marine italienne.

Face à la tempête de protestations soulevée par ses propos, le commandant en chef de la flotte transalpine dans le Golfe (cinq bâtiments au total), le contre-amiral Mario Baracchia (cinquante ans), a été contraint mercredi 30 janvier d'abandonner sa mission. Le communiqué officiel du ministère de la défense précise que l'officier a lui-même demandé à être relevé de son commandement après avoir constaté qu'en dépit de son démenti aux propos qui lui ont été prêtés par l'hebdomadaire catholique *Famiglia Christiana* (Famille Chré-

tienne), la polémique se poursuivait et l'empêchait d'assumer sa mission avec toute la sérénité requise.

Nommé capitaine de vaisseau et contre-amiral il y a tout juste un mois, Mario Baracchia avait affirmé dans la journée de mardi que sa pensée avait été « travestie » par le journaliste. Peine perdue, l'envoyé spécial du périodique catholique avait enregistré les propos de son interlocuteur et certaines radios ne se sont pas privées de les diffuser intégralement.

« Un jeu plus grand que nous »

Dans un pays où toute intervention à l'extérieur - même limitée puisque l'Italie n'a envoyé aucune force terrestre dans la région - est loin de faire l'unanimité, les propos du contre-amiral avaient fait l'effet d'un coup de tonnerre. Repris comme « un signe d'espérance » par les pacifistes, les propos du militaire ont suscité un énorme embarras dans les rangs de la majorité parlementaire favorable à la participation italienne à la force multinationale.

Sans attendre les explications exigées par le premier ministre, M. Giulio Andreotti, certains partis de la coalition au pouvoir réclamaient dès mardi le rappel immédiat du commandant-en-chef. C'est maintenant chose faite mais l'affaire n'est pas pour autant terminée. Une partie de la presse de jeudi dresse un parallèle avec la démission du ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et entend bien poursuivre le débat sur la dimension « suiviste » de la politique italienne dans le Golfe. Le contre-amiral Baracchia réagit en effet dans son « malheureux » entretien qu'il fut serti du déclenchement de la guerre par un message du commandement américain le 17 janvier à 2 h 50.

Qu'avez-vous pensé ? lui demande alors le journaliste. Réponse du militaire : « Je me suis demandé si, dans un certain sens, on ne s'était pas payé notre tête, si on ne nous avait pas entraînés dans un jeu plus grand que nous... »

P. C.

VLADIMIR NABOKOV
LA VENITIENNE
Et autres nouvelles
Collection du Monde entier
LE BON - BOLTA - PNI
Collection Folio
LA DÉFENSE JOUVE
Collection Folio
nrf
GALLIMARD

LE MONDE

LA GUERRE DU GOLFE

New-York en crise

Les retombées du conflit risquent d'aggraver les difficultés d'une ville déjà en proie à un lourd déficit financier et à de graves problèmes sociaux

NEW-YORK
de notre correspondant

Cette fois, New-York a véritablement compris qu'elle était entrée en guerre. La ville déplore désormais son premier homme mort au combat, l'abbé, dans le Golfe. Dimanche 27 janvier, après une brève cérémonie qui a rassemblé sa famille et ses amis hispaniques dans la petite église d'Anselmo, l'un des quartiers les plus déshérités du Bronx, elle a porté en terre Manuel Rivera Jr, un pilote de trente et un ans qui voulait devenir astronaute. Pendant ce temps, à quelques blocs du modeste logement de la famille Rivera, le South-Bronx participait à sa façon à l'effort de guerre. Là, dans un immeuble peu engageant de deux étages, des dizaines d'ouvriers, noirs et hispaniques pour la plupart, engagés au pied levé par une société travaillant pour le Pentagone, s'affairaient nuit et jour à empaqueter des médicaments destinés aux soldats engagés dans l'opération « Tempête du désert ». Un contrat modeste - 400 000 dollars - mais qui peut en appeler d'autres. A New-York comme ailleurs aux États-Unis, le conflit a développé patriotisme et esprit d'entreprise. Même si les effets sur l'économie ne demeurent limités.

Compter sur les « dividendes de la guerre »

A l'intérieur de City Hall, la mairie, M. David Dinkins, le seul maire noir que la ville ait connu à ce jour, entame la deuxième année de son mandat de quatre ans dans un climat économique et social déjà difficile et rendu encore plus incertain par les derniers événements. Il sait très bien que les nouveaux « petits boulots » nés de la guerre du Golfe (fabricant de drapeaux étoilés, etc.) ne suffiront pas à sortir New-York de la récession et des graves problèmes financiers auxquels elle fait face depuis plusieurs mois.

A la différence de ses homologues de Californie ou de Nouvelle-Angleterre, M. Dinkins ne peut compter sur « les dividendes de la guerre » pour lui procurer les ressources dont il a besoin. Un seul marchand d'armes, Grumman Aerospace, est installé dans l'État de New-York. Cette firme construit des avions F-14 et A-6A pour le ministère de la défense, mais elle se situe loin derrière les fournisseurs habituels du Pentagone.

Quant au coup de fouet dont pourrait bénéficier l'ensemble de l'industrie new-yorkaise, sous l'effet de commandes liées à la guerre, il est peu probable. La ville comptait encore 73 % d'emplois industriels en 1955.

Aujourd'hui, ils font travailler à peine 12 % de la main-d'œuvre locale tandis que les services - la finance, l'assurance, le commerce, la publicité et les activités juridiques, pour l'essentiel - assurent les trois quarts des emplois. Une force indiscutable lorsqu'il s'agit de mettre l'accent sur le secteur tertiaire pour constituer la capitale mondiale du capital, mais une faiblesse évidente dès lors que la machine financière se détraque.

Pendant près de dix ans, New-York a vécu par et pour Wall Street, capitalisant sur l'engouement général pour le profit. C'est en grande partie grâce à l'envolée des marchés financiers qu'elle a pu sortir de la grave crise qui, en 1974-1975, avait failli la conduire à la faillite. New-York est rapidement devenue synonyme de réussites audacieuses, d'argent vite gagné. La démesure est devenue la norme. Mais en octobre 1987, la Bourse new-yorkaise a failli succomber à son premier arrêt cardiaque. La machine est finalement repartie pour subir une autre alerte deux ans plus tard, pratiquement jour pour jour.

Depuis, la convalescence se passe très mal. New-York qui compte 7,3 millions d'habitants (et 18 millions



pour l'ensemble de l'État), a perdu 35 000 emplois au cours de l'été dernier, la plupart à caractère financier.

Chute de l'immobilier

Depuis le krach d'octobre 1987, Wall Street a licencié au bas mot 50 000 personnes. Comme un mûrier ne vient jamais seul, l'immobilier s'est effondré (les prix ont chuté de 15 % à 20 % en dix-huit mois), entraînant d'énormes difficultés pour l'ensemble des banques, déjà fragilisées par la crise économique qui s'amplifie depuis plusieurs mois et contraintes, elles aussi, de « dégraisser » leurs effectifs.

Au total, en deux ans, la Grosse Pomme (Big Apple) aura recraché près de 100 000 emplois, autant qu'elle en avait créé au cours des dix

années précédentes. A cela près qu'il s'agit de postes à rémunération élevée qui disparaissent - des salaires souvent inimaginables pour le million de New-Yorkais vivant de l'aide publique - et dont les impôts font maintenant cruellement défaut aux finances locales. Comme toutes les grandes métropoles américaines, New-York souffre chaque jour un peu plus de ces maux qui contaminent la société américaine, à des degrés divers et qui ont pour nom drogue, sida, criminalité, racisme, intolérance... Comme dans bien d'autres domaines, l'héritage des « années Reagan » se fait là aussi cruellement sentir. Pendant près d'une décennie, l'État fédéral a considérablement réduit ses contributions d'intérêt général à l'ensemble des collectivités locales, empêchant ces dernières de se consacrer aux indispensables travaux d'infrastructure et à l'amélioration de la situation des plus défavorisés, dont le nombre n'a cessé de croître. Durant la précédente administration, une bonne partie de la cité est devenue peu à peu une ville du tiers monde.

Six à sept morts par jour

Selon les docteurs Freeman et McCord, du Harlem Hospital, un habitant de Harlem, le vieux quartier noir, a, désormais, moins de chances de parvenir à l'âge de quarante ans qu'un habitant du Bangladesh. Devenue la première cause de mortalité chez les femmes noires, le sida

continue à décimer méthodiquement les jeunes de vingt-cinq à quarante ans, sacrifiant une génération entière d'entrepreneurs et de créateurs, notamment dans la mode et les professions artistiques. La drogue poursuit aussi ses ravages. On compte à présent un million de consommateurs réguliers à New-York, dont 600 000 pour les seuls « cracks » à l'héroïne et à la cocaïne. Des tests menés anonymement dans certains hôpitaux de secteurs comportant une population à risques ont permis de déterminer que 15 % à 20 % des enfants qui y avaient vu le jour, avaient déjà été sensibilisés à la drogue.

Ce tableau passablement sinistre, il faut ajouter la violence, déjà omniprésente à la télévision et sur grand écran, et qui trouve dans la rue un terrain idéal. En 1989, la ville a ainsi recensé plus de 2 000 morts (soit six à sept morts par jour) et 3 200 vols sur un total de 70 000 crimes (comportant les attaques et les vols aggravés). Les premières statistiques pour l'année dernière font état d'une augmentation globale de 30 %. Accablée par ces chiffres qui, parfois ne semblent pas la concerner, la population, qui préfère ignorer certains quartiers, réagit uniquement par électrochocs. Ce fut le cas lorsqu'une douzaine d'enfants ont été tués par des balles perdues, comme cela a été le cas au cœur de l'été. Horrifiés par cette montée de la violence, harrassés par des conditions d'existence et de transport difficiles, environ 60 % des New-Yorkais ont envisagé à un moment ou à un autre de quitter la ville, assurant un récent sondage de Time magazine. Aussi, pour essayer de conserver

entreprises et salariés dans New-York, le maire, M. Dinkins, s'est efforcé de limiter au maximum la pression fiscale. Le prochain budget, totalisant 29 milliards de dollars, devrait comporter seulement 580 millions de dollars de nouveaux impôts alors qu'on escomptait le double. Dans le même temps, des économies seront réalisées, notamment en supprimant 8 500 emplois municipaux sur les 245 000 que compte la ville et... en réduisant les salaires des 700 principaux responsables de la mairie, celui du maire au premier chef.

Parallèlement, l'administration s'efforce d'aider les petites entreprises au moyen de prêts et de contrats municipaux. Enfin, la mairie vient de signer le 18 janvier avec les pouvoirs publics français le premier accord de coopération visant à accroître les relations commerciales entre l'étranger et la ville de New-York, un moyen de trouver des recettes nouvelles.

Fort heureusement, les tensions raciales qui, depuis plus d'un an, empoisonnaient l'atmosphère de la ville semblent s'être atténuées. Mais elles sont loin d'avoir disparu dans une agglomération où un peu plus de 50 % de la population est à présent composée d'ex-minorités devenues majoritaires. A deux ans de l'élection présidentielle, New-York, qui a été choisie pour siège de la convention démocrate, s'efforce de conjurer les deux « R » qui l'obsèdent - récession, racisme - pour les remplacer résolument par un troisième : Réconciliation.

SERGE MARTI

Une majorité d'Américains souhaitent un renforcement de la censure militaire

Une majorité d'Américains seraient favorables à un renforcement de la censure militaire sur les informations en provenance du Golfe. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage effectué par le Princeton Survey Research Associates. Selon cette enquête, effectuée entre le 25 et le 27 janvier, 57 % des 924 personnes interrogées se sont déclarées en faveur d'un contrôle accru des médias effectuant des reportages sur le front. Un tiers (34 %) estime toutefois que ces informations doivent être gérées par la presse et 9 % sont sans opinion.

Près de 80 % des Américains considèrent que les militaires ne dissimulent pas les mauvaises nouvelles et 72 % des sondés estiment que la couverture médiatique de la guerre est objective, les télévisions étant largement perçues comme faisant un meilleur travail que la presse écrite. La chaîne d'informations CNN est citée comme ayant la meilleure couverture de la crise par 81 % des personnes interrogées, contre 12 % à ABC et 7 % à CBS et à NBC.

Selon la même enquête, 81 % des téléspectateurs et auditeurs américains suivent de très près le

conflit, la moitié d'entre eux déclarant même ne pouvoir se détacher du petit écran. « Pour beaucoup d'entre eux, les nouvelles du Golfe sont devenues comme une drogue », écrit le rapport. Un cinquième de ces « drogués des informations sur la guerre » ont du mal à se concentrer sur leur travail ou leurs activités normales et 18 % sont atteints d'insomnie. Si 74 % éprouvent un sentiment de tristesse en regardant les nouvelles, 67 % ont peur et presque autant ont du mal à comprendre ce qui se passe. Pour leur part, les pacifistes accusent les médias de présenter

une image biaisée, pro-américaine, de la guerre. Des manifestants ont défilé mercredi devant les bureaux de NBC, CBS et ABC à New-York en criant : « Un, deux, trois, quatre, dites la vérité sur la guerre ! ». Les mêmes critiques sont émises par l'organisation FAIR, qui se préoccupe de l'objectivité dans les médias, et dont un représentant a affirmé sa « profonde déception et sa frustration devant ce que nous ressentons comme le refus des journalistes de respecter leurs critères professionnels d'équité et d'objectivité ». - (Reuters, AFP, AP, UPI)

La Fédération internationale des droits de l'homme soulève devant l'ONU le problème des Kurdes d'Irak

GENÈVE

de notre correspondant

Le représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme est intervenu mercredi 30 janvier devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève pour attirer l'attention sur le sort des Kurdes d'Irak. « Plus de deux cent mille Kurdes ont péri dans les massacres perpétrés depuis 1974 par le régime de Saddam Hussein avec des bombes au napalm, au phosphore et, récemment, aux gaz chimiques. Plus de soixante dix mille personnes sont portées disparues sans parler des milliers de victimes de toutes sortes de tortures physiques et d'exécutions sommaires ».

« La communauté internationale porte une lourde responsabilité. Elle a imposé l'asservissement de ce peuple en l'incorporant à l'Irak auquel pourtant rien ne l'attachait. Puis elle est restée longtemps, trop longtemps, indifférente et silencieuse face aux malheurs des

Kurdes. Le sort actuel des Kurdes est une insulte à la conscience humaine et à la morale internationale ».

Contrairement à la question palestinienne qui, depuis 1968, demeure à la première place de l'ordre du jour de la Commission, le problème des Kurdes n'y est jamais inscrit. Les Kurdes n'ont pas de représentants à l'ONU, notamment pas à la Commission des droits de l'homme, actuellement en session à Genève.

Depuis les années 60, un représentant du peuple kurde, M. Ismet Chérif Vanly, docteur en droit (1), n'avait cessé de faire connaître par les représentants des États et des ONG les sévices infligés à son peuple en Irak par des bombardements massifs, des gaz asphyxiants (déjà), des chars et de l'artillerie qui ont détruit des milliers de villages. Il s'était adressé, entre autres, au Vatican, au Conseil oecuménique des Églises, aux dirigeants du monde arabe et d'autres pays musulmans, sans grand succès.

Les efforts de M. Chérif Vanly lui valurent en 1976 d'être gravement blessé par balles par le consul général irakien à Genève, Nabil Nasim El Takriti, à qui il avait ouvert sans se méfier la porte de son appartement lausannois. L'acteur du forfait, grâce à son immunité diplomatique, a pu quitter la Suisse. M. Chérif Vanly réchappa par miracle de cet attentat mais sa santé en resta très altérée.

Lors de la session de 1990 de la Commission des droits de l'homme, une jeune femme kurde, M^{me} Semsi Kiliç, put se faire entendre quelque peu, grâce à des ONG. On ne la reverra pas à la présente session car elle n'a été expulsée de Suisse il y a quelques semaines.

ISABELLE VICHNIAC

(1) M. Chérif Vanly est l'auteur de la *Kurdistan irakien, entité nationale*. Éditions de la Baconnière, Neuchâtel.

De nouveaux attentats au Liban, en Jordanie et au Pérou

L'ambassade du Qatar à Beyrouth, vide de diplomates depuis 1984, a été la cible d'un attentat à l'explosif dans la soirée du mercredi 30 janvier. Le siège diplomatique du Koweït avait été visé dans la nuit de mardi à mercredi. Un autre acte de terrorisme, le troisième en moins de vingt-quatre heures et le treizième perpétré dans la capitale libanaise contre les intérêts de pays membres de la coalition anti-irakienne, a provoqué, dans la nuit de mercredi à jeudi, des dégâts au Banco di Roma. Ces attentats, qui ont coûté la vie à un Libanais, se sont produits pour la plupart dans le secteur de Beyrouth contrôlé par les armées libanaise et syrienne, qui ont considérablement renforcé leurs mesures de sécurité.

A Amman, un incendie, qui serait d'origine criminelle, et qui a été revendiqué par des « Brigades du Jihad » jusqu'alors inconnues, s'est déclaré mercredi soir dans les locaux de la bibliothèque du centre culturel français. Il a été rapidement maîtrisé.

En Égypte, le ministre de l'Intérieur, M. Abdel Halim Moussa, a

annoncé, le 30 janvier, que dix-sept terroristes présumés à la solde de l'Irak ont été arrêtés depuis le début de la guerre du Golfe en tentant de s'infiltrer dans le pays.

En Grèce, le mouvement d'extrême gauche 17-novembre a revendiqué, mercredi, dans un long texte publié par le journal *Eleftherotypia*, la récente série d'attentats commis à Athènes contre des cibles occidentales pour protester contre « l'attaque militaire barbare de l'Occident contre l'Irak ». La police a authentifié cette lettre de revendication.

Au Pérou, trois attentats à l'explosif ont été perpétrés, mercredi soir à Lima, contre le Centre culturel américain-péruvien, l'ambassade d'Italie et une statue de feu le président américain John Kennedy. La police attribue au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ces attentats qui n'ont pas fait de victimes.

A Prague enfin, les mesures de protection des ambassades de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis et d'Israël ont été renforcées, mercredi, sur décision du gouvernement tchèque.

GUERRE DU GOLFE

PRIORITE A L'ACTUALITE

Toutes les 1/2 h et à tout instant.

RTL

stinien

LA GUERRE DU GOLFE

« Laisser les Palestiniens humiliés et privés de droit, ce serait préparer le prochain conflit »

nous déclare l'écrivain israélien A. B. Yehoshua

Avraham B. Yehoshua est l'un des plus grands écrivains israéliens. Issu d'une vieille famille de Jérusalem, il est né il y a cinquante-quatre ans dans la Ville sainte, mais a choisi à la fin des années 60 de quitter cette cité qui, e-t-il écrit,

« représente toutes les tensions sous-jacentes », « point chaud qui oppose les Juifs et les Arabes », pour venir s'installer à Haïfa, « une ville hors des mythes », métropole industrielle du nord du pays « où toutes les communautés vivent en harmo-

nie ». Partisan de longue date de l'évacuation des territoires occupés, Avraham B. Yehoshua voit dans la guerre du Golfe une nouvelle preuve de la nécessité absolue de régler la question palestinienne au plus vite. Sinon, dit-il, « après Saddam

Husseïn, ce dictateur, ce tyran qui doit être liquidé sans problème, un autre fou viendra, dans trois, cinq ou dix ans, avec une bombe atomique cette fois, et la situation sera pire encore qu'aujourd'hui ».

HAÏFA

de notre envoyé spécial

Avraham B. Yehoshua tire, d'ores et déjà, deux leçons de la guerre du Golfe et de l'implication - passive jusqu'à présent - d'Israël dans le conflit par missiles interposés.

« C'est d'abord l'échec des experts, une fois de plus. En tant que littérateur, je dis qu'après ces trois dernières années, après l'échec des experts sur l'Union soviétique, sur l'Europe de l'Est, sur l'Allemagne et la rapidité de sa réunification, enfin sur le Golfe et l'erreur des militaires (qui annonçaient une guerre très brève), je dis qu'à l'Université on devra augmenter les salaires des philosophes et des littéraires, et réduire ceux des professeurs de sciences poli-

tiques... Il y a tant de services de renseignement et ils ne savaient pas ce qui se passait là-bas. Pourtant, l'Irak n'est pas sur la lune ! »

La grande leçon, c'est surtout, à ses yeux, que la démonstration est faite de l'absurdité de l'argument sécuritaire comme prétexte à la poursuite de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Cela fait longtemps, rappelle A. B. Yehoshua - dès après la guerre de 1967 - que des mouvements hostiles à cette occupation ont fait l'analyse qui se vérifie aujourd'hui :

« Ce ne sont pas les 30 kilomètres qui séparent Kalkiya (à la limite entre Israël et la Cisjordanie) du Jourdain qui feront une grande différence. Avant la guerre de six jours, Jérusalem était sur la frontière, et

maintenant elle en est à 20 kilomètres. Mais ce n'est évidemment pas cette différence qui fonde la sécurité d'Israël, car nous répétons (depuis longtemps) qu'à notre époque, avec les missiles, la véritable question n'est pas de posséder 20 ou 30 kilomètres, mais réside dans la capacité de répondre. Nous parlons des missiles, ils sont là aujourd'hui. Ariel Sharon avait l'habitude d'emmener chez les Arabes, fondé sur la frustration, l'humiliation, le désespoir.

« Si la guerre se termine et que rien n'est fait pour régler la question palestinienne, la frustration ne pourra qu'aller grandissant. L'Irak sera battu, il n'y aura aucune compensation. Ce sentiment de défaite ne pourra que développer la tendance suicidaire des terroristes, qui trouveront alors une « légitimation » à leurs actes. On peut toujours dire aujourd'hui à un Palestinien qui danse de joie lorsque des missiles frappent Israël que lui aussi risque d'être tué par Saddam Hussein, il répondra : « Je m'en fiche, je veux une revanche totale. »

« Dans dix ans, un autre fou viendra »

Pour A. B. Yehoshua, le problème fondamental est celui-ci :

« Si on laisse les Palestiniens humiliés et privés de tous les droits attachés à un peuple, on laisse subsister la source de malheurs et de conflits pour toute la région. On trouvera toujours un fou pour fixer sa folie sur cette situation. Je le répète, Saddam Hussein n'est pas venu pour sauver les Palestiniens ; il a accédé au problème palestinien à ses propres conflits, régionaux et nationaux, à sa mégalomanie. Cela lui a servi de prétexte.

« Si le gouvernement israélien, qui était prêt dans sa majorité, déjà en mai dernier, à négocier avec les Palestiniens - mais M. Itzhak Shamir ainsi que quelques ministres ont tout fait capoter, - avait-été engagé au Caire dans des négociations avec des représentants ne portant pas la casquette officielle de l'OLP, il (Saddam Hussein) n'aurait pas osé tirer de missiles contre Israël. On a brisé le processus de paix qui était enclenché depuis longtemps, et pour cela nous payons aussi », estime-t-il.

« Les Palestiniens des territoires occupés sont dans le désespoir le plus total, et je comprends leur réaction. Ils sont condamnés à être dans les poubelles de l'histoire. Les résidents de Gaza n'ont même pas de documents de citoyenneté. Les Kurdes qui ont été gazés par Saddam Hussein ont une citoyenneté, le dernier des misérables en Éthiopie est citoyen de quelque part. Mais eux, les Palestiniens, ne sont citoyens de nulle part ; ce n'est pas possible. Si vous le voulez, nous les territoires et donnez la citoyenneté à tout le monde ; sinon rendez-les. Il n'y a pas d'autre solution.

« Il y a un autre peuple, ici, qui a pu être tétu, ne pas faire de compromis, mais qui a droit à l'autodétermination. Il n'y a pas un seul Juif qui, après la seconde guerre mondiale, ait agité des actes terribles qu'avait commis l'Allemagne pour nier l'existence du peuple allemand, pour exiger que Berlin soit détruit, pour demander que l'Allemagne soit anéantie par tous les pays qui ont combattu contre elle. Alors, même si les Palestiniens ont fait des erreurs, ont commis des exès, ils ont le droit de garder au moins le quart de ce pays. Nous n'avons pas vraiment besoin de cette terre, ils ont le droit à l'autodétermination. Or, nous avons violé cette règle, et Saddam Hussein a pu exciper de cela pour lier la question palestinienne à sa mégalomanie koweïtienne et générale.

« Alors la priorité des priorités, une fois terminée la guerre du Golfe, devra être de régler le problème palestinien, de dire aux Palestiniens : « Vous voyez, Saddam Hussein est fini. Il ne faut pas attendre de solution venant de l'Est. » A défaut de quoi, dans dix ans, il y aura un autre fou qui viendra d'Irak ou du Pakistan, avec une bombe atomique cette fois. Personne ne pourra savoir s'il y a ou non une bombe atomique en Iran, au Pakistan ou même dans un nouvel Irak.

« La défaite risque d'encourager une tendance suicidaire »

« A l'inverse, d'ici quelques années, d'autres conflits arabes peuvent éclater, avec des révolutions, comme en Arabie saoudite, qui vont émerger de nouveaux déploiements d'armements terribles. Alors, insiste A. B. Yehoshua, nous devons demeurer hors de tout conflit, faire en sorte qu'il y ait ici tant de choses positives que les Palestiniens eux-mêmes disent aux autres pays

arabes : « Faites ce que vous voulez, mais ne vous mêlez pas de nos affaires. »

Plus que tout, peut-être, A. B. Yehoshua redoute le développement d'un sentiment « suicidaire » chez les Arabes, fondé sur la frustration, l'humiliation, le désespoir.

« Si la guerre se termine et que rien n'est fait pour régler la question palestinienne, la frustration ne pourra qu'aller grandissant. L'Irak sera battu, il n'y aura aucune compensation. Ce sentiment de défaite ne pourra que développer la tendance suicidaire des terroristes, qui trouveront alors une « légitimation » à leurs actes. On peut toujours dire aujourd'hui à un Palestinien qui danse de joie lorsque des missiles frappent Israël que lui aussi risque d'être tué par Saddam Hussein, il répondra : « Je m'en fiche, je veux une revanche totale. »

Comment éviter une telle situation ?

« Tous les territoires contre une paix totale, avec une délimitation de ces territoires », répond A. B. Yehoshua. Pour lui, le modèle des accords à passer avec les Palestiniens existe, ce sont ceux signés avec l'Égypte : « Ils sont solides, au-delà de tout ce qu'on aurait pu imaginer quand ils ont été conclus, car basés sur des fondements corrects (...). Tous les territoires, le Sinaï, jusqu'au dernier centimètre, sans prendre un kilomètre par-ci, un kilomètre par-là, délimitation complète et respectée, contre une vraie paix, avec une ambassade au Caire. »

Les États-Unis et l'Europe ont leur part de responsabilité pour l'avenir.

« Washington devra notamment pousser les Israéliens à un règlement, car si ces derniers ont pu se montrer catégoriques c'est qu'ils ont bénéficié jusqu'à présent du soutien inconditionnel des Américains, ce qui n'a été bénéfique pour personne, à commencer pour les États-Unis eux-mêmes, car ce soutien inconditionnel a valu une montée de la haine au cœur des Arabes.

La question de la riposte

« Il est également du devoir des Européens - qui ont fourni des armes parmi les plus fâcheuses à l'Irak - de participer à la paix. Ce sera pour l'Europe une façon de compenser les crimes qu'elle a commis en armant l'Irak et l'amènera à être plus active dans le processus de paix. Il ne s'agira pas alors de signer un chèque en blanc à Israël, d'entériner ce qu'Israël dira ou de céder à d'éventuelles pressions des communautés juives. Il s'agira pour l'Europe de présenter un plan rigoureux et généreux permettant à la paix de revenir dans la région.

« Les Européens devront également s'adresser après la guerre aux Palestiniens, ainsi qu'aux autres pays arabes, à la Syrie par exemple, pour lui faire renoncer à son rêve terrible de faire une guerre totale, car la Syrie n'est pas loin de l'Irak et a le même système (politique). Il faudra la convaincre de « changer d'orientation. »

Pour l'heure la grande question qui préoccupe les Israéliens est celle d'une éventuelle riposte aux attaques des

missiles irakiens. A. B. Yehoshua partage l'opinion dominante aujourd'hui en Israël en faveur de la politique de retenue observée jusqu'à maintenant. Mais il y a une limite à cette « réserve » : les gaz. Si Saddam Hussein, dit-il, « utilise les gaz, on doit riposter de façon massive sur la population, en faisant savoir que l'on pourra recourir aux armements nucléaires que nous possédons. Autrement dit, si Saddam Hussein « brise le tabou (l'utilisation de l'arme chimique) et tue des citoyens israéliens, nous aurons le droit moral de riposter contre les civils. »

« Le droit moral de riposter, Israël l'aura avant même l'utilisation des gaz par l'Irak, si le nombre de victimes civiles des missiles de la charge conventionnelle s'accroît trop (...). La situation que vit le pays a provoqué un traumatisme très positif dans la société israélienne. Je vois le silence de Sharon, de tous les faucons, des fous. Et ce traumatisme va permettre une prise de conscience : que la chose primordiale, c'est la paix, la paix dans la sécurité.

« Mais tout cela relève de l'espoir. On ne peut exclure une réaction générale de rejet qui amènerait la communauté internationale à dire aux Palestiniens : « Vous avez dansé sur les toits lorsque tombaient les missiles, eh bien maintenant vous allez voir. » Il n'y aurait alors plus sûr moyen de préparer la prochaine guerre. »

Propos recueillis par YVES HELLER

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 17 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 86.

SAMEDI 2 FÉVRIER

* S. 12 - Affichages. - M^e LENORMAND, DAYEN.

LUNDI 4 FÉVRIER

- S. 4 - Estampes, dessins, aquarelles, gouaches, tableaux modernes. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^e Cailac et M. Blanchet, expert.
- S. 5 - 14 h 15. Bons meubles, Objets mobiliers. - M^e ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
- S. 6 - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M^e OGER, DUMONT).
- S. 11 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^e PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 13 - Aquarelles. - M^e MILLON, ROBERT.
- S. 15 - Bons meubles, Objets mobiliers. - M^e ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
- S. 16 - Bons meubles. - M^e LOUDMER.

MERCREDI 6 FÉVRIER

- S. 1 - 14 h 15. Estampes anciennes et modernes. - M^e ADER, PICARD, TAJAN. M^e Rousseau, expert. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
- S. 3 - Objets sur papier. - M^e LENORMAND, DAYEN.
- S. 6 - Estampes, livres, meubles d'époque et de style. ARCOLE (M^e RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY). MM. Lepic et Nazaro Aga, experts.
- S. 7 - Volumes, tableaux, bijoux, beau mobilier. PARIS AUCTION (M^e CARDINET-KALCK).
- S. 10 - Livres, bijoux, meubles. - M^e RIBEYRE, BARON.
- S. 13 - Timbres, cartes postales. Tableaux. Meubles et objets d'art d'époque et de style. - M^e DELOIRME.
- S. 14 - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M^e OGER, DUMONT).

JEUDI 7 FÉVRIER

- S. 3 - Bibliothèques SICKLES, 6^e partie. Editions originales du 20^e siècle sur grand papier. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 9 - Bijoux, orfèvrerie, linge de maison. - ARCOLE (M^e RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
- S. 12 - Bijoux. - M^e MILLON, ROBERT.

VENREDI 8 FÉVRIER

- S. 1 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^e MILLON, ROBERT.
- S. 3 - Suite de la vente du 7 février. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 5 - Art d'Asie. Porcelaines de Chine et du Japon. - M^e COUTURIER, DE NICOLAY et M^e RIBUNIER, BAILLY-POMMERY, MM. Beurdeley et Rainard, experts.
- S. 10 - Timbres, cartes postales, céramiques, jouets. - M^e PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 13 - Tab., bib., mob. - M^e BOISGARRARD.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

JEUDI 7 FÉVRIER à 20 h 15

L'OR DE L'ART

Tableaux contemporains
M^e ROGEON, Commissaire-priseur
(expo le 6-2 11 h/20 h et le 7-2 11 h/17 h)

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGARRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-30.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DELOIRME, 14, avenue de Messine (75008), 45-63-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 43, rue Lafayette (75009), 44-78-49-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-93.
PARIS AUCTION, de Capes, Carrière-Robert, Darrange, Robert, l'actuel, 23, rue Le Pelletier (75009), Tél. : 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-85-31.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.
RIBEYRE, BARON, 3, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
RIBUNIER, BAILLY-POMMERY, 25, rue Le Pelletier (75009), 45-23-44-40.
ROGEON, 16, rue Miton (75009), 48-78-81-06.

A TOUS LES PASSAGERS SINGAPORE AIRLINES

Nous souhaitons vous informer que tous nos vols entre l'Europe et Singapour s'effectuent très à l'écart de la région du Golfe.

Certains horaires ont dû, de ce fait, être modifiés. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou les bureaux de réservation Singapore Airlines.



LA GUERRE DU GOLFE

« Si Saddam Hussein n'a aucune perspective de s'en sortir, il ira jusqu'au bout »

nous déclare M. Nayef Hawatmeh, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine

ALGER

de notre correspondant

Bien que la guerre du Golfe soit, pour partie, menée en leur nom, les Palestiniens de l'OLP constatent amèrement qu'ils n'ont aucun pouvoir sur son déroulement. Jamais ils n'ont été aussi marginalisés sur le plan politique. Mais ils ont pour eux d'avoir souvent côtoyé le président Saddam Hussein et de pouvoir, ainsi, tenter de jouer les bons offices.

De passage à Alger où il a rencontré, entre autres, le président Chadli Bendjedid, dont le pays tente de renouer le fil diplomatique entre l'Irak et les coalisés, M. Nayef Hawatmeh, chef du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), le reconnaît volontiers : « La crise n'est ni une tournure dramatique, dit-il, entraînant des destructions massives. Les Américains attaquent, l'Irak se défend et dans un tel contexte il est encore difficile de saisir les contours d'un futur compromis ». Cependant, pense M. Hawatmeh, il faut se situer dans une optique d'après-guerre, rechercher les éléments d'une négociation aussi nécessaire qu'inévitable.

« C'est une affaire urgente, dit-il. Aujourd'hui, malgré les bombardements, des négociations ont plus de chance d'aboutir que dans trois semaines », M. Hawatmeh qui, à l'instar d'autres dirigeants de l'OLP, a rencontré plusieurs fois M. Saddam Hussein est formel : « Ne vous faites pas d'illusion, la résistance irakienne durera des mois, et toute personne qui pense l'inverse se trompe lourdement. L'histoire locale enseigne que la psychologie du peuple irakien et de son armée est simple : résister. Et même s'il y a des désertions, l'Irak qui a un million d'hommes sous les drapeaux n'en sera pas affecté. De telles désertions avaient déjà été constatées durant le conflit avec l'Iron sans pour autant changer le cours de la guerre ».

Que signifie alors l'envoi des avions irakiens vers l'Iran ? M. Hawatmeh, qui n'est pas en mesure de confirmer l'éventuelle exécution des chefs de l'aviation et de la DCA de Bagdad, est dubitatif : « Dans ce cas précis, je ne pense pas qu'il s'agisse de désertions, mais plutôt de problèmes d'ordre technique. Sans doute les avions n'ont-ils pu se poser en Irak à cause des pistes bombardées. Leurs pilotes ont préféré préserver les appareils, même s'ils demeurent bloqués à l'étranger, plutôt que de courir le risque qu'ils soient détruits ».

Si aucun spécialiste ne se hasarderait à certifier que l'Irak ne possède pas l'arme nucléaire, le chef du FDLP est formel quant à la volonté du président Saddam Hussein d'utiliser toutes les armes en sa possession. « Saddam nous l'a souvent dit : tout l'arsenal irakien chimique, biologique ou même nucléaire est potentiellement utilisable. Il le sera en fonction de l'évolution des combats et des négociations. Pour le moment, les Irakiens n'ont pas besoin d'autres armes que celles qu'ils utilisent aujourd'hui, mais que s'ouvre un front terrestre et nous verrons qu'il peut aller très loin ».

Les alliés doivent être sages pour deux

« La crise écologique que nous vivons avec la mer Noire n'est qu'un avant-goût. Malheureusement cette « petite nappe » n'est rien à côté de la pollution qu'il se propose de susciter lors du déclenchement des opérations terrestres. Evidemment il s'agit là d'une arme à double tranchant qui peut pousser à la négociation ou, au contraire, la bloquer. Il en est conscient, mais si on ne lui laisse d'autre choix que de se battre le dos au mur, s'il n'a aucune perspective de s'en sortir, il ira jusqu'au bout ».

M. Hawatmeh ne sous-estime pas les difficultés d'une négociation mais, estime-t-il, « c'est aux alliés de faire preuve de sagesse pour deux, c'est à eux d'être les plus souples. Les grandes puissances ont des responsabilités parce que, justement, ce sont de grandes puissances. Il est inconcevable qu'elles s'acharnent sur un petit pays comme l'Irak. Saddam peut aller loin dans l'escalade, il n'est retenu par rien ».

Il faut mettre Saddam au pied du mur

Amener un processus de paix, c'est d'abord, selon M. Hawatmeh et ses camarades de l'OLP, convaincre les acteurs privilégiés que sont les pays non alignés, le Maghreb, l'Europe – et singulièrement la France – la Chine et l'URSS, de faire preuve d'audace pour aboutir à une « solution politique équilibrée ». Il faut mettre Saddam au pied du mur, estime-t-il. Il veut une négociation globale ? Pourquoi ne pas la faire sur le modèle de la conférence de Paris concernant le Cambodge ? Elle réunirait, comme dans l'affaire cambodgienne, les Etats directement concernés, ceux qui y ont des intérêts et, enfin, quelques grands pays.

Le leader du FDLP qui, apparemment pense que le régime irakien en sortirait profondément bouleversé, prend soin de ne pas évoquer une conférence chargée de régler le contentieux israélo-palestinien, mais parle d'une conférence pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient, habillée diplomatiquement qui pourrait permettre de contourner les obstacles formels que mettent quelques-uns des parties à se rencontrer.

Dans de telles conditions, assure M. Hawatmeh, le président Saddam Hussein serait prêt à faire d'importantes concessions. « Il l'aurait même avant le début de la guerre, issue à laquelle il ne croyait d'ailleurs pas, affirme le leader

palestinien. Il nous a même dit qu'il était disposé à évacuer le Koweït. Mais il ne voulait pas le faire avant que ne s'engagent de véritables négociations. Il ne voulait aucune condition préalable. D'une certaine façon, il avait tiré la leçon de l'échec du dialogue américano-palestinien. Pour prix d'une amorce de dialogue avec l'OLP, les Américains avaient alors posé des conditions préalables. De condition préalable en condition préalable, acceptée l'une après l'autre par Arafat, les Palestiniens se sont retrouvés nus lorsque les Américains ont saisi le premier prétexte pour rompre les discussions. Voilà une chose que Saddam n'a pas oubliée ».

N'est-il pas, cependant, trop tard pour négocier avec Saddam Hussein qui focalise tant de haines dans le monde occidental ? Israël ou les Etats-Unis accepteraient-ils même de l'envisager ? « A moins de le détruire et, surtout, d'en contrôler les conséquences, ils n'ont pas le choix. Il n'y aura pas de négociations sans Saddam Hussein et il est inutile de spéculer sur une alternative dans son entourage, d'espérer jouer une tendance contre une autre. La direction irakienne est homogène et toute décision passe aujourd'hui par Saddam. Quant à l'Irak, il est porteur de la paix, il est porteur de la paix depuis 1948 ».

Même si l'Occident a toujours ignoré sa possible contribution à une solution négociée, le parti arabo-islamique des guerres arabes-Israéliennes. On ne peut ignorer ce pays, il occupe une place importante dans l'espace local, il est un élément de son équilibre, actuel et futur. D'ailleurs, l'attaque contre le réacteur Osirak montre qu'il n'est pas ignoré par Israël. Il n'ignore pas. Huit ans après, l'Irak, à son tour, a fait savoir qu'il fallait compter avec lui ».

Propos recueillis par GEORGES MARION

La visite de M. Vauzelle à Tunis

« Il n'est pas question de pause en l'absence d'un geste de l'Irak »

TUNIS

de notre correspondant

« Il faut que l'on parle, que l'on parle sans arrêt pour éviter les malentendus et, alors que se font entendre les bruits de la guerre, nous devons commencer par réfléchir ensemble sur ce que sera la paix ». Tel est le cadre dans lequel M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères au Palais-Bourbon, a placé la visite qu'il a effectuée, mardi 29 et mercredi 30 janvier à Tunis, et celle qu'il se propose d'entreprendre la semaine prochaine à Alger et à Rabat.

Après les entretiens qu'il a eus à Tunis, M. Vauzelle s'est probablement rendu compte qu'il était trop tard pour « éviter les malentendus » et qu'il convenait désormais de les surmonter. Ses interlocuteurs (1) ne lui ont pas caché, en effet, combien ils déplorait l'engagement de la France dans les forces de la coalition anti-irakienne et ont plaidé pour une trêve afin de donner toutes les chances à la recherche d'une solution pacifique, à laquelle s'emploient les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Sur ce point aussi, ils ont dû être déçus. M. Vauzelle leur a en effet rappelé qu'il n'était pas question d'accorder une pause à Saddam Hussein « tant qu'il n'aura pas fait le geste indispensable pour qu'on puisse parler de paix ».

Créer un « espace euro-méditerranéen »

« La France ne peut que manifester son intérêt pour l'initiative de l'UMA », a dit M. Vauzelle à des journalistes. Mais il doit être clair qu'elle ne peut pas prendre ou soutenir une initiative quelconque tant que n'auront pas disparu les raisons qui sont à l'origine de la guerre, autrement dit tant que le Koweït n'aura pas été évacué ».

Dans un communiqué de sa section tunisienne

Le Parti de la libération islamique appelle à « chasser les mécréants »

TUNIS

de notre correspondant

Alors que le mouvement islamiste Ennahdha continue de se montrer discret, le Parti de libération islamique (PLI), qui se maintient dans une stricte clandestinité et ne se manifeste que très rarement, vient de prendre position dans la crise du Golfe, en appelant à la guerre sainte pour « chasser les mécréants ».

Dans un communiqué signé de sa section tunisienne, dont on ignore l'identité ou des responsables, le PLI déclare qu'appeler l'Irak à se retirer du Koweït est « une trahison », car, bien au contraire, « la charia (loi coranique) recommande que l'Irak poursuive son action pour l'unification islamique en annexant les autres Etats du Golfe, la Jordanie, la Syrie et le Liban ».

Le texte proclame que demander l'aide « des mécréants » dans la guerre est « un crime horrible » et « pire encore, le fait de se mettre dans la même tranchée qu'eux pour combattre des musulmans ou de les accueillir dans les lieux saints ». Il dénonce, en outre, « la position

Il ne faut pas moins, dès à présent, selon M. Vauzelle, « réfléchir » à ce que sera la paix, comment pourront être réglés les problèmes dans le Golfe ainsi que le conflit israélo-arabe.

Partisan de la construction d'un « espace euro-méditerranéen », l'ancien porte-parole du président de la République a remarqué que les pays de la rive sud de la Méditerranée « doivent avoir des liens étroits avec l'Europe, car il n'y a pas d'autre choix pour leur développement ». Si les dirigeants tunisiens en sont certainement convaincus, le journal *le Temps*, quant à lui, écrivait mercredi : « Les voix qui, en France, se rappellent aujourd'hui qu'il faut essayer de renouer les contacts avec le Maghreb et qui tentent de maintenir le dialogue (...) doivent d'abord militer pour réconcilier leur pays avec les principes de droit et de paix qu'il a toujours prétendu défendre et qui ne s'accroissent nullement avec le rôle que joue la France dans cette guerre totale imposée au peuple irakien ».

Pour l'instant, donc, seul M. Jean-Pierre Chevènement trouve grâce aux yeux des Tunisiens. Sa démission du ministère de la défense a été célébrée par l'ensemble de la presse. C'est « un camouflet jeté à la face de son président et ami François Mitterrand », « le prétexte au retrait de la France de l'axe américano-islamique », « une protestation contre la logique de guerre » et « un appel aux courants pacifistes », ont noté les journaux.

MICHEL DEURÉ

(1) Le président de la Chambre des députés, le ministre des Affaires étrangères et le secrétaire général du Rassemblement constitutionnel démocratique.

Le Maroc sous pression

Suite de la première page

Pour le gouvernement il est urgent de tenter d'enrayer la catastrophe en cours, tandis que des patrons d'hôtels menacés de faillite envisagent de mettre la clé sous le paillasson et leurs employés à la rue. Les évènements d'Air France volent bien souvent à vide ou pas loin : 50 % des vols sur le Maroc ont dû être supprimés faute de passagers ou du fait des restrictions imposées par le Syndicat français des pilotes, appliquées en concertation avec les autorités marocaines.

« Psychologiquement les hommes d'affaires réagissent comme les touristes », souligne un expert financier. La psychose des attentats et la crainte diffuse d'être mal accueilli par une population que l'on devine acquise à la cause irakienne, expliquent une bonne partie de cette défection massive.

27 000 Français se tiennent cois

Sur place, le calme ou le sang-froid affiché par les communautés étrangères contraste singulièrement avec ces effrois d'outre-Méditerranée. Excepté quelques Britanniques et les familles américaines qui ont pour la plupart plié bagages avant même le déclenchement des hostilités, aucun départ en foule n'a été enregistré. Les Français (vingt-sept mille immatriculés et un bon millier de sociétés représentées) se tiennent cois. « L'atmosphère est bien moins tendue qu'en Algérie ou en Tunisie. Ici la décolonisation a été beaucoup moins tragique et les tempéraments sont différents. Les rapports entre les communautés restent traditionnellement amènes et courtois », assure un vieux résident français.

« Bien sûr, avec la guerre, les relations sont devenues un peu plus tendues. Il n'y a pas de gestes franchement hostiles, mais les regards ont changé. On y lit... comment dire ? Cela ressemble à une déception amoureuse vis-à-vis de la France, une sorte d'étonnement douloureux. Surtout depuis la déclaration du président Mitterrand

annonçant que l'armée française se réservait le droit d'attaquer l'Irak, ajoute-t-il.

De Rabat à Casablanca, la « déception » des Marocains se lit et s'entend en effet partout, dans les rangs de l'opposition comme dans ceux de la majorité. Les premiers, accusant la France de s'être « complètement alignée sur les positions des Etats-Unis », à tel point qu'« on ne voit plus de différence », prédisent un effritement rapide du « crédit de confiance » dont Paris bénéficiait au Maghreb, et partiellement au Maroc. « C'est la France qui perdra le plus. Le sentiment de révolte et même de haine risque d'être de plus en plus vif », menace-t-on.

Les seconds ne cachent pas leur trouble : « Plus le temps passe, plus la guerre dure – c'est-à-dire plus est renforcée la libération du Koweït – et plus les gouvernements auront du mal à maintenir leur position vis-à-vis de leur opinion publique et vis-à-vis des motifs sur lesquels est fondée l'intervention des Nations unies ». Tout en admettant que « la France ne peut pas jouer la politique de la chaise vide », on n'en doute pas moins à haute voix : « Est-ce que l'on ne se trompe pas de guerre ? ».

Dans ce contexte, la démission du ministre de la défense a eu l'effet d'un haïme au cœur : « J'ai l'impression de retrouver la France ! On renoue avec le débat. Car M. Chevènement a posé un problème de principe ! », s'exclame, ingénu, un représentant de la majorité. Tout aussi ingénu, mais en plus belliqueux, le quotidien *l'Opinion* (proche du parti d'opposition Istiqlal) considère le départ de M. Chevènement, promu illico « chef du mouvement pacifiste français », comme un « coup dur » porté à la « coalition occidentale ».

« Gengis Bush » pour les plus lyriques

Très attentive à l'évolution de la France, l'opposition réserve toutefois ses foudres les plus acérées au président américain surnommé

pour les plus lyriques, « Gengis Bush ». Le *Bayroun* (journal communiste) à l'*Opinion*, en passant par *Libération* (proche de l'USPFF), tous les journaux de l'opposition s'accrochent pour fustiger l'« agression américano-islamique » dont est victime le « peuple irakien fébrile ». Le dirigeant de l'Istiqlal, M. Mohamed El Khalife, accusant Jérusalem d'avoir « planifié » la guerre, n'hésite pas à dénoncer publiquement « Israël la juive », qui « mobilise aujourd'hui des forces chrétiennes et lance une croisade contre les Arabes et les musulmans ».

Jusqu'à présent, toute manifestation de cet indéniable arabe des violences sont restées écrites ou verbales. Néanmoins le signal semble avoir été entendu parmi la communauté juive dont certains membres, encore isolés, s'approprièrent à quitter le pays. « Chaque fois qu'il y a eu une crise grave – on l'a vu en 1956 avec l'affaire de Suez, en 1967 lors de la guerre de six jours, et, bien sûr, en 1973 – les juifs ont pris peur et beaucoup sont partis », rappelle un habitant de Casablanca. Or, de deux cent cinquante mille membres environ au moment de l'indépendance, la communauté juive n'en compte plus aujourd'hui que « dix mille à douze mille » selon les uns, « six mille à sept mille » selon les autres.

A l'époque de la guerre de six jours, le quotidien en langue arabe *El Alam* (proche de l'Istiqlal) avait « averti » ses lecteurs en termes si outranciers : « Chaque dirham que tu donnes à un sioniste d'ici sert à payer les armes qui là-bas tuent les frères de Palestine » – que le roi Hassan II avait dû intervenir pour apaiser les esprits.

Le doigté du roi

La « marche de soutien au peuple irakien » que les partis d'opposition vont organiser dimanche prochain à Rabat comporte à l'évidence des risques de dérapage. Le calme qui a (globalement) prévalu lors de la grève nationale du 25 janvier (*le Monde* du 30 janvier) s'avère-t-il « de bon augure », comme on le promet aujourd'hui ? On se fait fort de rappeler qu'en juin dernier, dans ces mêmes rues de Rabat, une manifestation (en faveur cette fois-ci des Palestiniens) s'était passée sans ani-

sement porter l'opposition à l'optimisme, d'autant plus qu'elle est convaincue d'avoir maintenant le vent en poupe.

Le feu vert accordé par le roi à la grève nationale du 25 janvier constitue aux yeux des observateurs une concession politique non négligeable. De plus, l'appel à « jeter la pierre » lancé à cette occasion, et auquel le gouvernement s'est rallié in extremis, relève d'ordinaire de la seule initiative du roi en sa qualité de « commandeur des croyants ». L'autorisation de manifester dimanche prochain – autorisation qu'une partie de la presse semble tenir pour acquise – constituerait une nouvelle victoire pour l'opposition.

Ehanda par les étonnantes de décembre, et connaissant les sentiments pro-irakiens de la population marocaine, le roi aura cédé non sans douleur devant la « nécessité de décompression », selon la formule d'un universitaire. Ainsi a-t-il pris de vitesse l'opposition en annonçant, mardi 29 janvier, que le Croissant rouge marocain soit seul habilité à organiser des « collectes de dons au profit du peuple irakien ». De même, conscient du baril de poudre que représentent les cohortes de jeunes chômeurs, a-t-il pris l'initiative de créer un Comité national chargé de l'emploi, à la tête duquel a été nommé un économiste réputé... et membre de l'opposition.

Bien que le « pèril islamiste » semble moins aigu au Maroc que dans le reste du Maghreb, personne n'exclut le risque d'une montée des extrémismes si la guerre du Golfe se prolonge. « Jusqu'à présent on a pu contrôler la sortie des lycées et des mosquées, mais rien ne dit que nous en serons capables d'ici un mois ou deux », redoute-t-on en coulisses. Et si chacun s'enorgueillit de la relative stabilité du royaume, personne n'étudie la possibilité d'une contagion en cas de désordres graves en Algérie ou, dans une moindre mesure, en Tunisie. Le danger islamiste et les échos du FIS algérien paraissent encore lointains, mais, comme le dit un proverbe arabe : « Quand tu vois ton voisin se faire raser, tu peux déjà mouiller ta barbe ».

CATHERINE SIMON

abjecte et humiliante » des gouvernements arabes « sans exception » qui coopèrent avec les infidèles contre l'avis de leur peuple.

Le PLI a fait part de lui pour la première fois en Tunisie, en 1983, à l'occasion du procès de traite de ses membres poursuivis pour activité politique illégale. Plusieurs autres procès ont suivi, mais sans jamais donner l'occasion de connaître de façon précise l'importance de ses ramifications dans le pays. Créée en 1952, en Jordanie, par le cheikh Takieddine Nabhani, l'organisation du PLI demeure secrète. On ignore où se trouve le siège de son commandement politique, l'identité de ses dirigeants et l'origine de ses ressources financières. Sa direction « opérationnelle », tout aussi mystérieuse, serait principalement implantée en Europe. Son objectif déclaré est de substituer aux régimes en place dans les pays arabes et islamiques des pouvoirs se réclamant du système de gouvernement khalifal, tel qu'il a été exercé sur l'ensemble de la communauté islamique de la mort du prophète Mahomet à la chute de l'empire ottoman.

M. D.

La CEE va accorder 3,5 milliards de francs d'aide à l'Egypte, à la Jordanie et à la Turquie

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Cinq cents millions d'euros, soit 3,5 milliards de francs, provenant du budget européen vont être mobilisés dans les semaines qui viennent au profit de l'Egypte, de la Turquie et de la Jordanie : 80 % de ces sommes devraient être dégagées avant la fin février.

La Commission européenne a décidé mercredi la répartition de l'aide entre les trois pays : 175 millions d'euros de dons à l'Egypte, 150 millions d'euros de dons à la Jordanie, 175 millions d'euros de prêts sans intérêts à la Turquie. A ce concours proprement communautaire accordé aux trois pays dont l'économie est la plus affectée par la guerre du Golfe, s'ajoute celui de 1 milliard d'euros (7 milliards de francs) accordé de façon bilatérale par les Etats membres et dont, selon les informations recueillies à Bruxelles, un tiers a

déjà été effectivement versé. La contribution communautaire servira à couvrir des dépenses d'importations, notamment de biens d'équipement et de pièces de rechange mais aussi à financer des actions visant à la réinsertion des travailleurs rapatriés de l'Irak ou du Koweït.

L'assistance communautaire, dont le principe a été décidé le 1^{er} octobre 1990, s'insère dans un programme multilatéral en faveur de ces trois pays auquel contribuent notamment le Japon, les pays de l'Association européenne de libre échange (AELE), mais surtout ceux du Golfe : leur contribution devrait atteindre les deux tiers des 13 milliards de dollars que le programme est supposé rassembler. La Commission de Bruxelles est en outre sur le point d'accorder une nouvelle tranche d'aide alimentaire aux populations palestiniennes.

PHILIPPE LEMAITRE

Fantastique. Lucien Bodard, *Le Point*

Éblouissant. Jean Lacouture, *Le Nouvel Observateur*

Vraiment extraordinaire. Bernard Pivot, *Apostrophes*

Admirable tour de force. Pierre-Jean Rémy, *Le Monde*

300 000 ex.

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France

Outre-mer, « une affaire lointaine »...

La radio et la télévision abolissant les distances, la guerre du Golfe est vécue, dans les départements et les territoires d'outre-mer, avec la même intensité qu'en métropole. La population y réagit toutefois à sa manière tandis que, à Paris, une « cellule de crise » particulière a été mise en place au ministère des DOM-TOM pour faire en sorte que l'intendance de ces terres lointaines ne souffre pas des perturbations provoquées par le conflit dans les échanges maritimes et aériens internationaux.

« Monsieur TAK » ne rate jamais une bonne occasion médiatique. Il y a quelques jours, n'y tenant plus, ce député non-inscrit mais crypto-barriste, que ses concoléites de l'île de la Réunion appellent « TAK » à cause des initiales de son patronyme — André Thien-Ah-Koon — s'était égaré, une fois de plus, en débaptisant la rue de la Poste, au centre de sa commune du Tampon, pour la transformer en rue Mikhaïl-Gorbatchev. Les uns y avaient vu un clin d'œil aux électeurs du Parti communiste réunionnais (PCR), plus gorbatchévien que le Parti communiste français ; les autres avaient ironisé sur un détail de nature à créer une ambiguïté, le signalant comme roublard de la commune marquant en effet le début de la rue d'un imposant perron « stop ».

Mais tout le monde s'attendait aussi à ce que « Monsieur TAK », qui se présente lui-même comme « l'homme de l'engagement à plein temps » et dont le dynamisme n'est jamais pris en défaut, ne reste pas l'homme qui pue devant la guerre du Golfe. On n'a pas été déçu. M. André Thien-Ah-Koon a tenu une conférence de presse, vendredi 25 janvier, pour exhorter les jeunes Réunionnais à rallier les rangs des soldats professionnels engagés dans la péninsule arabique. Personne n'a donc été surpris quand, lundi, l'hebdomadaire du PCR, *Témoignages*, a annoncé que « Monsieur TAK » avait décidé de montrer l'exemple.

Selon cette publication, le député avait l'intention de faire don de sa propre personne à la cause onusienne défendue par la France. « C'était promis : si le mardi 29 janvier à la caserne Lambert de Saint-Denis-de-la Réunion pour s'engager dans l'armée

française. *Témoignages* était jusqu'à préciser que la presse était invitée par l'intéressé « à assister en direct à cet acte d'engagement de courage ».

Or, mardi, à l'heure dite, « Monsieur TAK » n'était pas au rendez-vous fixé devant la caserne. Il ne s'agissait que d'une blague faite à la presse et à « Monsieur TAK » par les communistes réunionnais.

Il était peu probable, en tout cas, que le député réunionnais fit des études aux Antilles. En Martinique, notamment, la majorité présidentielle est partagée. Les deux députés apparentés socialistes, MM. Aimé Césaire et Claude Lise, élus du Parti progressiste martiniquais (PPM) n'ont pas du tout apprécié que lors du vote du 17 janvier, en leur absence, leurs collègues du PS aient anéanti leur volonté de voter « non » par procuration en les faisant figurer parmi les non-votants. Quelques jours auparavant, leur parti avait adopté une résolution condamnant à l'unanimité la perspective de l'ouverture des hostilités dans le Golfe en soulignant que « aucun droit ne peut fonder la guerre » et que « la négociation d'égal à égal est le seul fondement durable du droit international ». Le PPM a déploré « l'attitude peu coopérative des responsables du groupe socialiste » de l'Assemblée nationale qui ont invoqué leur règlement intérieur pour empêcher MM. Césaire et Lise de confier leurs procurations, exceptionnellement, au groupe communiste.

Cette faillite au sein de la gauche martiniquaise risque de ruiner l'actuelle alliance entre le PPM et le PS.

La versatilité antillaise

A Fort-de-France, les réactions de la population antillaise sont plutôt empreintes de pacifisme, mais d'un pacifisme mêlé à un « nationalisme » local qui se résume volontiers dans une formule : « Pas une goutte de sang martiniquais pour cette affaire lointaine ! » Les Martiniquais se comportent, en vérité, comme s'ils se sentaient moins concernés qu'au début de la guerre. La rue sur les produits alimentaires d'ailleurs cesse depuis que tout le monde est certain de ne plus courir aucun danger et que l'on est assuré que les réserves du contingent ne seront pas appelées comme le rumeur en avait très vite couru. Les manifestations pacifistes n'attirent pas les

foibles, et comme la plupart des Antillais modifient leur attitude sur le métropole, l'apertion d'un fort mouvement antillais perd d'importance. Dans les milieux professionnels, on redoute surtout les effets économiques de la baisse de la fréquentation touristique, qui atteint déjà 12 %.

La même relative indifférence règne en Guadeloupe, malgré la fringale d'information qui pousse les habitants à vivre chaque jour branchés sur les transistors ou sur CNN dans les images sont relayées presque en permanence par l'une des deux stations pirates de l'archipel. La manifestation organisée samedi 26 janvier à l'appel des groupes trotskystes, des mouvements et syndicats indépendantistes et du Parti communiste guadeloupéen (les parlementaires apparentés communistes, M. Ernest Moutoussamy, député, et M. Henri Bengu, sénateur, maire de Pointe-à-Pitre, ont voté « non » le 17 janvier), a été un échec total puisqu'elle n'a rassemblé que cent cinquante personnes. Pourtant, une certaine évolution semble se dessiner dans la population si l'on en juge par les réactions recueillies sur les trottoirs.

Le « non » du PALIKA

Aldora que l'homme de la rue, qui n'admet pas de laisser le Monsieur (Saddam Hussein) faire ce qu'il veut et qui se prononce pour la guerre, parce qu'il faut le détruire ce type-là », affichait, le samedi dernier, un belvédère parisien, ce sentiment s'est exprimé, en particulier, chez les intellectuels et les membres des professions libérales libérés d'engagement politique. « Chaque jour je constate que je suis un peu plus pro-Saddam », disait notamment, ces jours-ci, une avocate d'une cinquantaine d'années très en vue à Pointe-à-Pitre, parce que les Occidentaux, expliquait-elle, en font un peu trop... »

Comme il est de tradition lors des consultations électorales, les Antillais n'attendent peut-être que l'occasion de confirmer leur tendance à la versatilité.

A l'autre bout du monde, en Polynésie française, la guerre ne préoccupe directement que les familles des quelque vingt soldats netifs du territoire participant à l'opération Daguet. Un sentiment d'inquiétude s'est répandu dans l'ensemble de la

populいたion, le 15 janvier, à la suite de l'éclipse solaire qui avait étrangement coïncidé avec l'échéance de l'ultimatum lancé par l'ONU à l'Irak, mais la vie a repris son cours. A Papeete, les premiers mouvements de panique alimentaire n'ont pas eu de lendemain. Les esprits sont plutôt tournés vers les préparatifs des élections territoriales du 17 mars prochain.

A Nouméa, le climat est différent. A la demande du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, le Congrès du territoire a tenu à être associé à la décision du Parlement. A peine arrivé, le nouveau haut-commissaire de la République, M. Alain Christnacht, ancien directeur de cabinet de M. Louis Le Pen, a exposé la position de la France devant les élus des trois provinces, jeudi 24 janvier, en se référant aux différentes déclarations du président de la République. Il n'y a pas eu de débat mais la charge symbolique de cette séance n'a échappé à personne dans un territoire qui s'enorgueillit d'avoir été la première terre d'outre-mer à rallier la France libre au début de la seconde guerre mondiale.

Les dirigeants indépendantistes, soucieux de ne pas contraindre le processus des accords de Matignon, se font discrets, à l'exception notable du Parti de libération kanak (PALIKA), qui ne renie pas ses racines marxistes. Son bureau politique s'est clairement prononcé contre la guerre. Il a invité à la messe des colonisés, des exploités et des forces démocratiques à « se débarrasser de la campagne idéologique pro-occidentale médiatisée à outrance » en expliquant que « la seule véritable question posée est celle de savoir si, eu-delà du simple respect du droit international, ce ne sont pas les intérêts impérialistes qui constituent le véritable enjeu de cette guerre à l'aube de cette décennie de la décolonisation ». Depuis, en Nouvelle-Calédonie, tout le monde s'interroge évidemment sur les retombées éventuelles de cette prise de position d'une formation dont le principal animateur n'est autre que M. Paul Néaoutyine, le président du FLNKS.

(De nos correspondants outre-mer : ALX DUDINE en Martinique ; EDDY NEDELJKOVIC en Guadeloupe ; ETIENNE MARIE en Martinique ; MICHEL YIENG-KOW en Polynésie ; GÉRARD LE MOAL en Nouvelle-Calédonie.)

Malaise au Parti socialiste après la démission de M. Chevènement

Le bureau exécutif du Parti socialiste devait discuter, jeudi 31 janvier en fin de matinée, des conséquences de la démission de M. Jean-Pierre Chevènement, qui provoque un malaise au sein du parti. Il devait revenir, aussi, sur les propos de M. Pierre Mauroy, en Israël, concernant la représentativité de l'OLP.

Dans les rangs socialistes, personne ne cachait, vingt-quatre heures après le départ du ministre de la défense, la profondeur du malaise et la crainte de déchirement profond, à terme, même si le courant Socialisme et République semble avoir opté, pour l'instant, pour une stratégie d'affirmation de son identité au sein du parti. Il n'est pas question pour M. Chevènement, si l'on en croit ses amis, de se distinguer trop vite et d'une façon trop éclatante tant que le conflit est engagé. En attendant la fin de la guerre du Golfe, qui lèvera le devoir de réserve que l'ancien ministre semble vouloir s'imposer, son courant a bien l'intention de s'affirmer à travers des textes, des rencontres, des colloques, etc.

Pour certains élus socialistes, cependant, le processus de sortie du parti avait été amorcé le 16 janvier avec le vote négatif de certains parlementaires socialistes puis enclenché, irrémédiablement, avec la démission de M. Chevènement. « Elle fragilise un peu plus le PS », expliquait mercredi 30 janvier, dans les couloirs du Palais-Bourbon, un député fabiusien, regrettant que son parti n'ait pas été plus sévère avec les parlementaires socialistes qui, le 16 janvier, avaient refusé de voter la déclaration de gouvernement sur le recours à « tous les moyens » pour libérer le Koweït. « Nous aurions dû les sanctionner plus sévèrement, disait-il en évoquant une exclusion. Aujourd'hui, c'est impossible. Cela apparaît comme une sanction brisée, alors que, le 16, ce serait apparu comme la conséquence logique de leur acte. La direction a commis une erreur d'appréciation. Pourtant, dans leur vote, était déjà inscrit leur sort. Maintenant, ils ont la possibilité de choisir... »

□ M. Rocard « rend hommage » à M. Chevènement. — M. Michel Rocard a « rendu hommage », mercredi 30 janvier, à M. Jean-Pierre Chevènement, lors de la réunion hebdomadaire d'information des représentants des groupes parlementaires sur la guerre du Golfe, a déclaré M. Bernard Stasi (UDC). Selon M. Stasi, le premier ministre a souligné que l'ancien ministre de la défense, « quels que soient ses états d'âme, avait toujours appliqué loyalement la politique qu'il était chargé de mettre en œuvre ».

□ M. Juppé : « trop tard et trop tôt ». — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, mercredi 30 janvier, que la démission de M. Jean-Pierre Chevènement « s'est faite d'une manière hautement contestable » et a été « on ne peut plus mal gérée par l'intéressé et par le président de la République ». « Il semble que le président de la République ait eu une demande de démission depuis un mois ou un mois et demi. Y a-t-il eu, de sa part, un calcul machiavélique pour essayer de compromettre ou d'engluier son ministre de la défense ? Je n'en sais rien, mais le moment a été particulièrement mal choisi », a déclaré M. Juppé après la réunion du bureau politique du RPR. « C'est à la fois trop tard » a-t-il ajouté, car M. Chevènement « a fait beaucoup de dégâts par ses déclarations, ses ambiguïtés et ses hésitations », et « trop tôt, car, au moment où les opérations sont déclenchées et où les opérations terrestres vont s'engager, c'est, d'une certaine manière, un abandon ».

□ Yves Montaud critique la « défection » de l'ancien ministre. — Yves Montaud a sévèrement critiqué

leur moment pour aller rejoindre les écolo-pacifistes ».

Cette analyse n'est pas partagée par tous les fabiusiens. Au sein de ce courant, comme ailleurs, d'après discussions ont eu lieu sur la meilleure attitude à avoir vis-à-vis des réfractaires, qui sont nantis, depuis le 29 janvier, d'un chef de file libéré de ses obligations. Un député, proche de M. Pierre Mauroy, s'inquiétait, également, de la canticque que la démission de M. Chevènement donne à ceux qui contestent, dans les rangs du PS, l'engagement de la France au sein de la coalition contre Saddam Hussein. Il supportait mal l'idée de se voir, petit à petit, classer dans le camp des bellicistes, tandis que M. Chevènement et ses amis de Socialisme et République, on les militants de la Nouvelle école socialiste (NES) de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, se déplaçaient dans les pils d'un pacifisme récupérateur.

« Bourde énorme »

Les récentes déclarations du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, au cours de son voyage en Israël (*Le Monde* des 30 et 31 janvier), selon lesquelles l'OLP se trouverait aujourd'hui disqualifiée pour participer à un règlement de paix en raison de son alliance avec l'Irak, n'ont pas contribué à apaiser les tensions. « Nous ne demandons pas qu'il soit sanctionné », ironisait M. Jean-Paul Planchou, député du courant Socialisme et République. D'autres députés estiment que, dans le contexte actuel, cette déclaration prend l'allure d'une « bourde énorme » et risque d'encourager les prises de parole non contrôlées. M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a expliqué, en termes diplomatiques, que ces propos sur la représentativité de l'OLP « demandent à être affinés ». « M. Mauroy précisera sa pensée au bureau exécutif du parti, affirmait-il. Il faut, dans cette affaire, garder le sens de ce qui a pu être dit sur place ». Il faut, selon lui, après la guerre, « mettre autour de la table de négociation le maximum de gens sont concernés » par les territoires occupés.

PIERRE SERVANT

Nationalistes et autonomistes s'inquiètent de la recrudescence du racisme en Corse

Nationalistes et autonomistes corse se retrouvent dans leur opposition à la guerre dans le Golfe et dans la dénonciation de la recrudescence d'actes racistes, consécutifs au déclenchement des hostilités, enregistrés dans l'île (*Le Monde* du 26 janvier). L'Union du peuple corse (UPC, autonomiste) « condamne » avec « énergie » ces actes et appelle « le peuple corse dans son ensemble à les rejeter sans équivoque ». L'UPC ajoute à propos des travailleurs immigrés : « Si la guerre du Golfe n'est pas la nôtre, elle est sans doute encore

bien moins la leur. En quoi pourraient-ils être responsables de quel que ce soit, ces travailleurs exilés, mal payés, mal logés et mal aimés ? »

L'hebdomadaire nationaliste *U Ribombu* (soutenant la tendance « dure » du FLNC) titre « Etat d'alerte », en première page de sa dernière livraison, au-dessus de la photo d'un enfant maghrébin ainsi légendé : « A quel titre cet enfant maghrébin né en Corse, parlant corse, associé à la communauté de destin, serait-il responsable des méfaits du colonialisme ? » L'édition

personnes ou aux groupes en raison de leur origine ou de leur appartenance religieuse ». Cette déclaration met enfin en garde les pouvoirs publics contre « toute mesure prise à l'égard de résidents étrangers ou d'origine étrangère qui risquerait d'entraîner une logique de suspicion vis-à-vis de toute une population ».

□ Un appel commun des MM. Salem Kacot et Eric Gheballi. — Le quotidien *Libération* de jeudi 31 janvier publie un « point de vue » intitulé « La guerre des communautés d'aura pas lieu » et signé par M. Salem Kacot, adjoint au maire de Roubaix, et par M. Eric Gheballi, secrétaire général de SOS-Racisme. « Il nous a semblé indigne de nous laisser influencer par la peur, le racisme, l'antisémitisme ou l'islamophobie », ajoute ce texte, tout ceux qui tentent d'utiliser la haine et de s'en prendre aux

des combats. » Les deux signataires estiment que « de toute évidence, des forces cherchent à tirer parti des angoisses afin d'attiser la haine et provoquer des affrontements » entre les deux communautés qui résident en France.

□ M. Joseph Sitruk : « ce n'est pas une guerre israélo-arabe ». — Dans une interview à l'hebdomadaire *Actualité juive*, mercredi 30 janvier, le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, estime en substance qu'il n'y a pas de vrai danger de confrontation, aujourd'hui, entre les communautés juive et musulmane en France. Il ajoute toutefois qu'« en période de crise, le risque est multiplié ». M. Sitruk qualifie de « faux problème » l'opposition entre Juifs et Arabes français, car la guerre du Golfe n'est pas « une guerre israélo-arabe ». « Ce genre d'analyse, conclut-il, est dangereux pour tout le monde ».

Le premier ministre favorable à une meilleure information du Parlement

M. Michel Rocard a reçu à Matignon, mercredi 30 janvier, les représentants des groupes politiques du Parlement pour leur rendre compte de la situation dans le Golfe. Au cours de cette réunion, certains parlementaires ont demandé que l'Assemblée nationale et le Sénat, par le biais des séances publiques ou des réunions des commissions spécialisées, soient mieux informés des événements. Favorable au principe, M. Rocard a indiqué qu'il recherchait précisément « un moyen de mieux associer le Parlement » à la gestion du conflit.

□ Le RPR souhaite des sessions extraordinaires de l'Assemblée nationale. — Le groupe RPR de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 29 janvier, que le Parlement soit réuni en session extraordinaire, une journée par semaine, durant toute la durée de la guerre du Golfe. Les parlementaires RPR estiment que le niveau d'information et de participation des sénateurs et des députés, dans une période aussi sensible, est insuffisant.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

سكس ١٦٠٠٠٠

هذا من اصل

DIPLOMATIE

Au Parlement européen

La guerre du Golfe prétexte à la guerre du siège

BRUXELLES
(communautés européennes)
de notre correspondant

La séance que le parlement européen a consacrée le mercredi 30 janvier à Bruxelles au conflit dans le Golfe et à la situation dans les pays du Golfe n'a guère été passionnante. Pou-
vait-il en être autrement alors qu'organisée à la hâte elle ne débouchait pas sur un vote et que, par ailleurs, le président en exercice du conseil des ministres Jacques Poos, avait décidé de ne pas venir répondre aux questions des députés ?

Elle n'en a pas moins constitué un succès pour les parlementaires parisiens de sessions de plus en plus nombreuses à Bruxelles, plutôt qu'à Strasbourg. Le « camp bruxellois » (les Britanniques, les Belges, les Néerlandais...) a trouvé dans la guerre du Golfe une occasion de reprendre l'initiative, les députés

expliquant qu'il ne serait pas sérieux de se contenter de la suivre une fois par mois lors de la session strasbourgeoise.
M^{me} Elizabeth Guigou, ministre française déléguée aux affaires européennes, a écrit une lettre au président du Parlement pour protester contre ce qu'on considère, à Paris, comme un coup de force.

La bouderie des Français

La grande majorité des parlementaires français avait décidé de boycotter la séance. Les communistes et les Verts étaient cependant représentés. M^{me} Simone Veil, qui appartient au groupe libéral, était également présente, estimant que la bouderie des Français « suscite contre eux une animosité et une incompréhension qui ne peuvent qu'accroître les tensions ».

Elle juge que légalement la problème est tranché depuis que la Cour européenne de justice a

reconnu que des sessions supplémentaires peuvent être convoquées à Bruxelles. « Dans ces conditions, explique-t-elle, on ne peut pas tout refuser alors que le parlement a besoin d'espace et de temps et se trouve pour l'instant de plus en plus enfoncé dans une session strasbourgeoise. On ne peut pas empêcher le Parlement de fonctionner parce que les gouvernements ne parviennent pas à s'entendre ».

Mercredi, dans les couloirs. M^{me} Nicole Fontaine, vice-présidente de l'assemblée, et M. Adrien Zeller, tous deux centristes siégeant au groupe démocrate chrétien, expliquaient pourquoi ils avaient choisi de boycotter la réunion mais ne semblaient pas, pour autant, complètement insensibles aux arguments de M^{me} Veil qui se place sur le terrain du bon sens politique et européen.

PHILIPPE LEMAITRE

La Tchécoslovaquie admise au Conseil de l'Europe

STRASBOURG

de notre correspondant

La Tchécoslovaquie deviendra, le 21 février prochain, le vingt-cinquième pays membre du Conseil de l'Europe. La cérémonie d'adhésion se déroulera à Madrid, l'Espagne assumant la présidence du comité des ministres pendant le premier semestre de cette année.

Après la Hongrie (novembre 1990), c'est donc au tour de la République fédérative tchèque et slovaque de rejoindre l'Europe des droits de l'homme. Le rapport présenté, mercredi 30 janvier, par M. Jacques Baumel (RPR) ne laissait aucun doute sur l'issue des débats de l'assemblée parlemen-

taire qui l'a adopté à l'unanimité. Le texte affirme en effet : « La Tchécoslovaquie est déjà aujourd'hui un des pays d'Europe qui respectent le mieux les libertés démocratiques et les droits de l'homme ».

Le document souligne aussi les progrès réalisés par Prague : adoption d'une charte des droits et libertés respectant les normes de la Convention européenne; abolition de toutes les lois répressives et vote par le parlement tchèque d'une législation sur la presse et le droit d'association; nouvelle constitution prévue pour juin prochain et respect des minorités.

Cette session du Conseil de l'Europe a également été marquée par l'intervention de M. Petre Roman,

premier ministre roumain, qui est venu plaider le dossier de son gouvernement. Afin de bénéficier d'un traitement comparable à celui accordé aux autres pays de l'Est et à l'Union soviétique, la Roumanie souhaite obtenir le statut d'« invités spéciaux » pour six des membres du Parlement de Bucarest. L'Assemblée des « 24 » devait lui donner satisfaction, vendredi 1^{er} février, lors de la dernière journée des travaux. La Roumanie avait été formellement admise, mercredi, à bénéficier de l'aide des pays occidentaux à la reconstruction économique en Europe de l'Est.

MARCEL SCOTTO

Japonais et Nord-Coréens ont entamé des négociations en vue de normaliser leurs relations

TOKYO

de notre correspondant

La première session des négociations entre Japonais et Coréens du Nord en vue de la normalisation des relations entre les deux pays a commencé, mercredi 30 janvier à Pyongyang, dans un climat chaleureux, bien que l'on ne semble guère, de part et d'autre, en attendre de résultats spectaculaires. La République populaire démocratique de Corée (RPDC) est certes soucieuse de sortir de son isolement diplomatique et de recevoir une aide financière de Tokyo, mais les Japonais ne semblent pas très pressés de faire avancer les choses.

M. Loïc Hennekinne ambassadeur de France à Tokyo

M. Loïc Hennekinne a été nommé ambassadeur de France à Tokyo le 15 janvier.

[Né en 1940, ancien élève de l'ENA, M. Loïc Hennekinne a été en poste à Saigon (1969-1971), à Santiago du Chili (1971-1973), à l'administration centrale (1973-1979), à Tokyo (1979-1981). Il a été ensuite directeur de cabinet du ministre de la recherche et de l'industrie (1982-1983), directeur du personnel à l'administration centrale (1983-1986) et ambassadeur à Jakarta (1986-1989). Il était depuis 1989 conseiller à la présidence de la République.]

Séoul a mis en garde Tokyo contre le risque d'une amélioration trop soudaine des relations nippono-nord-coréennes alors que le dialogue entre les deux Corées peine. Un rapprochement Tokyo-Pyongyang risquerait, estime-t-on à Séoul, de renforcer la position de la RPDC sans qu'ait été obtenu de ses dirigeants des engagements sur la réduction de la tension dans la péninsule.

Les négociations qui viennent de s'ouvrir risquent d'échouer sur deux questions, à moins d'un retournement soudain du président Kim Il Sung. La première est celle des « réparations » pour la période d'occupation japonaise de la péninsule et pour les lendemains de la guerre, réclamées par Pyongyang et en principe acceptées par la délégation de parlementaires conservateurs et socialistes japonais qui s'est rendue en RPDC en septembre dernier.

Le contentieux nucléaire

En 1965, lors de la normalisation des relations nippono-sud-coréennes (à l'époque, Tokyo estimait que Séoul était le seul gouvernement légitime de la Corée), le Japon accorda à la Corée du Sud, à titre d'aide économique, des dons et des prêts d'un montant de 500 millions de dollars. En contrepartie, Séoul s'était engagé à ne pas exiger de dommages pour la période de colonisation; ce qui, sur le fond, revenait pratiquement à la même chose. Pyongyang est beaucoup plus exigeante puisqu'elle demande des compensations pour la période coloniale et l'après-guerre. Le ministère des

affaires étrangères de Tokyo a précisé qu'il était prêt à envisager des compensations pour l'après-guerre mais non pour la période suivante.

Le second point de divergence est l'exigence nipponne d'une inspection des installations nucléaires de la RPDC par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Une demande formulée depuis de longues années par les États-Unis.

Pour Pyongyang, cette question ne peut faire l'objet de négociations avec le Japon. Tokyo rétorque que l'existence d'installations nucléaires en Corée du Nord représente un risque potentiel pour la sécurité régionale et que, en tant que pays signataire du traité de non-prolifération, la RPDC doit se soumettre à cette inspection.

Afin de pouvoir entamer cette première session de négociations, Pyongyang et Tokyo s'en étaient volontairement tenus, au cours de leurs réunions préparatoires qui ont eu lieu à Pékin, aux grandes lignes de l'ordre du jour. Il leur faut aujourd'hui entrer dans le vif du sujet.

PHILIPPE PONS

Les relations entre la Corée du Nord et la Thaïlande. Le premier ministre nord-coréen, M. Yun Hyang-muk, est arrivé mardi 29 janvier à Bangkok pour une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle les deux pays sont convenus d'établir des relations diplomatiques. « Nous traiterons les deux Corées de la même manière et sans aucune discrimination. En tant que pays exportateur, nous nous sommes d'accord, a déclaré le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, peu avant cette visite.

AFRIQUE

SOMALIE

La nomination du nouveau chef de l'Etat est déjà contestée

La désignation, mardi 29 janvier, d'un nouveau chef d'Etat, M. Ali Mahdi Mohamed, « était apparemment hâtive et contraire à l'unité nationale et aux intérêts du peuple somalien », a indiqué, mercredi, à Londres, le Congrès de la Somalie unifiée (USC) dont les représentants sur place, à Mogadiscio, ont procédé à cette nomination. L'USC affirme qu'il veut s'en tenir à l'accord tripartite signé le 2 octobre 1990 avec le MNS (Mouvement national somalien), et le SPM (Mouvement patriotique somalien), les trois principaux mouvements

d'opposition à l'ancien président Siyad Barré. Cet accord prévoyait la mise en place d'un gouvernement de transition, jusqu'à l'organisation d'élections libres. Dans un communiqué publié à Londres, le MNS avait refusé de reconnaître le nouveau président (nos dernières éditions du 31 janvier). D'autre part, l'organisation humanitaire Médécine sans frontières (MSF) a retiré toute son équipe médicale de la capitale en raison « du manque de sécurité ». Le calme n'a pas été rétabli dans la ville où des hommes armés continuent de tirer.

Une ville en ruine

« Nous devons repartir à zéro », déclare M. Ali Mahdi, le nouveau chef de l'Etat, dans sa maison du centre de Mogadiscio éclairée à la bougie et protégée par des mequies hirsutes, le fusil d'assaut à la main. Une fusillade incessante retentit toujours dans le capitale somalien rapporte l'envoyé spécial de l'AFP, Michel Seilhan. Mais les combattants du Congrès de la Somalie unifiée (USC) se contentent de tirer en l'air, depuis qu'ils ont chassé le président Siyad Barré de son palais.

Après un mois de combats et de pillages seuls restent dans les rues des monceaux d'ordures et des montagnes de gravats, fouillis par les habitants qui n'ont pu fuir la ville. Les robinets sont à sec dans les grands hôtels qui n'ont pas été évacués par des obus. Les fils électriques et de téléphone pendent sur le goudron. Les bâtiments administratifs de la Villa Somalia, le complexe présidentiel, ont été systématiquement saccagés. Sur les trottoirs, des fauteuils et des photocopieuses, des douilles d'obus, des liasses de diplômes et de décorations, comme un grand étalage de

Tous les bâtiments de valeur et de très nombreuses boutiques ont été pillés. Les grilles des ambassades (Italie, France, Egypte, Irak) sont brisées et les dossiers s'étalent devant les portes. « Nous devons nous excuser auprès des gouvernements étrangers pour ces pillages », explique le président Ali Mahdi.

Ni eau, ni électricité

Après un mois de combats et de pillages seuls restent dans les rues des monceaux d'ordures et des montagnes de gravats, fouillis par les habitants qui n'ont pu fuir la ville. Les robinets sont à sec dans les grands hôtels qui n'ont pas été évacués par des obus. Les fils électriques et de téléphone pendent sur le goudron. Les bâtiments administratifs de la Villa Somalia, le complexe présidentiel, ont été systématiquement saccagés. Sur les trottoirs, des fauteuils et des photocopieuses, des douilles d'obus, des liasses de diplômes et de décorations, comme un grand étalage de

brocanteur. Dans Sinaï Road, trois femmes se houchent le nez avec leur voile en passant à côté d'un charnier. Deux hommes poussent une brouette chargée d'un réfrigérateur.

Combien y-a-t-il eu de morts à Mogadiscio? « Probablement plus de 5 000 », estime le nouveau chef de l'Etat. Qu'allez-vous faire maintenant? « Il faut reconstruire. Nous avons besoin de l'aide des pays étrangers », poursuit M. Ali Mahdi qui dirige provisoirement le pays avec l'aide du président du Comité exécutif de l'USC, M. Hussein Haj Bood.

Les habitants reviennent. Ces retours en masse font errander une famine car il n'y a plus rien dans la plupart des magasins qui ont été pillés ou incendiés pendant les combats. L'hôpital est déshabillé. Des blessés gisent dans la cour centrale. On les soigne comme on peut. Toutes les cinq minutes arrive un homme, le pied arraché, ou une femme, la robe pleine de sang. La salle d'opération ressemble à une boucherie avec du sang étalé sur le carrelage. « Sans eau potable, tout ce que nous faisons est actuellement inutile », dit un médecin. — (AFP)

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Les « narcos » renoncent à reprendre l'offensive contre les autorités

Le cartel de Medellín a annoncé, mercredi 30 janvier, qu'il renonçait à reprendre l'offensive contre les autorités, et à exécuter deux des quatre journalistes qu'il retient encore en otages. Il en avait fait la menace après l'opération de police du 25 janvier contre l'un de ses commandos, qui gardait prisonnière dans une ville de la région de Medellín la journaliste, Diana Turbay, fille d'un ancien président de la République, opération qui avait abouti à la mort de celle-ci et de cinq de ses ravisseurs.

Les narcotrafiquants ont fait état de leurs nouvelles dispositions d'esprit dans un communiqué envoyé à une radio de Medellín. Ils répondent ainsi à une nouvelle concession faite par le président Gaviria. Ce dernier a pris mardi un décret qui accorde des remises de peine aux « narcos » qui se rendent, ainsi que la garantie de ne pas être extradés, quels que soient les délits commis avant leur reddition. Le précédent décret présidentiel, signé le 5 septembre 1990, ne prévoyait aucune remise de peine, et ne garantissait pas la non-extradition pour les délits commis après cette date. — (Reuter, AFP)

EN BREF

GUATEMALA : attentat contre le président. — Des guérilleros ont ouvert le feu à la mitrailleuse, mercredi 30 janvier, sur l'hélicoptère à bord duquel le nouveau président de la République, M. Jorge Serrano, faisait une tournée dans le département de Peten, au nord du Guatemala. L'appareil a été endommagé, mais il n'y a eu ni blessés ni victimes. — (AFP)

NORVEGE : funérailles d'Olaf V. — Des dizaines de milliers de Norvégiens se sont rassemblés mercredi 30 janvier en silence dans les rues d'Oslo pour rendre un dernier hommage au roi Olaf V. Les représentants d'une centaine de pays ont assisté aux obsèques du souverain norvégien, décédé le 17 janvier d'une crise cardiaque, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les rois Juan Carlos d'Espagne et Baudouin de Belgique, le prince Charles et la princesse Anne étaient présents, ainsi que le premier ministre français, M. Michel Rocard, le président allemand, M. Richard von Weizsäcker et le

vice-président soviétique, M. Guennadi Yanine. Le vice-président américain, M. Dan Quayle, devait venir présenter ses condoléances. Le cercueil a été transporté du palais royal à la cathédrale d'Oslo, tapissée de milliers de fleurs blanches, où une messe a été célébrée. Le roi doit reposer dans le crypte de la forteresse d'Akershus. — (Reuter)

ROUMANIE : visite probable de M. François Mitterrand en avril. — La visite officielle que M. François Mitterrand devait faire en janvier en Roumanie et qu'il a reportée en raison de la guerre du Golfe pourrait avoir lieu en avril, a indiqué, mercredi 30 janvier, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, qui venait de s'entretenir pendant une heure avec le président de la République. « Nous avons souvent appuyé des positions françaises qui se sont révélées justes », a précisé le premier ministre, citant notamment le plan de paix présenté par la France le 24 septembre à l'ONU.

L'INFORMATION

24 heures sur 24

36 - 15

LE MONDE

GLOBAL

spécial

la guerre en face

réflexions •

Minc • Adler • Gallo • Léotard • Bergé • Guattari • Wolton • Kepel • Lipovetski • Halter • De Beaucé • Konopnicki • Stéphane • Lévy • Mermet • Ory • Miller • Geremek •

EUROPE

URSS : le conflit aux « Izvestia » et la situation en Lituanie

La presse écrite menacée à son tour de « normalisation »

Après la mise en pas de la télévision centrale, c'est la presse écrite, et notamment le grand quotidien du soir *Izvestia*, qui est menacée de « normalisation », alors que s'ouvrait jeudi 31 janvier un plénum du comité central du PCUS. Le parti apparaît comme le pivot de la reprise en main du pays, avec l'aide de l'armée qui devait commencer vendredi ses patrouilles dans les grandes villes aux côtés de la police.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Après la reprise en main de la télévision centrale soviétique, est-ce le tour de la presse écrite ? La crise est en tout cas ouverte aux *Izvestia*, où une tentative de mise à l'écart de l'un des responsables de la rédaction, connu pour ses sympathies réformatrices, a provoqué mercredi 30 janvier une levée de bouillottes chez les journalistes, qui menacent de se mettre en grève.

Sans aller aussi loin que la *Komsomolskaïa Pravda* ou la presse indépendante, les *Izvestia*, grand quotidien du soir distribué à travers toute l'URSS (près de cinq millions d'exemplaires), étaient parvenus jusqu'ici à préserver une certaine liberté de ton, notamment sous l'impulsion du rédacteur en chef adjoint, Igor Golembiovski. Celui-ci avait été proposé par la rédaction au printemps dernier pour succéder à M. Ivan Laptev à la direction du journal, mais l'autorité de l'ancien directeur du quotidien officiellement organe du Parlement d'URSS - lui avait préféré le plus conformiste M. Efimov.

« C'était une autre époque »

Le maintien de M. Golembiovski au poste de numéro deux de la rédaction lui permettait néanmoins de continuer à influer sur la ligne générale du journal. Tout cela semble à présent remis en question puisque, à la suite d'une réunion du présidium du Soviet suprême - officiellement organe du Parlement d'URSS - lui avait préféré le plus conformiste M. Efimov.

« C'était une autre époque », dit-il. Le maintien de M. Golembiovski au poste de numéro deux de la rédaction lui permettait néanmoins de continuer à influer sur la ligne générale du journal. Tout cela semble à présent remis en question puisque, à la suite d'une réunion du présidium du Soviet suprême - officiellement organe du Parlement d'URSS - lui avait préféré le plus conformiste M. Efimov.

News, comme il dit, en demandant - en vain - au Parlement de suspendre la loi sur la presse.

La mise à l'écart de M. Golembiovski a provoqué une vive émotion au sein de la rédaction des *Izvestia* qui, réunie mercredi après-midi en assemblée générale, a voté une motion demandant le retrait de cette décision et agitant même la menace d'une grève vendredi. L'affaire inquiète d'autant plus les journalistes soviétiques qu'elle n'est pas sans précédent : il y a trois semaines, le directeur général de la radiotélévision d'Etat, le très conservateur M. Leonid Kravtchenko, a tenté de faire cesser les activités de l'agence de presse indépendante Interfax installée dans les locaux de la radio. Interfax n'a finalement dû son salut qu'au président de Russie, M. Boris Eltsine, qui lui a procuré d'autres locaux.

Mais le statut des *Izvestia* est différent, et l'enjeu pour le pouvoir central beaucoup plus important. On se souvient aussi des mésaventures de M. Vladislav Starkov, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, que l'on tenta de limoger en octobre 1989 après qu'il eut subi les foudres de M. Gorbatchev pour la publication d'un sondage de popularité plus favorable à MM. Eltsine et Sakharov qu'au numéro un soviétique, M. Starkov avait tenu bon et, à ce jour, il est toujours à son poste.

Mais c'était une autre époque, soupirent aujourd'hui les journalistes soviétiques.

L'affaire des *Izvestia* n'est pas terminée, puisque, outre la résistance que paraît prête à opposer la rédaction, il semble également que deux membres au moins du présidium du Soviet suprême, MM. Ivan Laptev et Iouri Rjiov, ne partagent pas la condamnation de la ligne éditoriale des *Izvestia*.

Quel que soit finalement le sort réservé à M. Golembiovski, cet épisode ne peut qu'aggraver le climat déjà maussade qui règne chez les intellectuels et dans les milieux réformatrices à l'approche de l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, des nouvelles mesures de maintien de l'ordre instituant notamment des patrouilles conjointes de la milice et de l'armée. Ces mesures, confirmées mercredi par un nouveau décret de M. Gorbatchev, contiennent de faire beaucoup de bruit dans la presse et parmi les libéraux, tandis que les rumeurs d'une très prochaine augmentation des prix de détail s'amplifient au sein de la population.

Scénario de « l'état de guerre »

Le journal télévisé, qui demeure pour l'instant l'exemple le plus flagrant de la remise en pas des médias par le pouvoir, préfère ouvrir mercredi soir ses informations sur une réunion des dirigeants du Parti communiste, à la veille du plénum du comité central qui a commencé jeudi par un discours de M. Gorbatchev.

La reprise en main des médias est cependant loin d'être totale - pour l'instant, s'empresse de préciser les pessimistes qui ne manquent pas ici - puisque des aires de liberté subsistent un peu partout. A la télévision, c'est la chaîne de Leningrad et celle de Moscou qui jouissent d'une relative autonomie par rapport aux deux chaînes centrales ; ainsi, les téléspéctateurs de Moscou et de Leningrad ont pu voir lundi soir, par exemple, l'une des fameuses émissions « Vaglad » réputées pour leur audace et supprimées depuis décembre à la télévision centrale. A la radio, c'est Radio-Rossia. Dans la presse écrite, c'est - était ? - les *Izvestia*, la *Komsomolskaïa Pravda*, la *Moskovski Komsomolets*, les *Novosti* de Moscou, *Argumenty i Fakty*, *Literaturniaïa Gazeta*, et tous les journaux indépendants qui ont fleuri à la faveur de la loi sur la presse adoptée l'été dernier.

Mais, hormis le fait que la presse indépendante n'a en général qu'un faible tirage par manque de moyens, tous ces journaux sont tri-

butaires d'innombrables problèmes de papier et de distribution, toujours sous monopole. Les chaînes de télévision de Moscou et de Leningrad ne sont capées que par une minorité de téléspéctateurs, et la grande masse des Soviétiques doit donc se contenter du journal télévisé normalisé, dont la version des événements baltes, ce mois-ci, faisait froid dans le dos. Les espoirs d'une chaîne de télévision autonome diffusant sur tout le territoire de la Russie s'éloignent de plus en plus : les tractations en vue de sa création sont dans l'impasse depuis que, il y a trois jours, selon la presse indépendante, le directeur de la radiotélévision d'Etat a déclaré qu'il ne pouvait rien faire sans une décision de M. Gorbatchev. Les organisateurs de cette future télévision russe se sont à l'étranger, susceptible d'émettre « si le blocus de l'information » se confirmait. Voilà qui accompagne parfaitement le scénario de « l'état de guerre » très en vogue ces jours-ci à Moscou.

SYLVIE KAUFFMANN

Scepticisme à Vilnius malgré un premier retrait de troupes soviétiques

Un premier retrait des refoforts militaires déployés à Vilnius début janvier, annoncé depuis plus de deux semaines par les responsables soviétiques comme une mesure d'apaisement après les offensives dans les pays baltes, a été observé mercredi 30 janvier dans la capitale lituanienne : deux colonnes de quelques dizaines de véhicules militaires ont quitté la garnison de Vilnius dans la matinée, notamment vers la Biélorussie, a déclaré un porte-parole du Parlement lituanien. Ces mouvements de troupes n'auraient cependant « rien à voir » avec les promesses faites mardi à Washington par le ministre des affaires étrangères, M. Alexander Bessmertnykh, sur le retrait de « certaines forces » des Républiques baltes, indique le commandement militaire local.

« Les Etats-Unis ne devraient pas se satisfaire de nouvelles promesses. Les forces soviétiques n'ont toujours pas évacué les bâtiments occupés » à Vilnius, a déclaré, mercredi, le président lituanien, M. Vytautas

« La Géorgie veut organiser un référendum sur l'indépendance le 31 mars... Le Parlement géorgien a décidé, mercredi 30 janvier, de ne pas participer à l'indépendance prévue le 17 mars sur le maintien de l'URSS et d'organiser son propre référendum sur l'indépendance le 31 mars, jour des élections locales prévues dans cette République du Caucase. La Lituanie a déjà pris une décision semblable, l'Estonie, la Lettonie et l'Arménie pourraient les suivre. » (Tass, AFP.)

Landsberg. Ces forces continuent en effet à patrouiller et à contrôler les routes menant à Vilnius dès la nuit tombée. Le jeune insoumis lituanien, Jonas Tautkus, atteint d'une balle à la tête dans la nuit de lundi à mardi alors qu'il tentait d'échapper à un de ces contrôleurs, est décédé mercredi, portant ainsi à vingt le nombre des victimes baltes de ces dernières semaines. Les troupes soviétiques stationnées dans ces Républiques représentent en tout état de cause une des plus fortes concentrations militaires en URSS, une quinzaine de divisions, selon les sources occidentales.

Le Parlement lituanien, transféré en camp retranché depuis le 1^{er} janvier, a néanmoins assoupli sa législation sur le statut des langues russe et polonaise, suivant en cela la voie des concessions, ouverte il y a une semaine par les Parlements letton et estonien qui ont révisé - ou se sont engagés à réviser - certaines de leur lois contestées par les minorités russophones.

Alors que rien n'indique la réouverture de négociations entre l'URSS et la Lituanie, cette dernière a repris mercredi celles qu'elle mène avec la Russie pour la signature d'un accord semblable à celui déjà conclu entre M. Boris Eltsine et les dirigeants d'Estonie et de Lettonie, et qui garantissent notamment les droits des minorités dans ces Républiques. - (AFP, Reuters)

ITALIE : réuni en congrès à Rimini

Le Parti communiste se transforme en Parti démocratique de la gauche

Né à Livourne, il y a exactement soixante-dix ans, d'une scission du Parti socialiste, le Parti communiste italien (PCI) disparaît officiellement ce week-end, sur la côte adriatique, à l'issue de son vingtième, et ultime congrès. Ainsi en ont décidé, après quinze mois de débats enragés visant parfois au psychodrame collectif, les deux cent soixante-sept mille militants enrôlés (70 % des votants) qui se sont exprimés ces jours derniers dans les sections en faveur de la mutation du PCI en Parti démocratique de la gauche (PDS). On ne sait pas encore vraiment ce que sera ce nouveau Partito democratico della sinistra, mais son acte de naissance n'en sera pas moins proclamé dimanche, siôt après le triste requiem que les mille cinq cents délégués de Rimini ne manqueront pas d'entonner en hommage au vieux parti de Gramsci, Togliatti et Berlinguer.

Ligne pacifiste dans la guerre du Golfe

Il a aussi, dans une certaine mesure, glissé ses rapports naissants avec ce qu'on appelle en Italie le « parti transversal » et la « gauche souveraine », c'est-à-dire tous ces intellectuels qui n'appartenaient jusqu'ici à aucune organisation et que la création d'une force neuve, ancrée à gauche, intéressent vivement. Ramenées et rassemblées ces deux dernières années autour d'un petit millier de clubs, comités et forums divers, ces personnalités externes au PCI sont représentées à Rimini par trois cents délégués. Reste que certains grands noms dont on escomptait l'adhésion au PDS dès dimanche prochain se font tirer forcé.

Motif ? Le choix pacifiste assumé par le PCI-PDS dans le conflit du Golfe ressemble trop à un calcul politique propre à éviter la scission de l'aile dure, traditionnellement anti-américaine et anti-militariste, du vieux parti. Cette position, défendue aussi par l'extrême gauche et les Verts, a certes déboussé dans un premier temps les supports internes du parti.

Elle n'a également engendré un spectaculaire rapprochement avec les catholiques qui suivent le pape Jean-Paul II sur cette question, mais, dans la mesure où leur choix est plus moral que politique, on voit mal ce finir beaucoup plus loin. Et puis, surtout, forts de leur premier succès, les partisans de la « refondation communiste » - dont une minorité semble avoir de toute façon décidé de faire scission - ne se contentent pas de vouloir conserver un Parti communiste en Italie - ne se contentent pas de l'appel au cessez-le-feu et à la paix lancé par M. Occhetto.

Il réclament maintenant le retrait immédiat et inconditionnel du petit contingent de dix chasseurs-bombardiers Tornado expédiés dans les émirats par le gouvernement et ils vont soulever les congressistes de se prononcer à bulletin secret sur la question. Si celle-ci est posée et si le résultat est défavorable à la ligne de M. Occhetto, le PDS risquera la mort par isolement politique avant même de voir le jour.

PATRICE CLAUDE

M. Gremetz et M. Rigout au congrès du PC italien. - M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, chargé de la politique extérieure, devait représenter son parti au vingtième congrès du PCI. M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste des gouvernements Mauroy, et M. Maximal Bourquin, dirigeant de la Fédération dissidente du Doubs, représenteront, pour leur part, les restructurés communistes.

Obsédé par l'unité de son mouvement et fortement désireux d'emmenager avec lui, dans l'aventure PDS, la totalité de son parti, M. Occhetto n'a cessé ces derniers mois de donner des gages à ses adversaires. Au point de compromettre ses relations nouvelles

La Suisse souhaite reprendre l'immersion des déchets nucléaires en mer

Selon un document de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), publié mardi 29 janvier par le quotidien suisse *Tages Anzeiger*, la Suisse arrive en deuxième position derrière la Grande-Bretagne pour l'intensité radioactive de ses déchets nucléaires immergés en mer. Les statistiques de l'AIEA montrent que les trois quarts des déchets nucléaires immergés en mer jusqu'en 1983, date du moratoire qui a suspendu toutes les opérations d'immersion, ont été fournis par la Grande-Bretagne.

La Suisse, avec 5 321 tonnes immergées (9,8 % du total), arrive au deuxième rang de la radioactivité avec 4 420 000 gigabecquerels. Cette forte radioactivité est due au tritium, que l'industrie horlogère suisse n'a beaucoup utilisé pour rendre cadrons et aiguilles phosphorescents. Les Etats-Unis n'ont fourni que 6,5 % des déchets immergés, et la Belgique 4,7 %.

M. Beat Wieland, de l'Office fédéral helvétique de l'énergie, a souligné qu'il considérait toujours l'immersion en mer comme le meilleur moyen de se débarrasser du tritium, qui représente 85 % des déchets nucléaires de la Suisse. - (AFP, AP.)

YUGOSLAVIE : nouvelles tensions entre les Républiques

L'armée fédérale demande l'arrestation du ministre croate de la défense

De nouvelles tensions entre les Républiques sont apparues mercredi 30 janvier en Yougoslavie. Le procureur militaire de Zagreb a lancé un mandat d'arrêter contre le ministre croate de la défense, M. Martin Spegeji, pour « complot présumé contre des membres de l'armée ».

Général de l'armée yougoslave en retraite et ancien commandant de la cinquième région militaire (englobant la Croatie et la Slovénie), M. Martin Spegeji avait été accusé la semaine dernière par l'armée yougoslave de préparer « un soulèvement armé » en Croatie, d'avoir équipé et mobilisé des « formations paramilitaires illégales » et d'avoir acheté « illégalement » en Hongrie 20 000 kalachnikovs. « Le ministre (croate) de l'intérieur ne donnera pas suite à cet ordre », a déclaré M. Slaven Letica, proche collaborateur du président croate, M. Franjo Tudjman.

Ce nouvel incident rajoute une longue crise qui semblait en partie surmontée depuis le week-end dernier, le président croate ayant ordonné la démobilisation des 20 000 policiers réservistes de la République. Des unités de l'armée fédérale avaient été placées en état de préparation maximale au combat vendredi soir. Un affrontement

avait pu être évité grâce à un compromis trouvé après neuf heures de discussions enragées au sein de la présidence collégiale yougoslave à Belgrade. Selon M. Tudjman, une guerre civile et un « putsch » avaient été évités in extremis.

Selon M. Letica, le Conseil de sécurité croate a jugé « sans fondement » les accusations visant M. Spegeji. Le communiqué du procureur indique que quatre hommes - dont deux soldats - ont déjà été placés en détention dans la ville croate de Virovitica pour avoir préparé des attentats contre une caserne militaire locale sur les instructions de M. Spegeji. Toujours selon ce communiqué, ils complotaient d'assassiner des officiers et assiéger la base militaire de Virovitica.

Un film controversé

Il aurait organisé un réseau afin d'alerter en ville quatre cent cinquante membres d'une unité paramilitaire de l'Union démocratique croate (HDZ), le parti au pouvoir. « Les éléments de preuve recueillis jusqu'ici laissent penser que les accusés ont, à l'instigation du ministre de la défense Martin Spegeji et sous sa conduite (...) participé à la préparation d'une insurrection armée sur le territoire de la République de Croatie. » La télévision de Belgrade avait diffusé,

vendredi dernier, des images vidéo, filmées secrètement et montées par le ministre yougoslave de la défense.

On y voyait M. Spegeji dans une pièce obscure où il était censé, selon le commentaire, examiner un complot contre des membres de l'armée fédérale. Le ministre croate a déclaré que ce film était un « faux monstrueux » et des dirigeants de la République redoutent qu'il serve de prétexte à une répression militaire, la Croatie (non communiste) revendiquant son indépendance vis-à-vis de Belgrade.

Selon un document militaire confidentiel de l'armée, rendu public mercredi par la présidence de la République de Serbie, l'armée yougoslave entend lutter contre « la stratégie de destruction de l'idée communiste et du socialisme » menée, selon elle, en Occident contre la Yougoslavie.

Ce document aurait été lu dans toutes les unités de l'armée yougoslave la veille de la diffusion à la télévision de Belgrade du fameux film « documentaire ». « La tâche immédiate » de l'armée, est-il dit, consiste à « assurer le fonctionnement de l'Etat fédéral » ; il s'agit de « liquider toutes les formations paramilitaires », ce qui « mettra en échec la politique nationaliste et séparatiste » et « encouragera » les forces favorables à la « sauvegarde de la Yougoslavie sur des bases socialistes ». Un porte-parole de

la présidence croate a dit ne pas craindre de repaire en main militaire si la police croate refusait d'arrêter le ministre : « Il faudrait d'abord, a-t-il dit, que l'armée le trouve, et elle se heurterait ensuite au système de sécurité. » La présidence collégiale fédérale devait se réunir jeudi pour reprendre des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. - (Reuters, AFP.)

Assassinat d'un général à Ankara

DIYARBAKIR

de notre envoyée spéciale

C'est par une lettre abandonnée sur le trottoir enneigé que l'Organisation pour la libération nationale du Kurdistan a revendiqué l'assassinat, mercredi 30 janvier, du général Hulusi Sahin, tué devant son domicile, à Ankara, par trois hommes armés qui ont pris la fuite.

La revendication (par un groupe peu connu) semble plausible aux autorités puisque le général Sahin, à la retraite depuis 1989, avait auparavant été basé à Diyarbakir d'où il dirigeait les opérations militaires contre la guérilla kurde dans

toute la région sud-est. Plus de deux mille perso. y ont perdu la vie depuis le début des affrontements entre les commandos du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste) et les forces de l'ordre turques en 1984.

Le mouvement révolutionnaire de gauche Dev-Sol, suspecté d'avoir commis une dizaine d'attentats à la bombe contre des intérêts étrangers au cours des deux dernières semaines, a également revendiqué le meurtre du général. Plusieurs assassinats politiques de membres de la police et des forces armées en 1990 avaient été attribués à Dev-Sol.

NICOLE POPE

Ajustements à la direction du Parti communiste

M. Marchais met en concurrence plusieurs dauphins potentiels

La nouvelle direction du PCF a réuni à Paris, mercredi 30 janvier, à huis clos, les secrétaires de l'organisation des fédérations du parti. M. Pierre Zarka, promu responsable de ce secteur d'activité, se référant aux dernières élections partielles, a relevé que la PCF « n'a pas bénéficié du mouvement pour la paix ». Les modifications apportées la 29 janvier dans la répartition des responsabilités au sein du bureau politique indiquent, d'autre part, que M. Marchais a décidé de laisser ouverte la question de sa succession.

Le nouvel organigramme du Parti communiste (lire ci-dessous) est riche d'enseignements.

Il accorde d'abord, dans le droit fil du vingt-septième congrès, l'emprise personnelle de M. Georges Marchais sur l'appareil du parti. Le secrétaire général du PCF dispose, avec M. Pierre Zarka, ancien député de Seine-Saint-Denis, successeur de M. Jean-Claude Gaysot au poste officiel de « numéro deux », responsable du secteur-clé de l'organisation (le 31 janvier), et avec M. Pierre Blotin, membre du secrétariat fédéral du Val-d'Oise, doté d'un secteur éminemment idéologique (propagande, communication, etc.) lui conférant une position de « numéro deux bis », de deux seconds entièrement dévoués à sa cause. L'un contrôlera les rouages du parti, l'autre prendra une part déterminante dans l'élaboration de sa politique.

La rétrogradation de M. Gaysot, naguère présenté comme le premier dauphin de M. Marchais, équivaut à une reconnaissance du mauvais état persistant du PCF, même si l'intéressé fait aussi les frais de l'ampleur du mouvement contestataire qu'il n'a pas pu enrayer, à la veille du congrès, dans son département de la Seine-Saint-Denis.

Une « pole position » et quatre autres favoris

Cet organigramme confirme également que l'ouverture n'est plus du tout à l'ordre du jour. Porte-parole des « refondateurs », MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors, anciens ministres, ont accepté de traiter ensemble d'un secteur (les institutions, l'Etat, le droit, les libertés publiques) qui leur laissera assurément beaucoup de loisirs pour cultiver leur différence à l'extérieur du parti, mais ils n'auront pas grande influence sur son fonctionnement.

Le fait que M. André Lajoinie, en charge de toutes les activités parlementaires, hérite de la responsabilité des relations avec les autres partis, exerce par Paul Laurent jusqu'à sa mort, ne réduit pas le relatif effacement du président du groupe communiste de l'Assemblée nationale au profit de la « garde montante ». Certains exécutifs y voient un implicite désaveu de ses gestes de conciliation

en direction des contestataires au cours de la préparation du vingt-septième congrès.

Enfin, et surtout, il apparaît que M. Marchais a décidé, pour sa part, de cultiver le flou sur sa propre succession. Si la promiscuité de M. Zarka traduit la volonté du secrétaire général du PCF de redynamiser un appareil dont les performances demeurent médiocres, ainsi que le confirment les résultats des élections partielles, elle ne signifie pas pour autant, de l'avis même de plusieurs autres membres du bureau politique, que l'ancien secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France vient d'être propulsé en position de favori dans la future course au secrétariat général. Il s'agit tout au plus, en quelque sorte, d'une « pole position ».

M. Marchais semble, en vérité, vouloir tester, et peut-être même mettre en concurrence, plusieurs des nouveaux membres du bureau politique qui appartiennent à la génération des « sixties ». Derrière M. Blotin, qui peut désormais prétendre, comme M. Zarka, aux plus hautes marches de la pyramide interne, MM. Alain Bocquet, député du Nord, Jean-Paul Magnon, secrétaire fédéral du Rhône, et Francis Wurtz, ancien secrétaire particulier de M. Marchais, forment ainsi un trio qui a manifestement le vent en poupe.

ALAIN ROLLAT

Le nouvel organigramme

Voici la nouvelle répartition des responsabilités au sein du bureau politique du PCF, décidée le 29 janvier, à l'unanimité, « telle qu'elle découle d'une discussion personnelle avec tous les camarades concernés, de la prise en compte de leur avis et de l'accord de chacun d'eux », selon l'expression employée par l'Humanité du 30 janvier.

— M. Georges Marchais : secrétaire général.

— M. Pierre Blotin (membre du secrétariat) : propagande et communication du parti, information, problèmes de la communication, de l'audiovisuel, de la diffusion et du mouvement des idées (adjoint : M. Bernard Vassero); lutte pour le pluralisme et la vérité dans les médias (avec M. Claude Fodouze); service central de documentation.

— M. Jean-Claude Gaysot (membre du secrétariat) : liaison avec les fédérations et les comités régionaux du parti (adjoint : M. Daniel Brunel); avec M. Jacques Le Digabel (fédérations) et M. Madeleine Vincent (comités régionaux); coordination des fédérations de la région parisienne.

— M. Maxime Gramet (membre du secrétariat) : politique extérieure, relations internationales du parti (adjoint : M. Jacques Denis, avec M. Jacques Fath); action pour la paix, le désarmement et la solidarité internationale (adjoint : M. Jean-Claude Lefort).

— M. André Lajoinie (membre du secrétariat) : activité parlementaire du parti, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale; liaison avec les élus communistes au Sénat (présidente du groupe : M. Hélène Luc) et au Parlement européen (responsable : M. René Piquet, président du groupe Coalition des gauches); activité du parti parmi les agriculteurs (adjoint : M. Patrick Le Hyrie); directeur de la Terre (rédacteur en chef : M. Maurice Duplessis); relations avec les partis politiques.

— M. Jean-Paul Magnon (membre du secrétariat) : activité du parti parmi les jeunes (adjoint : M. Marcel Zaidner); enfance (avec M. Zaidner); éducation des communistes (adjoint : M. Jean-François Meyer).

— M. Gisèle Menez (membre du secrétariat) : activité du parti parmi les femmes (adjointe, M. Catherine Margat); politique familiale (avec M. François Boutoux); coordination du travail du bureau politique et du secrétariat.

— M. Pierre Zarka (membre du secrétariat) : organisation du parti (avec M. Alain Zoughebb).

— M. Claude Billard (membre du bureau politique) : activité du parti dans les entreprises (avec MM. Henri Costa, Jean-Marie Martin et M. Josiane Voyant); parmi les travailleurs et les familles immigrées (avec M. Guy Poussy); parmi les artisans et commerçants (avec un responsable à désigner).

— M. Alain Bocquet (membre du bureau politique) : aide à la promotion des militants (adjointe, M. Rolande Pelican); directeur des

Cahiers du communisme (rédacteur en chef : M. Fred Bicochi).

— M. Antoine Casanova (membre du bureau politique) : activité du parti parmi les intellectuels; luttas pour le droit à la formation et à la culture (adjointe, M. Nicole Bouteau); enseignement : M. Paul Frayssé; formation supérieure : un responsable à désigner; formation continue : M. Aimé Halbeher; culture : MM. Lucien Maréchal et Jack Ralite; directeur de la Pensée.

— M. Charles Fiterman (membre du bureau politique) : Etat, droit, institutions, libertés publiques (avec M. Anicet Le Pors).

— M. Guy Henner (membre du bureau politique) : directeur de Révolution (rédacteur en chef, M. Jean-Paul Janury; rédacteur en chef adjoint, M. Gérard Streiff); activité du parti pour la diffusion de Révolution.

— M. Philippe Herzog (membre du bureau politique) : économie et développement du territoire (adjoint : M. Bernard Marx, avec M. Paul Boccard); directeur d'Economie et Politique (rédacteur en chef, M. Yves Dimicoli).

— M. Jackie Hoffmann (membre du bureau politique) : lutte du parti pour le droit à la santé (avec M. Henriette Poirier et M. Jacques Roux); pour la protection sociale (avec M. Benoît Monnier); pour le droit au logement, en direction des retraités (avec M. Alain Blanchard); en direction des handicapés; action contre la drogue.

— M. Robert Hue (membre du bureau politique) : collectivités territoriales (communes, départements, régions); avec M. Robert Clément, président de l'Association nationale des élus communistes et républicains; élections (avec M. Jean Wlos).

— M. Francette Lazard (membre du bureau politique) : directrice de l'Institut de recherches marxistes; relations avec les milieux et mouvements religieux (avec M. Daniel Bouky).

— M. René Le Guen (membre du bureau politique) : sciences, technologie, recherche, activité du parti parmi les techniciens, ingénieurs, chercheurs et cadres (adjoint : M. Michel Laurent); avec M. Jean-Pierre Kahane (recherche et activité parmi les travailleurs scientifiques) et M. Michel Dubois (activité parmi les techniciens, ingénieurs et cadres); directeur d'Avancées (rédacteur en chef : M. Laurent); luttas du parti pour la protection et la mise en valeur de l'environnement (avec M. Sylvie Mayer).

— M. Roland Leroy (membre du bureau politique) : directeur de l'Humanité et de l'Humanité-Dimanche; coordination des quotidiens de province (avec M. Claude Cabanes, rédacteur en chef de l'Humanité); M. Martine Bulard, rédactrice en chef de l'Humanité-Dimanche, et M. Marc Bellet.

— M. Francis Wurtz (membre du bureau politique) : luttas du parti pour les droits et les libertés; secrétaire du comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde (président, M. Marchais); luttas contre le racisme et l'an-

tisémisme.

— M. Louis Baillet (membre du comité central) : défense nationale, sécurité, police.

— M. François Hillairet (membre du comité central) : responsable des éditions.

— M. Henri Martin (membre du comité central) : activité du parti pour la diffusion du livre; anciens combattants.

— M. Gaston Pissoulier (membre du comité central) : activité du parti pour la diffusion de l'Humanité et de l'Humanité-Dimanche (avec M. Pierrette Joachim).

— M. Pierre Sotera (membre du comité central) : trésorier du parti.

— M. Marcel Zaidner (membre du comité central) : responsable du bureau de presse du comité central (avec M. François Py); activités physiques et sportives.

Les élections législatives partielles

Le soulagement et les espoirs de M. Chirac

« L'espoir change de camp, le combat change d'âme. » Chacun, dans l'état-major du RPR, se récite, depuis dimanche dernier, le vers de Victor Hugo comme pour bien se convaincre que l'aube d'une ère nouvelle est en train de se lever pour l'opposition et, d'abord, pour le parti de M. Chirac. Les Jeux étant d'ores et déjà faits pour la deuxième tour du 3 février, les résultats des trois élections législatives partielles du Rhône et de Paris ont redonné du goût pour la vie politique aux cadres quelque peu démoralisés d'un parti quelque peu secoué.

M. Jacques Chirac n'a pas tardé à tirer les leçons de scrutins dont il juge, au total, les résultats prometteurs, puisque les ambitions des candidats « rénovateurs » démissionnaires de leur mandat de député et du RPR — MM. Noir et Dubernard à Lyon, M. Barzach à Paris — n'ont pas été combées. Les deux premiers seront réélus, mais sans l'effet d'un électrochoc qu'ils en attendaient, et M. Barzach a été éliminé du jeu dans la capitale.

Le président du RPR va reprendre ses tournées en province auprès des militants et des électeurs, et il a déjà commencé à recevoir, par groupes, les secrétaires de fédérations départementales. Enfin, il va préparer les prochaines échéances électorales, les régionales de 1992, et, surtout, les législatives de 1993, avec le double souci, dit-il, de conforter l'union de l'opposition et de renforcer le RPR.

« La rénovation GARAP »

C'est pas la première fois que le mouvement gaulliste connaît des secousses et est ébranlé par des crises. L'éclatement du RPF, en 1952, lors de la constitution du gouvernement Pinay, la dissidence de Jacques Soustelle en 1960 contre la politique algérienne de de Gaulle, la rupture de l'élection présidentielle de 1974 entre « chabistes » et « giscardistes », la prise de pouvoir de M. Chirac la même année, puis, en 1976, la création du RPR sont, entre autres, des épreuves majeures que le courant politique que représente le gaullisme a traversées avec plus ou moins de dommages. Les deux troubles les plus récents qui ont agité le RPR doivent donc être à la fois distingués et relativisés.

Si l'initiative, quasi dissidente,

prise par M. Charles Pasqua en février 1990 a eu un retentissement assez profond parmi les militants, il n'en est pas allé de même avec le projet de « rénovation » lancé par M. Michel Noir. Outre que les deux hommes ne bénéficient pas du même charisme auprès des adhérents du mouvement, l'entreprise de M. Noir a, semble-t-il, très vite été ressentie par eux comme un facteur de division beaucoup plus que comme un moyen de renouvellement, et aussi comme la consé-

quence perverse d'un syndrome médiatique. Le résultat des élections partielles du 27 janvier a donc convaincu M. Chirac que « les rénovateurs avaient loupé leur coup ».

D'ailleurs, selon lui, la rénovation de l'opposition, telle que la concevait M. Noir, était « une plaisanterie ». En quelque sorte, c'était de la « rénovation GARAP », comme ce singe publicitaire des années 60, qui avait pour objet d'illustrer mais qui ne vantait aucun produit. Il reproche ainsi aux « rénovateurs » de n'avoir présenté aucune véritable programme alternatif, aucune idée nouvelle, mais d'avoir seulement voulu intéresser les électeurs à des problèmes de réforme d'appareil cachant de simples ambitions personnelles. Pourtant, M. Chirac affirme que la rénovation est nécessaire, mais qu'elle ne peut se faire réellement que de l'intérieur des partis, ce qui, assurément, se réalise effectivement, petit à petit et sans clamours. « La rénovation, c'est nous », assure M. Juppé, secrétaire général du RPR. M. Chirac a, d'autre part, enregistré avec satisfaction que MM. Pasqua et Séguin avaient apporté leur



Un double objectif

M. Chirac, sous réserve que l'évolution de la guerre du Golfe ne l'en empêche, se fixe donc un double objectif : renforcer l'union de l'opposition, ce qui correspond au souhait de l'électorat; et développer l'audience du RPR pour répondre à l'attente des militants, sans ignorer toutefois que ces deux missions paraissent parfois apparaître contradictoires. Les scrutins présidentiel et législatif de 1988 — et même ceux d'avant — ont montré que l'électorat de l'opposition était attaché par-dessus tout à l'union des formations qui la composent, sans exiger pour autant une fusion de celles-ci, mais en souhaitant la fin des querelles internes. Le RPR se dit donc résolu à poursuivre dans la voie ouverte avec la création de l'Union pour la France, en évitant le plus possible les « accords » et en acceptant, au besoin, certains « sacrifices » pour réaliser cet objectif.

Cependant, le RPR considère que sa représentation parlementaire actuelle n'est pas en rapport avec l'importance qu'il se donne dans le pays. On regrette quelque peu que, lors des élections législatives de 1988, le RPR ait accepté trop facilement le principe, posé implicitement, dit-on, par l'UDF, selon lequel « ce qui est à moi est à moi; ce qui est à toi est négociable ». Le RPR ne veut pas que ce principe se reproduise aux législatives de 1993. D'autant plus que, selon ses calculs, plus de cinquante circonscriptions décevantes par la gauche pourraient, actuellement, être gagnées par l'opposition et permettre de satisfaire ainsi quelques ambitions.

Ces calculs d'apothicaire revêtent une importance capitale pour les élus-majors politiques. C'est, en effet, au sein du parti valoqueur que devrait — si l'on se réfère à la logique de 1986 — être choisi le premier ministre qui, sauf accident, dirigerait le gouvernement jusqu'à l'élection présidentielle de 1995.

ANDRÉ PASSERON

M. Joxe et les collectivités locales

Le jacobin devenu girondin

Revenant aux affaires en mai 1988, et puisqu'il avait fait ses preuves de bon gestionnaire de la police, M. Joxe s'est passionné pour le dossier des collectivités locales. Mais pour éviter que son image de jacobin ne perturbe le débat, il a pris son temps pour faire admettre ses idées. Partant du constat que la décentralisation avait trop souvent permis la création de véritables fiefdoms, dangereux pour l'unité de l'Etat et la démocratie locale, il souhaitait donner aux minorités de réels pouvoirs de contrôle sur les exécutifs communaux, départementaux et régionaux et renforcer la présence de l'Etat en province, en accordant au préfet, représentant d'un Etat réellement décentralisé, les moyens d'agir. A cela il ajoutait, pour limiter les effets néfastes de l'émiettement communal, de fortes incitations à la création de « communautés » de villes ou de villages. Son projet n'en est, pour autant, qu'un tout début de sa discussion par l'Assemblée nationale.

Dialogue tous azimuts en Corse

C'est son approche du dossier Corse qui lui a vraiment permis de bénéficier de l'étiquette de girondin. Lors de son premier passage au ministère de l'Intérieur, il avait pensé que de bonnes opérations de police suffiraient. Il a ensuite évolué, ses nombreux voyages dans l'île lui faisant comprendre la spécificité insulaire. Le Parisien serviteur de l'Etat a fini par se prendre de passion pour ce petit bout de territoire national, par admettre que tout ne pouvait pas se régler à partir de Paris, ce que lui était valé pour la Corse.

« Ministre de la Corse », sauf lorsque, pour cause de désaccord, Matignon prit directement en main la gestion de la longue grève des fonctionnaires de l'île, M. Joxe, là aussi, a pris son temps, consultant beaucoup, rassemblant tout le monde, y compris les nationalistes, ce que la droite ne lui a pas pardonné. Mais la méthode lui a permis, en tout cas, d'obtenir du FNLC une longue trêve, qui ne fut véritablement rompue que lorsque cette mouvance, divisée sur l'attitude à adopter face aux projets gouvernementaux, éclata.

Son projet de loi, tel qu'approuvé par le conseil des ministres, n'est pas une demi-mesure. Non seulement il prévoit un statut spécifique pour l'île, fort différent de celui des régions métropolitaines puisqu'il la dote d'une quasi-autonomie, mais il reconnaît aussi l'existence du « peuple corse composé du peuple français ». Ce fut un beau tollé qui éclipse l'essentiel du projet : favoriser l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération de responsables politiques; permettre à la Corse de maîtriser elle-même son développement économique. La droite refusa de reconnaître cette particularité, et une partie du PS — les amis de M. Chevènement choisissant ce dossier pour faire comprendre, pour la première fois, leur envie d'émancipation — fut tout aussi rétive.

M. Joxe connaît alors des jours difficiles. D'autant que si son projet a été adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale — mais la session extraordinaire prévue pour permettre au Sénat de se prononcer a été reportée pour cause de guerre, — la reprise des attentats, et surtout les assassinats du président de la Chambre d'agri-

culture et de deux maires, ont montré que la « méthode Joxe » se heurte à de solides obstacles. La droite, en exploitant sans retenue ces drames, lui a encore compliqué la tâche.

Malgré ces deux gros dossiers territoriaux qu'il a traités, M. Joxe a pu s'affirmer par les « affaires » : faire voter une nouvelle loi sur le financement de la vie politique qui permet, enfin, de donner une base claire aux rapports, toujours délicats, entre l'argent et la politique. Mais, en revanche, il n'a pas encore pu faire accepter par le gouvernement son projet de statut des élus locaux.

Son bilan est tout aussi mince en matière électorale. Si M. Joxe a fait modifier le code électoral pour lutter contre la fraude, mise à jour par certaines pratiques de municipalités communistes, s'il a réussi à faire admettre un regroupement des élections cantonales et régionales, il n'a pas pu faire avancer la réforme des modes de scrutins locaux. C'est que, fervent partisan de la proportionnelle, il est là en désaccord avec le président de la République.

Pourtant l'élection des conseils généraux dans des cantons, qui, bien souvent, ne correspondent plus à la réalité sociologique et humaine, n'est plus adaptée aux nouveaux pouvoirs de leur assemblée. Chacune s'accorde à reconnaître que l'élection des conseillers régionaux à la proportionnelle intégrale dans un cadre départemental ne permet pas aux régions d'être gouvernées efficacement. Or, cantonales et régionales suivent tout de même la même loi. Décidément, la succession de M. Pierre Joxe ne sera pas facile.

THIERRY BRÉHIER

SOCIÉTÉ

La succession de M. Pierre Joxe à l'intérieur

« Je serai un ministre de la police à part entière »
déclare M. Philippe Marchand

La passation des pouvoirs entre M. Pierre Joxe et M. Philippe Marchand, mercredi matin 30 janvier place Beauvau, a été rapide et discrète. Coupant court aux rumeurs sur la création d'un ministère délégué à la sécurité, M. Philippe Marchand nous déclare mercredi soir : « Je serai un ministre de la police à part entière. » M. Philippe Marchand avait assuré à plusieurs reprises l'intérêt du ministre de l'intérieur, euphré duquel il avait été nommé ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile le 17 juillet 1990.



Surpris sans être déstabilisé, M. Philippe Marchand a endossé ses nouveaux habits de ministre de l'intérieur avec la bonhomie rassurante d'un homme qui, nommé à l'un des postes les plus importants de la République au début de sa carrière, connaît déjà « la Maison ». La menace terroriste ? Le plan « Vigipirate » auquel il a été associé dans son élaboration à l'automne dernier ? « Fonctionne bien, et s'il était nécessaire de le renforcer, nous le ferions ». Mais, ajoute-t-il, « la situation pour l'instant n'est pas outre mesure préoccupante ».

Le dossier corse ? Le ministre estime que « ce ne serait pas une bonne chose de retarder l'examen du projet de loi prévu à l'occasion de la prochaine session extraordinaire du Sénat. Les Corses seraient déçus, désemparés si on ne continuait pas ce travail », déclare-t-il jeudi matin sur Europe 1. Bref, M. Marchand veut prouver que la place Beauvau vit dans une tranquille continuité.

« S'il souffre d'un déficit de com-

munication vis-à-vis du grand public, Philippe Marchand s'est déjà imposé à l'intérieur, cofaité par M. Joxe. A la surprise générale, Pierre Joxe l'avait mis dans le bain dès son arrivée place Beauvau. Marchand l'a parfois remplacé sur la police et nous l'avons découvert : c'est un homme de sang-froid qui n'a pas peur de décider. Il bénéficie en outre d'une grande confiance du président de la République, au moins égale à celle accordée à Pierre Joxe. »

Les syndicats
« au rouge »

Les rouages de l'intérieur restent inchangés. Le nouveau ministre s'est entouré du directeur du cabinet de son prédécesseur, M. Christian Vigouroux, et de ses deux collaborateurs, M. Patrice Bergongnoux et René-Georges Querry, Rapporteur

du budget de l'intérieur entre 1981 et 1986, le député de la Charente-Maritime a appris à connaître la débrouille des organisations syndicales policières. Il sait que celles-ci « sont au rouge » que l'eau monte depuis plusieurs mois à l'intérieur de la Maison », pour reprendre l'expression d'un haut fonctionnaire.

Désormais, M. Marchand se trouve en effet chargé de l'important dossier de la modernisation de la police. Cette réforme de longue haleine, lancée dès 1982 par Gaston Defferre, et prolongée en 1985 par M. Joxe avec sa loi plurianuelle, a pâti du désengagement relatif de celui-ci au cours des derniers mois. Sans doute la direction générale de la police nationale n'est-elle pas restée inactive, travaillant avec une autonomie croissante vis-à-vis du cabinet du ministre. Certaines des orientations arrêtées par M. Joxe et le gouvernement ont ainsi été mises en route : des expérimentations ont été lancées pour unifier les services de police dans les départements.

Il n'en reste pas moins que, de la réforme des corps et carrières à la loi d'orientation sur la sécurité intérieure, les grands chantiers annoncés par M. Joxe en 1989 sont restés à l'état d'ébauche. Comme si dans l'entourage de ce dernier, l'incertitude devait des difficultés croissantes (affaires des renseignements généraux, révoltes des banlieues) avait tendu à reléguer au second rang le mouvement de modernisation et les écueils problématiques qui l'accompagnent, de la mise à plat des questions catégorielles à la fermeture des « postes » de police en province. Les responsables syndicaux avaient, dans la dernière période, du mal à s'y retrouver.

Autre chapitre en suspens : la transparence de l'institution policière. Ce n'est que sous la pression des événements, avec la multiplication des dérapages, que M. Joxe en est venu à annoncer la création d'une « Haute Autorité » chargée de contrôler la transparence et la déontologie dans la police. Encore la mise en place de ce Conseil supérieur de l'activité policière dépendra-t-elle du sort réservé à l'étude confiée en octobre dernier par le ministre à M. Robert Bouchery. La publication de ce rapport d'une quarantaine de pages, boudé depuis plusieurs jours, attend un « feu vert » du pouvoir politique.

Prendant le relais de M. Joxe avec l'habituelle volonté de réforme des nouveaux arrivants, M. Marchand pourrait redonner de l'élan au processus de modernisation. L'aridité des dossiers-défis de celle-ci ne semble d'ailleurs pas l'effrayer. Ne souligne-t-il pas que la Charente-Maritime, son terroir et son fief électoral, est l'un des cinq départements pilotes choisis pour expérimenter la « départementalisation » des services ?

ERICH INCIVAN
et DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Les inspecteurs de police réagissent au départ de M. Joxe. « Si Pierre Joxe a placé la police sur de bons rails, les réformes sont cependant loin d'être achevées », a déclaré la Fédération nationale autonome de la police (FNAAP) en saluant le travail accompli en matière de modernisation des équipements et de formation des personnels. « Il reste beaucoup à faire pour transformer la police nationale en un service public performant et pour faire de tous les policiers des professionnels bien dans leur métier », a ajouté la FNAAP, organisation majoritaire chez les policiers en civil, qui souhaite que « le changement à la tête du ministère ne remette pas en cause les chantiers en cours ».

Pour améliorer la circulation

Les livraisons dans Paris
devront se plier à de nouvelles règles

La préfecture de police de Paris met en place, à partir du vendredi 1^{er} février, une nouvelle réglementation des livraisons dans la capitale, qui se veut « plus claire et plus simple ».

Oubliée la « zone verte » qui, depuis 1971, scindait Paris en deux secteurs, soumis à des restrictions et à des dérogations différentes, créant un maquis où personne — pas même les policiers — ne se retrouvait. Le principe de base désormais fait dépendre la réglementation du moment de la journée et de la surface au sol des véhicules qui livrent ou qui enlèvent des marchandises. Plus le véhicule est petit, et plus la plage horaire pendant laquelle il est autorisé à livrer est longue.

Ainsi, les camionnettes qui ne dépassent pas les 12 m² de surface au sol pourront-elles décharger ou enlever des marchandises 24 heures sur 24. Pour les véhicules de moins de 16 m², les livraisons seront autorisées de 21 h 30 à 17 h 30. Pour ceux de moins de 20 m², l'autorisation couvrira de 21 h 30 jusqu'à 13 heures, et pour les « gros » de plus de 20 m², de 21 h 30 jusqu'à 7 h 30 seulement.

Aucun véhicule utilitaire, quelle que soit sa surface, ne devra s'arrêter — à l'arrêt, stationner — sur les axes rouges et sur les couloirs de bus entre 13 heures et 20 h 30, même s'ils sont autorisés à livrer pendant cette plage horaire. En revanche, l'arrêt sera permis en bordure de trottoir sur les axes rouges et dans les couloirs de bus, de 21 h 30 à 13 h.

Places de parking
plus nombreuses

Ces mesures ne suppriment pas toutes les dérogations. Celles-ci sont de deux ordres : exceptionnelles, c'est-à-dire obtenues après autorisation, et systématiques. Les premières concernent les véhicules de moins de 20 m². Ils pourront être autorisés à livrer entre 16 heures et 21 h 30. Le chauffeur devra alors apposer un macaron sur le pare-brise. Les autres dérogations s'appliquent automatiquement à certaines catégories de véhicules : les voitures postales, les camions livrant de la

farine, les citernes, les bennes, les véhicules frigorifiques, les camions de déménagement après autorisation, ceux qui entraînent la voirie ou transportent des fonds, ceux qui portent des voitures (pas seulement ceux de la fourrière!).

Le but visé par ces nouvelles dispositions est, à l'évidence, de vider la capitale des véhicules encombrants aux heures où la circulation est la moins fluide. Le spectacle de camions de livraisons immobilisés sur l'unique voie d'une chaussée ou arrêtés en double file et coagulant le trafic de rues cotées appartenait, certes, au folklore du paysage parisien. Mais elle n'est plus supportable dans une ville qui laisse entrer quotidiennement 1 300 000 voitures, où le flux de véhicules a doublé en vingt-cinq ans et augmente encore de plus de 1 % chaque année.

L'approvisionnement des 126 000 entreprises industrielles et commerciales de la capitale exige l'acheminement de 200 000 tonnes de marchandises par jour ouvrable. La nouvelle réglementation devrait au moins réduire la pagaille née de textes tatillonnés, complexes et donc souvent inapplicables.

Elle parviendra d'autant mieux à guérir la paralysie que le nombre des emplacements réservés aux livraisons sera effectivement augmenté. De 7 000 à 8 000 actuellement, ces places de stationnement devraient passer à 16 000 dans un an. Ces parkings supplémentaires seront aménagés notamment sur des places existantes, où le stationnement n'est pas, pour l'instant, payant. Tous les emplacements de livraison, interdits aux automobiles de tourisme, seront plus visiblement identifiés. Le stationnement d'un véhicule particulier sur ces aires sera passible d'une amende de 230 F et de l'enlèvement suivi de la mise en fourrière.

Le nouveau texte rappelle qu'il ne faut pas confondre livraison et simple transport de marchandises. Les véhicules utilitaires qui n'ont pas l'intention de déposer ou de charger des marchandises et sont donc seulement en transit n'ont pas le droit de traverser Paris. Ils peuvent, tout au plus, emprunter le périphérique et les boulevards des Marchaux.

CHARLES VIAL

MÉDECINE

Dans l'attente d'une décision américaine

Les autorités européennes ne se prononceront pas
avant 1992 sur le « lait aux hormones »

Le Comité européen du médicament vétérinaire vient de repousser à une date ultérieure son avis définitif quant à l'autorisation de commercialisation de la somatotropine bovine (ou BST), hormone produite par manipulations génétiques, qui permet une augmentation efficace et importante de la production laitière. Alors que le moratoire européen en la matière devrait être prolongé jusqu'à la fin de 1991, l'Institut national américain de la santé vient de publier le rapport préliminaire de la conférence d'évaluation qu'il avait réunie sur ce thème. Selon les experts américains, le lait et la viande des vaches traitées à la BST sont aussi sains que ceux des vaches non traitées.

Le « lait aux hormones » sera-t-il un jour présent sur les tables et dans les fromages du Vieux Continent ? Mise au point dans les années 80, grâce à l'essor des biotechnologies, la BST « recombinante » est aujourd'hui disponible en quantités industrielles et prête à être commercialisée par les groupes pharmaceutiques Monsanto, Lilly, American Cyanamid ou Upjohn, qui ont investi dans cette matière de très gros budgets de recherche et développement. Cette hormone, naturellement synthétisée par l'hypophyse animale, joue un rôle essentiel dans la sécrétion du lait. On sait aujourd'hui que l'utilisation raisonnée de BST par voie injectable permet d'augmenter de 15 % à 25 % (quatre kilos par vache et par jour) la production laitière.

La mise au point de ce procédé et la perspective de sa commercialisation prochaine alimentent, depuis quelque temps déjà, une vive polémique internationale, dans laquelle sont impliqués, outre les industriels producteurs, l'industrie vétérinaire, les autorités sanitaires, le mouvement consommateur et les différents composés de la galaxie écologiste (le Monde du 30 décembre 1988 et du 8 juillet 1989).

La BST (somatotropine bovine)

constitue par ailleurs une variable de la plus grande importance dans les équations économiques actuelles concernant les quotas laitiers et dans lesquelles interviennent les profondes divergences qui se manifestent sur ce thème de part et d'autre de l'Atlantique. Pour sa part, le Comité du médicament vétérinaire de la Commission des Communautés européennes vient de décider, à l'occasion de sa vingt-cinquième réunion organisée à Bruxelles, de surseoir à sa décision concernant la BST de la firme Monsanto, l'examen du dossier de l'hormone du groupe Lilly étant fixé en mars prochain.

Les premières
évaluations

« Il est acquis que le moratoire européen concernant la BST, qui expirait à la fin 1990, sera prolongé d'un an », explique M. Olivier Reboul, directeur de la division sciences animales chez Monsanto. « Tout se passe comme si les autorités sanitaires européennes attendaient, avant de prendre leur décision, de leurs homologues américains. Celle-ci devrait être connue au cours de cette année, mais ce dossier est suffisamment complexe pour qu'on se garde de tout pronostic... »

Aux Etats-Unis, la BST continue d'alimenter de vifs échanges scientifiques, comme en témoigne l'un des derniers numéros de l'hebdomadaire Science (du 18 janvier). Il y a peu, après la publication, dans ce même hebdomadaire, d'une position préliminaire de la toute-puissante Food and Drug Administration (le Monde du 30 août 1990), l'Institut national américain de la santé rendait publiques les conclusions de sa conférence d'évaluation, « chargée d'étudier les données scientifiques existantes et d'évaluer les preuves de l'innocuité du lait et de la viande provenant de vaches traitées à la BST pour le consommateur, ainsi que les conséquences de ce traitement sur la santé des animaux ». Ce groupe assurai ne pas avoir « pris en considération les problèmes politiques relatifs aux aspects économiques, sociaux et environnementaux, qui sont importants, mais qui n'entraient pas dans son mandat ».

Les experts réunis par l'Institut américain de la santé concluent, en

termes d'une série de questions pertinentes : « Le traitement par la BST augmente la production laitière moyenne des vaches. Au vu des données examinées, l'administration de ce produit ne semble pas affecter notablement l'état de santé général des vaches traitées. Les données actuelles ne permettent toutefois pas de conclure au sujet des mammites. La composition et la valeur nutritive du lait des vaches traitées à la BST sont essentiellement les mêmes que celles du lait des vaches n'ayant pas été traitées. Le lait et la viande des vaches traitées à la BST, tels qu'ils sont couramment consommés aux Etats-Unis, sont aussi sûrs que ceux des vaches non traitées. »

Pour sa part, la Food and Drug Administration américaine étudie actuellement les dernières données provenant de plus de vingt mille vaches laitières traitées par cette hormone. A l'évidence, l'avenir de la BST à l'échelle mondiale tient aux prochaines conclusions scientifiques et aux décisions politiques américaines ou aux arbitrages internationaux en la matière.

JEAN-YVES NAU

Un nouveau rédacteur en chef au « New England Journal of Medicine ». — Le docteur Jerome Kassirer, de l'Université Tufts et du New England Medical Center, deviendra à compter du 1^{er} juillet le prochain rédacteur en chef du New England Journal of Medicine, considéré comme la plus prestigieuse revue médicale du monde. Il remplacera à ce poste le docteur Arnold Reiman qui occupait cette fonction depuis 1977. Grâce au docteur Reiman, le New England Journal of Medicine, dont le siège est dans le Massachusetts, avait non seulement fort de ses 225 000 exemplaires vendus chaque semaine, étendu son audace, mais également contribué largement aux nombreux débats qui agitent le monde médical. Il avait en particulier toujours plaidé pour l'instauration, aux Etats-Unis, d'un véritable système de protection sociale pour les plus démunis.

HORS-SERIE

le nouvel
Observateur
40 ANS de
45 TOURS

Un numéro exceptionnel
qui retrace les quarante dernières
années en chansons.

Les chroniques et le palmarès
des plus grands experts.

Des pochettes, des photos et
des documents inédits.

avec

France inter sacem

EN VENTE 30 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHALLENGES

LES FEMMES CADRES
LE PALMARÈS
DES COMMANDEMENTS

LES COMMANDEMENTS

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle La pharmacie de Simone Weber

NANCY

de notre correspondante

Le docteur Jean-Pierre Guttman, médecin à Strasbourg, ne se rappelle plus très bien la physionomie de ce monsieur très âgé, « paraissant soixante-dix, soixante-quinze ans », qui est venu le 7 mars 1980 avec sa future épouse, « une dame d'une cinquantaine d'années, blonde avec des bouclettes », pour une visite pré-nuptiale. En revanche, il se souvient bien de leur conversation. « Je leur ai dit qu'à cet âge-là on ne se marie plus. En général, monsieur a une pension, madame aussi. L'homme m'a répondu : "Je suis militaire, j'ai une bonne pension militaire, je veux que ma femme en profite s'il m'arrive quelque chose." Le docteur Guttman expliqua encore que la visite en question n'était qu'une formalité et qu'il n'y avait pas de risque de radio ou de prise de sang « car à cet âge-là on ne procède plus ».

Simone Weber, puisqu'elle se trouvait chez un médecin, en a profité pour lui demander de lui

faire une ordonnance. Somnifères, calmants, antalgiques. Le président Nicolas Pécoud préleve, alors, dans le dossier trois photocopies d'ordonnances à l'usage du praticien. Sur l'une d'elles, on voit une prescription de trois boîtes de Digitaline. Simone Weber reconnaît, une fois encore, avoir réalisé ce qu'elle appelle, depuis le début du procès, des « travaux de recherche », c'est-à-dire une falsification.

A bout d'arguments

Mais son explication est toute trouvée. « Je sais très bien quels sont les médicaments qui me conviennent », et quand je vais chez le médecin, je fais ma liste avant ». « Comme eu supermarché en quelque sorte », lance le président. « Mes battements de cœur avaient repris tant et tant, poursuivit-elle, et mon médicament habituel n'existait plus, j'ai voulu essayer la Digitaline. Vous savez, sur les posologies, c'est presque aussi précis que sur le Vidal. » Et

alla exhiber une photocopie du dictionnaire médical. « En somme, dit le président, vous remplacez votre traitement habituel qui évitait les substances dangereuses par un produit... digitalique. »

Simone Weber est à bout d'arguments. Comme le veille, lorsqu'elle n'était examinée à propos des témoignages falsifiés « décalés ou photocopies, quelle importance ! », elle dit au président : « De toute façon, je n'ai pas acheté, cette Digitaline, l'ordonnance était mal faite et la signature un gribouillage. Je ne m'en suis pas servie. »

Cette Digitaline dont on parla aujourd'hui, Marcel Fixard, que ses navets ont décrié « solide comme un chêne », en a-t-il abusé ? Son insu ? M. Marcel Rotomond, soixante-dix ans, est justement venu parler de l'oncle Marcel et de M. Monique, la professeure de philosophie en retraite, alias Simone Weber. « C'est drôle, quand elle était là, il était bizarre, l'oncle. On aurait dit qu'il avait bu. Et pourtant, mon oncle, c'était un homme sobre.

Et puis il la craignait. Il me téléphonait en cachette d'elle. »

Martha Golke, qui l'humiliant soutient jusqu'à la barre, était, il y a dix ans, amoureux de Marcel Fixard et aurait bien aimé convoquer. Elle, aussi, se souvient des confidences du vieux militaire. « Il disait que la Weber lui faisait des piqûres et que ça ne lui faisait pas d'effet. Au contraire, il devenait tout faible. Une fois, même, il m'a raconté qu'elle avait tiré à travers le plafond pour le tuer. Il faisait la sieste à l'étage au-dessus. »

Simone Weber prend un ton méprisant, son regard se fait dur. « M. Fixard était un homme d'honneur. Jamais il n'aurait fait de confidences à cette Martha qui était sa femme de ménage, sa domestique. On ne raconte pas sa vie aux domestiques. » Sur leur banc, ses avocats se sont tassés et, de la salle, monte un murmure de réprobation. Simone Weber ne s'en rend même pas compte.

MONIQUE RAUX

Poursuivis pour diffamation raciale Le directeur de « Présent » et M. Le Gallou sont relaxés en appel

MM. Pierre Durand, directeur du quotidien d'extrême droite *Présent*, et Jean-Yves Le Gallou, responsable du Front national, ont été relaxés, mercredi 30 janvier, du délit de diffamation raciale par la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris. Ils avaient été condamnés, le 2 mai 1990, par la 1^{re} chambre du tribunal correctionnel de Paris à 8 000 F d'amende chacun pour un article de M. Le Gallou, paru dans *Présent* le 27 septembre 1989 sous le titre « L'émense de Gènes-Villars », qui relatait des incidents opposant de jeunes beurs à des sympathisants du Front national (le *Monde* du 4 mai 1990).

M. Le Gallou y affirmait notamment que « les lofs antiracistes et l'appellation qui en est faite donnent des privilèges aux "jeunes beurs" ». Le mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MRAP), qui était à l'origine des poursuites, s'était vu accorder 5 000 F de dommages et intérêts. La cour d'appel, présidée par M. André Ambrosini, a estimé que le délit de diffamation raciale n'était pas constitué. Elle a estimé notamment que les imputations de violence ne visaient pas « les jeunes beurs dans leur globalité » mais ceux dont l'article « relate le comportement répréhensible ».

EN BREF

Le commissaire se développe de la Corse « enlevée » par des agriculteurs nationalistes. — M. Aurélien Garcia, quarante-quatre ans, commissaire au développement de la Corse, a été « enlevé » pendant quarante-cinq minutes, mercredi 30 janvier, par une trentaine d'agriculteurs nationalistes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA). Exaspérés par le refus du commissariat d'aider à la création d'un élevage porcin, les agriculteurs ont enlevé le bureau de M. Garcia avant d'emmenager, de force, ce dernier à l'aéroport d'Ajaccio. Le commissaire au développement a été retrouvé ligoté dans la zone d'enregistrement de l'aéroport quarante-cinq minutes plus tard portant une pancarte indiquant « un colis pour M. Chérèque ».

Fraude électorale : un an de prison avec sursis requis contre l'ancien maire communiste de Sarcelles. — Un an de prison avec sursis a été requis, mercredi 30 janvier, contre M. Henri Canacos, ancien maire communiste de Sarcelles (Val-d'Oise), poursuivi devant le tribunal de Pontoise pour fraude électorale aggravée. Le 13 mars 1983, lors des élections municipales, M. Canacos s'était emparé des procès-verbaux établis pour chaque bureau de vote avant

de s'enfermer dans un bureau en compagnie de deux employés de la mairie. M. Denis Guex et M. Colette Lefoll. Lors de la proclamation des résultats, les assesseurs de son adversaire, M. Raymond Lamontagna (RPR), constatant des ratures et des signatures falsifiées, avaient refusé de signer les procès-verbaux récapitulatifs. Le parquet a requis un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende contre M. Denis Guex, secrétaire général adjoint de la mairie, et six mois de prison avec sursis pour M. Colette Lefoll, secrétaire.

Les enfants premières victimes du sida en Roumanie. — Sur 1 176 cas de sida recensés en Roumanie, 1 094 frappent les enfants, a indiqué le ministère de la santé. 93 % des enfants touchés sont âgés de moins de quatre ans. A leur arrivée en Roumanie, après le soulèvement de décembre 1989, les représentants d'organisations humanitaires avaient constaté dans certains orphelinats des taux très élevés de séropositivité imputés à la pratique, aujourd'hui supprimée, de micro-transfusions. — (AFP)

SKI ALPIN : championnats du monde. — L'Autrichien Kristian Ghedina et un autre Autrichien, Gunter Mader. Grand favori de ce combiné, le Luxembourgeois Marc Girardelli est sorti de la piste dans la seconde manche du slalom.

RUGBY : Robert Paparemborde candidat à la présidence de la Fédération. — Robert Paparemborde, manager du Racing-Club de France, a annoncé mercredi 30 janvier, sa candidature à la pré-

sidence de la Fédération française de rugby lors des prochaines élections. Sans décevoir la composition de l'équipe qui l'accompagnera dans sa campagne électorale, il a expliqué que son programme comportait quatre priorités : « des réformes institutionnelles, financières, sportives et la réalisation d'un statut social pour le rugby ». L'actuel président, M. Albert Ferrasse, et le président démissionnaire de la section rugby du Stade Toulousain, M. Jean Fabre, se sont déjà déclarés candidats aux prochaines élections.

FOOTBALL : manifestation de supporters de l'OM. — Un millier de supporters de l'Olympique de Marseille ont manifesté, mercredi 30 janvier, entre le stade de la Bouche-de-Rhône et le Stade-Vélodrome où s'entraînent les joueurs, pour exposer leur soutien à Bernard Tapie, suspendu de ses fonctions de président de l'OM, pour « manquement grave à la morale sportive » et insultes envers arbitres (le *Monde* du 30 janvier). Dans le même temps, Jean-Pierre Bernès, directeur général du club, également suspendu, Alain Larode, directeur financier, et Michel Hidalgo, manager général, ont été entendus, pendant neuf heures, par la brigade financière dans le cadre de « l'enquête incidente » ouverte en novembre dernier à la suite de la découverte, au siège de l'OM, de documents comptables se rapportant avec l'affaire des malversations financières au Sporting Club de Toulon.

Championnat de France. — Deux matches en retard ont été disputés mercredi 30 janvier. Grâce à sa victoire à domicile contre Nantes (2-0), Lyon occupe la quatrième place du classement. Dans l'autre rencontre, Nancy s'est imposé devant Sochaux (2-0).

Le carnet d'adresses des professionnels de la communication

1991

3500 noms
2500 organismes
Mediasid 91
vient de paraître
Format 10 x 21 cm
400 p., 120 F.

MEDIASID

L'ADRESSE DE LA PRESSE

Auteur/Editeur
Service d'Information
et de Diffusion
du Premier Ministre

Diffuseur
La documentation Française
29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 4015 7000
3615 ou 3616 Doctel

COMMUNICATION

Le cinquième anniversaire du « Monde-Rhône-Alpes »

Pour célébrer le cinquième anniversaire du *Monde-Rhône-Alpes*, de nombreuses personnalités du monde politique, économique, culturel et de la presse devaient participer jeudi 31 janvier, à Lyon, à une réception, suivie d'un concert de l'Orchestre national de Lyon, dirigé par Emmanuel Krivine. Mille deux cents adhérents rhodaniens de la Société des lecteurs du *Monde* y avaient été également conviés.

Outre la confirmation de l'intérêt que le *Monde* a toujours porté à cette région, le lancement, le 26 janvier 1986, de l'édition Rhône-Alpes visait à empêcher la disparition brutale du pluralisme de la presse. Le 3 janvier, M. Robert Hersant, déjà propriétaire du *Dauphiné libéré* de Grenoble, venait, en effet, de racheter à M. Jean-Charles Lignel son groupe de presse Le Progrès de Lyon qui comprenait alors les journaux *Le Progrès*, *Le Progrès-la Tribune*, *l'Espoir*, etc. De nombreux habitants de la région s'étaient émus d'une telle situation. Le *Monde*, qui consacrait déjà un supplément hebdomadaire à la vie culturelle de la région, prit la décision de s'installer dans l'ancienne capitale des Gaules. Sous la direction de Bruno Frappat, une demi-douzaine de journalistes lancent les deux pages quotidiennes du *Monde-Rhône-Alpes*. *Libération*, dans la foulée, lancera lui aussi, quelques mois plus tard, une édition, mais limitée à la métropole

lyonnaise. Le *Figaro* le devancera d'une semaine en lançant aussi une édition lyonnaise. Diffusé dans les huit départements de la région — Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie —, et dans certains départements limitrophes — Jura, Haute-Loire et Saône-et-Loire — le *Monde-Rhône-Alpes* connaît une progression continue. Avant sa création, le *Monde* diffusait, en 1985, 14 868 exemplaires en moyenne sur l'ensemble de la région. Un an plus tard, les ventes au kiosque du *Monde-Rhône-Alpes* s'établissent à 16 801 exemplaires (13 % d'augmentation), et les abonnés avoisinent les 9000.

En 1990, le succès ne se dément pas et la diffusion totale frôle les 30 000 exemplaires : 18 631 exemplaires vendus au numéro (plus 10,9 % par rapport à 1989) et 10 636 abonnés. Le chiffre d'affaires publicitaires est de trois millions de francs.

Le *Monde-Rhône-Alpes* a accru ses ventes et sa part de marché vis-à-vis des deux autres éditions régionales concurrentes, *Lyon-Figaro* et *Lyon-Libération*. L'exemple des ventes dans les trois plus grandes villes de la région en témoigne : à Lyon, le *Monde-Rhône-Alpes* talonne l'édition du *Figaro* et dépasse *Lyon-Libération* mais devance largement les deux autres titres à Grenoble et à Saint-Etienne.

Y.-M. L.

Fidélité

En lançant, le 28 janvier 1986, une édition spécialement destinée aux huit départements de la région Rhône-Alpes, notre journal avait d'abord l'ambition d'offrir à ses habitants, en un temps où la concentration de la presse régionale atteignait son paroxysme, une information complémentaire, traitée avec la même rigueur que ses autres rubriques nationales ou internationales.

Bien entendu, il ne s'agissait pas d'enfermer en quelque sorte sur elle-même, dans des pages où aurait été ressamblé tout ce qui la concernait, une région au dynamisme proverbial, et dont l'activité industrielle, scientifique, universitaire ou culturelle, mérita d'être largement connue à l'extérieur de ses frontières. L'équipe en charge du *Monde-Rhône-Alpes* a été donc attachée à la fois à apporter aux lecteurs de la région la maximum d'information et de commentaires les touchant directement, et à enrichir la prise de conscience de ses réalisations par ceux des autres régions.

La publication, par le *Monde*, Editions d'un ouvrage regroupant les portraits de trente-trois

acteurs de la région (la *Monde* du 31 janvier) — où Paul Bocuse côtoie l'abbé Pierre, et Bernard Pivot Jérôme Savary — participe de cet effort de reconnaissance et de déselement d'un ensemble à l'identité de plus en plus marquée.

Il faut croire que le résultat n'a pas été trop mauvais puisque au cours de ces cinq années la diffusion du *Monde-Rhône-Alpes* a cru sensiblement plus vite que celle du *Monde* tout court, pour atteindre quotidiennement aujourd'hui les 30 000 exemplaires. La mérité en revient pour beaucoup à la petite équipe dirigée par Bernard Elie, qui, avec des moyens limités, s'est largement dépensée pour assurer la qualité de cette publication, mais aussi, bien entendu, à nos lecteurs : leur fidélité constitue pour nous le meilleur des encouragements à continuer d'accompagner, avec vigilance et détermination, la nouvelle phase de la décentralisation dans laquelle la France va entrer et que la perspective du grand marché européen va rendre plus passionnante encore.

A.F.

Pour restructurer sa dette

M. Murdoch est contraint d'élaguer son empire

Toujours dans l'attente d'un accord avec plus de 150 banques sur l'étalement d'une dette estimée à 37 milliards de francs, M. Rupert Murdoch cherche à vendre des actifs, dont la moitié de la chaîne sportive Eurosport et 25 % du groupe de presse espagnol Zeta.

Eurosport est une chaîne sportive lancée par un consortium de télévisions membres de l'Union européenne de radiodiffusion et par M. Murdoch. Elle fait partie du « bouquet » de chaînes Sky Television, diffusées sur le satellite Astra. Mais Sky Television a fusionné avec un autre groupe de chaînes britanniques, pour former le consortium BSkyB (le *Monde* du 6 novembre 1990). Ce nouvel ensemble ne peut conserver deux chaînes sportives, et en avril, Eurosport devrait donc laisser la place à Sports Channel. De plus, Eurosport attend une décision des autorités européennes qui pourraient, au nom de la concurrence, limiter son accès exclusif à certains événements sportifs. M. Murdoch cherche donc à se désengager.

M. Murdoch serait également en négociation pour revendre les 25 % du groupe de presse espagnol Zeta qu'il avait acquis en 1989 pour 375 millions de francs. Et d'autres ventes d'actifs ne cadrant plus avec sa stratégie pourraient suivre.

M. C. I.

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPEEN DES MAGAZINES DE L'ENTREPRISE

ELLES SONT PLUS D'UN MILLION.
QUE VALENT-ELLES ?

FEMMES CADRES LE PARCOURS DES COMBATTANTES

Sondage exclusif et une enquête troublante sur un mythe de l'entreprise qui a la vie dure et dont les femmes sont les premières victimes.

ET AUSSI :

SPECIAL GOLFE : LES CONSEQUENCES

Pétrole, industrie, commerce : pas de panique ! A moins d'une psychanalyse collective, l'économie mondiale n'ira pas plus mal qu'à l'heure actuelle.

EN VENTE PARTOUT 25 F

الطبعة الأولى

CINÉMA

En un combat douteux

Fresque sociale et sentimentale du pays minier
« le Brasier » s'enfonce dans un sombre tunnel

De tonitrueuses trompettes précèdent la sortie du *Brasier*, premier film d'Erie Barbier aux ambitions de superproduction internationale. Sur la foi d'un court-métrage du jeune réalisateur (trente ans), le producteur Jean-François Lepetit avait investi des sommes pharaoniques dans ce qui s'annonçait à la fois comme un grand film sentimental, un grand film social, un grand film historique et un grand film d'actualité. On allait voir.

On n'a pas vu grand-chose. S'imposant de contraignantes et discutables règles esthétiques, Erie Barbier note l'idylle mouvementée entre Victor le mineur polonais et Alice la Française sous des flots de pluie, de poussière et de désespérance.

Certes, il fait sombre au fond de la mine, le ciel du nord de la France est souvent couvert et la vie des mineurs rarement lumineuse, tout cela n'est pas facile à montrer au cinéma. Mais un film portant un titre aussi flamboyant, se devait-il de ressembler à un combat de géantes noirs dans un tunnel ?

Car on se bat beaucoup, dans le *Brasier*. Combat des hommes contre la roche hostile, souvent meurtrière ; combats entre hommes, émigrés ébroués de Pologne par l'insoutenable misère en ce début des années 30, contre mineurs français manipulés par un politicien fascisant ; combats de Capulet et de Montaigu des corrons ; et combats de boxe, exutoires des passions, gagne-pain supplémentaire ou spectacle au service des ambitions politiques, selon les cas.

Le scénario, signé du cinéaste et de son père, Jean-François Barbier, ne recule pas devant la complexité des conflits. Il ne rechigne ni à



Un coran dans les années 30

l'évocation d'une authentique page d'histoire, occultée par la mémoire collective, ni aux sous-entendus contemporains (racisme anti-immigrés et tribuns démagogues), ni aux sentiments extrêmes.

Mais au lieu de s'enrichir et de s'expliquer l'un l'autre, ces conflits se juxtaposent en une sorte de frénésie gratuite, desservie par une caméra plus préoccupée d'afficher la virtuosité du metteur en scène

que de raconter une histoire. Les effets d'images, ralentis et contre-jours, et la musique redondante insistent quand il faudrait suggérer. L'esthétique de la sueur sur les visages noirs, des mouvements de foules miséreuses et du soleil couchant roissant les terrils devient vite embarrassante.

Surtout les êtres humains manquent, réduits à l'état de silhouettes tracées d'un trait trop

rapide, animées de sentiments trop simplistes.

En amoureux transi devenu leader d'opinion grève sans espoir, Jean-Marie Barr semble sans cesse plongé dans une lourde méditation sur le sens de son personnage. On le comprend. Mais on ne comprend pas comment une des plus belles femmes de nos écrans, Maruschka Detmers, a pu se laisser coïncider de la sorte. Les malheurs que le scénario se complait à infliger à Alice – exploitée, violée, battue, traînée dans la boue – ne sont pas une excuse suffisante.

Genre plus d'épaisseur chez les nombreux personnages secondaires qui gravitent autour du couple tragique. Seuls, en famille, en bande de copains ou en folles houleuses, ils demeurent des ombres. N'importe quel personnage figure du père de Victor, boxeur marié au K-O, brave type promis à toutes les débauches, à qui l'acteur soviétique Vladimir Kotliarov donne son poids d'humanité, ou le personnage haut en couleur de l'indéfectible camarade campé par François Hadji-Lazaro, le leader du groupe rock les Garçons Bonchers.

Invokant les mânes de Zola, conçu comme un flamboyant requiem à la mémoire des luttes ouvrières, le film s'inscrit dans une lignée de Rougemont-Macquet, broyé sous le poids de sa machine de production et sous celui des ambitions trop affichées de son réalisateur. Alimenté de combustibles disparates jetés à pleines pellicules, le *Brasier* fait plus de fumée que de lumière et de chaleur, et s'éteint.

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

Le retour de Cheb Mami

Rassuré, mais pas tout à fait tranquille, la direction du Théâtre du Châtelet, dont dépend l'Auditorium des Halles, n'a pas cédé mercredi 30 janvier au climat frileux qui en a conduit d'autres à annuler les spectacles à connotation arabe pour cause de crise du Golfe (le Monde du 27 janvier). Foulées systématiques, mesures de sécurité, épouvantail terroriste n'avaient pas non plus découragé le public acquis au rat et à son prince Cheb Mami.

Cheb Mami est resté sage devant une salle presque pleine, dont le moitié s'est vite levée sous l'œil attentif de vigiles en blazers bleu-marine pour aller danser sur l'avant-scène et gentiment marcher sur les pieds des premiers rangs. Hier jeune homme frêle, tout entier livré au plaisir néf du chant, Mami a peaufiné son art au contact de la Californie, où il s'en fut, au printemps 1980, enregistrer son deuxième disque, *Lat me rat* (sorti en novembre dernier chez Totem).

En un an, le « même » a pris de la bouteille et la mesure de son talent. Il a aussi gagné les limites du genre. Voix et inspiration s'accroissent peu des musiciens mal rodés qui

l'entouraient. Il en changea, le temps de l'album, au profit de professionnels américains. La tout, revu et corrigé par un producteur du cru, Hilton Rosenthal, gagnait en harmonie. Le rat s'habitait de guitare sèche et de saxophone, s'alignait au contact des musiciens familiers du funk ou du reggae. Soucieux d'éviter le piège, si commun au rat, de la répétition, le chanteur oranein avait réussi un très bel album, aéré et original.

Pour sa première scène parisienne, après le New Morning il y a un peu plus d'un an, Cheb Mami avait repris son batteur, son violoniste, ses guitaristes habituels. Stimulés par la concurrence étrangère, ils ont fait plutôt mieux qu'à l'ordinaire, mais ont continué à le tirer en arrière, malgré la verve des titres extraits de *Lat me rat*.

Mami fête ses vingt-cinq ans cette année. Il chante bien, affecte de chérir ce rat ordinaire qui l'emprisonne encore, alors qu'il ne pense, avec beaucoup d'à-propos, qu'à en sortir.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 31 janvier Rachid Taha et Lorient Dédé, à 21 heures à l'Auditorium des Halles. Tél. : 40-28-28-40.

Richter en piste

Opéré du cœur, Sviatoslav Richter avait dû annuler sa participation aux deux dernières Fêtes musicales en Touraine, ce festival créé autour de lui au début des années 60.

Aujourd'hui, il va mieux, et il a décidé de reprendre ses tournées de concerts. Comme à son habitude, le pianiste qui n'aime pas ce qui est prévu trop longtemps à l'avance, qui ne prise guère le public huppé des grandes capitales, a demandé à René Martin, le fondateur du Festival de La Roque-d'Anthéron, directeur artistique de la Grange de Meslay, de lui organiser une tournée dans les provinces françaises.

Sviatoslav Richter jouera donc le

1^{er} février, à Vence (21 heures, à la cathédrale), le 3, à Aubagne (15 heures, au centre Agora), le 5, à Béziers (21 heures, au Théâtre municipal), le 8, à Nîmes (21 heures, à l'Opéra), le 20, à Besançon (21 heures, au Théâtre) et le 23, à Roanne (21 heures, au Théâtre). A ses programmes, Riebtier a inscrit les *Suites françaises* et *anglaises*, de Jean-Sébastien Bach, en préfiguration des quatre récitals qu'il doit donner en juin prochain, à Metz.

Voilà un interprète qui ne soucie pas de l'année Mozart, qui joue ce qu'il a envie de jouer quand il en a envie. Un artiste, en somme.

A. Lo.

THEATRE OUVERT
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49
Les **ENCRE**
NAMIAND - WENZEL
AVEC
FRANÇOISE BETTE, MARIEF GUITIER
ET THOMAS AUFORT

PUBLICATION JUDICIAIRE

ENTRE : Société Parisienne de Couverture
Ploemier, Monsieur Pierre COURTEBOEUF PDG
ET Monsieur Daniel FILIPACCHI Maître Hervé CREN
Monsieur Marc WEITZMANN
Par jugement du 10 juillet 1989, le Tribunal correctionnel a condamné Monsieur FILIPACCHI et Monsieur WEITZMANN pour diffusion à raison d'un article publié dans l'hebdomadaire *7 à Paris* du 15 au 21 février 1989.
Le Tribunal a considéré que les imputations de malversation (marché dévoré, facturation de poutrières en plastique non posées, maléfiques à 6 appartements sinistrés, manœuvres préfectures à des règles élémentaires de sécurité des travailleurs et à la législation du travail) constituaient des imputations diffamatoires dont les prévenus n'avaient pas rapporté la preuve ne pouvant pas davantage être considérées comme étant de bonne foi.
La Cour a condamné les prévenus à 12 000 Francs d'amende, 50 000 Francs à titre de dommages et intérêts, 6 000 Francs au titre des dispositions de l'article 475 - 1 du Code de Procédure Pénale ainsi qu'à 3 publications dans les limites de 15 000 Francs par insertion.
Pour extrait : Maître Hervé CREN.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique GSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 21 février 1991 à 14 h 30, en DEUX LOTS
au Bâtiment B, dans un immeuble sis
à PARIS (19^e) - 60, rue de la Villette
1^{er} lot APPARTEMENT
2 P sur cour au rez-de-ch. à droite
cuisine, W.C., bain, placard
Mise à Prix : 100 000 F
2^e lot APPARTEMENT
2 P sur cour, rez-de-ch. à gauche
cuis., W.C., penderie, déga, placard
Mise à Prix : 150 000 F
S'ad. à M^{re} Bernard MALINVAUD, avocate à Paris 16^e, 1 bis, place de l'Alma
- Tél. : 47-23-73-70 - M^{re} Henry GOURDAIN, syndic à Paris 6^e, 174, bd
Saint-Germain et à tous avocats près le TGI de Paris.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS le jeudi 15 février 1991 à 14 h en QUATRE LOTS
Dans un Ensemble Immobilier sis
à PARIS (3^e) - 10, rue Debellemme
1^{re} PIÈCE à us. d'ATELIER - M. à Prix : 40 000 F
LOGEMENT occupé
Mise à Prix : 50 000 F
2^e PIÈCE à us. d'ATELIER - M. à Prix : 40 000 F
LOGEMENT libre
Mise à Prix : 60 000 F
avec faculté de réunion de ces deux logements

UN IMMEUBLE à FONTAINEBLEAU
(77) 49, rue Grande et 1, rue de la Paroisse
d'une superficie de 86 ca, de quatre étages à
USAGE COMMERCIAL et d'habitation partiellement LIBRE
Mise à Prix : 350 000 F
S'ad. à M^{re} J. PUECHMAILLE, avocate à Paris, 53 bis, quai des Grands-Augustins - Tél. : 43-26-22-22 - M^{re} A. BARANES BALDOCCI, avocate à Paris, 36, rue François Miron - M^{re} LE MAILLOT, avocate à Paris 8^e, 11, rue de Rome - Tél. : 43-57-49-66 - M^{re} COFFROY et LEMOINE, notaires associés à FONTAINEBLEAU, 77, rue de Gênes.

Rêver « la Tempête »

Une adaptation libre et sulfureuse par Derek Jarman

Un homme s'agit dans son lit, secoué par un cauchemar. « Nous sommes faits de la même matière que nos rêves et notre vie est terminée comme elle commence, par un sommeil »... Derek Jarman cite cette phrase de Shakespeare en exergue de son film, tiré de *La Tempête*, le drame de 1610, et comme s'il était encore de mode à l'époque, même au théâtre – peut-être même dans le théâtre anglais – le « texte-prétexte » est relu, révisé, et l'adaptation en est très libre. Mais c'est toujours l'histoire de Prospero, duc de Milan qui détrône, s'installe avec sa fille Miranda dans une île enchantée, où il prend à son service Ariel, l'esprit des airs, et Caliban, le monstre, où par ses pouvoirs magiques, il fait échouer ses ennemis.

L'homme rêve, l'océan se déchaîne, le navire tangue, les naufragés sont rejetés sur une plage, il fait nuit. L'île enchantée de Prospero se résume en grande partie à une antique bâtisse délabrée, pleine d'objets. Comme un grenier. Comme une maison de vacances abandonnée où dormiraient des lambeaux de mémoire familiale, attendant un signe magique pour reprendre vie. Comme un théâtre attendant l'heure de la représentation.

Les personnages de Shakespeare prennent corps et retrouvent l'essentiel des péripéties de la pièce.

□ Grenoble renouvellerait à son festival de la BD. – Le troisième Festival européen de la bande dessinée de Grenoble prévu en janvier 1992 (« le Monde des livres » du 25 janvier) pourrait finalement ne pas avoir lieu. « La ville a d'autres priorités et n'a probablement plus les moyens financiers pour prendre en charge une telle manifestation », a indiqué, le 29 janvier, M. Jean-Louis Schwartzbrod, conseiller municipal (radical de gauche) chargé d'une mission sur la culture à Grenoble. L'alternance des deux manifestations de BD d'Angoulême et de Grenoble a été écartée par le maire d'Angoulême. Grenoble avait déjà renoncé, l'an dernier au Festival du polar, et à celui de l'humour, le Ziggum. Grenoble envisage d'organiser des manifestations moins coûteuses comme des festivals de musique moderne ou de théâtre européen. (Corresp.)

Prospero est devenu un vieux jeune homme fatigué, Ariel un majordome blafard et ambigu ou sourire triste, Caliban un truand patibulaire qui semble avoir croulé des jours entiers dans un pub. Et Miranda, jeune fille joyeuse, pas timide, se balade dans la maison en criolette déchirée.

La maison, le paysage dessinent le mystère d'actions graves, kitché dont le temps a atténué les barioles. Une population féline s'y déploie. Un climat de mélancolie s'insinue, s'installe ; les visages se plombent comme à la fin d'une fête quand le café vous prend. Dans la fête que Prospero offre pour les retrouvailles avec ses ennemis et célébrer le pardon, de jeunes marins en blanc dansent une sorte de farandole sur de la flûte de pan, et une fée ébante *Stormy Weather*. Il règne un climat lourd, sulfureux qui rappelle certains premiers films de Werner Schroeter.

Bizarrement, cette adaptation de Shakespeare par un Anglais apparaît presque exotique. Mais le film garde un parfum très britannique – charme de fleurs séchées, séduction de la décadence, élégance de l'humour, vitalité des comédiens, et une dignité du désespoir par laquelle il rejoint la pièce dans laquelle Shakespeare abandonne le théâtre, l'amour, la vie.

COLETTE GODARD

□ Nominations de l'Association américaine des réalisateurs. – Pour la cinquième fois, Francis F. Coppola est sélectionné par les 9 300 membres de l'Association américaine des réalisateurs, avec le *Parain III*. Kevin Costner l'est pour son premier film, *Dances with Wolves*. Figure également, et pour la troisième fois, Martin Scorsese pour les *Afranchis*. Barry Levinson, qui avait remporté en 1988 le titre avec *Rain Man* concourt cette année avec *Avatar*. Giuseppe Tornatore est sélectionné pour *Cinéma Paradiso*, qui a déjà obtenu l'Oscar du meilleur film étranger l'an dernier mais n'est sorti dans les salles américaines qu'en février 1990. Le nom du vainqueur sera connu le 16 mars. Ces cinq cinéastes figurent également parmi les favoris pour les nominations des Oscars, qui seront publiées le 13 février.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

THEATRE
NANTERRE
AMANDIERS
LA DAME
DE CHEZ MAXIM
Feydeau-Françon
19 janvier-22 février 1991
Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

CULTURE

ARTS

Commissaires-priseurs : vers la réforme

L'ouverture de l'Europe, en 1993, inquiète une profession qui entend réformer ses statuts avec prudence

Les commissaires-priseurs s'accoutument doucement à l'idée d'une nécessaire mais relative évolution de leur profession. Réunis dimanche 27 janvier à Paris en état général, 265 d'entre eux (ils sont 435 en France, dont 106 à Paris, répartis dans 335 charges), ont émis à une courte majorité - 126 voix contre 121 - le vœu de s'orienter vers la compétence territoriale nationale pour chacun d'entre eux (1).

Le résultat de ce vote ne saurait être surestimé. Si elle traduit une évolution certaine quelques mois après les tensions qui avaient marqué le neuvième congrès des commissaires-priseurs, à Deauville en septembre 1990 (le Monde du 3 octobre 1990), cette prise de position n'est pas la conviction collective des commissaires-priseurs de « préserver », comme le dit M. Gérard Champin, président de leur chambre nationale, « le statut original de la profession en France ».

La seule évolution récente est trop fraîche - elle n'a que quelques semaines d'existence - pour que l'on puisse juger ses éventuels effets à terme : il s'agit de l'accès à la profession, rendu inductible par l'application de la législation européenne - sous conditions strictes (formation initiale et examens) - de ressortissants des États membres des Communautés euro-

péennes. Le maintien du *numerus clausus* de fait et du statut d'officier ministériel, la résistance à l'implantation complète en France des maisons de vente étrangères, telles que Sotheby's et Christie's, demeurent les limites infranchissables des réformistes modérés, particulièrement attachés aux traditions de la profession et, selon ses membres, aux garanties qu'elle offre du même coup aux usagers.

Pour renforcer ces garanties, les états généraux du 27 janvier ont soutenu le projet de réexaminer « les règles de défense, tant de l'acheteur que du vendeur, notamment la responsabilité collective des commissaires-priseurs (...) par l'élaboration d'un nouveau règlement intérieur commun à toutes les compagnies régionales » (2). Les commissaires-priseurs ont également réitéré leur demande d'instauration d'un tarif linéaire aligné sur le système anglo-saxon, « pour éviter les distorsions de concurrence avec les professionnels étrangers ».

Tout en se déclarant « attachés à la protection du patrimoine français », ils souhaitent aussi une amélioration des règles relatives à l'exportation des œuvres d'art « pour que leur clarté favorise les échanges nécessaires ». Ils réclament à cette fin « de participer à l'Observatoire du marché de l'art créé par le ministère de la culture ».

Il reste maintenant aux commis-

saires-priseurs à renouer officiellement avec leur ministère de tutelle, celui de la justice, après une période de bouderie qui durait depuis le congrès de Deauville - ce sera chose faite dans la seconde moitié du mois de février - et à élaborer des propositions de règles « simples » de mise en œuvre de la future compétence nationale. La Chambre nationale des commissaires-priseurs devrait s'y employer le 21 mars prochain. D'ici là, seront connus et disséminés les chiffres d'affaires de la profession (les ventes aux enchères avaient rapporté plus de 8 milliards 922 millions de francs en 1989) et, avec eux, les ultimes motifs de satisfaction... ou de frustration.

MICHEL KAJMAN

(1) Aujourd'hui, « chaque commissaire-priseur a une compétence pour faire les (...) ventes publiques aux enchères (...) dans la commune où se situe le siège de son affaire. Dans les autres communes du département où s'est pas établi un commissaire-priseur, il exerce cette compétence concurremment avec tous les commissaires-priseurs établis dans ce département (...) Par dérogation (...), les commissaires-priseurs établis à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne exercent leurs compétences concurremment entre eux dans toute l'étendue de ces quatre départements » (décret du 9 juin 1975).

(2) Il en existe, outre la Compagnie parisiennaise, huit.

La chasse aux estampes

Le SAGA s'étoffe. Il gagne en densité et en nombre mais peu en clarté

Si la FIAC tient le milieu entre musée d'art moderne et supermarché de luxe, le SAGA oscille entre le bazar oriental et le cabinet d'amateur (le Monde du 30 janvier). Dans des stands, assez exigus pour la plupart, cent soixante galeries, éditeurs et imprimeurs exposent un très abondant désordre de gravures de tous procédés, de bronzes, de tapis, de livres pour bibliophiles et même de menhirs. L'avantage est certain : on peut au SAGA, en une seule visite, désirer du décor de sa salle à manger et de sa chambre, plancher, murs et plafond.

On le voit, mais au prix d'une exploration minutieuse, cellule après cellule, afin de séparer les œuvres de qualité de la production de série qui n'est que du multiple que comme d'une technique, incertaine du reste, de multiplication des ventes.

Cette précaution est particulièrement nécessaire en matière d'estampe, selon que l'on se rend au Grand Palais pour acheter une litho de Brauner ou d'Hindertwasser - parfaites pour salles d'attente - ou pour goûter des gravures d'une modernité plus exigeante.

Dans cette dernière catégorie, l'artisanat du Salon, les Grands Anciens ne se nomment cette année ni Picasso ni même Miró mais Jean Dubuffet et Hans Hartung. Du premier, les *Phéno-*

mènes, suite de 324 empreintes et textures collectionnées entre 1957 et 1962, et les lithographies du *Matière et mémoire* (galerie Baudouin Lebon) démontrent la fécondité et la variété d'invention.

Tantôt jouant avec le hasard des matériaux, tantôt dessinant en style archaïque les effigies grotesques de quelques types d'humanité, la mère de famille tendre, le penseur profond, la dactylographe affairée, il obtient des fantômes en gris et blanc admirablement expressifs.

Un beau Barcelon se voit chez Item : d'excellents Frydman sont chez Baudouin Lebon. Pour l'amateur d'estampes, ce sont autant de proies à saisir.

PHILIPPE DAGEN

► Grand Palais, jusqu'au 4 février : tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30, jeudi 31, nocturne jusqu'à 23 heures.

FEVRIER FUTURS MUSIQUES

VEN. 1 - SAM. 2 ENSEMBLE 2E2M
SAM. 2 - SAM. 9 RICHARD BOHRINGER et
DRAME MUSICAL INSTANTANE
SAM. 9 - DIM. 10 QUATUOR NOMAD et
CHŒURS DE L'E.C.
SAM. 2 au SAM. 9 CE ANNE DREYFUS
MER. 6 - MAR. 12 "HISTOIRES SANS IMAGES"
VEN. 8 - SAM. 9 "LE MARIAGE DE HARRY JACKSON"
SAM. 9 ENSEMBLE INTERFACE. TRIO MIEU DE POULE et
C. ZINGARO, Y. LE BERRE, G. BRACCA. "LE TEMPS EN CAUSE"
ENSEMBLE CASSIOPEE DIM. 10 "SINE QUA NON" "LANGAGE"
MAR. 12 "7 OU 8 COMTES INEDITS"
"CONCERT IBERO-BATIS-MILHAUD"

46.86.87.37

L'Ecole du patrimoine

M. Jack Lang devait présenter, jeudi 31 janvier, la nouvelle institution

« Je ne vous présente pas aujourd'hui un projet de réforme, mais une réforme réalisée », devait déclarer le ministre de la culture. Effectivement, depuis le 7 janvier la première promotion de l'Ecole du patrimoine est constituée : quarante-trois élèves, dont près de la moitié sont issus du corps des collectivités territoriales, les autres venant des musées, des archives, de l'inventaire, de l'archéologie ou de l'inspection des monuments historiques. Pendant dix-huit mois, les stages vont alterner avec les cycles d'enseignement. Chaque élève suivra un « tronc commun » d'études mais aussi un enseignement spécifique selon sa « spécialité » (archives, archéologie, etc.). A l'issue de leur scolarité, ils passeront devant un jury final qui les jugera sur une évaluation de leur scolarité que sur leur rapport de stage et la qualité de leurs travaux personnels.

Est-ce à dire que le ministère de la culture veut mettre sur pied une sorte d'Ecole nationale d'administration culturelle ? Jean-Pierre Bady, lui-même ancien élève et directeur de l'Ecole du patrimoine, est formel : « Il n'est pas question de recruter ici une ENA culturelle. C'est avant tout une école de professionnels dont les trois axes sont des enseignements scientifiques, techniques et administratifs. L'école ne se substitue pas à l'université, même si elle développe un programme d'études scientifiques. D'ailleurs, elle encourage vivement ses élèves à poursuivre des cycles universitaires. Elle cherche, en outre, à leur donner des connaissances techniques (conservation, restauration, collecte) indispensables à leur future profession. Enfin, compte tenu de

l'évolution des professions liées au patrimoine, il est nécessaire que ces futurs responsables reçoivent des éléments de connaissances financières, juridiques et administratives ». Et Jack Lang de préciser : « Si l'on n'avait pas créé cette école, les technocrates, que certains redoutent tant dans le monde du patrimoine, se seraient installés aux commandes de ces principales institutions. Nous avons préféré armer les hommes de sciences pour qu'ils ne soient pas, un jour ou l'autre, dévorés par les hommes de la technocratie administrative ».

L'ouverture est le credo de cette nouvelle école - ouverture sur le monde extérieur, ouverture entre les différentes spécialités professionnelles - qui sera aussi un organisme de formation permanente pour l'ensemble des fonctionnaires patrimoniaux. Si cet établissement est doté d'un budget de fonctionnement (20 millions de francs), elle n'a pas encore de localisation définitive. Dans deux mois, elle occupera, boulevard Raspail, 500 m² dans un bâtiment qui appartient à l'Ecole spéciale d'architecture. A terme, elle devrait s'installer rue de Richelieu dans les espaces laissés vacants par le départ des imprimés de la Bibliothèque nationale. Aux côtés de l'Institut d'histoire de l'art, révisé par André Chastel, prendraient ainsi place, l'Ecole du patrimoine et les enseignements de troisième cycle qui sont logés aujourd'hui rue Michelet. Mais ce projet se heurte au Comité de décentralisation qui voudrait implanter l'Ecole du patrimoine dans une ville de province.

EMMANUEL DE ROUX

FOLK MUSIC

JEU. 7 ET SAM. 9 FEV. 18H30
KATHRYN TICKELL
ECOSSE
Northumbrian pipes, violon
Geoff Lincoln basse
Ian Carr guitare
Lynn Tacker accordéon

PRDX 66 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

ATHENEE LOUIS JOUVET

RICHARD II SHAKESPEARE
J.M. DEPRATS
ERIC SADIN
UNE FEMME
ANNIE ERNAUX
MICHELINE UZAN

47.42.67.27

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.
Salem. Cigarettes américaines.

AGENDA

JEUDI 31 JANVIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J., et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ART ET PUBLICITÉ

Grande galerie, 5^e étage. Entrée : 16 F. Jusqu'au 25 février 1991.

AU BONHEUR DU TEMPS : AGENDAS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'actualité de la BP, rez-de-chaussée. Jusqu'au 25 février 1991.

JUAN GRIS, OESSNIS (1915-1921). Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

JOSEF MARIA JUOL, ARCHITECTE (1879-1949). Galeries contemporaines. Jusqu'au 25 février 1991.

TADEUSZ KANTOR. Galerie du Forum. Jusqu'au 4 février 1991.

ALBERTO SCHOMMER, PORTRAITS (1938-1989). Galerie de la 9^e, 2^e étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

TELEVISIONS D'EUROPE. Galerie du Forum. Jusqu'au 4 février 1991.

NANCY WILSON-PAJIC. Galerie du Forum. Jusqu'au 17 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 19 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DE MANET A MATISSE. SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

Palais du Louvre

Porte Joazeur - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J., et mar. de 9 h à 17 h 15.

LA ROMAN BAROQUE. DE MARATTI A PIRANESSE (1850-1780). Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 19 février 1991.

SCULPTURES OU FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES AU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J., et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h.

L'ART EN BELGIQUE - FLANDRE ET WALLONIE AU XIX^e SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative belge dans les années 50. Entrée : 29 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

JEUNE PEINTURE. Galeries nationales (42-58-45-08). T.J., de 10 h à 19 h 30, nocturne mercredi jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Du 1^{er} février 1991 au 17 février 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-58-54-10). T.J., et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

LE MAROC VU PAR LES GRANDS ARTISTES. Galeries nationales (42-58-54-10). T.J., et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SAGA 91. (42-58-98-01). T.J., de 12 h à 19 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h 30. Nocturne jeudi 31 janvier jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 4 février 1991.

SIMON VUDET. Galeries nationales (42-58-23-13). T.J., et mar. de 12 h à 19 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, défilé du Dôme, place Vauban (45-55-92-30). T.J., de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ARBRE ET LES NAIFS. Musée d'art naïf Max-Fourmy - Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-59-74-12). T.J., et lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

ART ÉBÉTERIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fourmier. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 9, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 17 février 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80). T.J., et lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F (billet couplé avec Photos de famille : 40 F). Jusqu'au 17 février 1991.

LES DESSOUS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-79-33-97). T.J., et lun. de 10 h 30 à 19 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J., et mar. de 10 h à 17 h. Fermure dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE DUAÏ VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue Bellechasse. T.J., et jours fériés de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 février 1991.

MARK FELDSTEIN. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J., et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 9 février 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-50-52-14). T.J., et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 9, av. du Mahatma-Gandhi (40-57-80-00). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée). 10 F le dim. Jusqu'au 25 février 1991.

LE MOULIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J., et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 février 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-98-42). T.J., et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

MÉMORIES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J., de 10 h à 20 h. Nocturne le sam. jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

NAOAR. Caricatures et photographies. Maison de Belzac, 47, rue Raynouard (42-24-59-38). T.J., et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'Homme, palais de la Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de la Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermure exceptionnelle le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LE PARIS DE BOUBAT. De 1948 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., et lun. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 19, rue Antoine-Bourdelle (45-48-87-27). T.J., et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ENTRÉE-DEUX GUERRES. Du pictorialisme au modernisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J., et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 8 h 45.

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80). T.J., et lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

GALDIN DE LA MARINE 1980. Musée de la Marine, palais de la Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 25 février 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-48). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

DEVI TUSZYNSKI. Musée d'art juif, 42, rue des Saules (42-57-84-16). T.J., et ven. et sam. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de la Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 février 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945). Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-92-50). T.J., et lun. et jours fériés de 11 h 30 à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 avril 1991.

CENTRES CULTURELS

LES AMOUREUX A L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Salm, 1, rue du Figural (42-78-14-50). T.J., et lun. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

L'ART INUIT AUTOUR DE LA COLLECTON DE CAPE DORSET, 1890. Service culture, ambassade du Canada, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.J., et lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 février 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., et lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

JOËL SALMÉS ET SES ÉLÈVES. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-87-80). T.J., et sam. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

KRINKA BELIC. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.J., et dim. de 11 h à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Du 5 février 1991 au 22 février 1991.

EMILE BERNARD (1869-1941). Fondation Mona-Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-58). T.J., et dim. de 10 h à 18 h. Du 1 février 1991 au 18 mars 1991.

MARIO SOTTA. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-39-38). T.J., et lun. et mar. de 13 h à 19 h. Du 2 février 1991 au 7 avril 1991.

CUILLERS-SCULPTURES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-21-50). T.J., et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 31 janvier 1991 au 28 avril 1991.

DIX MAÎTRES DU DESSIN POLONAIS CONTEMPORAIN. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.J., et dim. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 16 février 1991.

KRONAN - UNE MERVEILLE D'ARCHÉOLOGIE. Centre culturel aodois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.J., et lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1991.

LES MAISONS DE COLETTE. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J., et lun. et fêtes de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

ARTURO MARTINI. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J., et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

REPLETS. Centre culturel espagnol, 7, rue Quentin-Bauchart (40-70-82-92). T.J., et dim. et lun. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 15 mars 1991.

RÉTROSPECTIVE EMILE BERNARD (1868-1941). Fondation Mona-Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-58). T.J., et dim. de 10 h à 19 h. Du 2 février 1991 au 18 mars 1991.

SAINT BERNARD ET LE MONOCE CISTERCIEN. Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge (43-54-30-08). T.J., de 10 h à 17 h. Visites-conf. les 9 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1991.

SAINT BERNARD DE CLAIRVAUX. Église réformée des Séignolles, 44, boulevard des Batignolles. T.J., de 15 h 30 à 19 h. Conf. avec le frère Holthof, prieur de l'abbaye de Chaux et M. Peres de la faculté de théologie, mar. 6 à 20 h 45. Du 2 février 1991 au 8 février 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 39, rue Faguet (43-22-39-47). T.J., et dim. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 2 mars 1991.

GALERIES

JOHANNA AALTO. Galerie J. Mousion, 110, rue Vieille-du-Temple (48-97-75-91). Jusqu'au 19 février 1991.

ROGER ACKLING. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 9 février 1991.

ACTIONS, OBLIGATIONS : SCULPTURES DE MERLIER. Galerie satirique Méline Moisan, 8, galerie Vivienne (42-97-48-65). Jusqu'au 22 février 1991.

HENRI-GEORGES ADAM. Galerie Inard, 179, boulevard Saint-Germain (45-44-98-88). Jusqu'au 23 février 1991.

MARCEL ALOCCO. Galerie Alain Dulin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-95). Du 2 février 1991 au 29 février 1991.

GREGORY AMENDOFF. Galerie Vidal - Saint-Pierre, 10, rue du Trésor (42-78-06-05). Jusqu'au 20 février 1991.

JEAN-BAPTISTE AUGAT. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Jusqu'au 16 février 1991.

BANGER. Si on parlait de paix ? Galerie du Jour Agnès, 8, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 9 mars 1991.

GIANNI BERTINI. Galerie Papade, 30, rue Bonaparte (48-67-02-20). Jusqu'au 2 mars 1991.

ALEXANDRE BONNIER. Galerie Lefor-Opéra, 29, rue Mazzarini (48-33-87-24). Jusqu'au 23 février 1991.

JACQUES BOSSER. Galerie Apollinaire, 19, rue Guénégaud (48-33-03-02). Du 1^{er} février 1991 au 4 mars 1991.

BERNARD CALET. Galerie Zabrojski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 28 février 1991.

TONY CRAGG. Galerie Crousel-Robert, 40, rue Quincampoix (42-77-38-07). Jusqu'au 9 février 1991.

HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Mesgiti, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 9 février 1991.

RICHARD ET HÉRVÉ DI ROSA. Galerie intersection 11-20, 38, rue des Américains (43-69-84-91). Jusqu'au 30 mars 1991.

SARI DIENES. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 9 février 1991.

ERIK DIETMAN. PAUL-ARMAND GETTE, RAYMOND HAINS, SIGMUND POLKE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turin (40-28-98-80). Jusqu'au 23 février 1991.

DIX ARTISTES ROMAINS A PARIS. Galerie Le Port, 31, rue du Pont-Neuf (43-72-38-71). Jusqu'au 28 février 1991.

NDI DOLLA. Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 2 mars 1991.

MARCEL DUCHAMP. Multiples et éditions. Galerie Thorygny, 13, rue de Thorygny (48-97-60-55). Jusqu'au 24 février 1991.

LA DÉCAËE PRODIGEUSE. Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse (43-26-20-21). Jusqu'au 8 mars 1991.

ADRIENNE FARR. Galerie Bernard et Catherine Zuercher, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-40-10-22). Jusqu'au 23 février 1991.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-32). Jusqu'au 15 février 1991.

LUIS FEITO. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 23 février 1991.

GANG ZHAO. Galerie Günther Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 2 mars 1991.

JUAN GENOVÉS. Galerie Patricia Triano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 9 mars 1991.

SONIA GERBER, KIMIE YUGE. Galerie Daniel Pons, Jeanne Oebard, 47, rue de Lappe (43-28-31-50). Jusqu'au 16 février 1991.

PIERRE-YVES GERVAIS. Galerie Vieille-du-Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-28-97-52). Jusqu'au 23 février 1991.

DAVOODO GHANBARI. Galerie Elyane Dinet, 30, rue de Lappe (42-56-43-28). Jusqu'au 9 mars 1991.

FRANCIS GIOVANNIGLI. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-78-03-10). Jusqu'au 28 février 1991.

MORIS GONTARD. Galerie Erval, 15, rue de Seine (43-54-73-48). Jusqu'au 23 février 1991.

GOTSCHO. Galerie des Archives, 48, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 28 février 1991.

ROSELINE GRANET. Galerie Dethes-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 3 mars 1991.

DIODER HAGESE. Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Bergères (45-77-30-21). Jusqu'au 19 février 1991.

PHILIPPE HELENON. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Du 5 février 1991 au 28 février 1991.

KDSAI HORI. Galerie Nane Stern, 28, rue de Charonne (48-08-79-64). Jusqu'au 9 février 1991.

JEAN-PAUL HUPTIER. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-28-81-10). Jusqu'au 2 mars 1991.

JELTOV, NARAH. Galerie Denise René, 186, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Du 31 janvier 1991 au 18 mars 1991.

TOMEK KAWIAK. Galerie Artuel, 31, rue Guénégaud (43-26-92-43). Jusqu'au 19 février 1991.

MARTIN KIPPENBERGER. Galerie Samie Soumia, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 18 février 1991.

MICHA LAURY. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-04). Jusqu'au 8 février 1991.

LEVYDAG. Séance 1930-1960. Galerie Franck Baudet, 4, rue Saint-Sabin (43-65-31-83). Jusqu'au 2 mars 1991.

KEITH LONG, RENATO CRUZ, NASSER SOUMI. Galerie Lella Mordoch, 17, rue de la Verrerie (42-74-38-04). Jusqu'au 8 février 1991.

LEVEYDAG. Séance 1930-1960. Galerie Franck Baudet, 4, rue Saint-Sabin (43-65-31-83). Jusqu'au 2 mars 1991.

HAROLD LYTCH. Galerie Di Mac, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 2 mars 1991.

RALPH-EUGÈNE MEATYARO. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Jusqu'au 23 mars 1991.

MOKÉ. Galerie Jean-Marc Patrice, 8, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Jusqu'au 23 février 1991.

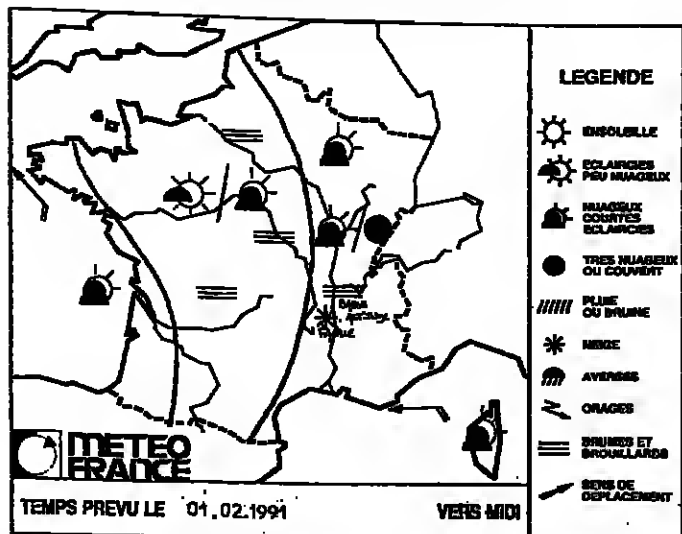
DANIEL NADAUD. Galerie Fanny Guillot-Leflaive, 133, bd Hausmann (45-53-52-00). Jusqu'au 16 février 1991.

MICHEL NEDJARI. Galerie Le Gall-Peyrouet, 18, rue Keller (48-07-04-4

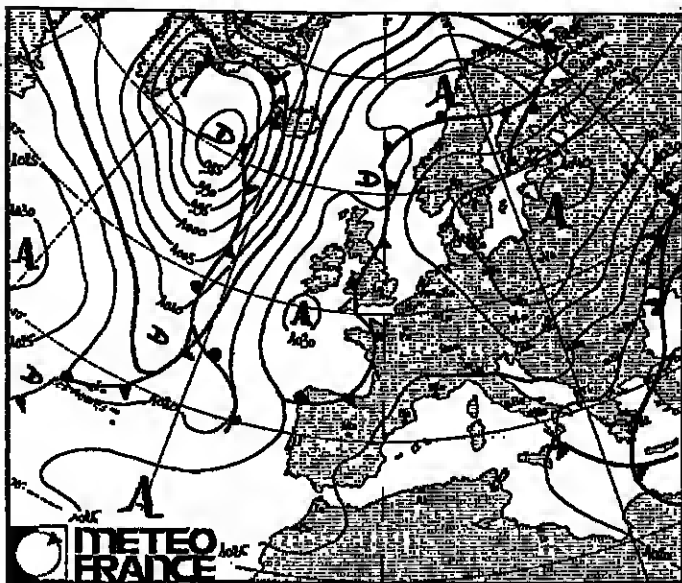
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévision pour le vendredi 1^{er} février
Couvert et quelques précipitations à l'Est,
éclaircies et brumes ailleurs.



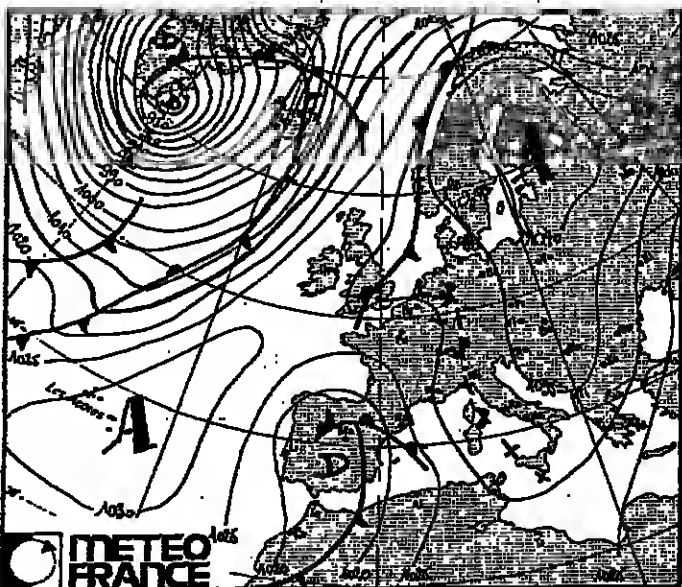
SITUATION LE 31 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 2 février : Nuageux sur la moitié Sud-Est, plus ensoleillé ailleurs. Dans le sud-ouest du pays, le Massif central ainsi que dans le Languedoc-Roussillon, les nuages seront nombreux tout au long de la journée. Quelques gouttes de pluie sont même possibles de temps à autre. Le soleil pourra réussir à se montrer mais ces apparitions resteront fugitives. La région Rhône-Alpes et la Provence-Côte d'azur bénéficieront d'une journée ensoleillée. Dans le Nord-Est, les nuages empêcheront pas le développement de belles éclaircies.

Ailleurs, sur la moitié Nord-Ouest, nuages et éclaircies alternent. Des averses ne sont pas totalement exclues près des côtes de la Manche. Les températures minimales seront la plupart du temps négatives, comprises en général de -1 degré à -6 degrés, 0 degré et 3 degrés près des côtes, localement dans le Sud-Ouest ainsi qu'en Corse. L'après-midi, les températures atteindront difficilement -1 degré à 1 degré dans le quart Nord-Est, 3 degrés à 7 degrés dans l'ensemble, 9 degrés à 11 degrés sur le littoral méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 2 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

Valeurs extrêmes relevées entre le 30-01-1991 à 6 heures TU et le 31-01-1991 à 6 heures TU										le 31-01-1991	
FRANCE				POISS.				LOS ANGELES			
ALJACIO	12	6	N	TOULOUSE	1	0	B	LUXEMBOURG	20	7	D
BARCELONE	12	6	N	PORT-ETRE	4	2	N	MADRID	4	1	D
BORDEAUX	12	6	N	ÉTRANGER				MARRAKECH	13	7	D
BREST	0	-	C	ALGER	11	-	F	MEXICO	37	10	B
CANNES	1	-	C	AMSTERDAM	11	-	F	MILAN	-	3	B
CLERMONT-FR	1	-	C	ATHÈNES	7	4	D	MONTREAL	0	-	B
DIJON	1	-	C	BANGKOK	33	20	D	MOSCOW	-26	-29	D
GENÈVE	1	-	C	BARCELONE	8	7	C	NAIROBI	28	17	N
LYON	1	-	C	BELGRADE	7	7	C	NEW-YORK	12	6	C
MARSEILLE	1	-	C	BIRKENHEAD	1	-	C	OSLO	1	-	B
NANTES	1	-	C	BOMBAY	1	-	C	PALMA-DE-MAJ	14	3	D
PARIS-MONT	1	-	C	BUDAPESTE	1	-	C	PRINCE-EDWARD	2	-	B
PERPIGNAN	1	-	C	DELHI	18	13	D	RIO-DE-JANEIRO	27	22	D
STRASBOURG	1	-	C	DURBAN	8	-	C	ROME	11	1	D
				COPENHAGUE	8	-	C	SINGAPOUR	31	31	C
				DAKAR	24	10	D	STOCKHOLM	-4	1	C
				DELHI	24	10	D	SYDNEY	50	31	D
				DURBAN	14	-	C	TOKYO	20	19	D
				GENÈVE	1	-	C	TUNGUS	13	9	N
				HONGKONG	20	16	P	YANSHOU	-11	-16	D
				JOHANNESBURG	2	1	C	YERRE	6	-	D
				KHARTOUM	11	7	C	YVERNO	3	-	D
				LAHORE	2	1	C				
				LONDRES	2	1	C				
A	B	C	D	N	P	T	*				
avertir	brusque	cobvert	ciel dégelé	ciel sanglant	orage	pluie	tempête	neige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

FAIRE LE POINT/REFERENCES
LA CIVILISATION ISLAMIQUE H. BURLOT
H. BURLOT

21.15 Téléfilm : De mémoire de Rose. Une jeune avocate dans une demeure isolée.
Invités : Michel Damien et Soudhananda (Orphelins de Terre), Pierre Dumas (la Nonchalance), Pr Pierre Dabry-Ritzen (la Psychanalyse, cette imposture), Anne Bragance (Anibal), Claude Couderc (Mourir à 28 ans).
23.55 Journal, météo et bourse.
0.25 Au trot.
0.30 Sport : Ski. Championnats du monde à Saalbach.

A 2

20.45 Magazine : Envoyé spécial. Face à la situation dans le Golfe, comment réagit le communisme arabe en France ? Les paysans : fin ; A bout de courses.
22.00 Cinéma : Drôle d'endroit pour une rencontre. ■■■■ Film français de François Dupeyron (1988). Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, André Wilms.
23.35 Sport : Ski. Championnats du monde à Saalbach (Autriche).
23.42 Journal et Météo.

FR 3

20.40 Cinéma : L'horloger de Saint-Paul. ■■

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.25 Série : Tribunal.
15.55 Série : Paire d'as.
16.50 Club Dorothée.
17.35 Série : Starsky et Hutch.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
21.10 Variétés : Tous à la Une. La France à la une.
23.20 Édition spéciale guerre du Golfe.
0.20 Série : Crimes passionnels.
1.25 Journal, météo, Bourse.
1.50 Au trot.

A 2

13.43 Feuilleton : Générations.
14.25 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
15.55 Feuilleton : Le chef de famille.
17.00 Série : Eve raconte. Colette (dernière partie).
17.15 Série : Les craquantes.
17.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.05 Magazine : Giga.
19.00 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Variétés : Avant que le ciel nous tombe sur la tête. Avec Pierre Bachelet, Lio.
22.00 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Tranches de vie. Invités : Haroun Tazieff (les Défis de la Chine) ; Raymond Koffi, personnage principal de *Piver*, histoire d'un résistant ordinaire, de Daniel Goldenberg, Svetlana Alexievitch (les Caracules de zinc), Maurice Chevalier (les Chansons apprivoisées).
23.20 Sport : Ski. Championnats du monde à Saalbach (Autriche).
23.30 Journal et Météo.
23.50 Cinéma : Les lumières de la ville. ■■■■ Film américain de Charles Chaplin (1931).

FR 3

14.00 Sport : Tennis. Coupe Devie : France-Irlande (deux premiers simples).
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Magazine : Thalassa. La faculté et le maquisard, de Yannick Charles et Philippe Lespessesse. Dans les highlands d'Ecosse.
21.35 Série : Napoléon et l'Europe. 4. Le blocus, de Jean Gruault, avec Jean-François Stévenin, Béatrice Agenin.
22.30 Journal et Météo.
22.50 ► Traverses. Ukraine. 1. De la petite Russie à l'Ukraine, documentaire de Iosif Pasternak.
23.50 Magazine : Mille Bravo.
0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.25 Série : Les inventions de la vie. De Jean-Pierre Cury. 4. Le dernier des salopards.
18.00 Cinéma : Cordes et discordes. ■ Film américain de Jerry Belson (1987).
17.35 Magazine : Rapido (réf.).
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

Jeudi 31 janvier

Film français de Bertrand Tavernier (1973). Avec Philippe Noiret, Jean Rochefort, Jacques Denis.
22.25 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Co soir ou jamais. Philippe Léotard rencontre Line Renaud.
0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Objectif nucléaire. ■ Film américain de Peter Markle (1989). Avec Martin Sheen, Emilio Estévez.
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Running man. ■ Film américain de Paul Michael Glaser (1987) (No.).
23.45 Cinéma : Aux frontières de l'aube. ■■ Film américain de Kathryn Bigelow (1985). Avec Jenny Wright, Adrian Pasder.

LA 5

20.45 Série : Secrets de femmes. Entrelus le soir pour arrondir ses fins de mois.
22.25 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : Une femme à sa fenêtre. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1976). Avec Romy Schneider, Philippe Noiret, Victor Lanoux.
22.30 Téléfilm : Racolage. Une journaliste enquête sur la prostitution.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Magazine : Dazibao.

Vendredi 1^{er} février

18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.05 Sport : Football. Championnat de France : Bordeaux-Marseille.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploits 2.
23.00 Cinéma : Gonitès dans la brume. ■ Film américain de Michael Apted (1988).
1.05 Cinéma : Tom et Lola. ◻

LA 5

14.30 Série : Le renard.
15.35 Série : Bergerac.
16.30 Dessins animés.
18.35 Série : K 2 000.
19.30 Journal et spécial Golfe.
20.45 Drôles d'histoires.
20.50 Téléfilm : La cinquième victime. Elle survit... Mais elle est atteinte d'amnésie.
22.25 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.45 Musique : Boulevard des clips.
15.40 Variétés : Bleu blanc clip.
18.45 Série : Vegas.
17.35 Jeu : Zygonmusic.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La petite maison dans la prairie. La faculté et le maquisard, de Yannick Charles et Philippe Lespessesse. Dans les highlands d'Ecosse.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo 6.
20.35 Téléfilm : Mortelle rencontre. Un visage d'ange mais une créature redoutable...
22.20 Série : Equalizer.
23.15 Magazine : La 6^e dimension.
23.45 Capital.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Concert : Les Gipsy Kings. Enregistré à l'Albert Hall de Londres en 1988.
0.40 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.20 Documentaire : Jacques-Louis David. De Leslie Megahey.
16.15 Moyen métrage :

0.25 Sexy clip.
0.55 Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Ici bat la vie (Le citadin).
20.55 Vidéopérlette (et à 0.10).
21.00 Musique : Concert (œuvres de Beethoven).
22.40 Danse : A force de partir, le soleil resté chez moi. Chorégraphie de Maurice Béjart.
23.10 Imagina.
23.40 Avery, un prologue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Conte et raconte. Autour de quelques écrivains conteurs de Provence.
21.30 Profils perdus, Georges Boris (2^e partie).
22.40 Les nuits magnétiques. Montmartre.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda, Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Hommage à Mozart, d'Ibert : Concerto pour flûte et orchestre n° 1 en sol majeur K 313, Concerto pour flûte, harpe et orchestre en ut majeur K 299, de Mozart ; Suite pour orchestre n° 4, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. George Clave ; sol : James Galway, flûte, Maria Robles, harpe, James Galway, flûte, Maria Robles, harpe.
23.07 Poussières d'étoiles. Œuvres de Rameau, Ravel, Scriabin, Lasserre, Rimski-Korsakov et musique classique iranienne.

Deux-pièces cuisine.
16.50 Téléfilm : 250 grammes.
17.50 Documentaire : Enfance.
18.20 Documentaire : Les enfants de la danse.
19.30 Chronique : La dessous des cartes.
19.35 Journal de FR 3.
20.00 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumas.
21.00 Vidéopérlette (et à 23.55).
21.05 Téléfilm : Le beau est difficile.
22.15 Moyen métrage : Matin de mariage.
22.35 Documentaire : Enfance.
23.00 Documentaire : Les enfants de la danse.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Les voix de l'avant-garde.
21.30 Musique : Black end blue. Blue bird nigreur, maison de disques américaine.
22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 novembre 1890 à Sarnbruck) : Collage symphonique, de Part : Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 2 en ré majeur op. 43, de Sibelius, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarnbruck, dir. Woldemar Nelsson ; sol : André Gervillat, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. World music : Poissons d'or : œuvres de Tazartes, The Residents ; Nouvelle musique de Russie : Poissons d'or du passé : œuvres de Beach, Gottschalk, Holst.

De lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANWICK COJEAN et la collaboration du « Monde »

Audience TV du 30 janvier 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	61,1	Santa Barbara 20,8	McGyver 11,2	19-20 22,3	Nulle part 2,5	K 2 000 2,2	Maison prairie 3,3
19 h 45	64,8	Roue fortune 27,2	McGyver 12,6	19-20 12,8	Nulle part 3,8	Journal 5,1	Maison prairie 3,5
20 h 16	74,9	Journal 35,3	Journal 18,1	Le classe 8,4	Nulle part 3,2	Journal 6,1	M-est servie 5,1
20 h 55	74,4	Secrète soirée 33,2	Pas de deux 8,0	Marche silencieuse 14,5	Ciné salies 4,4	Pub 8,7	Prisonnières... 6,5
22 h 8	65,7	Secrète soirée 28,9	Pas de deux 7,2	Marche silencieuse 13,2	36-15... 3,2	Un enfant... 9,0	Prisonnières... 7,1
22 h 44	46,8	Secrète soirée 28,4	Capitaine... 9,0	Sab 3 5,9	Tom et Lola 1,0	Journal 5,9	Equalizer 2,6

SCIENCES

Mort du physicien John Bardeen

Le physicien John Bardeen, lauréat à deux reprises du prix Nobel de physique, est mort aux États-Unis, mercredi 30 janvier, d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Avec Walter Brattain et William Shockley, John Bardeen avait mis au point le transistor à la fin des années 40. En 1956, les trois hommes avaient reçu le prix Nobel. John Bardeen fut récompensé à nouveau par l'Académie suédoise en 1972, avec Leon Cooper et John Schrieffer, pour leur théorie offrant une explication de la supraconductivité à basse température.

[Né le 23 mai 1908 dans le Wisconsin, docteur de l'université de Princeton, professeur émérite d'ingénierie électrique et de physique à l'université de l'Illinois, John Bardeen a partagé sa carrière entre l'industrie et l'université. Durant la seconde guerre mondiale, il travailla au Naval Ordnance Laboratory à Washington, avant de poursuivre ses recherches dans les laboratoires de la Bell Telephone. De 1960 à 1962, il fut l'un des conseillers pour la science et la technique du président Kennedy. Il avait reçu la médaille d'or de l'Académie des sciences et, en septembre dernier, la revue Life l'avait cité comme l'un des « 100 Américains les plus importants du vingtième siècle ».]

NOMINATIONS

M^{me} Isabelle Bouillot directrice du budget

M^{me} Isabelle Bouillot, chargée de mission pour les questions économiques, financières et monétaires auprès du Président de la République, a été nommée, jeudi 31 janvier, directrice du budget au ministère de l'économie, des finances et du budget. Elle remplace M. Daniel Bouton qui entrera prochainement à la Société générale pour occuper le poste nouvellement créé de directeur de la présidence (Le Monde du 17 janvier).

[Née le 5 mai 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) M^{me} Isabelle Bouillot diplômée d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris est ancienne élève de l'École nationale d'administration. Directrice du cabinet de M. Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi en 1982, elle entre moins d'un an plus tard dans le cabinet de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, en qualité de directrice adjointe. Détachée en 1985 à la direction du Trésor en tant que conseiller financier pour l'Afrique centrale, orientale et australe, elle devient commissaire du gouvernement à la mission de contrôle financier de la direction du Trésor en décembre 1986. Depuis février 1989, M^{me} Bouillot était l'une des principales conseillères du président François Mitterrand en matière économique.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5447

HORIZONTALEMENT

1. Est obscur, ce n'est pas clair. — 2. Nous osons à réaliser nos aspirations. En arrière. — 3. Sa font pour son tort. Difficile à connaître. — 4. Ouvrir souvent le bec. Réflecti. — 5. Faire un apport de liquidité. — 6. Avec lui, certains ont l'habitude de tirer sur la corde. Entraîne une perte de goût. — 7. Montre qu'il est la. Adverbe. — 8. Qui oublie la retenue. — 9. Qui n'est donc plus à prendre. — 10. Partie du globe. Qui ne lève même pas le petit doigt. — 11. Fort le beau. Entre les mains de celui qui effeuille la marguerite.

VERTICALEMENT

1. Que l'on n'empêche pas de sortir. — 2. A ses attraits. Qui n'est sûrement pas l'intention d'aller se faire voir. — 3. Sert depuis longtemps. — 4. Sort du trou. N'a pas à redouter un froid de carard. — 5. Pronom. Avient des choses à dire. Fit bruyamment de nombreuses peaux. — 6. Mauvaise action. Se fait maître à la porte. — 7. « Coup » à prendre. — 8. Partie du globe. Qui ne lève même pas le petit doigt. — 9. Fort le beau. Entre les mains de celui qui effeuille la marguerite.

Solution du problème n° 5446

HORIZONTALEMENT

1. Imitation. — 2. Nomade. — 3. Somme. Ma. — 4. Alléon. — 5. Construit. — 6. Tux. Eldar. — 7. Naïve. — 8. Coton. Emet. — 9. Inaut. Epi. — 10. Dé. Honta. — 11. Es. Pecton.

VERTICALEMENT

1. Insecticide. — 2. Mou. Ou. Osés. — 3. Immanence. — 4. Tapis. Eau. — 5. Adultes. Thé. — 6. Ténacité. Oc. — 7. Rudement. — 8. Ormois. Epto. — 9. Entretien.

GUY BROUTY

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Catherine DEPLANCHE et Patrick FORGAS, ont la joie d'annoncer la naissance de Joy, le 27 janvier 1991.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri ABOUSSOUAN, née comtesse Diana d'Aspremont Lynden, survenue le lundi 28 janvier 1991.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 12 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5.

L'inhumation aura lieu le lundi 4 février, à 11 heures, à Barvaux-Candroz (province de Namur), Belgique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Rabelais, 92170 Vanves.

— M. Eugène BACCARD, M^{me} et M^{me} Jean, André, René, Daniel Baccard, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Eugène BACCARD, survenue à Pontcharra le 30 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Rochemorte, 38350 Pontcharra, 26, boulevard du Château, 92200 Neuilly, Djibouti, BP 12.

— M^{me} Rachid BENCHECH, née Leila Belabbas-Vah, Le docteur Rachid Benchech, Les familles parentes et alliées, Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès survenu en son domicile, le 29 janvier 1991, à l'âge de soixante-seize ans, de

M. Rachid BENCHECH.

Selon sa volonté, il reposera auprès de sa famille, au cimetière de Sidi-Abderahmane Th' albi, rue Benchech, à Alger.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, boulevard Emile-Augier, 75116 Paris.

[Né le 9 janvier 1915, à Saint-Eugène (Bulgarie), M. Rachid Benchech est titulaire d'une licence de lettres classiques, Rachid Benchech est nommé assistant à la faculté des lettres de l'université d'Alger en 1941, puis professeur de lettres classiques au collège de Média, puis au lycée de Blida. Il est le premier Algérien à soutenir une thèse de doctorat en lettres en Sorbonne en 1946. Diplômé de l'École nationale des langues orientales, il publie de nombreuses études d'orientalisme et de littérature comparée dans diverses revues, poursuivant l'œuvre considérable de son père, l'éminent savant et arabisant Mohamed Benchech. Breveté du Centre des hautes études administratives, il quitte l'enseignement pour l'administration dès 1944, occupant notamment les postes de sous-préfet de Château-Chinon en 1946, de secrétaire général du Loiret en 1956 et d'inspecteur général de l'Administration au ministère de l'Intérieur de 1959 jusqu'à sa retraite. En 1962, il est nommé préfet. En 1972, il devient membre de la commission centrale d'aide sociale. Il était officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, officier des Palmes académiques et titulaire de nombreuses autres distinctions.

— Lyon.

Le docteur Brigitte Votan-Bonamour et ses enfants, M^{me} et M. Marc Lyonnet et leurs enfants, M^{me} et M. Patrick Berger et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

professeur Georges BONAMOUR, le 21 janvier 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, selon sa volonté.

Une messe sera célébrée le mardi 19 février à sa mémoire, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône).

Les familles Fournery et

Godofroy, Jean Grizard, son fils, Ses neveux, nièces, cousins et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne FOURNERY, chevalier de la Légion d'honneur, déportée de la guerre 1939-1945, agrégée de l'Université,

survenue à Paris le 29 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église de Saint-Ay (Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Mangematin, M. et M^{me} Philippe Sourville, M. Etienne Sourville, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne GIMON, survenue le 27 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bornes-les-Mimons (Var), le vendredi 1^{er} février.

41, rue Saint-Clément, 17000 La Rochelle, 9, avenue de Cénature, 94000 Créteil.

— Gérard Hemmerding, son mari, Marie-José Chalamet et François Denis, Frédéric et Marie Chalamet, Isabelle Hemmerding et Walter Spoon, ses enfants, Raphaëlle, Simon et Gabriel, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Marie-Madeleine HEMMERDINGER, née Maurice,

survenue le 22 janvier 1991 dans sa soixante-seizeième année, à Gréasque.

« Je n'avais pas l'impression d'avoir disparu dans le paysage, de m'être fondue en lui, mais d'être bien à l'abri dans les objets de Cécane. » Peter Handke, La Leyon de la Sainte-Victoire.

La Tuile-Loup, 13850 Gréasque, Caspé, CP 800, GOC 1 R O, Québec (Canada), 47, rue Louis-Ricard, 76000 Rouen.

— M^{me} Claude Songy, M. et M^{me} Pierre Valadié, Le docteur et M^{me} Pierre Mallet, M^{me} Françoise Gordon, Jean-Marc Valadié, Frédéric Mallet, Alexander Gordon, ses enfants et petits-enfants qu'elle n'a tant aimés, Sa famille, Et ses amis, ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Simone MALLET-GENDA, survenue à Reims le 30 janvier 1991.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 2 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Mesnil-sur-Oger (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de l'Eglise, 51190 Le Mesnil-sur-Oger, 50, rue de la Justice, 75020 Paris, 1, avenue du Président-Kennedy, 51100 Reims, 12, rue de l'Arquebuse, 51100 Reims, 60 Addison Gardens, W 14 ODP London.

— Le champagne Pierre Regnaud a la tristesse de faire part de la disparition de sa présidente

M^{me} Simone MALLET,

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 2 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Nicolas du Mesnil-sur-Oger (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de l'Eglise, 51190 Le Mesnil-sur-Oger.

Les familles Grenier, Vazieux et

Michéa ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rose MICHELOT, survenue, le 28 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e, le vendredi 1^{er} février, à 13 h 45, où l'on se réunira.

— Montélimar.

M^{me} Jeanine Bouchon, sa compagne, M. et M^{me} Serge Reynaud, leurs enfants et leur petit-fils, M^{me} Danièle Pic, et ses enfants, M. et M^{me} Armand Reme et leurs enfants, M^{me} Lucille Pic, Walter Achard et leur fille, M. et M^{me} Jean-Christophe Pic, et leur fils, M^{me} veuve Daumas et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Jacques Pic, leurs enfants et petits-enfants, Sa famille, Ses amis, Et ses anciens collaborateurs, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Maurice PIC, ancien ministre, membre honoraire du Parlement, président honoraire du conseil général de la Drôme, maire honoraire de Montélimar, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 30 janvier 1991, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les Montillens pourront lui rendre hommage à la collégiale Sainte-Croix, le samedi 2 février, à partir de 9 heures.

La cérémonie religieuse, de caractère ecclésiastique, aura lieu en la collégiale Sainte-Croix, le samedi 2 février, à 14 h 30.

La famille ne reçoit pas.

En hommage au défunt qui en était le président départemental, une collecte sera faite en faveur de l'Association pour la recherche sur le cancer, 94811 Villejaffr Codex.

33, rue du Bouquet, 26200 Montélimar.

(Le Monde du 31 janvier.)

— M. et M^{me} Jean-Louis Ricci, et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Fuchs, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Arlette Mitchell, et ses enfants, ont la très grande douleur d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} Raymonde SCHEKEVITCH, survenue le 27 janvier 1991.

La messe sera chantée pour elle tout au long de la cérémonie religieuse, qui aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Près le vendredi 1^{er} février 1991, à 20 heures.

La maison Nina Ricci, Et ses enfants, M. Gilles Fuchs, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Raymonde SCHEKEVITCH, survenue le 27 janvier 1991.

La messe sera chantée pour elle tout au long de la cérémonie religieuse, qui aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Près le vendredi 1^{er} février 1991, à 20 heures.

Anniversaires

— Il y a un an, le 1^{er} février 1990, Jean BETINAT nous quittait.

Il reste présent dans le cœur de tous ceux qui ont croisé ou suivi son chemin.

« L'essentiel est invisible pour les yeux. » Saint-Exupéry.

— Il y a quinze ans

Fernand TERROU nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé.

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES 2100-3500	LES ARCS 1600-3200	PEISEY/VALLANDRY 1400-2300	LA PLAGNE 1800-3250	LES MENUIRES 1815-2850	ARGENTIERE MT-BLANC 1230-3300
ENNEIGEMENT A2 000 M/AN	125	98	130	100	60
A TIGNES, CARTE PRIVILEGE : 4 JOURS DE SKI POUR 495 F. TEL. : 79.06.34.66					

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

LIVRES • IDÉES

Szentkuthy, l'artisan universel

Deux ans et demi après sa mort, Miklos Szentkuthy sort enfin de la « malédiction d'avoir écrit en hongrois » et trouve sa place parmi les dynamiteurs de formes du vingtième siècle

EN MARGE DE CASANOVA

de Miklos Szentkuthy.
Traduit du hongrois par Georges Kassai
et Zéno Bianu, préface de Zéno Bianu.
Phébus, 252 p., 125 F.

RENAISSANCE NOIRE

de Miklos Szentkuthy.
Traduit du hongrois par Georges Kassai
et Zéno Bianu, préface de Zéno Bianu.
Phébus, 248 p., 125 F.

VERS L'UNIQUE MÉTAPHORE

de Miklos Szentkuthy.
Traduit du hongrois par Eva Toulouse,
préface de Jacqueline Chénieux-Gendron.
José Corti, 320 p., 120 F.

Depuis quelques années, une rumeur tenue mais insistante portait régulièrement aux oreilles un nom quasi imprononçable. On le déchiffrait au sommaire de revues (*D'atelier, le Nouveau Commerce, Pleine Marge, Caravanes, Tout est suspect, Gulliver*), on le découvrait dans ces colonnes (1), on l'entendait sur France-Culture, et Jacques Roubaud le citait en première page de son *Grand Incendie de Londres* parmi les écrivains décisifs de ce siècle.

Lentement, Miklos Szentkuthy échappait à la malédiction d'avoir écrit en hongrois. Lentement, les textes de ce personnage extravagant, de cet érudit désinvolte, de ce blasphémateur tranquille, sortaient de sa bibliothèque-cathédrale comme d'un oubli de presque cinquante ans. Car son œuvre, y compris en hongrois, avait été longtemps occultée, avait connu toutes les interdictions, les censeurs de l'empire Horthy avant guerre, comme ceux du régime communiste après, condamnant avec la même bêtise bien-pensante un projet démesuré, iconoclaste, et, pour tout dire, incontrôlable.

Pourtant, à l'âge de vingt-six ans, Szentkuthy était entré en littérature avec un livre monumental qui entendait baliser la route : il s'agissait, sous le titre explicite de *Prae*, de précéder l'œuvre à venir, d'en exposer les principes, de donner l'immense table des matières. Démarche unique, comme celle d'un bâtisseur qui aurait publié avant réalisation les esquisses et les plans de toutes les constructions qu'il prévoyait d'élever sa vie durant. Mais le plus inouï, peut-être, c'est que Szentkuthy, en dépit des obstacles, des vicissitudes, de l'isolement, devait rester fidèle à ce programme de jeunesse, l'accomplir en son entier et très largement au-delà.

Un simple survol bibliographique suggère le foisonnement de l'œuvre annoncée et, finalement, réalisée. Après *Prae* (1934), suivent *Vers l'unique métaphore* (1934) et *Chapitre sur l'Amour* (1936), puis le grand œuvre que constitue le *Breviaire de saint Orphée*, qui compte dix volumes : *En marge de Casanova* (1939), *Renaissance noire* (1939), *Escorial* (1940), *Europa minor* (1941), *Cynthia*



Szentkuthy (à gauche), déguisé en Casanova, en février 1938.

(1941), *Confession et marionnettes* (1942), la *Seconde Vie de Sylvestre II* (1972), le *Désespoir canonisé* (1974), *L'âne sanglant* (1982) et *Sur les traces d'Eurydice* (resté inédit).

Au cours des trente années d'interruption du *Breviaire* — années d'interdit, de conformisme esthétique, de silence imposé — Szentkuthy met en quelque sorte son œuvre à l'ombre : il avance masqué et publie des livres consacrés à Mozart, Haydn, Goethe, Dürer et Haendel. Ce ne sont pas des biographies romancées, mais plutôt des méditations libres sur la vie d'artistes dont il se sentait proche. Szentkuthy souhaitait que tous ces textes reparussent sous un titre commun : *Autoprototypes en masque*.

Des essais, des romans historiques, d'autres récits, publiés ou encore inédits, un journal intime de cent cinquante mille feuillets et l'autobiographie éditée en 1988 sous le titre *La Confession frivole* complètent l'édifice littéraire de ce géant qui avait décidé de faire du monde son théâtre et de la mémoire des âges son rêve quotidien. Ultime élégance de ce dandy aux épaules de bûcheron (précisons que Szentkuthy mesurait près de deux mètres) : quitter la scène avant que les projecteurs ne viennent tout éblouir, passer de vie à trépas un certain 18 juillet 1988 sans

s'être réveillé d'une sieste très douce, comme s'il avait su, lui le démiurge provocateur, attirer sur sa bouche le pur baiser d'un ange.

Changer l'intuition en évidence

Désormais, ses livres sont réédités en Hongrie, on y annonce même d'audacieuses œuvres complètes — audacieuses étant donnée la masse des inédits et des manuscrits non encore repérés dans les doubles fonds de sa bibliothèque... Et puis voici en France, avant l'Allemagne et l'Italie, les premières traductions d'importance, les premières traductions intégrales, qui permettent de changer l'intuition en évidence : Szentkuthy n'a pas été abusivement comparé à Proust, Joyce, Nabokov ou Borges.

Son entreprise est de pareille envergure, son originalité tout aussi radicale. Surtout, avec des écrits qui conjuguent, mêlent, pervertissent, réinventent tous les genres, Szentkuthy trouve d'emblée une place qui, parmi les dynamiteurs de formes, parmi les créateurs omniscients, n'appartient qu'à lui. En fait, Szentkuthy ne ressemble qu'au seul Szentkuthy, et les trois syllabes de son nom

s'inscrivent enfin au cœur de notre modernité.

La parution simultanée de *Vers l'unique métaphore* et des deux premiers volumes du *Breviaire de saint Orphée* permet de s'en rendre compte. Ces trois livres, qui datent des années 1936-1939, respectent la chronologie de l'œuvre et préparent les découvertes futures. Ils témoignent des jeux szentkuthiens et de ce travestissement systématique du roman, qui enrobe tour à tour ou à la fois l'essai, l'ethnographie, le conte libertin, l'autobiographie, qui met à son service l'érudition la plus vertigineuse et la futilité de l'air du temps, la théologie et la mode féminine, le calembour et la métaphysique.

« Les plus fraternels de mes frères, avouez-le, mon unique famille : les voici près de moi — le rêve et la précision, la fiction enivrée des possibilités et l'imitation. » Les cent douze notes qui constituent *Vers l'unique métaphore* révèlent ainsi et déploient le dessin gigantesque de l'auteur : explorer tous les détails du monde, en dresser le parfait catalogue, afin de pouvoir, comme au moyen d'un puzzle infini, en tester l'ordre ou le désordre, l'implacable déterminisme ou le jubilant, bordélique, tonique, éblouissant hasard. A force de descriptions maniaques, de surréalistes incongrus, de mensonges calculés, débusquer la fièvre qui ment les êtres et les choses ! A force d'amples investigations et de caprices soudains, forcer les secrets de la création et les lubies du Créateur, et puis, tout en se divertissant de sa loi, cajoler l'accidentel !

Il ne faudrait cependant pas imaginer la prose de Szentkuthy prioritairement vouée à l'analyse ou aux déclarations d'intention ; elle se développe, morcelée et débordante, pourtant, de récits en anecdotes, d'historiettes piquantes en fureurs prophétiques.

A ce propos, sa charge contre la sacralisation de la valeur-travail n'est pas moins virulente que celle d'André Breton dans *Nadja*. « Au moment où le "travail sacré" (quelle force !) a pris la place de l'ascèse, au moment où le stylite byzantin — stérile, dément, maladif, comique, antraxique — est descendu de sa colonne pour aller chercher sa morale dans le "travail" : c'est que le Capital était là. Il faut choisir : dément byzantin, ou usurier saigneur ? Mystérie de flagellant ou Harpagon assassin, magnifié comme "président-directeur-général" ? (...) S'activer, rien que pour s'activer ? Toujours produire, toujours entreprendre : que l'humanité, dans ce monde capitaliste, n'en tire aucun profit, même un aveugle le voit bien de nos jours. Le travail n'est pas éthique, le mouvement pour le mouvement n'a aucun sens : tout ça n'est que romantisme de film américain (et de dollars) ! »

André Velter

Lire la suite page 26

(1) Voir le portrait de Miklos Szentkuthy dans le Monde du 31 juillet 1987.

LE DÉBAT

Les intellectuels et la guerre

Les intellectuels se sont relativement peu manifestés depuis le début de la guerre du Golfe. Pour Jean-François Sinelli, les « clercs » n'ont pas dit leur dernier mot. L'historien montre également la permanence, au vingtième siècle, du débat entre pacifistes, partisans de la « guerre pour la droite » et dénonciateurs d'un conflit injuste.

Page 24

LETTRES

ÉTRANGÈRES

Les « possédés » de Serbie



Avec le Temps du mal, l'écrivain serbe Dobrica Tichotitch se lance dans une grande confession communiste, en forme d'épopée tragique. Dans ce roman gigantesque, il nous plonge dans le temps de la haine, la temps des assassins.

Page 26

Les Mémoires anatomiques de Moravia

Juste avant sa mort, Alberto Moravia avait relu et corrigé la manuscrit de *Vita di Moravia*, un livre d'entretiens avec son ami Alain Elkann, qui est en fait une véritable autobiographie de l'écrivain.

Page 27

Portrait du joueur en peintre

A Venise, Sollers célèbre la peinture en compagnie de Watteau, Titien, Monet et Cézanne

LA FÊTE A VENISE

de Philippe Sollers.
Gallimard, 240 p., 85 F.

Sollers écrit un roman sur la peinture. Étrange, aventureuse idée. Ceux, peu nombreux, qui ont tenté l'entreprise, ne s'en sont guère sortis à leur avantage. *L'Œuvre* est un livre pathétique et pesant, qui consterna Monet et Cézanne. Est-ce n'est pas la figure la mieux construite de la Recherche. Sollers a-t-il fait mieux ?

Il a fait tout autre chose, un roman sur la peinture où l'on cherche en vain un personnage de peintre. Incongruité plus étrange encore que la première : pourquoi manque-t-il ici la figure exemplaire qui énonce une théorie de l'art contemporain ? Tout aurait été plus simple.

Certes. Mais là n'est plus la question. Il n'est plus question, à l'inverse de ce qui se pratiquait il y a un siècle, de défendre une esthétique, le peintre servant de prétexte à l'écrivain, mais de montrer comment et pourquoi peinture et esthétique — et littérature naturelle-

ment — relèvent désormais de la catégorie des langues mortes ; comment et pourquoi quelques corporations s'emploient à vider les œuvres de tout sens et de tout plaisir, parce que plaisir et sens menacent la paix civile. Les plus effrayantes de ces officines de maintien de l'ordre sont celles des hommes de marché et des hommes de musée.

Les uns anéantissent la peinture par le chiffre. Le roman de Sollers, fiction parfaitement réaliste et informée d'un trafic universel d'œuvres volées ou copiées, repose sur l'observation de quelques phénomènes récents. On sait par exemple combien l'afflux des capitaux japonais a contribué à changer ce qui ne fut longtemps que commerce d'amateurs en système de la plus-value obligatoire. On sait la bouffonnerie navrante des enchères satélisées — Ici Tokyo, à vous Singapour ! — — théâtre d'ombres s'échangeant des fantômes de tableaux. Quels tableaux ? N'importe. Ils circulent, cela suffit. Que vitupérât Van Gogh ? Que représenteraient réellement Cézanne et Picasso ? N'importe, du moment

que leurs noms attirent le spéculateur.

L'autre méthode de prévention des désordres procède par la parole, la parole attristée. Il faut plaindre les peintres, les tenir pour des « écorchés vifs », inadaptés geignards, maudits regrettant d'avoir quitté le doux giron de la société. Là encore, il n'est pour vérifier l'exactitude de la *Fête à Venise* que de relire les catalogues de quelques rétrospectives. On y retrouvera sans peine le « moineau poitrinaire » que certains conservateurs s'ingénient à apercevoir dans les feuillages de Watteau. Pourquoi poitrinaire ? Parce que Watteau, la chose est connue, n'affecta de peindre la beauté des femmes et des parcs que pour déguiser le désespoir qui l'habitait. Fragonard, de la même façon, a décrit la mort d'un monde corrompu, tous les dictionnaires en sont sûrs.

De deux choses l'une : ou vous aimez Watteau pour ce qu'il est, voluptueux, rapide, indifférent, ou vous soutenez que « le purulent exemple du dix-huitième siècle doit être sans cesse analysé, décomposé, désinfecté, suffoqué, châté,

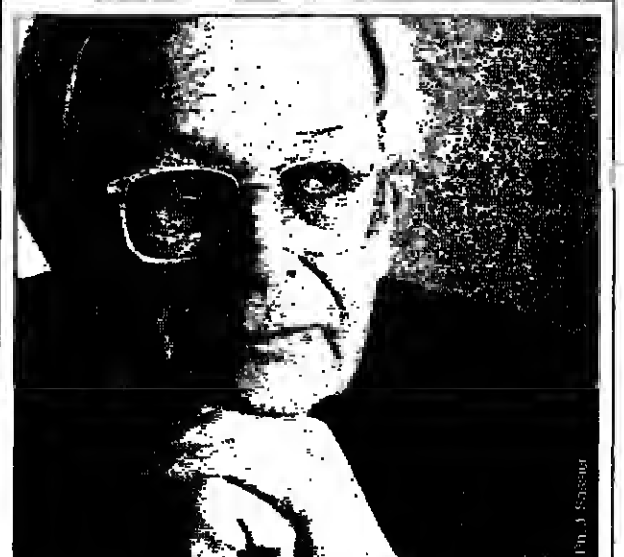
préchrété » et que « ces mignardises sont le plus dangereux poison visant à paralyser une démocratisation réelle ». Entre les deux partis, ni compromis ni traités possibles, mais la guerre, c'est-à-dire la résistance à la tyrannie du rien paisible. Cette résistance fait le véritable sujet du livre, manuel de lutte sous forme de roman, le roman étant à l'évidence la forme nécessaire de la lutte.

Titien, Watteau, Delacroix, Manet, Cézanne, Picasso et Warhol sont autant de motifs de querelle. Il faut rendre à chacun la chair et la pensée que le trafic du marché, les expositions, les glosses et les reproductions ont presque réussi à détruire. Pour cela, une seule solution : la description des tableaux. Dans cet exercice, mi-étourdi d'amour mi-bouche-à-bouche de sauvagerie, Sollers est excellent.

Philippe Dagen
Lire la suite page 22

LIRE ÉGALEMENT

Le feuilleton de Michel Braudeau
« Le neveu de Diderot »
page 22



ROGER
GRENIER

PARTITA

roman

nrf

GALLIMARD

EN POCHE

L'Occident chrétien et l'Orient musulman

L'histoire des relations entre l'islam et la chrétienté n'est qu'une longue suite de conflits, dont chacun des deux camps a conservé la mémoire. L'un des mérites du livre du grand orientaliste Bernard Lewis est de rappeler que l'effacement entre les deux civilisations remonte aux tout premiers siècles de notre ère. La conquête arabe, après la mort du prophète en 632, s'est faite au détriment du monde chrétien, qui dominait alors l'ensemble du bassin méditerranéen, de l'Espagne à la Syrie en passant par l'Afrique du Nord. La contre-offensive chrétienne, qui culmina dans les croisades, puis les nouveaux essais lancés par le monde musulman au temps de l'Empire ottoman, enfin la colonisation conduite par les pays européens ne représentant que quelques-uns des flux et reflux qui ont marqué la lutte ininterrompue entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman.

L'autre intérêt du travail de Bernard Lewis, qui séduit une fois de plus par une érudition mise avec talent à la portée du grand public, est de montrer la différence d'attitude des deux cultures l'une à l'égard de l'autre : autant l'Europe s'intéresse aux peuples musulmans, à leur histoire, à leur langue, à leur littérature, autant l'islam, jusqu'au dix-huitième siècle au moins, demeure indifférent à la vie et à la pensée des nations chrétiennes. A partir du dix-neuvième siècle, cette méconnaissance fait place à la curiosité, voire à l'imitation. Les malentendus n'en seront pas dissipés pour autant.

► Comment l'islam a découvert l'Europe, de Bernard Lewis, traduit de l'anglais par Annie Pélissier, postface de Maxime Rodinson, Tel-Gallimard, n° 173. Première édition française : La Découverte, 1984.

T. F.

• La collection « Quadrige », aux Presses universitaires de France, réédite l'Esprit viennais. Une histoire intellectuelle et sociale, 1848-1938, de William M. Johnston, qui est, avec Vienne, fin de siècle, de Carl E. Schorske, l'un des classiques de l'histoire culturelle de l'empire austro-hongrois. Avec, en prime, un excellent chapitre sur la Hongrie intitulé « Le culte hongrois de l'illusion » (n° 124).

• Dans la même collection « Quadrige », la Structure du comportement, de Maurice Merleau-Ponty, ouvrage datant de 1942, complémentaire de la Phénoménologie de la perception, publiée trois ans plus tard (n° 123), et le Problème de l'être chez Aristote, de Pierre Aubenque (n° 121) ; texte également repris, toujours aux PUF, en édition normale (171 F).

• D'Aristote justement, la collection « Agora » (Presses-Pocket) reprend l'essentiel de la Physique (Livres I, II, et extraits des autres livres), suivi d'un dossier sur la fortune philosophique de l'œuvre d'Aristote préparé par Jean-Louis Poirier (n° 82).

• Toujours en philosophie, GF-Flammarion réédite les Principes de la connaissance humaine, de Berkeley (1710), dans une édition et une traduction dues à Dominique Barloz (n° 637) et divers opuscules de Kant, dont Vers la paix perpétuelle. Que signifie s'orienter dans la pensée ? et Qu'est-ce que les Lumières ? (introduction et notes de Françoise Proust ;

traduction de Jean-François Poirier et F. Proust, n° 573). Enfin, en « Folio-Essais », paraissent les Éléments de philosophie d'Alain (n° 150).

• Les Contes de Canterbury, de Chaucer, père de la poésie anglaise formé à l'école des trouvères français, viennent de sortir, traduits et introduits par Juliette Dor, dans la « Bibliothèque médiévale » dirigée par Paul Zumthor chez 10/18 (n° 2153).

• Dans le domaine étranger également, mais moderne, quatre titres dans la collection « Biblio » du Livre de poche : un deuxième volume des terribles Récits de Kolyma, Quai de l'enfer, de Varlam Chalamov, traduits du russe par Catherine Fournier et préfacés par André Siniavski (n° 3143) ; le troisième volume des Mémoires d'Elias Canetti, Jeux de regard, Histoire d'une vie 1931-1937, traduit de l'allemand par Walter Weideli ; le Chien des pistes, de Bruce Chatwin, chronique d'une Australie désertique publiée en 1987, traduit de l'anglais par Jacques Chabert (n° 3145) ; Frog, de Jerome Charyn, traduit par Marc Chénier (n° 3144).

• Prix du meilleur livre étranger en 1986, Palmyre de Mexico, de Fernando del Paso est un vaste roman baroque et rebelle, une sorte d'épopée mythologique qui rejoint l'universel ; traduit de l'espagnol (Mexique) par Michel Biberd (Points-Seuil, n° R426).

- CONSCIENCE DE -

Quelles perspectives pour le futur, quels repères pour une mutation ?

Des frontières s'ouvrent, des civilisations s'éteignent, des cultures méconnues passent à l'avant-scène.

Des historiens, anthropologues, psychologues, s'attachent à prendre en compte d'autres cultures, d'autres modes de pensée...

Trois parutions/an - vente en librairie ou abonnement : 200F, étranger : 250F.
LIBRE & COUBRIER ÉD. - BP 54 - 75861 Paris Cedex 18 - France

- LA VIE DU LIVRE -

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-51-09

Marguerite Gentzbittel
signera son livre
**LA CAUSE
DES ÉLÈVES**
(Éditions du Seuil)
le samedi 2 février 1991
à la librairie DÉDALE,
4 ter, rue des Écoles,
75005 PARIS.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Philippe Sollers :
« Le roman est un passage entre la vie et la vie »

Le neveu de Diderot

jeune femme, Luz, mère suédoise, père italien, précom espagnol, né en 1966 à Los Angeles, étudiante en physique et astronomie à Berkeley, recroisée six mois plus tôt au Louvre. Froissart appartenait à un réseau de trafiquants d'art de haut vol, international, en relation avec une Geena (pseudo : Mozart), une Milsteio (Andy), une Nicole (Dürer) et son séjour à Venise a pour but l'embarquement, pour Dieu sait quelle Cythère de la spéculation, d'une toile peu connue de Watteau, la Fête à Venise, à bord d'un voilier américain, le Player-II. Ce qui a lieu, du reste, sans incidents.

L'important, on s'en doute, n'est pas là, dans les péripéties de cette toile imaginaire et vraisemblable (pas moins que la dimeosioo éminemment romanesque qui entoure les grandes œuvres d'art, depuis la tragédie politique - Goering et ses rapines, - jusqu'au sor-

didé crime crapuleux provincial - l'affaire Caosoo (où en est-on d'ailleurs ?) - mais dans l'ébullition constante de la cervelle de Froissart que Venise et l'amour agitent autant que certaines substances illicites. Il est retors et cultivé, secret, à double, triple fond, il ne peut s'empêcher de coder et de décoder, s'interroger sur l'étrange coïncidence qui veut qu'Andy Warhol et Antoine Watteau aient les mêmes initiales, avec ce W qui est le symbole affecté dans les services d'espionnage à ceux chargés d'écouter « au cœur du dispositif adverse ».

L'observe : « Cette petite planète, par plaques, a son intérêt », une planète où, lui dit Geena, tout est à vendre, surtout la peinture. C'est dans le droit-fil de la pensée situationniste, celle de Guy Debord notamment, qu'il dénonce la société du spectacle et son emprise délirante sur le marché de l'art : « La Suisse ne

sait plus jusqu'où numérote les comptes, les télécrépissent, les fax écrivent la nuit, les ventes se succèdent en rafales, banque en expansion, repérage, estimations, intoxications, raids, poker de volumes et d'époques. Le Japon immémorial et électronique se prisme devant le sensuel Monet dans sa barque ? Money ! »

Les tableaux sont passés des musées de jadis au secret des coffres-forts ? Parce qu'ils sont radioactifs. « Ils émettent de l'argent à chaque instant. Tous jours plus. Ils dorment mais ils travaillent, à la limite ils ne bougent même plus de l'endroit où leur vente a lieu, ils n'en ont pas le temps puisqu'ils sont rachetés dans les jours ou les mois qui suivent. L'argent se met à tourner autour des iris immobiles, le soleil de la monnaie se déplace par rapport aux tournois fixes. »

EN face de ce vertige monétaire et spéculatif, en divers sens de ce terme, l'artiste, « le critère absolu ». Sollers fait défiler une longue galerie de ses favoris, peintres ou écrivains. Artaud et Van Gogh, deux martyrs (rappelant opportunément qu'entre 1940 et 1944 on laissa mourir de faim quarante mille internés dans les hôpitaux psychiatriques en France, « extermination douce ») ; Watteau jamais reconnu à sa mesure, petit maître, mais grand petit maître, « chroniqueur de son temps, lui le romancier intégral », et Warhol, le parfait gentleman, portraituré en Watteau ; Courbet et son Origine du monde mystérieuse, « un des plus grands pornos de tous les temps », Mozart dont le crâne retrouvé, identifié, exposé, scaoosé, devient bois de prix...

Proust, que Sollers imagine en une page très drôle, vivant de nos jours à New-York (« On l'aurait vu au Pierre, il aurait été l'ami de Truman Capote et d'Andy Warhol, au lieu de traîner derrière lui Montesquieu et Jacques-Emile Blanche. Il serait devenu un redoutable connaisseur de Wall Street »). Et surtout Stendhal dont Sollers cite longuement les Privilèges, ce « brevet » intime que Stendhal se faisait accorder par Dieu pour diverses circonstances de l'existence, soulignant bien ce que Watteau et Stendhal ont de « très personnels », « de toujours ». Et Monet peignant frénétiquement dix toiles à la fois lors de son séjour à Venise et Titien dont Sollers visite au Palais ducal la grande rétrospective de l'été dernier.

C'est donc un roman très français où l'on parle beaucoup, où l'on dialogue ou monologue éperdument, dans la tradition de Diderot, dont Sollers pourrait assez bien être le lointain petit-fils naturel et spirituel. Il en a la vivacité, la curiosité encyclopédique et joyeuse et, même s'il lui arrive de critiquer sévèrement notre époque - comment y couper, du reste ? - et de constater sobrement que « tout peut être écrit, mais il n'y a plus personne pour le lire », il en a l'appétit vital, le refus du complot morbide qui veut que l'écriture soit l'ennemie de la vie. « Le roman est un passage entre la vie et la vie, une passerelle tendue d'un moment à un autre, d'un lieu de moment à un autre lieu de moment (...). Chaque minute, chaque mètre carré ou cube, gagné comme liberté de temps et d'espace, constitue, pour tout individu, la seule vraie guerre révolutionnaire. Dites-nous cette guerre, et cela suffit. » Vaste et belle perspective...

Philippe Dagen

Portrait du joueur en peintre

Suite de la page 21

Ce qu'il décrit et écrit de Watteau, ce qu'il décrit et écrit de Titien est admirable de justesse et de vérité. Il faut citer : « Pour finir l'œil ne convainc plus Titien, il y va aux doigts, avec tout le cerveau romfié de la tête aux pieds, la couleur lui vient, chaude et profonde, comme un song sur la peau peignable. Il en vient aux tatouages directs, enfant rose et chien roux, flair museau bien en vionde, c'est ça : la trace du sang, les animaux en parois. »

Titieo comme le rupestre de

Lascaux, Courbet après Watteau, Cézanne après Véronèse : ce sont les phères du romancier. Warhol tient le rôle du « peintre de la vie moderne », avverti du désastre contemporain, le peignant avec ironie. Tous viennent à leur place dans le roman, suscités par une ressemblance ou un mot. Dans la littérature française, nul depuis Baudelaire n'a composé éloges plus complet et plus puissant de la peinture. Nul ne l'a mieux définie et défendue, comme intelligence du visible et jouissance de la vérité, débarras-

sée de toute considération de chronologie et de procédé. Ce roman est nécessaire.

« En somme, vous faites du pilage à l'envers ? »

« Si vous voulez. Ce rassemblement, ces citations, ces collages : le roman comme encyclopédie et arche de Noé ? Après vous le déluge ? »

« Voilà. En clair. Les membres éparés d'Osiris, Avec phallus. On transmet à l'avenir improbable. S'il y a eu quelqu'un, il y aura peut-être quelqu'un. »

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE

Les chemins de la démocratie

Les révolutions en Europe centrale vues par un journaliste américain et par quelques-uns des meilleurs experts français

ENTRE DIEU ET MARX
LES SOCIÉTÉS DE L'EST
de William E. Eskin
Ed. First, 320 p., 160 F.

LA GRANDE SECOURS
EUROPE DE L'EST
1989-1990

sous la direction de Pierre Kende
et Aleksander Smolár
Presses du CNRS, 234 p., 149 F.

De tous les ouvrages publiés récemment en Occident sur ce fabuleux terrain d'observation qu'a été l'Europe centrale et orientale ces dernières années, peu sont écrits par des gens qui y ont vraiment et inlassablement traqué leurs guêpes, y compris à l'époque où la région passait pour ingrate. C'est un reproche qu'on ne peut faire au journaliste américain Bill Eskin, qui a écumé l'Europe communiste pour le compte du *Christian Science Monitor*, en retirant une connaissance du terrain et des hommes indispensables pour la compréhension des grands bouleversements de 1989-1990.

Car même si le mur de Berlin est tombé en une nuit, même si le Politburo tchécoslovaque a disparu en dix jours, l'effondrement du communisme ne s'est pas fait du jour au lendemain. Il existait un ferment, plus actif dans certains pays que dans d'autres, bien sûr, et c'est ce ferment que décrit Eskin avant de raconter les «révolutions» proprement dites. Il le décrit, de manière souvent très affectueuse, à travers des hommes et des femmes qu'il a rencontrés et qui lui ont paru symboliser les contradictions, les heurts violents ou les mouvements presque imperceptibles de ce monde communiste avant l'explosion.



Manifestations d'étudiants en RDA en novembre 1989

Certains de ces personnages sont totalement inconnus du grand public, comme le jeune polonais Ryszard Szarlaski et sa fiancée Krystyna dont on suit avec angoisse le chemin de croix pour se trouver un logement, d'autres sont devenus célèbres, comme le pasteur magyar de Roumanie Laszlo Tokes ou le très attachant Jiri Diensthiel, passé des chaudières du métro de Prague aux lambris du ministère des affaires étrangères tchécoslovaque sans y perdre sa belle bague. D'autres encore, comme Havel et Walesa, sont à présent des chefs d'Etat.

Il n'y a pas pour autant que des héros dans ce livre : on y pénètre aussi l'univers des appareillages qui firent tourner le système, souvent plus par convenance personnelle que par conviction, comme l'historien du Parti tchécoslovaque Iven Krempa, un peu pitoyable, ou, un degré au-dessus, Janos Barabas, l'un des responsables de la propagande du Parti hongrois, qui «briefa» des dizaines de journalistes étrangers sur les bienfaits du socialisme hongrois avant de se découvrir, tout récemment, une vocation pour le «conseil en management».

La seconde partie du livre traite, par thèmes, du sombre bilan et des défis - écologiques, économiques, nationalistes... - auxquels sont confrontés ces nouvelles démocraties. On ne regrettera qu'une chose : que la maison qui a édité ce livre en France, First, ne l'ait pas fait avec autant de soin que l'éditeur britannique. La présentation de l'ouvrage et le choix de son titre en français, de même que la piètre traduction, traduisent une méconnaissance du public francophone et de ses exigences que ne méritait pas l'auteur, lui-même très francophile.

Ouvrage de scientifiques, la *Grande Secours* vient compléter le travail du journaliste. A travers les analyses des meilleurs experts français de l'Europe centrale (dont la plupart sont, en fait, originaires), ce livre apporte une réflexion approfondie sur la révolution est-européenne, ses mécanismes, ses carences et ses perspectives.

Où l'on verra, comme le souligne Pierre Hassner et Aleksander Smolár, qui abandonna l'an dernier son confort de chercheur pour aller se mettre au service du premier ministre Mazowiecki, comment on peut concevoir une démocratie «en posant d'abord le toit, avant de construire les fondations et les murs».

Volkoff contre les « démons »

Un pamphlet sur Lénine, Trotski et Staline

LA TRINITÉ DU MAL,
ou réquisitoire pour servir
au procès posthume de
Lénine, Trotski et Staline
de Vladimir Volkoff
Ed. de Fallois/L'Age d'homme,
120 p., 90 F.

Vladimir Volkoff a fait un rêve : puisque la notion de «crime contre l'humanité» a cours depuis la seconde guerre mondiale, pourquoi ne pas tenter un procès posthume aux trois hommes qui ont implanté le communisme dans la Russie natale ? Peu importe qu'un tel procès n'ait jamais lieu : on peut composer le réquisitoire prononcé devant le tribunal humanitaire et le rendre public. C'est ce que vient de faire l'auteur du *Retour à l'origine*.

L'écrivain s'appuie sur l'histoire, mais l'histoire n'est pas

vraiment son propos. Il disserte sur le régime imposé en octobre 1917, mais l'essai politique n'est pas son fort. Il rédige un «réquisitoire», mais ne s'embarrasse jamais de jargon juridique. En un mot, le genre littéraire qu'il illustre ici, c'est le pamphlet. Qu'on ne voie surtout pas dans cette qualification la moindre marque de dégoût. Le pamphlet est dans l'écriture ce que la caricature est dans le dessin, une manière brève, à l'occasion brutale, outrée, de dire, de montrer ce qui est.

C'est précisément une série de portraits que croque Vladimir Volkoff. Il aurait pu l'intituler les *Démons*, si ce titre n'avait déjà été pris par un certain Dostoïevski pour le livre que les traducteurs français appellent généralement *les Possédés*. Il commence donc par méditer sur les photos des trois hommes qui, à ses yeux,

incarnent la «trinité du mal». Lénine, un «très petit homme», n'aimait pas, ne buvait pas, ne fumait pas, n'était pas d'une «grande lucidité politique» et se laissa bernier par ses familiers. Il n'était ni philosophe ni penseur. Vladimir Volkoff va jusqu'à dire qu'il n'était pas marxiste. «A la différence du moi volatil de Trotski et du moi compact de Staline, l'un tendant à une expansion infinie, l'autre à une densité maximum, le moi de Lénine est insaisissable. On le cherche ici, il est déjà là. On le cherche là, il est déjà ici. On le cherche à la porte, il rentre par la fenêtre. Il s'adapte indéfiniment. Il épouse toutes les formes. Qu'est-il au fond de lui-même, à supposer qu'il soit quelque chose ? Trotski, c'est potentiellement n'importe quoi ; Staline, tout ; Lénine... le zéro et l'infini.»

Les fusains de Trotski, l'«illuminisme halluciné», et de Staline, «Prométhée déchaîné», sont de la même veine.

Après, et avec tant d'autres, Vladimir Volkoff rappelle les atrocités du régime, et il le fait avec l'indignation d'un homme dont la famille fut victime de la révolution. Il ne s'agit pas de gémir sur les malheurs des condamnés des trop célèbres procès de Moscou. Ces hommes furent déshonorés par le bolchevisme qui fut leur œuvre, et dont, au moment suprême, ils n'eurent pas la lucidité de déceler le vice originel.

Le vice, ce mot caractérise le bolchevisme tel que le voit Vladimir Volkoff. Lui, il parle plutôt du Mal qui, à partir de 1917, a perversi notre siècle. Après la virulence de son discours contre la trinité satanique, on attendait un réquisitoire implacable. Mais Vladimir Volkoff change de registre. Pour briser le cercle véritablement infernal, il faut retrouver les valeurs chrétiennes, pardonner. A condition que l'étendue et la gravité du mal soient reconnues, regrettées, réparées par ceux qui, à un titre ou à un autre, se réclament de l'infini trio. Même à l'instant de mansuétude, Vladimir Volkoff garde une bonne griffe.

B. F.

Bernard Féron

Mille ans d'histoire russe

LES GRANDES DATES
DE LA RUSSIE ET DE L'URSS
sous la direction
de Francis Conté
Larousse, 288 p., 98 F.

Les Grandes Dates de la Russie et de l'URSS ont l'ambition de donner en un peu moins de trois cents pages le survol d'un millénaire d'histoire russe. L'objectif est atteint. Le lecteur ou l'étudiant qui veut approfondir le sujet consultera tel ou tel des ouvrages mentionnés dans la bibliographie.

A très gros traits, l'histoire russe peut se diviser en trois périodes. Un très long millénaire jusqu'à l'époque de Pierre le Grand. La lutte pour la modernité jusqu'au début du vingtième siècle. Le communisme. A y regarder de plus près, note Francis Conté, le maître d'œuvre de l'ouvrage, une dizaine de grandes

séquences apparaissent comme autant de ruptures, que symbolise le changement de capitale. Les auteurs divisent l'histoire en trente-trois périodes, des Slaves avant le christianisme jusqu'à Gorbatchev. Chacun de ces moments est défini dans un bref chapitre, les caractéristiques en sont présentées, les données chronologiques sont classées sous les rubriques «Vie politique et institutionnelle», «Politique extérieure», «Economie et société» et «Religion et culture». Des biographies sommaires, des bibliographies, parfois des cartes et des statistiques, complètent chacun des chapitres.

C'est un travail d'équipe destiné à tous ceux qui sont désireux de mieux connaître un pays «qui est à la fois l'Europe et plus que l'Europe».

Arabe ou Sarrasin ?

ARABE, VOUS AVEZ DIT
ARABE ?
de Chantal Dagron
et Mohamed Kacimi
Balland, collection
«Le Nadir», 274 p., 98 F.

C'est en l'an 810 que les Arabes entrent véritablement dans le champ de l'Histoire, avec l'avènement de l'islam. Ils seront maîtres quand ils occuperont l'Espagne, les sarrasins à Péninsule, les barbaresques en Méditerranée. Dans la France d'aujourd'hui, ils sont leurs.

Dans l'imaginaire français, l'Arabe et l'Islam ont eu un témoin de poids : la littérature. Chantal Dagron, helléniste, et Mohamed Kacimi, écrivain algérien - à qui l'on doit un excellent roman sur l'Algérie du parti unique, *le Mouchor* (1), - sont partis à la recherche de citations et d'écrits de l'Antiquité à nos jours. L'ensemble des textes recueillis par les auteurs sont en majorité d'origine française. Présentés sans notations, ils témoignent de l'image très controversée et souvent extravagante qu'ont dressée les écrivains français du monde arabo-islamique.

Les auteurs cherchent à nous éblouir, à travers la vision de Flaubert, de Nerval, de Voltaire, sur l'image occidentale de l'Arabe. Une vision parfois féroc, comme celle de Manteuffel, qui n'hésite pas à les traiter de «peuple brigand». Ce malentendu, fait de méconnaissance, prend sa source à l'époque des croisades. A partir de là, l'image du Prophète, de l'Islam et des Arabes, développée

exclusivement par l'Eglise, sera longtemps l'unique cadre de référence pour tous les écrivains.

Néanmoins, les Arabes auront aussi leurs admirateurs, comme Auguste Comte. Et Napoléon Bonaparte n'hésite pas à dire : «Moses, Jésus-Christ, Mahomet sont arabes nés à Memphis, à Nazareth, à La Mecque.»

Tous les «morceaux choisis» ne sont pas négatifs, loin de là. Stendhal traite les croisades de barbares à l'égard de l'Orient. Emmanuel Kant affirme que l'Arabe est le plus noble des Orientaux ; Muriel pense que la langue des Arabes est la plus belle, et la plus ancienne ; pour Voltaire, la chimie et la médecine étaient cultivées par les Arabes, et les chrétiens d'Occident en ont venue y puiser leur savoir ; quant à Hegel, il estime que la science et les connaissances, notamment philosophiques, sont venues en Occident après avoir pris naissance chez les Arabes.

Khaled Melhaa

(1) L'Harmattan, 1988.

□ A signaler aussi : *Latérite ou islamisme. Les Arabes à l'heure du choix*, de Fouad Zakariya, traduit de l'arabe et présenté par Richard Jacquemond, Ed. La Découverte/Al-Fikr, 167 p., 85 F., et *Saladin rassembleur de l'islam*, de Geneviève Chuvet, Pygmalion/Gérard Watelet, 371 p., 120 F.

Autres parutions

• *Le milieu des empires entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale*, de Michel Jan et René Cagnat. Publié il y a neuf ans, cet ouvrage sur l'Asie centrale et la Mongolie, nous revient enrichi de nouveaux chapitres. Les auteurs ont remis à jour leur travail, en y incluant les récents événements du printemps mongol et les troubles qui ont secoué en 1990 le Turkestan, russe comme chinois, et dont les soubresauts ont été ressentis jusqu'à Moscou et Pékin. (Robert Laffont, 438 p., 120 F.)

• Dans la *Planète des victimes*, Michel Godolin nous fait visiter quelques-uns des hauts lieux de la misère et du désespoir humains. Angola, Cambodge ou Salvador. A partir de cas particuliers, de scènes de la vie quotidienne et du travail sur le terrain des délégués

du Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR), l'auteur témoigne avec sobriété des réalités de cet univers de vies brisées que d'incessants conflits viennent grossir à l'infini. (Editions de l'Alto-Editions du Griot, 278 p., 89 F.)

• *Leur silence est un cri*, de Marie-Christine Choquet et Beccot Richard, traite, de la détresse des réfugiés, à travers une grande diversité de témoignages. (Feyard, collection «Les enfants du fleuve», 199 p., 79 F.)

• Enfin, *Zem, Zem, mon enfant d'Ethiopie*, de Monique Brossard-Le Grand, raconte le véritable coup de foudre de l'auteur, envoyée en mission médicale en Ethiopie, pour une fillette qu'elle arrache à la mort. (Edition n° 1, 225 p., 99 F.)

Acheter. Vendre.

Hésiter
Emp
Venir.



Parler
Trouv
Colle

Le nouveau catalogue est à votre disposition à la librairie.

LIBRAIRIE GALLIMARD

TOUS LES LIVRES. TOUS LES EDITIONS. TOUTES LES EPOQUES.
POUR UNE FOIS, TOUT A LA FOIS.

15 BOULEVARD RASPAIL. 75007 PARIS. 45.48.24.81

Les intellectuels et la guerre

De la tradition pacifiste au syndrome de Munich

Historien, Jean-François Sirinelli souligne les continuités historiques qui marquent les interventions des intellectuels français dans le débat public

Les prises de position de l'écrivain

Gilles Perrault

à propos

de la guerre du Golfe font scandale.

Pourtant, il fut

un temps, celui

de la IV^e République

et de la guerre

d'Algérie,

où les intellectuels

français

manifestaient,

polémiquaient,

pétitionnaient

avec autant,

sinon plus, de véhémence.

Où sont passés

les clercs ?

Quelle est aujourd'hui

leur attitude à l'égard

de la guerre ?

Comment assument-ils

le double héritage

du pacifisme

des années 20

et de l'antifascisme

des années 30 ?

« Comment expliquez-vous le relatif silence des intellectuels français depuis le début de la guerre du Golfe ? »

— Je nuancerais pour ma part un tel constat. Il est vrai que les intellectuels français ne se sont pas signalés, comme dans le passé, par de vastes initiatives collectives, telles que des pétitions, encore qu'il y en ait eu une, dernièrement, pour soutenir François Mitterrand et l'armée française, et qu'à ma connaissance une autre, issue de l'opposition, soit en préparation. Sans compter, dans l'autre camp, l'appel des 75. Mais c'est tout de même du milieu intellectuel, autant que du milieu politique, que sont venues les interrogations sur la guerre du Golfe, je veux dire les interrogations étayées par des arguments, qu'elles émanent des tiers-mondistes, qui refusent de faire la guerre pour le pétrole, ou des néogaullistes, qui rejettent l'hégémonie américaine.

— On peut sans doute s'étonner du relatif silence des intellectuels au cours des six mois qui ont précédé le déclenchement du conflit, mais après tout rares étaient ceux qui croyaient réellement à la guerre. C'est en décembre que tout s'est précipité, et alors le débat s'est amorcé.

— La guerre n'a commencé qu'il y a deux semaines. Laissez un peu de temps aux intellectuels. D'autant qu'ils ont parfois le sentiment d'avoir parlé trop vite dans le passé. L'intellectuel en 1991, c'est celui qui ne cède pas à la précipitation, qui, par rapport au choc des images, pèse, si j'ose dire, le poids des mots, et dont la spécificité est précisément de prendre son temps. Il n'est ni Guillaume Duraod ni PPD, qui doivent, eux, par définition, se greffer sur l'actualité, à l'instar de ceux des intellectuels qui étaient, en d'autres temps, les plus prompts à intervenir appartenant soit au PC, soit à la mouvance d'extrême gauche, et que ces deux secteurs ont connu de sévères érosions.

— Il faut surtout se rappeler que depuis trente ans la société française n'est plus confrontée à la guerre ou qu'elle l'est d'une manière indirecte, qui n'a rien à

voir avec la densité historique du demi-siècle précédent, marqué par deux guerres mondiales, deux guerres coloniales à la chaîne, la guerre froide. Trente ans se sont écoulés, les cartes se sont brouillées, des reclassements se sont opérés. Pourtant, les continuités historiques sont les plus fortes, et ce qu'on pourrait appeler le « code génétique » des intellectuels français, programmé au début de ce siècle, commande encore leurs attitudes d'aujourd'hui.

— Comment s'est constitué ce « code génétique » ?

— Il se trouve que l'intervention croissante des intellectuels

français dans le débat civique a coïncidé avec une succession de conflits. Le vingtième siècle, qui a été celui de l'engagement des clercs, a été, jusqu'au début des années 60 tout au moins, un siècle — ou un demi-siècle — guerrier. Cette rencontre d'un demi-siècle très dense, de 1914 à 1962, et d'intellectuels de plus en plus

gauche, un couple de forces antagonistes où le souvenir de la guerre pour le droit se heurte au vieux fonds pacifiste. Cette tension, qui fera éclater, par exemple, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, sera douloureuse à vivre et difficile à gérer pour des intellectuels qui se retrouveront écartelés entre des fidélités devenues contradictoires : d'un côté, l'appel à la fermeté contre le fascisme, de l'autre, l'idée que la guerre n'est qu'une autre forme de fascisme.

— La deuxième guerre mondiale va-t-elle changer les données du problème ?

— La guerre de 1939-1945 va produire sur le couple guerre pour le droit-pacifisme deux effets indirects qui seront à mon avis déterminants. D'une part, elle va entraîner un amoindrissement du pacifisme des années 30, qui deviendra, pour

négligeable de l'intelligentsia de la gauche non communiste approuve leur fermeté : un Paul Rivet ou un Albert Bayet ne sont pas isolés dans leur soutien à l'Algérie française, c'est Jean-Paul Sartre qui est isolé.

— De ce point de vue, la période actuelle offre des parallèles saisissants, avec la réurgence au sein du PS et parmi ses intellectuels d'un socialisme du même type, dans son discours, renforcé par les prises de position de clercs venus de la démocratie chrétienne, les uns et les autres retrouvant parfois, comme dans la pétition que j'ai rappelée au début de cet entretien, des accents martiaux. Avec aussi, il est vrai, comme au moment de la guerre d'Algérie, des déchirements au sein de la mouvance socialiste, dont il ne faut pas oublier qu'ils altèrent, à la fin des années 50, jusqu'à la rupture. Même si le raisonnement par analogie a ses limites, on peut se demander si les allégeances actuelles entre intellectuels socialistes ou proches du PS ne laisseront pas des plaies longues à cicatriser, alors même que le discours de François Mitterrand au Bundestag en 1983 avait ramené à lui l'ombre d'intellectuels qui s'étaient éloignés par anticommunisme.

— Au moment de la guerre d'Algérie, si la plupart des intellectuels étaient derrière Guy Mollet, les plus jeunes le combattaient, non pas par pacifisme, mais par anticolonialisme. L'attitude de la génération dite « morale », qui proclame aujourd'hui « Quelle connerie la guerre ! » n'annonce-t-elle pas un regain du pacifisme ?

— Apparemment. Mais comme la génération de 1991 est à moindre teneur idéologique que celles de 1968 ou de la guerre d'Algérie, ce pacifisme, qui est de conviction mais aussi, sans que cela soit contradictoire, de circonstance, ne s'enracinera pas forcément et ne fera pas nécessairement souche. Il est donc trop tôt pour en juger, d'autant que le pacifisme de la jeunesse française sera désormais de plus en plus à l'évalier dans le cadre européen tout entier. Avec, de ce fait, un autre facteur d'incertitude : les événements à l'Est.

Propos recueillis par

Thomas Ferenzi

► Professeur d'histoire contemporaine à l'université Lille-III, Jean-François Sirinelli est l'auteur de : *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, en collaboration avec Pascal Ory (Armand Colin, 1986), *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres* (Fayard, 1988), *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au vingtième siècle* (Fayard, 1990). Il va publier prochainement, en codirection avec Jean-Pierre Rioux, *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français* (Complexe), et un ouvrage consacré à la vie intellectuelle en avril 1988 par l'Institut d'histoire du temps présent. Il prépare une histoire des droites françaises (Gallimard) et une étude sur les itinéraires politiques de Jean-Paul Sartre et Raymond Aron (Fayard).

► Signalez également : La série « L'aventure intellectuelle de la France au vingtième siècle », publiée sous la direction de Thierry Paquot par les éditions La Découverte : deux volumes parus, *Les Années soviétiques, 1937-1947*, de Daniel Lindenberg, et *Les Années utopiques, 1968-1978*, de Gil Delaunoy, et un volume à paraître en février, *Les Années électorales, 1880-1910*, de Christophe Prochasson. *Les Aventures de la liberté, une histoire subjective des intellectuels*, de Bernard-Henri Lévy, à paraître chez Grasset, une semaine avant la diffusion, à partir du 13 mars, sur Antenne 2, d'une série documentaire du même auteur sur le même sujet.

Le temps de l'engagement

HISTOIRE POLITIQUE
DES INTELLECTUELS
EN FRANCE
1944-1954

d'Ariane Chebel d'Appollonia.
Complexe, tome 1, 219 p., 53 F.
tome 2, 343 p., 59 F.

La guerre secoua l'historique politique des intellectuels français de 1944 à 1954. La deuxième guerre mondiale, dans le souvenir et les effets pèsent lourdement sur les débats de l'immédiat après-guerre. La guerre froide, qui mobilisa les combattants des deux bords et aiguise le « guerre des plumes ». Les guerres coloniales, celle d'Indochine, celle d'Algérie, qui commencent la même année.

Ces années furent pour les intellectuels celles de l'engagement. « L'heure n'était pas à l'inspiration, mais à l'action », souligne Ariane Chebel d'Appollonia en conclusion de son *Histoire politique des intellectuels en France, 1944-1954*, ajoutant : « Les intellectuels de tous bords foncèrent tête baissée, sûrs de leur bon droit et avec une assurance jusqu'ici inédite. »

De l'engagement « prométhéen » de Camus à l'engage-

ment « critique » d'Aron, de l'engagement « radical » de Sartre à l'engagement « partisan » d'Aragon, en passant par l'engagement « personnel » de Mounier, les itinéraires des principaux écrivains et philosophes de l'époque manifestent, par-delà la diversité des choix politiques, le même souci d'apposer eux-mêmes leurs empreintes sur la force de la pensée.

Ainsi les intellectuels sont-ils en première ligne dans les batailles successives qui ébranlent le pays. Bataille autour de l'épuration, d'abord : les uns, comme Mauriac, ne veulent pas que « la IV^e République efface les bottes de la Gestapo », les autres pensent avec Eluard qu'il n'y a pas de salut sur la terre tant que l'on peut pardonner aux bourreaux.

Batailles successives

Bataille autour de l'existentialisme : Sartre est accusé par Kenepe de manifester un « tropisme remarquable » à l'égard du fascisme, comme son maître Heidegger. Bataille autour du stalinisme : les gaullistes dénoncent un parti aux ordres de l'étranger, les communistes s'en prennent à l'impérialisme américain. Malraux, Camus, Koestler sont vio-

lument pris à partie, Kenepe traite Gide de « fasciste pédéraste ». Bataille autour du neutralisme : le *Monde*, *Esprit*, *Combat* manifestent une part, celle des intellectuels nationalistes de l'autre. L'union sacrée comme momentanément ces différences. L'immense majorité des intellectuels, y compris la postérité dreyfusarde, se rallie à la défense nationale, et seules subsistent quelques rares voix pacifistes, comme celle de Romain Rolland. La gauche intellectuelle se mobilise au nom de la « guerre pour le droit » : Victor Basch, alors vice-président de la Ligue des droits de l'homme, va même jusqu'à parler de « guerre sainte ».

Comme, de son côté, la droite nationaliste voit dans cette guerre la défense légitime des intérêts nationaux, c'est en fait presque tout l'arc-en-ciel du milieu intellectuel qui proclame le devoir de défense nationale, avec plus ou moins de « nationalisme » dans l'énoncé des attentes.

Cette conception de la « guerre pour le droit » fera souche et sera désormais inscrite dans le « code génétique » d'une partie du milieu intellectuel, prête à être réactivée à l'occasion d'autres conflits. On le voit aujourd'hui, comme on l'a vu en particulier lors de la guerre d'Algérie ou de l'expédition de Suez.

Mais en même temps la première guerre mondiale inscrit, on le réinscrira, dans ce « code génétique » un pacifisme viscéral, encore avivé par le remords d'avoir été complice de ce qui apparaît à nombre d'intellectuels, après coup, comme le grand massacre des peuples européens. Ainsi va naître chez ces intellectuels, surtout à

un temps, chez les intellectuels, un pacifisme résiduel, cantonné surtout au milieu des pacifistes intégraux. L'opposition aux guerres coloniales sera moins inspirée par le pacifisme que par des considérations d'ordre politique et idéologique. Pour parler vite, le « manifeste des 121 » n'est pas exactement sur la même longueur d'ondes que le *Déserteur* de Boris Vian.

Aujourd'hui encore, une partie des opposants à la guerre du Golfe, dans le milieu intellectuel français, sont moins des pacifistes stricto sensu que des clercs qui sont conduits par leurs analyses, et non par une simple réaction affective, à récusar le principe de la participation française à la guerre : c'est le cas, semble-t-il, de Gilles Perrault. Dès lors, on voit défiler, aux côtés des pacifistes, aussi bien des tiers-mondistes que des intellectuels qui estiment l'indépendance nationale menacée par cette forme de croisade supranationale. Mélange étonnant pour l'historien, qui y trouve à la fois des néogaullistes, une partie de l'extrême droite, les communistes et l'extrême gauche anticommuniste. Mélange détonnant aussi, car on voit mal ce type de cohabitation survivre longtemps à l'inventaire de leurs différences.

Quel est le deuxième effet de la guerre de 1939-1945 ?

— Le deuxième effet indirect, que l'on voit renaître aujourd'hui, c'est, par une sorte de compensation, une attitude nouvelle de fermeté à l'égard des régimes non démocratiques. Le « plus jamais ça », qui, après 1918, signifiait « plus jamais la guerre », revêt, après 1945, dans le personnel politique comme chez un grand nombre d'intellectuels, un tout autre sens : « plus jamais Munich », c'est-à-dire plus jamais la faiblesse ou l'impuissance face à un régime non démocratique.

Ce syndrome de Munich se retrouvera notamment au moment de la crise de Suez en 1956, y compris chez les intellectuels de gauche et jusque dans les colonnes du *Monde*. Et cette sorte de socialisme proconsulaire qui se développe durant la guerre d'Algérie, incarné par un Guy Mollet et un Robert Lacoste, tous deux anciens résistants, puise aux mêmes sources. A cette époque, une part non



Albert

Psycho killer

Ecrire à vingt ans

Villes d'exil est une nouvelle, ou un court roman, qui raconte sous une forme épistolaire remarquablement maîtrisée l'histoire des relations d'un homme avec sa fille, les déceptions, les désillusions d'un amour. C'est un texte d'une force peu commune, émouvant, contenu, une œuvre authentique. *Villes d'exil* a obtenu en 1990 le Prix du jeune écrivain francophone décerné à Muret par un jury d'écrivains et de critiques littéraires.

Comme le Prix du jeune écrivain, sa variante hexagonale, cette récompense couronne une œuvre sélectionnée parmi les centaines de manuscrits que reçoit chaque année l'Union latine de Muret et qui sont écrits par des auteurs âgés de moins de vingt-trois ans.

Villes d'exil est encore le titre du recueil des meilleurs textes primés par ce jury en 1990 et qu'édite Le Monde éditions. La longue nouvelle de Bianca Kote, une jeune Québécoise de Montréal, clôt un ensemble qui s'affirme comme « une des pépinières des écrivains de demain ».

Plus de distinction en 1991 entre les francophones d'ici et d'ailleurs. Le Prix du jeune écrivain BNP avec le Monde sera écho par un jury unique, composé de seize écrivains, critiques et éditeurs. Il récompensera une œuvre inédite, d'imagination, en prose, de cinq à cent feuillets, due à un écrivain âgé de moins de vingt-trois ans le jour de l'envoi de son manuscrit. Les œuvres devront être reçues avant le 16 mars 1991 à l'Union latine, 6, rue de Labarthe, 31600 Muret. Le jury proclamera les résultats le 24 mai à Muret.

P. L. Villes d'exil et autres nouvelles. Préface de Georges-Olivier Châteaureynaud. Le Monde éditions, 244 p., 92 F.

Rectificatif. C'est par erreur que nous avons écrit dans les « dernières livraisons » du « Monde des livres » du 25 janvier, que la bibliographie du livre d'Eve et Jean Gran-Aymeric sur Jane Dieulafoy (Ed. Perrin) ne mentionnait pas la réédition, chez Phébus, des récits de voyage de l'écrivain.

Précision. Au sujet de notre article sur le *Proust* de Beckett (« Le Monde des livres » du 4 janvier), M. Jérôme Lindon nous fait remarquer que Samuel Beckett a pu rencontrer Sartre à l'école normale supérieure, même si celui-ci avait quitté la rue d'Ulm pour aller s'installer à la Cité universitaire après avoir échoué au concours d'agrégation en juillet 1928. A notre connaissance, Sartre a connu Samuel Beckett par l'intermédiaire d'Alfred Péron, normalien angliciste de sa promotion, dont une cousine fut brièvement sa fiancée, avant sa rencontre avec Simone de Beauvoir. L'erreur d'Edith Fournier dans sa préface au *Proust* de Beckett, telle que nous l'avions signalée, est donc très mineure et n'entache en rien la qualité de son travail.

LE SILENCE DES AGNEAUX

de Thomas Harris.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par
Monique Lebelly.
Albin Michel, 338 p., 120 F.

DROLES DE COUPS DE CANIF

de Lawrence Sanders.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par Rosine Fitzgerald.
Série noire, 308 p., 44 F.

NUIT APACHE

de Patrick Mosconi.
Série noire, 185 p., 30 F.

ÇA NE SE REFUSE PAS

de Frédéric Brown.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par J. Rosenthal.
Black Mony, « Homicide », 140 p., 55 F.

MEURTRES EN FILIGRANE

de Frédéric Brown.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis) par J. Fillon.
Black Mony, « Homicide », 147 p., 55 F.

LES Américains adorent les histoires de *serial killers* : ces dingés qui tuent à la chaîne, jouent avec les caillottes de leurs victimes, signent leurs meurtres de sanglantes inscriptions cabalistiques et se font prendre bêtement, victimes d'un retournement du hasard et de l'opiniâtreté d'un brave flic visité par la grâce dans les derniers chapitres. L'ennui, c'est qu'elles finissent toutes par se ressembler ; on s'habitue vite à l'horreur quand elle n'est plus qu'une convention qui masque les faiblesses de l'intrigue.

A première vue, *Le Silence des agneaux*, de Thomas Harris, semble appartenir à cette catégorie de thriller : un psychopathe tue des jeunes femmes, les dépece et disparaît ; pas de traces, pas d'autres motifs que ceux qui clapiotent dans la cervelle du clingé. Mais, et c'est là toute la différence, le roman d'Harris est un chef-d'œuvre. D'abord, parce que, d'emblée, il évacue le tueur et nous épargne la sempiternelle balade dans les replis d'un esprit malade ; le tueur tue et on n'en sait pas plus. Ensuite, parce qu'il réduit le drame à trois personnages : Cra-

word, vieux flic fatigué par une vie passée à traquer les *psycho killers* ; Candice, jeune stagiaire du FBI et fervente admiratrice du précédent ; le docteur Lecter, psychiatre génial et sociopathe incurable, aussi renommé pour la qualité de ses travaux que pour son passé d'assassin cannibale. C'est Crawford qui a mis un terme (provisoire ?) à la carrière criminelle de Lecter, et les deux hommes se voient l'estime trouble et réciproque du chasseur et du grand fauve. Pour trouver le tueur, Crawford a besoin des facultés de Lecter, mais le psychiatre tombe, à sa manière, amoureux de Candice...

Sur ce canevas, Thomas Harris a bâti une intrigue terrifiante, une histoire où la démente n'est plus un vague décor romanesque mais un univers envoutant où l'implacable logique du plus fou entraîne la raison des autres, et celle du lecteur, vers des sommets d'horreur et de subtilité perverse. Puissant, rigoureusement construit, servi par la sécheresse d'une écriture aérée jusqu'à l'essentiel, *Le Silence des agneaux* est un inoubliable moment de lecture hallucinée.

S'IL ne boit plus, Matt Scudder, le privé ex-alcool de Lawrence Sanders, érainte la rechute. Il fréquente toujours les Alcooliques anonymes et, pour expier d'obscurs péchés, distribue ses dollars aux elodios new-yorkais. Il est libre, Matt. Libre de flâner dans sa ville, de tomber amoureux et de rechercher une aspirante actrice disparue corps et biens. En trois cents pages, *Droles de coups de canif* raconte une histoire qui aurait pu tenir sur le dos d'un timbre-poste.

C'est là tout le grand talent de Sanders : faire, d'une enquête paresseuse et déambulatoire, une aventure humaine à la manière de Conrad. Parce qu'il évite tous les clichés, parce que sa philosophie est exempte de tout sentimentalisme et de tout maniérisme, parce que sa vision de New-York sonne vrai sans recourir aux afféteries d'un réalisme sordide, Lawrence Sanders demeure un des grands écrivains américains et *Droles de coups de canif* est un roman parfait.

Curieux livre que celui de Patrick Mosconi : *Nuit apache* s'ouvre sur la balade sentimentalo-dépressive d'un héros perdu dans la grande ville, fait un crochet par la tendance actuelle « guerre d'Algérie revival » et se

termine à la façon d'un scénario d'Hitchcock période « psycho ». Passionné par les rapports qui unissent la mort, l'amour et la folie, Mosconi réussit là son roman le plus attachant : intrigue bien menée, personnages justes et ébute particulièrement subtil, *Nuit apache* est une « série noire » de luxe qui renouvelle le genre tout en respectant ses conventions.

Couverture noire et mate, maquette originale, la nouvelle collection des éditions Black Mony, « Homicides », a tout pour séduire les enrégés du meurtre sur papier. D'autant que ses deux premiers titres sont des rééditions du grand touche-à-tout de la littérature populaire américaine : Frédéric Brown, *Meurtres en filigrane* exerce acrobatique qui offre, sur un même récit, neuf points de vue différents, y compris celui de la mort, et, surtout, *Ça ne se refuse pas*, véritable chef-d'œuvre de noirceur et de concision qui mérite de figurer, aux côtés des romans de Jim Thompson, sur la liste des grands classiques du polar mystique et ténébreux, sont deux livres rares, deux joyaux noirs indispensables à tout amateur éclairé.

Patrick Raynal

SCIENCE-FICTION

Nouvelles de l'insolite

FUTURS EN DÉLIRE

textes réunis par Patrice Duvic.
Presses-Pocket, 253 p., 35 F.

LES MOSAÏQUES DU TEMPS

textes réunis par Gérard Klein.
Ellen Herfeld,
Dominique Mariel.
Livres de poche, 455 p., 40 F.

ÉTAT DE RÊVE

de Ian McDonald,
traduit de l'anglais
par Bernard Sigaud.
Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain », 272 p., 120 F.

LA PLAGE ULTIME

de James G. Ballard,
traduit de l'anglais par
Pier-Paul Durastanti.
J'ai lu, 254 p., 22 F.

A nouvelle est l'un des modes d'expression privilégiés de la science-fiction. C'est que, en effet, l'économie du genre, depuis sa création, dans les années 20, a toujours reposé, pour une part notable, sur la publication de revues mensuelles spécialisées dont le sommaire se composait essentiellement de nouvelles que les anglos-saxons classent en fonction de leurs longueurs en trois catégories : les *novellas*, les *novellettes* et, les *short-stories*. (Les grands prix américains de science-fiction - le Nebula et le Hugo - attribuent une distinc-

tion dans chacune de ces catégories). Elle repose encore partiellement aujourd'hui sur la publication de magazines, et aussi sur de nouvelles formules éditoriales qui se sont développées ces dernières années, notamment les anthologies originales.

C'est en puisant dans le formidable répertoire du *Isaac Asimov's Science Fiction Magazine*, la meilleure revue américaine actuelle, que Patrice Duvic a composé *Futurs en délire*. Autour de deux nouvelles ayant obtenu le Hugo, un *Ilver pour Fermi*, de Frederick Pohl, et *Cell pour ail*, d'Orson Scott Card, étonnante histoire de deux communautés mutantes se livrant une guerre secrète mais impitoyable, il a rassemblé des textes de couleurs fort différentes mais d'une égale qualité.

Plus encore que la variation « chirurgicale » sur le thème de l'identité à laquelle se livre James Morrow dans *Puzzle pour Kristin* ou que la quête patagonique entée par Charles Sheffield dans *Trapalanda*, dissimulant sous son apparence d'aventure à la Tallandier bleu un bien fascinant chassé-croisé, c'est le *Hob* de Judith Merril qui force l'admiration : c'est l'exemple parfait d'un mariage réussi entre deux genres parfois ennemis : la science-fiction et la « fantasy ». Cette réécriture d'une vieille légende du folklore celtique a un charme fou.

GERARD KLEIN, Ellen Herfeld et Dominique Mariel ont ajouté un quatrième volume, *Les Mosaïques du temps*, à leur grande anthologie de la science-fiction française dont les trois premiers volumes couvraient par tranches chronologiques les années 1950 à 1984. Les textes retenus pour composer les *Mosaïques du temps* proviennent des trois périodes disséquées respectivement dans les *Mondes francs*, l'*Hexagone halluciné* et la *Frontière éclatée*. Les anthologistes s'en expliquent dans la préface. D'une part, ils avaient des remords et des regrets d'avoir écarté certains textes qui leur semblaient intéressants. D'autre part, ils répondaient ainsi à certaines critiques qui leur avaient fait grief de quelques notables évictions.

C'est ainsi que figurent au sommaire de l'anthologie des nouvelles de Daniel Walther et d'Alain Dorémieux. Ils soulignent d'ailleurs l'influence de ce dernier en temps que rédacteur en chef de la principale revue de science-fiction française, aujourd'hui disparue - *Fiction* - qui fournit à elle seule près de la moitié des nouvelles composant ces « mosaïques ». Michel Jeury, Philippe Carval, Jacques Sternberg, Gérard Klein, Dominique Douay, Jean-Pierre Andreu, pour ne citer que les plus connus, sont également au rendez-vous. Les anthologistes affirment n'avoir pas tenté de consti-

tuer une histoire de la science-fiction, mais bien plutôt d'avoir effectué « un choix de nouvelles assurément aujourd'hui et pour longtemps un véritable plaisir de lecture ». Il convient de leur donner acte de leur réussite.

C'EST à Gérard Klein que nous devons aussi le meilleur recueil de nouvelles de ces derniers mois : *Etat de rêve* de l'auteur anglais Ian McDonald dont il avait déjà publié l'excellent roman *Desolation Road*. L'une des nouvelles d'*Etat de rêve* se rattache d'ailleurs à l'univers de *Desolation Road*. *La route de Sainte Cotherte*, qui est peut-être la moins intéressante du lot. Les autres composent un kaléidoscope chatoyant qui surprend par la diversité du ton, du style et du thème des histoires comme par l'originalité de leur inspiration. Certaines ne relèvent pas de la science-fiction, tel ce *En des cités singulières* qui semble une manière de supplément aux *Villes invisibles* d'Italo Calvino.

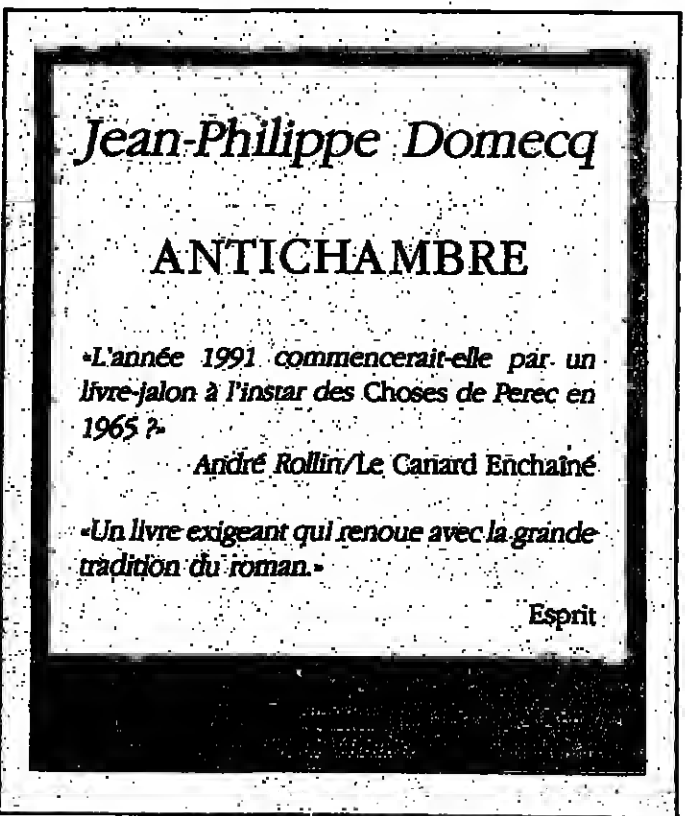
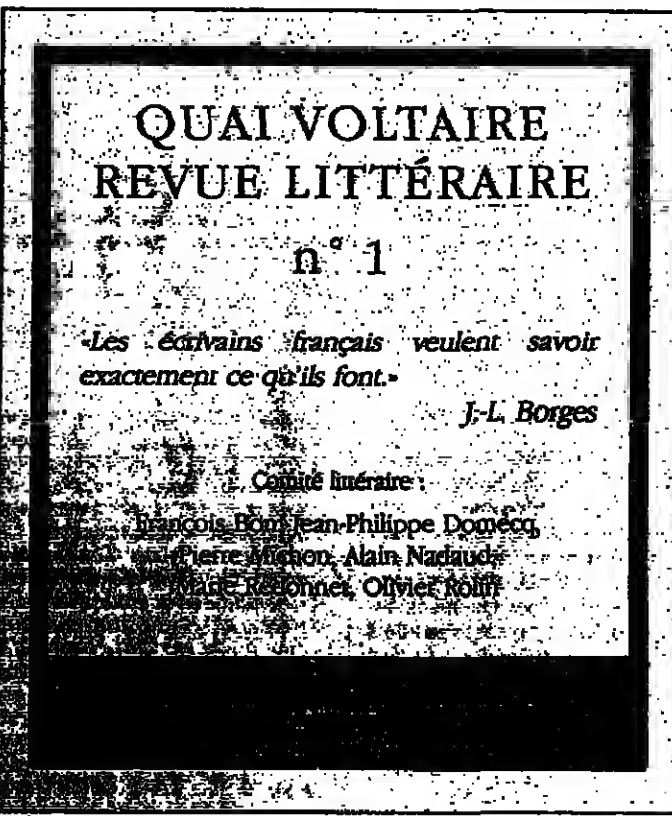
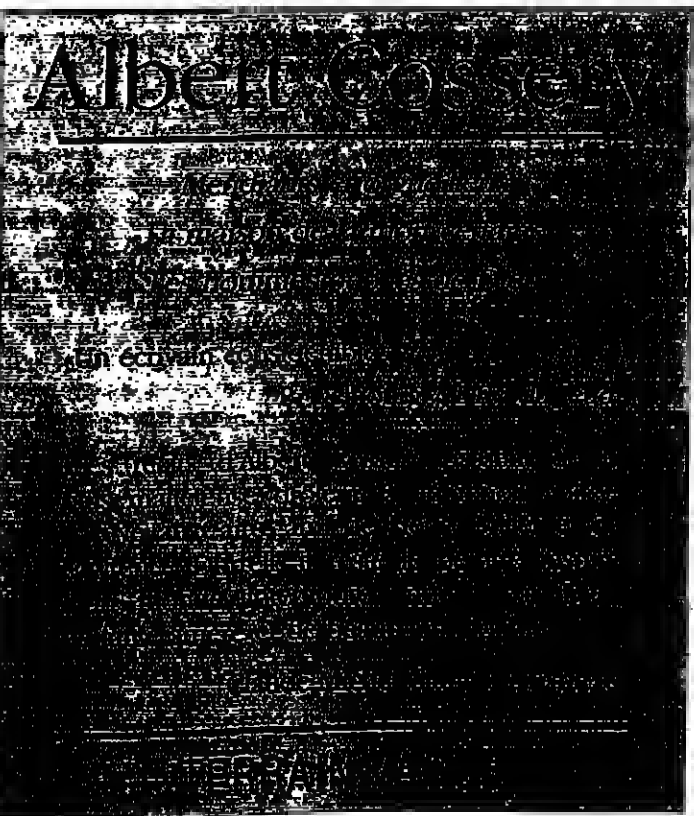
D'autres traitent de thèmes fondamentaux du genre mais d'une façon qui les régénère totalement : ainsi du contact avec les extraterrestres dans le sulfureux *Roi du matin, reine du jour*. D'autres enfin - les plus intrigantes, *l'île des morts* ou *Radio Marrakech* - nous plongent dans des univers insolites rongés par quelque principe pervers qui en

mine la somptuosité ou la vitalité bouillonnante. Et que dire du très bradburyen *Christian* ?

La Plage ultime est l'édition d'un recueil déjà ancien de James Ballard puisqu'il date de 1964, donc de sa période « cataclysmique ». Plusieurs des récits qui le composent, *l'Homme illuminé* et *Fin fond* par exemple, sont d'ailleurs de parfaites illustrations de cette première manière. D'autres anticipent sur les développements futurs de l'œuvre ballardienne, qu'ils préfigurent les grandes métaphores sur la société moderne (*Billénium*), l'ontarisme de *Vermilion sands* (*la Joconde du midi crépusculaire*) ou l'exploration des paysages intérieurs (*la Plage ultime*).

Tous témoignent de la maîtrise déjà remarquable de celui qui est devenu depuis l'une des voix majeures de la science-fiction, l'une de celles qui ont eu le plus d'influence sur le genre. Peu d'entre eux ont pris des rides. La plupart ont gardé intacts leur pouvoir d'évocation et de fascination un peu morbide : le temps n'a pas eu prise sur eux. A les lire aujourd'hui, on mesure mieux encore la dimension visionnaire et surréelle des fictions ballardiennes.

Jacques Baudou



LIVRES • IDÉES
LETTRES ITALIENNES

Les Mémoires anatomiques de Moravia

L'autobiographie à deux voix d'un grand voyageur à travers le monde et le siècle

VITA DI MORAVIA
d'Alberto Moravia
et Alain Elkann.
Traduit de l'italien
par Jean-Marie Laclavetine,
Christian Bourgois, 348 p., 130 F.

A Rome, le matin même où son éditeur italien venait lui présenter l'histoire de sa vie, Moravia mourait, un peu avant l'heure du rendez-vous à son domicile, Lungotevere della Vittoria. Nu, seul, d'un coup, après sa toilette, tombé sur les carreaux de sa salle de bains. Une mort clinique, comme une naissance. Avec quelque chose de lustral : toute une existence décaisée dans une œuvre. C'était le mercredi 26 septembre 1990 ; dans sa chair et sur le papier, sa vie, commencée le 28 novembre 1907, s'achevait ainsi qu'il l'avait souhaité. Sans qu'il s'en aperçût un moment « distrait » après qu'il eut porté, l'esprit jeune, clair et sec jusqu'aux derniers jours, une attention sans faille à notre vie, à notre siècle.

Si l'auteur n'a donc jamais eu son livre fini entre les mains, il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'un ouvrage posthume rédigé et composé par autrui. Il y a beaucoup travaillé, et c'est après avoir relu et corrigé plusieurs fois le manuscrit, selon le témoignage de Carmen Lera, sa dernière femme, qu'il a donné son bon à tirer.

Vita di Moravia n'est pas une longue interview de Moravia sur son existence privée et publique : c'est une véritable autobiographie, unique en son genre dans l'histoire des lettres, écrite sous cette forme dialogique qui domine toute une œuvre, dès le premier roman, *Les Indifférents* (1929). Et l'interlocuteur, Alain Elkann, n'est pas seulement un ami, un complice, comme l'ont été, naguère, dans leurs livres d'entretiens, Enzo Siciliano (*Alberto Moravia*, Bompiani, 1982) et Dacia Maraini (*Le Petit Alberto*, Michel de Maule, 1988) ; mais, en une alchimie pirandellienne, il devient un des personnages questionneurs du théâtre moravien, tels que Moravia les aime et les a créés, mitraillant l'autre de questions jusqu'à s'effondrer devant un cœur mis à nu.



Alberto Moravia : « notre vie, c'est les autres »

« L'amour est omnivore », dit Moravia après le récit de l'une de ses nombreuses rencontres érotiques (il y a vingt-sept ans, elle, soixante, et ça baigne !). Omnivore, la littérature l'est peut-être bien davantage, et ici, pour notre plus grande jubilation intellectuelle, l'art de l'écrivain est de mettre bas tous les masques, quand d'autres, racontant leur vie, se giment de page en page et déguisent leurs faits, leurs gestes, leur époque.

L'enfance et la maladie : Elsa Morante, qu'il a connue en 1937, avec qui il a vécu vingt-cinq ans, et dont il est resté légalement l'époux jusqu'en 1985, année de la mort d'Elsa (et non, seul lapsus de cette mémoire inflexible, 1984...) ; l'Afrique ; Pasolini : voilà les points de feu de la vie de Moravia, voilà autour de qui et de quoi a brûlé sa vie. Des milliers d'autres faits, des centaines de personnes et de personnages ont ainsi tissé la trame de cette existence d'homme disponible, femme, amis, hommes politiques, en Italie et sur les quatre continents.

Vita di Moravia, c'est la matière brute d'une vie, un livre riche et naturellement extrait d'une mémoire sans feintes, l'or natif dont est forgée l'une des grandes œuvres littéraires de notre temps. Et puis, simplement, le rare témoi-

gnage d'un homme à la phrase droite comme la pensée et à l'intelligence universelle, la plus perçante, la plus éclairante que j'aie rencontrée. Une présence au monde jusqu'au bout : qui aurait pu donner, il y a une bonne année de cela, cette analyse, si actuelle, hélas ! de la situation en URSS ?

« On peut lire les événements d'URSS et de l'Europe orientale de deux façons : ou comme une victoire globale de l'Occident qui voit l'Orient accepter ses valeurs, ou bien comme un renforcement de l'empire communiste, renforcement provoqué par Gorbatchev et par la perestroïka, comparable au renforcement d'un arbre dont on élague au printemps les branches sèches, devenues inutiles. Au point que je n'exclus pas l'hypothèse d'une réurgence, dans un futur assez proche, sinon de la guerre froide, du moins de la rivalité historique pour l'hégémonie mondiale entre USA et URSS. »

La bourgeoisie romaine

Eh oui ! De la stratégie des sexes à la géopolitique, de l'allure d'une femme à la fission de l'atome, de Dostoevski à Castro, de Tito à Malraux, de Visconti à Mao, de l'Inde à la Mongolie, du cinéma à la peinture, du premier homme sur la lune à la fois des hommes sur la Terre, rien n'échappe, dans le temps et l'espace de notre planète et des individus qui la peuplent depuis plus de quatre-vingts ans, à l'œil et aux mots du fils de l'architecte juif Carlo Pinocchio-Moravia et de Teresa, plus jeune de vingt ans que son mari, belle catholique d'origine slave.

Un frère, deux sœurs, une famille « normale » de la bourgeoisie romaine, où le père semble vivre au siècle passé, d'une façon gauchiste et ritualisée, et colorée, un peu comme un personnage suédois, loin des aspirations modernes de la mère - qui cache mal ses amants. Des années plus tard, Alberto Moravia partira d'un « malheur qui caractérise tout rapport conjugal ».

Le jeune Alberto, « anormal parce que trop sensible », naît « comme un manchot de l'Antarctique », est atteint de tuberculose osseuse à neuf ans, et pendant neuf ans il doit subir cures et sanatoria. Immobilisé, il lit beaucoup, s'il vit peu. En septembre 1925, à Bressanone, allongé dans ses draps de malade qui commencent à se tacher d'encre, il écrit la première phrase des *Indifférents* : « Carla entra. »

Le chef-d'œuvre, où la technique théâtrale et la technique romanesque se fondent déjà, paraît quatre années plus tard, à compte d'auteur : 5 000 lire petites par le père - et rendues par le fils, tant le livre eut de succès dès sa parution. L'écrivain Moravia était né, gardant toute sa vie de sa tuberculose une diabolique boiterie, comme la blessure ouverte où prendra racine toute l'œuvre. Telle l'écriture pour lui, la maladie dont il conservera l'étrange nostalgie était devenue une « seconde nature ». Quant à sa première nature, elle a toujours été, fit-ce dans la pauvreté et la solitude, un irrépressible désir de vivre.

Les premières amours de ses vingt ans, Franziska l'Allemande ; Franco, l'ardente Française ; ses coups de cœur, Trude, entre Allemande pour laquelle il fera un voyage à Berlin en 1933 et se retrouvera au milieu des foules nazies surexcitées : il nous donne

la cinq pages d'une grande puissance dramatique, et on s'oublie pas la prostituée à l'imperméable blanc, ce « corps froid de femmes » qui va à contre-courant de la marée brune et de la voix qui aboie... Les rencontres féminines, femmes du monde, putes, bourgeoises, jeunes ou mûres, sont de vrais récits, parfois des plus réussis, dans un livre où chaque ligne est un élan de vie.

Bien sûr, au cœur de ces Mémoires en dialogues et les accompagnant aux trois quarts, on rencontre Elsa Morante, dont Moravia fait un portrait remarquablement précis. Quand il l'a connue, « elle avait vingt-cinq ans. Elle vivait seule et mourait littéralement de faim. Et aussi de solitude : elle [lui] dit qu'un jour, pour entendre une voix humaine, elle téléphonait à l'horloge parlante ». Elsa était « un ange armé d'une plume », et leur vie commune fut une tempête infernale de cinq lustres. Cougens, généreuse, géniale et cruelle : d'une grande justesse, ces quatre adjectifs qualifient tous les actes et l'œuvre d'Elsa Morante.

La destinée d'Elsa

Dès que Moravia parle de l'écrivain Morante, c'est le mot « génie » qui à tout coup sort de sa bouche ; mais s'il parle de sa femme Elsa, sauf époques de désastres historiques où elle affronte avec un cran sans pareil les pires situations - exil à la fois terrible et cocasse dans les montagnes de la Ciociaria, au sud de Rome (*La Ciociaria* de l'un, comme la Storia de l'autre naîtrait de ces mois de guerre), pour fuir les persécutions nazies-fascistes, par exemple - Moravia nous dit avoir frôlé plus d'une fois l'uxoricide, tant elle était « cruelle », et il nous la montre « à la limite du sadisme ».

Il nous la fait voir jeune avec son énorme chevelure blanche, ses beaux yeux myopes, « son visage un peu infantile ». Il nous la décrit en amour « passionnelle et peu sensuelle » et nous dit que « la littérature était sa vie ». Que faisait-elle, à Rome, quand lui voyageait ? « Elle écrivait, écrivait, écrivait... »

Et si certains jours « le crime lui semblait plus facile que la séparation » - quel avenir d'attachement ! et de fait, lorsque, des années plus tard, Elsa se trouvait sur son lit de mort à la clinique Margherita, Moravia me téléphonait et, possiblement, me disait : « Ma femme ne reconnaît plus personne... » - il n'a de cesse de souligner sa « force créatrice géniale ».

Pendant toute sa vie, et jusqu'à sa mort - qu'il dit « imméritée, injuste », comme celle de Pasolini, de près ou de loin, - il suivra la destinée d'Elsa.

Des êtres, des choses, de la nature, toujours il nous transmet une connaissance directe, jamais des informations livresques ou de seconde main. Le portrait de Pasolini, son « meilleur ami », celui qu'il considérait, avec Eugenio Montale (quel portrait aussi, quel don de faire voir un visage en deux traits de plume et un caractère en deux mots) comme le plus grand poète italien de ce siècle, est tout aussi vivant et vrai que celui d'Elsa Morante, et la reconstitution qu'il nous donne de son assassinat semble le film d'un événement vécu en direct : « Ainsi finit l'histoire de la mort la plus atroce qu'ait connue un artiste dans les siècles des siècles. »

Mais il ne faudrait pas croire que *Vita di Moravia* n'est qu'une suite de portraits, de l'auteur, de ses proches et de ceux et celles qu'il a croisés au cours de sa longue vie mouvementée ; c'est toute l'histoire de notre époque à travers l'histoire d'un individu qui la reflète aussi fidèlement et clairement qu'une plaque sensible ou qu'un miroir impitoyable. « Il voyagea... » Passionnément.

Avec lui, des années 30 jusqu'à hier encore, nous explorons le monde, Londres, New-York, la Russie, la Chine, le Mexique, et l'Afrique surtout, qu'il découvre à cinquante ans et où il retournera vivre chaque hiver. Un continent qui le fascine par ses solitudes, sa sauvagerie, sa violence solaire. Chaque voyage en Afrique est pour lui une renaissance et il en rapportera chaque fois des pages



AINSI PARLAIT LE HASSIDISME

V. MALKA
Les plus beaux textes, les proverbes les plus extraordinaires, mais aussi les plus profonds et mystiques de ce courant populaire juif qu'est le Hassidisme.

coll. Kailash - 173 pages 99F
"Quels textes merveilleux."
J. de Romilly
de l'Académie Française.
"Ce livre m'a passionné."
J. d'Ormesson
de l'Académie Française.



BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

L'explication historique des conflits du Proche-Orient

Geneviève Chauvel



La fabuleuse histoire de celui qui fascine Saddam Hussein

PYGMALION/GERARD WATELET

Ecrivains entrevus

SOLLERS MORAVIA
de Brigitte Chardin.
Ramsay de Cortanze,
176 p., 99 F.

On a beau savoir que seule l'œuvre des écrivains importe - et leur importe, - on ne peut s'empêcher, quand on s'intéresse à eux, de lire des correspondances plus ou moins banales, des témoignages d'amis, des hommages, des fausses confidences, des vraies histoires d'amour, etc. C'est ainsi qu'on se retrouve aux prises avec le récit de Brigitte Chardin Sollers Moravia, Brigitte Chardin et eu la chance d'avoir de nombreux entretiens avec Philippe Sollers et avec Alberto Moravia (séparément).

Malheureusement, elle n'en livre que son souvenir, ce qui demeurera en elle de conversations, de débats, et qui passionnera essentiellement ses amis. Comme elle fait preuve d'un sens aigu de l'observation, on saura qu'Alberto Moravia aime porter du rouge et Philippe Sollers du bleu, que Moravia possédait une canne et que Sollers se sert d'un fume-cigarette... Il semble que ces deux personnages soient non seulement de grands écrivains, mais des individus fascinants, ce que ce texte affirme, comme au hasard, sans rien en montrer.

Les « fanatiques » se réjouiront peut-être de découvrir des informations « souterminées ». Moravia, qui voit en Pascal Quignard « du Proust moderne » n'a sans doute pas le Proust. Ou pas le Quignard, il a en revanche le Sollers, mais en travers - ou de travers, - ne comprenant pas comment son projet littéraire est marqué autant par Proust que par Joyce (qu'il mentionne). Quant à Sollers - que, heureusement, même ses ennemis disent infiniment cultivé - il

semble ne rien lire du tout, sauf les manuscrits de Brigitte Chardin. C'est accablant. Et, pour parfaire le désastre, les femmes qui ont du goût pour le dix-huitième siècle, pour les petites bouches féroces et charmantes, seront navrées d'apprendre que Sollers et le baiser « profond, un peu brutal »...

Bref, à moins d'avoir lu tout Sollers et tout Moravia, on peut faire l'économie de ce récit cahoteux, naïf sous son faux air entendu, sans humour et parfois prétentieux. Si l'on tient absolument aux marges des œuvres on lira avec plus de profit le Sollers écrivain, de Roland Barthes (1) ou le second volume de la correspondance de Francis Ponge et Jean Paulhan (2) ; il y est souvent question de Sollers, à partir de 1957 - « je suis bien sûr maintenant que j'aurais découvert (l'apocryphe de parler) en lui l'un des grands écrivains de sa génération », écrit Ponge.

Les amoureux de Moravia ont maintenant, en plus du *Petit Alberto*, de Dacia Maraini (3), le *Vita di Moravia* d'Alain Elkann et Moravia (*Ilra di-dessus*). Et puis il y a, le fait s'en souvenir malgré tout ce qui est fait pour qu'on les oublie, des textes : plus de quarante livres pour Alberto Moravia, quelque vingt-quatre pour Philippe Sollers, qui publie aujourd'hui son dernier roman le *Fête à Venise* (4).

Jo. S.

(1) Sollers écrivain, de Roland Barthes, Seuil, 1979.

(2) Jean Paulhan-Francis Ponge, correspondance 1923-1968, deux volumes (1923-1945 et 1946-1968), édition critique annotée par Claire Boretto (Gallimard, 1986).

(3) Le Petit Alberto, de Dacia Maraini, éditions Michel de Maule, 1988.

(4) Gallimard (fin pages 21 et 22).

VICTORIA OCAMPO
de Laura Ayerza de Castiño
et Odile Felgue
Préambule d'Ernesto Sabato.
Critérium, 342 p., 125 F.

MAGINE-T-ON que l'Argentine, l'Amérique latine étaient, il y a cinquante ans, des terres pratiquement inconnues ? Des taches blanches sur la carte culturelle du monde n'ont s'étaient aventurées jusque-là, en tant que traducteurs exclusifs, que quelques hardis explorateurs de la littérature qui, tels Valéry Larbaud, Jean Cassou ou Francis de Miomandre, avaient tenté de faire savoir à l'Europe de l'entre-deux-guerres que la culture là-bas n'appartenait pas forcément à la rubrique « exotisme ».

La France s'ennuyait pourtant que le français fût, depuis le dix-neuvième siècle, pour les élites, la langue de civilisation et le voyage à Paris, le moment abîmé de l'éducation de tout Hispano-Américain cultivé. Il est d'ailleurs significatif qu'un Français établi en Argentine devenu écrivain argentin, directeur de la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, Paul Groussac, ait pu être le maître à penser de plusieurs générations d'intellectuels hispano-américains et, notamment, de Jorge Luis Borges.

Déjà reconnu dans son pays des antipodes, Borges serait certainement resté encore longtemps inconnu sans une des plus étonnantes femmes de ce siècle, un grand mécène, l'Argentine Victoria Ocampo, dont une biographie vient opportunément rappeler la mémoire — et la stupéfiante beauté — à l'occasion, sans doute, du centenaire de sa naissance. Car, outre l'auteur de *Ficciones*, qui inaugura en 1951 chez Gallimard la collection « La Croix du Sud », c'est tout un continent qui nous fut révélé grâce à Victoria Ocampo : Alejandra Carpentier, Juan Rulfo, Miguel Ángel Asturias, Julián Carranza, Ernesto Sabato, Mario Vargas Llosa (1).

La « reine des lettres argentines » dont le nom n'évoque à peu près rien en France, sauf pour les spécialistes de littérature latino-américaine, et qui fut la sainte patronne de « La Croix du Sud », première grande collection de prose sud-américaine créée par Roger Caillois, chez Gallimard en 1951, qui reste un des grands événements littéraires du second demi-siècle et qui, sans elle, n'aurait pas existé (2).

NÉE en 1890 dans l'aristocratie millitaire, issue par son père et par sa mère de familles de navigateurs et de conquistadors, de grands propriétaires terriens et de vice-rois, d'un régiment de Buenos-Aires et de l'auteur de l'hymne national argentin, Victoria était l'aînée de six filles, ce qui donnait tout naturellement à cette future militante féministe un droit de primogéniture.

« Noissance, beauté, fortune, Victoria Ocampo avait obtenu des chromosomes ancestraux tous les dons jolis qui, dans

La sainte patronne de « La Croix du Sud »

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



le milieu de privilégiés où elle avait vu le jour, devaient la séduire et la réduire à l'une de ces nombreuses vies que les niais envient, mais qui se savent gâchées par le conformisme et la futilité, écrivait René Etiemble en 1962 pour un hommage à Victoria Ocampo dans sa revue *Sur*. La petite Victoria eut beau n'entrer dans les bagnoles qu'après en avoir isolé d'un drap surfin l'émotion profane, elle eut beau ne boire, à bord des paquebots, que le lait de vaches qu'on acheminait de l'une des estancias pour négocier les abandons au capitaine aussitôt débarquées en France, elle eut beau grandir entre des misses ou des modistes qui censurent formellement des petites filles moquées, devenir épouse, et combien fidèle, et infiniment soumise, de latifondiers paternalistes, Victoria Ocampo n'était pas née pour jouer les héroïnes de Dolly. Et il conclut ce bel article : « Quand j'arrivai chez elle, je ne savais que l'estimer. Lorsque je la quittai, je l'aimais et je l'adorais. Cette très jolie femme est un très grand monsieur ».

Un très grand mécène aussi (comme on se fait-il que le mot ne soit que masculin, alors que le mécénat fut souvent le fait des femmes ?), qui créa et dirigea pendant près de cinquante ans *Sur*, une revue littéraire tout à fait ovarienne qui, littéralement, révéla l'hispanité américaine et sa littérature aussi bien à l'Amérique qu'à l'Europe. Grande collectionneuse d'hommes, elle eut pour amis, partout où elle allait, les plus beaux esprits de son temps, faisant tout pour rencontrer ceux qu'elle admirait pour en faire des amis et les inviter volontiers à découvrir Buenos-Aires, ce petit Paris du Rio-de-la-Plata.

Anticonformiste dès son plus jeune âge, elle écrit des poèmes, se gèle de lec-

tures, découvre Dickens et Edgar Poe, la Bibliothèque rose, Alphonse Daudet et Victor Hugo, lit des livres « interdits » — Nietzsche, Voltaire, Schopenhauer. Pleine d'admiration pour la veuve de Marcel Schwob, Marguerite Moreno, qui, arrivée avec les tourées Coquelin, s'était installée en Argentine en 1905, elle avait longtemps rêvé de faire du théâtre, de jouer les muses de Musset, les princesses de Racine et Dona Sol : « Pendant des années ce désir me tortura. Mais l'omnipotence de la catastrophe qu'un tel rêve aurait signifié pour mes parents m'empêcha de continuer ».

REBELLE, scandaleuse dans un pays où les femmes sont totalement subordonnées à leur père ou à leur mari, bientôt divorcée, ce qui n'était pas admis dans les familles catholiques, elle s'approche, et séduit les poètes, tel Jules Supervielle, qui la baptise « la Mona Lisa de l'hémisphère sud », tel le Bengali Rabindranath Tagore, prix Nobel 1913, avec qui elle entretient une longue cor-

respondance, les philosophes, comme Ortega y Gasset puis Hermann van Keyserling, des musiciens, comme Ernest Ansermet, venu pour la première fois à Buenos-Aires en 1917 avec les Ballets russes et avec qui elle tiendra le rôle de la récipiente du Roi David de Honegger au Théâtre Colón en 1925, puis Igor Stravinsky qui lui dédicra *Perséphone* : des artistes, l'architecte Le Corbusier.

Grande voyageuse transatlantique, depuis l'âge de six ans, en un temps où il ne fallait pas moins de trois semaines de bateau pour aller de Buenos-Aires en Europe, elle revient souvent en France et, devant son élégance, sa culture, sa classe, les portes du Tout-Paris s'ouvrent. Maurice Ravel, Mirra, Anna de Noailles, Malraux, Du Taut-

républicain, antipéroniste, continuera à lui garder son amitié. Lorsque, sur ses conseils, elle va fonder *Sur*, la revue « Sud », une NRF argentine, cette cosmopolite élégante, qui hait le clinquant et la parure, qui a le flair de détecter le talent, va réunir les signatures européennes prestigieuses et les auteurs hispano-américains qu'elle a décidé de faire connaître au monde : Borges, qui a toujours craint la cécité, en est le spécialiste cinématographique.

C'EST la rencontre avec Roger Caillois, séduisant normalien de vingt-cinq ans, à l'intelligence éclatante, qui va transformer toute notre connaissance de la culture hispanique d'Amérique. Par hasard. Le hasard de la guerre. En effet, parti pour quinze jours à Buenos-Aires sur l'invitation de Victoria en juin 1939, Caillois va y rester cinq ans, bloqué là par le conflit, initié par elle à une société et une littérature dont il ignorait tout et qu'il va faire découvrir à son retour en France avec « La Croix du Sud ». Prestigieuse collection à damiers jaune et vert bouteille, puis jaune de chrome, qui va renouveler complètement l'univers de la littérature traduite, les perspectives de tout le roman occidental et qui, en 1954, sera consacrée par la reconnaissance officielle de l'Université avec la création de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine. Combien de temps aurait-il fallu sans Victoria Ocampo ?

La biographie qui vient de paraître reste peut-être trop factuellement chronologique. Elle a cependant le mérite de rappeler l'existence d'une femme qui, sans être elle-même un écrivain (et qui en était consciente), restera un grand personnage de l'histoire de la littérature et elle montre bien pourquoi cette femme résolument moderne n'aurait jamais pu se résoudre à n'être que la splendide Argentine, la richissime rastaquouère ou la dame du château.

Cependant, les auteurs, qui ont enquêté auprès des survivants, ont surtout résumé les *Testimonios*, une autobiographie très décousue de Victoria Ocampo, parue en Argentine, dans laquelle on se retrouve le « style Ocampo » que dans les lettres. Des lettres très nombreuses qu'elle écrit tout au long de sa vie. Espérons que seront réunies un jour les correspondances de cette remarquable épistolière, de cette milliardaire d'une rare disparue, qui avait choisi de se ruiner pour décoder ce qu'elle aimait dans la culture de son temps.

(1) Gallimard annonce pour l'automne la parution de la « Nouvelle Croix du Sud », une collection de littérature hispano-américaine sous la direction de Severo Sarduy. Parmi les premiers titres annoncés : *Museo de la novela, de la eterna, de Macedonio Fernandez* (Argentine), un des maîtres de Borges, *La Noche en video*, de Balza (Venezuela), *La Guarnición de Macho Camacho*, de Luis Rafael Sánchez (Porto Rico), *Canto exótico*, de Cesar Aira (Argentine), *Cocoyo*, de Severo Sarduy.

(2) On apprend beaucoup dans l'excellente étude *La Diffusion de la littérature hispano-américaine en France au 20^e siècle* de Sylvia Molloy (PUF, 1972).

Alvaro Mutis et le temps de l'humilité

Un livre sombre de l'écrivain colombien, une histoire qui rôde autour de la mort

UN BEL MORIR

d'Alvaro Mutis.
Traduit de l'espagnol (Colombie)
par Eric Beaumatin.
Grasset, 188 p., 92 F.

Un bel morir est le troisième volet de la trilogie qu'a écrite Alvaro Mutis autour de son

béros, le mario mercenaire et philosophe, Maqroll el Gaviero. C'est le premier volume, paru en 1989 et intitulé *La Neige de l'animal* (1), qui a fait connaître en France ce poète colombien, né en 1923, qui a passé son enfance en Belgique et vit au Mexique depuis 1956 (2). Mais Alvaro Mutis, sa laurée silhouette éni-

matique et ses secrets, est célèbre dans tous les pays de langue ibérique.

La *Neige de l'animal* était le récit d'une expédition malencontreuse et redoutable, la remontée du fleuve Xuranda, une histoire de trafic et une histoire d'amour, puisque le gabier Maqroll cherchait la belle et coléreuse Flar Estevez, la propriétaire de ce bateau perdu, nommé bizarrement *Neige de l'animal*. La suite, *Ilona vient avec la pluie*, c'était un autre paysage, une autre femme plus cosmopolite et moqueuse, Ilona, elle aussi disparue bien vite, d'autres manigances louches. Un bel morir était une *vida onerosa* : c'est la mort qui s'approche maintenant, sous les auspices tendres de Pétrarque.

Univers
tremblé

Un bel morir est un livre sombre, touchant, plus sobre que les deux précédents, une gageure, puisque désormais l'aventure, la remontée du fleuve marron, le trafic de matériaux dangereux, la rencontre amoureuse, ont lieu sous le signe paradoxal du vieillissement et de la lassitude. Alvaro Mutis découvre un autre Maqroll el Gaviero, qui se plaint de douleurs, et de fatigue profonde. C'était, dit Mutis, un double ego plus riche qui sait à aller plus loin. Il a ses manies et ses tics, sa vie à lui, comme le corps se vieillissant sans devenir étranger.

Au début du roman, Maqroll, dont on ne sait pas davantage qu'auparavant de quoi il vit et quel est son métier, arrive à La Plata, un village qui meurt au bord du fleuve.

Les toits de palme, la peinture grise des baraques, la tache rose fraise du magasin d'Hakim le Turc, et un poste militaire fermé provisoirement, c'est le paysage. Maqroll loue une chambre à une vieille aveugle, donna Empera. La chambre est une cage en bambou suspendue au-dessus des eaux boueuses. Il y range ses deux livres, *la Vie de saint François* par Joergensen, qui est une allégorie du détachement, et une manière de superposer aux teintes glauques et inquiétantes des rives du fleuve tropical, à cette atmosphère tendue d'un pays au bord de la guerre civile et du désespoir, la plaine d'Ombrie, la sérénité des tableaux de Giotto.

L'univers tremblé d'Alvaro Mutis tient à ses superpositions de souvenirs de pays perdus, dont on ne saurait dire lequel plus que l'autre est le vrai, la vraie source. L'autre livre, ce sont les *Lettres du prince de Ligne* qui sont pour Mutis, comme les *Mémoires de Retz*, un de ces livres où se condense la connaissance du genre humain.

Maqroll a décidé que toutes les entreprises idiotes et dangereuses auxquelles il se prête d'habitude, il y renonce. Il va être, désormais, un homme qui se souvient. Il se contentera de regarder le fleuve rouler les herbes et la boue, il se contentera d'aimer Amparo

Maria, une jeune femme aux yeux noirs, silencieuse, méfiante et tendre, aux airs de princesse circassienne. Donc il se passe le contraire de ce qui a été décidé et prévu, ce qui fait des romans de Mutis des sortes de westerns métaphysiques à l'ancienne.

Des cargos
dans le brouillard

La manière dont les individus viennent se briser inéluctablement sur les rochers mis là par le destin, comme feraient des cargos dans le brouillard, renvoie chacun à sa vie. Un Flamand antipathique, volubile et faux jeton, aborde Maqroll et lui propose une affaire de transport de matériaux ferroviaires au sommet de la montagne Tambo. Maqroll sait qu'il doit refuser, que cet homme est un sale type. Il accepte. Peut-être pour cette histoire de vieillissement.

Maqroll le rétif n'est pas mûr encore pour la contemplation. Dès lors les ombres s'épaississent et les signaux de danger foisonnent. La montagne se peuple de soldats et de contrebandiers, la machioc est lancée qui va écraser les fermiers de La Plata, et Maqroll lui-même. Le trafic de matériaux ferroviaires était un trafic d'armes tchécoslovaques, les militaires d'almot pas ce genre de plaisanterie.

La vie se resserre, c'est un étou. « Tout homme vit sa vie comme une bête traquée », dit Mutis citant Nicolas Davila Maqroll sait, quand le capitaine Ariza qui

l'a capturé l'interroge, que son passé l'écrase déjà, qu'il parle ou qu'il se taise. C'est la corvée de jouer au chat et à la souris.

Défilent les Carabes, la mer du Nord et la Méditerranée, les fantômes se bousculent et grondent, c'est cela la fio d'une vie, que Maqroll survive au qu'il meure : ce sentiment que le chemin s'est tellement rétréci qu'il n'y a plus guère de choix à faire.

Un bel morir a la beauté des deux aventures précédentes, mais sa tonalité est un peu différente, plus mate. C'est une histoire qui rôde autour de la mort, comme un autre texte de Mutis paru dans la revue *Caravanes, Mort du stratiège* (3). Il y a là moins de brillance, et une sorte de silence plane. « C'est le temps de l'humilité », dit Alvaro Mutis.

Geneviève Brisac

(1) *La Neige de l'animal*, éditions Sylvie Messinger. Prix Médicis 1989. Autres titres parus : *Ilona vient avec la pluie* et *La Dernière Escalade du Tramp-Steamer*.

(2) Des poèmes d'Alvaro Mutis traduits par François Maspéro ont paru dans la revue *Gulliver* n° 4.

(3) *Caravanes* n° 2 (éditions Phébus).

À l'occasion de la parution d'*Un bel morir*, la FNAC, le Monde et la revue *Gulliver* organisent une rencontre avec Alvaro Mutis, mardi 5 février à 17 heures à la FNAC Montparnasse à Paris. Avec la participation de Geneviève Brisac, Hector Biazoin et Dominique Fernandez. (Les rencontres avec Alvaro Mutis auront lieu le 6 février à 17 h 30 à la FNAC Lyon et le 7 février à 17 h 30 à la FNAC Bordeaux.)

UNE VIE DE JUIF

Souvenirs d'un médecin juif polonais
1939-1945

Edward Reicher

« Quelle vie ! Quels souvenirs !
Quel message ! »

Elie Wiesel

« Tout paraît invraisemblable et
pourtant tout est vrai. »

Pierre Vidal-Naquet

Lieu Commun

La baisse des prix de 0,1 % en décembre confirmée

Une bataille presque gagnée

La bataille que la France a commencée de livrer à l'inflation en 1982 est maintenant presque gagnée. Cette année-là, les prix avaient augmenté de 9,7 % après une hausse de 14 % en 1981 - et M. Mauroy, alors premier ministre, avait dû en juin prendre la courageuse décision de bloquer les salaires. Une décision évidemment impopulaire qui explique en partie la défaite de la gauche aux élections municipales de mars 1983, puis aux élections législatives de juin 1988.

La hausse des prix en 1990 (+3,4 %) montre le chemin parcouru en huit ans. Malgré la forte hausse des prix pétroliers (+7,8 %), la France a connu l'année dernière un taux d'inflation inférieur à celui de 1988 (+3,6 %), ce qui en soi est déjà le signe que notre économie est capable d'absorber sans déséquilibres majeurs un choc externe. Certes, l'ampleur de celui-ci a été modérée, n'étant de 2,8 % sur un an (+2,7 % en 1989).

La désindexation des salaires par rapport aux prix qui aura été l'une des nouveautés des années 80 a progressivement mis l'économie française à l'abri des phénomènes inflationnistes qu'elle avait connus depuis 1968 et qui s'enclenchaient régulièrement quand les salariés obtenaient des augmentations de salaires compensant - et souvent au-delà - les hausses de prix. Les dérapages catastrophiques qui suivirent les chocs pétroliers et qui virent les hausses de prix atteindre parfois même 10 % l'an, s'expliquent ainsi. Comme s'expliquent aussi les formidables retards que prirent nos industries dans leurs programmes d'investissement, le partage de la valeur ajoutée ayant été longtemps trop favorable aux salaires puisqu'il ne restait plus assez pour la modernisation.

Le rétablissement français aura été finalement si rapide dans le domaine de l'inflation que beaucoup n'ont pas pu saisir sa portée. Et il est vrai que certaines professions protégées - on pense aux services et plus particulièrement à certains d'entre eux comme les hôtels, les restaurants, les cafés, les loisirs - n'ont pas encore vraiment changé leurs anciens comportements. Les prix continuent à augmenter vite. Il est vrai aussi que certains tarifs comme les loyers et la santé, parce qu'ils sont « contrôlés », dissimulent la vérité des prix. Mais dans l'ensemble, la France est devenue en matière d'inflation un pays presque aussi sérieux que son voisin allemand.

La faible écart de son taux d'inflation avec la RFA, la tenue du franc - considéré sur tous les marchés comme une monnaie forte - montrent l'ampleur du changement intervenu en moins de dix ans.

Al. V.

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	Valeur par rapport à la veille
30 jan.	
WTI (West Texas Intermediate), à New-York	20,97 - 0,58
31 jan.	
Brent à Londres (Europe), à New-York	20,15 - 0,10

(Source : Arbitrages pétroliers France)
Les cours du pétrole se sont effondrés jeudi matin à Londres. La veille, à New-York, ils avaient fluctué, d'abord à la hausse, en raison de l'offensive des troupes irakiennes sur la ville saoudienne de Khafji, puis à la baisse, après que l'écarter-major américain eut assuré les opérateurs sur l'issue de l'affrontement.

L'inflation en France limitée à 3,4 % en 1990

Les prix de détail ont baissé de 0,1 % en décembre dernier, a indiqué l'INSEE mercredi après-midi 30 janvier, confirmant ses premiers calculs publiés le 15 janvier. L'indice s'est inscrit à 186,3 contre 186,4 en novembre sur la base 100 en 1980. Par rapport à décembre 1989, la hausse est de 3,4 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 3 %. L'indice de l'alimentation a atteint 185,8 en décembre, en augmentation de 0,1 % par rapport à novembre. En un an la hausse est de 3 %, alors qu'elle avait été de 5 % en 1989.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 2 %. L'indice s'est inscrit à 174,9 en décembre contre 174,7 en novembre, soit une hausse de 0,1 % en un mois. En un an la hausse est de 2 %, exactement comme en 1989. Elle est plus forte si l'on tient compte des prix de l'énergie qui à eux seuls ont progressé de 6,4 %. La hausse des produits manufacturés est alors de 2,8 % sur un an (+2,7 % en 1989).

Les prix des services du secteur privé ont augmenté de 5,4 %. En décembre, la hausse a été de 0,3 % par rapport à novembre (indice 224,8 contre 224,2 le mois précédent). En un an, la progression est de 5,4 % contre +4,9 % en 1989. Mais elle est plus faible (+4,4 %) si l'on tient compte des services publics dont les hausses ont été minimes : loyers (+4,3 %), santé (+2,1 %), transports publics (+3,9 %), postes et télécommunications (-0,4 %). En 1989, la hausse avait été de 3,7 %.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 6,4 %. Les prix des produits pétroliers ont progressé de 7,9 % par rapport à décembre 1989 et de 6,4 % pour l'ensemble de l'énergie. Les tarifs publics ont, quant à eux, augmenté de 1,8 % en un an.

Un entretien avec le ministre du tourisme

Les professionnels du voyage doivent « faire preuve d'imagination et de créativité » pour traverser la crise nous déclare M. Jean-Michel Baylet

Le tourisme français est suffisamment en bonne santé pour ne pas succomber au catastrophisme. Tel est l'avis de M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, qui prépare des mesures pour aider la profession à surmonter la disparition momentanée de la demande. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Baylet appelle les professionnels à faire preuve d'imagination et de créativité pour traverser la crise actuelle.

« Les avions et les hôtels se vident. Les agences de voyages attendent vainement les clients. Êtes-vous inquiet ? »

« Je rappellerai d'abord que le malade dont vous parlez n'est exceptionnellement bien porté au cours des deux dernières années. 1990 aura été l'année de tous les records avec 600 millions de francs de recettes - 8 % du produit intérieur brut - dont 109 milliards en devises, 42 milliards d'excédents de la balance touristique contre 39,5 en 1989, et 50 millions de visiteurs étrangers. »

« Arrive là-dessus une récession économique doublée d'une crise internationale tellement grave qu'elle dégrènera en court terme. Trente pays en guerre, ce n'est pas rien ! Il est normal que cette crise fasse sentir ses conséquences sur l'activité économique internationale et, en premier lieu, sur le tourisme. Celui-ci est fils de la paix et de la société de consommation. Il est normal que les gens pensent à autre chose qu'aux loisirs et que les Américains ne viennent pas à Paris pour les soldes, lorsque le canon tonne. »

« Mais il ne faut tout de même pas succomber à l'hystérie ! Le tourisme français est en très bonne santé et ne peut succomber au premier assaut du microbe. Je fais le point avec les professionnels pour connaître précisément la gravité de la situation. »

« Quel est votre avis à cet égard ? »

« Ce n'est pas uniforme. Il y a des

secteurs peu touchés, comme la montagne, qui profite des chutes de neige et du reflux des candidats aux destinations « soleil » ou comme les DOM-TOM, et particulièrement les Antilles. En revanche, d'autres sont très menacés, par exemple les voyagistes spécialisés sur la Turquie, Israël et le Moyen-Orient. »

« Les professionnels ont réclamé des mesures d'aide. Appuyez-vous sur la demande ? »

« Le dispositif de crise que j'ai mis en place repose d'abord sur une bonne connaissance des problèmes et c'est dans ce but que j'ai réuni le bureau du conseil supérieur du tourisme et le comité du commerce extérieur du tourisme. J'ai annoncé la création d'un comité de vingt-cinq représentants des professions concernées, que je présiderai et qui aura

pour mission de suivre l'évolution de la situation. »

« Je discute avec le ministère des finances des mesures classiques en pareil cas, c'est-à-dire de la possibilité pour les entreprises en difficulté de reporter certaines échéances ou de recourir à des facilités fiscales, mais il est trop tôt pour les détailler. »

« Nous allons organiser des opérations d'information sur Minitel ou par numéros verts et des campagnes de promotion, par exemple, pour les DOM-TOM, mais le ministère se cantonnera dans son rôle d'animation et de coordination du secteur. On ne peut demander moins d'Etat quand il fait soleil et plus d'Etat quand il tombe des trombes. On ne peut réclamer la privatisation des bénéfices et la nationalisation des risques ! Les

professionnels doivent faire preuve d'imagination et de créativité pour inventer des produits adaptés aux variations de la demande. Je suis prêt à épauler des séjours de week-end ou des forfaits aux Antilles, si telle est la vogue, mais ce n'est pas au ministère de les lancer. »



62 AKHAWA

« Les agences de voyages risquent de débaucher. Comment réagirez-vous à une montée du chômage dans votre secteur ? »

« Par la formation qui est de mes principales soucis. »

« Faites-vous des pronostics sur l'évolution des difficultés des professions dont vous avez la tutelle ? »

« Tout dépend de la durée du conflit, tellement touristique et paix sont liés. Je peux dire que, pour l'instant, il n'y a rien de catastrophique, et que la saison d'été n'est pas compromise, mais cela peut arriver, bien sûr. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

La Côte d'Azur fait grise mine

NICE

de notre correspondant

La confection est, sur la Côte d'Azur, l'activité la plus affectée par la guerre du Golfe. C'est ce que révèle une première étude de Sirius, l'observatoire de la chambre de commerce et d'industrie de Nice.

Traditionnellement, la clientèle du Moyen-Orient est nombreuse l'été sur la Côte et elle profite de son séjour pour se refaire des garde-robe entières. Aussi, si l'été est une période prospère, c'est bien l'une des raisons de la récession qui frappe la confection : des collections d'hiver commandées en juillet ne sont toujours pas payées. Quant aux entreprises qui travaillent directement avec des pays du Golfe, les commandes sont supprimées.

L'ensemble de l'économie azuréenne marque le pas, mais de manière plus ou moins sensible

selon les secteurs. Un chiffre révélateur : le trafic passagers sur l'aéroport de Nice a baissé de 25 %, entraînant le ralentissement du courant d'affaires qui lui est inhérent. Cette baisse se ressent surtout sur les lignes internationales. Mais sur l'aérodrome privé de Cannes-Mandelieu, réservé aux avions privés ou loués, les arrivées internationales sont en hausse de 2,3 %. Le trafic national et les départs internationaux sont en baisse.

Du côté du tourisme d'affaires, le palais des congrès de Nice, l'Acropolis, annonce pour l'instant l'annulation de deux congrès seulement, de cent personnes chacun. Mais, dans les hôtels, de nombreux séminaires sont annulés. Selon la catégorie de l'établissement, les baisses de fréquentation varient de 5 à 15 %. Les groupes américains, eux, ont tous annulé leurs séjours.

JEAN VERDIER

Avant dégage en 1990 un résultat de 2,5 à 3 milliards de francs

Le processus de fusion des caisses d'épargne s'accélère

M. Jean-Pierre Thiolon, président du directeur du Cnecp, l'organisme de tête du réseau Ecuriel, a annoncé, mercredi 30 janvier, un résultat « de l'ordre de 2,5 à 3 milliards de francs » pour 1990.

Faisant le point sur la fusion des caisses d'épargne, M. Thiolon a affirmé que le processus sera achevé aux quatre cinquièmes à la fin de cette année, ce qui devrait ramener les 180 caisses actuelles à une trentaine d'établissements.

Le bilan moyen de chacune d'elles sera d'environ 28 milliards de francs

avec des fonds propres approchant chaque fois le milliard. Les profondes disparités de taille qui allaient de 1 à 300 seront réduites de 1 à 6.

La Caisse des dépôts, qui était autrefois la tête pensante de l'Ecuriel, simple réseau de distribution du livret A, a vu son rôle quelque peu amoindri au profit du Cnecp. La Caisse continuera néanmoins à jouer un rôle dans l'élaboration stratégique des caisses d'épargne. Ce rôle sera officialisé par une prise de participation de 34 % dans le capital du Cnecp, les différentes caisses prenant la

majorité du capital. Le livret A a vu son encours diminuer de 18 milliards de francs en 1990, ce qui a ramené le stock des dépôts de 438 à 419 milliards de francs (-4,3 %).

En revanche, les caisses d'épargne affichent une progression de plus de 20 % sur les produits d'épargne bancaires. Les encours recueillis sur ces produits d'épargne annués à la concurrence (livrets d'épargne logement, PEP...) ont dépassé pour la première fois ceux du livret A. Ils sont passés de 394 à 450 milliards de francs, soit 55 % des stocks financiers du réseau contre 43 % il y a deux ans.

L'Ecuriel de Franche-Comté prépare la banque du futur

Les Franche-Comtois sont gens raisonnables. Quand le mot d'ordre de fusion est tombé, les patrons des douze établissements Ecuriel de la région n'ont pas regimé. « On en parlait depuis longtemps », explique M. Gérard Tatu, directeur général de la Caisse d'épargne de Besançon. Ils ne se sont pas non plus disputés le pouvoir comme en Alsace ou en Lorraine et les rivalités politiques locales ont été mises résolument de côté.

Déterminés à éviter les confites de personnes, ils se sont sagement ralliés au charisme de M. Patrick Theuriot, patron de la Sofefi (ex-structure financière des caisses Ecuriel) et chef du projet de fusion, à qui ils envisagent de confier le pouvoir suprême une fois toutes les caisses unifiées. Energiquement, M. Theuriot a pris en main la fusion et, avec l'aide du cabinet Mac Kinsey, les grandes étapes ont été définies, puis progressivement réalisées en pratique sous le contrôle d'un comité régional d'organisation (CRO). « Il fallait passer au crible chaque étape avant d'aborder la suivante, de

manière à éviter qu'on se retrouve avec une série de problèmes mal vus qui auraient fait éclater le consensus », explique M. Theuriot.

Le personnel a également été tenu informé en permanence des grandes étapes de la fusion. M. Léon Peters, président du conseil de surveillance de la Caisse d'épargne de Besançon a tenu au courant les syndicats. Les inquiétudes sur l'emploi ont été calmées rapidement par... la promesse d'embauches. Car la nouvelle Caisse d'épargne de Franche-Comté entend renforcer sa pénétration dans la région et tailler des coupures aux banques mutualistes, ses concurrents immédiats.

Bien que la Caisse d'épargne de Franche-Comté soit l'une des plus petites du réseau Ecuriel avec ses 15 milliards de francs de bilan, la manière dont elle repense sa politique de distribution en dit long sur la place qu'elle compte occuper dans la région et sur celle que les Caisses d'épargne vont tenter d'occuper en France, sur le marché des particuliers. Sept types de clients ont été repérés. Ceux avec livret A, ceux avec livret plus

compte-chèques, etc. Sur les 110 000 comptes-chèques Ecuriel, près de la moitié sont inactifs. Problème : comment réduire ce chiffre ? Réponse : en s'intéressant aux besoins du client.

La vente de produits par téléphone, instituée avec le plan d'épargne populaire (PEP) (« Comment croyez-vous qu'on a pris 20 % du marché national ? », demande M. Theuriot) va être étendue.

Les guichets seront totalement repensés en fonction des besoins de la clientèle : des automates multifonctions seront installés pour les opérations courantes (dans certaines caisses d'épargne, les automates permettent déjà les transferts directs entre compte et livret) et des agents spécialement formés à la gestion de trésorerie, à la constitution de patrimoine, au logement, à la préparation de la retraite, à la transmission de patrimoine, recevront les clients.

Parties de loin, les caisses d'épargne ont pour ambition de couvrir tout le monde en potes.

YVES MAMOU

1300 suppressions d'emplois en 1991

Le groupe Bull annonce son plan d'accompagnement des licenciements

An cours d'un comité central d'entreprise, réuni le 30 janvier, le directeur du groupe Bull a fait connaître le plan social qu'elle compte mettre en place pour accompagner la suppression de 1 300 emplois en 1991. L'opération, qui fait suite à la diminution nette de 1 162 postes en 1990, « sans aucun licenciement sec », s'inscrit dans le cadre de l'annonce, en novembre dernier, de la suppression de 5 000 emplois dans l'ensemble du groupe, dont la moitié en Amérique du Nord.

360 suppressions de postes interviendront à Joux-les-Tours, parallèlement à la cession de l'établissement. Les 940 autres se décomposent en 200 suppressions dans les directions fonctionnelles, 160 aux études, 170 dans le réseau commercial, 330 dans les établissements industriels (dont 300 à Angers) et environ 80 chez Bull-périphériques. Plus d'une centaine d'emplois seront cependant créés à Villeneuve-d'Ascq. Les moyens sociaux utilisés en 1990 sont reconduits.

600 nouveautés ont marqué la micro en 90.

ORDINATEUR

TROUVEZ-LES DANS NOTRE NUMÉRO SPECIAL : L'ADRESSE DU MICRO-MARCHAND DU JOURNAUX.

ÉCONOMIE

L'énergie en 2010

Suite de la première page

Mais la réalité est tout autre : la demande de pétrole étant de moins en moins sensible aux prix et à la croissance économique, c'est sur l'offre que reposera plus en plus la régulation du marché, d'ici le niveau des prix. Or, du côté des producteurs, quatre pays — Arabie Saoudite, Iran, Irak, et Koweït — dont la production est massive, les réserves confortables et le sous-pensé important « continueront à détenir les clés de l'offre mondiale ».

Ce font les quatre pays autour, à condition qu'ils s'entendent, largement les moyens d'imposer la politique qu'ils souhaitent : soit des prix élevés et des ventes faibles, soit, à l'inverse, des prix bas et une demande soutenue.

A ces deux hypothèses correspondent deux scénarios très contrastés : l'un prévoit une hausse des prix du brut de 23 dollars en 1990 à 35 dollars en l'an 2000 (prix calculés en dollars de 1989), puis une stabilité jusqu'à 2010, il s'accompagne d'une croissance modérée de la consommation française (+0,43 % l'an) qui en 2010 ne serait supérieure que de 7 % à celle de l'an dernier.

Le second prévoit au contraire une chute des prix à 18 dollars dès 1991 jusqu'en 1995, puis une remontée lente jusqu'à 22 dollars en 2010. Dans ce cas, la consommation progresserait à un rythme proche de 2 % l'an et augmenterait de près de moitié d'ici à 2010.

L'environnement
le marché unique...

Le fait que les quatre « gendarmes » du marché sont tous, de près ou de loin, impliqués dans la guerre du Golfe montre que l'hypothèse d'une entente parfaite entre eux n'est pas le plus plausible. Aussi est-il plus probable que les prix du brut oscilleront violemment au cours des années à venir autour des deux grandes tendances décrites ci-dessus.

En tout état de cause, conclut le groupe, « il est clair que ce sont des facteurs politiques qui détermineront quel scénario se rapprochera de la réalité ». C'est pourquoi le rapport étudie des scénarios aux possibilités de stabiliser le marché pétrolier, rêve cher à M. Bérégovoy mais, hélas, peu réalisable.

Contrairement à ce qui a été fait pour les grandes monnaies dans le cadre du G 7, cette stabilisation suppose non seulement une entente parfaite entre les quatre grands producteurs pétroliers, mais aussi une étroite concertation avec les grands importateurs, ou premier rang desquels les États-Unis, qui

devraient en outre afficher une politique claire de maîtrise de la consommation, ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle (le Monde du 29 janvier). Les stocks en l'occurrence ne peuvent être conçus, ajoutent les rapporteurs, comme l'instrument principal de la stabilisation.

A l'instabilité étonnante du marché pétrolier s'ajoutent en outre désormais les incertitudes découlant de la protection de l'environnement et les contraintes imposées par le marché unique, sans oublier les inquiétudes liées à la situation de l'URSS, premier producteur mondial de pétrole, de gaz et de charbon.

D'où une « incertitude irréductible » de l'environnement énergétique, humblement acceptée par les prévisionnistes, qui soulignent l'ampleur des erreurs passées et leur coût en matière de suréquipement nucléaire, se contentant d'encadrer les grandes tendances possibles et se refusant à établir un scénario central.

Deux conclusions majeures peuvent être tirées de leurs réflexions : d'une part, il faut accroître la flexibilité du système français, trop monolithique et jusqu'ici presque exclusivement axé sur le nucléaire et, d'autre part, briser le monopole du pétrole dans le transport, ce qui est le seul moyen d'augmenter le taux d'indépendance énergétique de la France qui plafonne actuellement.

La politique suivie par le pays depuis 1973 a certes porté ses fruits. Le taux d'indépendance a doublé et désormais près de la moitié (47 %) de la consommation française est couverte par des productions nationales (nucléaire et hydraulique pour les quatre cinquièmes). Le pétrole quant à lui ne représente plus que 43 % des consommations contre plus des deux tiers en 1973.

Mais ces succès restent précaires, comme l'a montré la reprise de la consommation depuis le contre-choc pétrolier de 1985-1986. Et la politique du « tout-nucléaire tout-électrique » a atteint ses limites. Le nucléaire, avec 75 % de la production électrique, ne peut guère faire plus. Et les débouchés de l'électricité elle-même, utilisée au maximum dans le pays — y compris dans le chauffage des logements — ne peuvent guère être encore massivement développés.

Quant au pétrole, désormais quasiment cantonné dans ses bases traditionnelles — transports et plates-formes pétrolières — il apparaît de plus en plus insensible aux prix et donc largement inexpugnable. En matière d'environnement les progrès possibles sont aussi

relativement limités puisque la France, grâce au nucléaire et aux économies d'énergie, est déjà l'un des pays les moins polluants d'Europe — avec 1,9 tonne de gaz carbonique déposé par habitant, au lieu de 2,3 tonnes en moyenne en Europe... et 5 tonnes aux États-Unis, comme en URSS ! Sur ce plan, s'évertuent les auteurs, il serait d'ailleurs dangereux de s'engager sur des objectifs de réduction en pourcentage des émissions, seule une stabilisation au niveau actuel étant envisageable et encore au prix d'efforts coûteux.

La fin
du « tout-nucléaire »

Pour progresser dans la voie de l'indépendance énergétique ou de la réduction des émissions de gaz carbonique, la France devra donc désormais trouver autre chose que la recette du « tout-nucléaire ».

Compte tenu des besoins prévisibles, il faudra certes recommencer à construire des réacteurs nucléaires au cours des deux prochaines décennies, ne serait-ce que pour remplacer les plus vieilles centrales. Mais le rythme des commandes sera nettement plus modeste que par le passé : une tranche d'ici à l'an 2000 puis trois avant 2005 dans le scénario de basse consommation ; 5 tranches avant l'an 2000 et cinq autres ensuite dans le scénario de haute consommation.

D'où le développement, recommandé par le rapport, de nouveaux moyens de production électrique, notamment pour faire face aux besoins de pointe : turbines à gaz à cycle combiné, cogénération — production conjointe et décentralisée de chaleur et d'électricité —, auto-production, centrales à charbon non polluantes, dites « à lit fluidisé » etc.

D'où aussi la nécessité de relancer la politique de maîtrise de l'énergie, mise en sommeil depuis 1986, qui répond au double souci d'indépendance énergétique et de lutte contre la pollution. Constatant que, pour stimuler l'économie, il faut un signal de prix durable, le groupe propose de taxer les émissions de carbone dans tous les pays de l'OCDE, pour ne pas pénaliser l'industrie française. Il recommande aussi un soutien plus important à la recherche-développement.

Un gros effort de recherche
dans les transports

D'où enfin un effort massif pour briser le monopole du pétrole dans le transport. « La dépendance quasi totale des transports à l'égard des produits pétroliers, associée à la forte croissance des consommations dans ce secteur, est un élément de rigidité considérable. L'accroissement des efforts d'économie d'énergie mais surtout l'introduction de concurrents au pétrole dans les transports est donc une priorité de tout premier ordre », note le rapport.

Le groupe propose à ce sujet d'agir sur la fiscalité des carburants afin d'intégrer tous les coûts du transport individuel pour la collectivité. Mais, compte tenu de la faiblesse des techniques existantes, l'essentiel de cet effort devrait porter sur la recherche et le développement de solutions alternatives — longtemps considérées comme utopiques mais dont le besoin va devenir vite impératif : nouveaux moteurs terrestres et aériens, véhicules électriques et à gaz comprimé, carburants issus de la biomasse, système de gestion du trafic, etc.

Le groupe Energie 2010 propose donc d'accroître de près d'un tiers l'effort de recherche-développement en matière d'énergie (18,8 milliards de francs en 1989), pour qu'il atteigne 240 milliards de francs en dix ans. Il préconise surtout de redistribuer cet effort en faveur des transports — notamment le véhicule électrique — et de la maîtrise de l'énergie, qui bénéficieraient chacun de 50 milliards : autant que le nucléaire et l'électricité réunis. L'an dernier ces deux derniers en absorbaient près de 40 % !

VÉRONIQUE MAURIS

SOCIAL

Selon un sondage commandé
par le gouvernement89 % des Français
sont inquiets
sur l'avenir
de leurs retraites

Quatre-vingt-neuf pour cent des Français interrogés se sont déclarés « inquiets » quant à l'avenir du système actuel de retraites, selon un sondage commandé à la SIFOP par le Service d'Information et de Diffusion du Premier ministre.

D'après les résultats de cette enquête, réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, entre le 7 et le 9 janvier — soit avant le début de la guerre du Golfe, — 66 % des personnes consultées se sont prononcées en faveur d'une réforme en profondeur de l'ensemble du système.

Dans cette optique, 67 % des sondés souhaitent que le gouvernement organise d'abord un large débat sur ce thème. Enfin, 69 % des personnes interrogées estiment qu'il est nécessaire de souscrire une assurance individuelle en complément des cotisations actuelles.

EN BREF

□ Quartiers défavorisés : 40 chargés de mission dans les HLM. — A la suite d'un accord-cadre signé par les pouvoirs publics avec les organismes HLM et la Caisse des dépôts et consignations, un réseau de 40 chargés de mission est mis en place dans les quartiers défavorisés pour aider à la création d'emplois. Ce dispositif expérimental fonctionnera pendant dix-huit mois et le coût en est supporté pour moitié par les organismes HLM, d'une part, l'Etat et la Caisse des dépôts, d'autre part. La convention, signée le 30 janvier, rentre dans le cadre de l'action entreprise par M. Michel Delebarre, ministre d'Etat à la ville.

□ Les cérémonies d'inauguration de la BERD auront lieu du 15 au

INDUSTRIE

Après la forte baisse des résultats en 1990

Usinor-Sacilor suspend
sa politique d'acquisitions

Dans une conjoncture sidérurgique incontestablement plus épre, Usinor-Sacilor va pouvoir tester la qualité de son redressement. Recul de 51 % du bénéfice net, stagnation du chiffre d'affaires : le net ralentissement de la demande d'acier, sensible depuis le deuxième semestre de l'année dernière, a lourdement pesé sur les résultats 1990 du sidérurgiste français. Conséquence : le groupe dirigé par M. Francis Mer met un point final à sa politique ambitieuse d'acquisitions.

La reprise du sidérurgiste américain LTV, confirmant les dirigeants du groupe en privé, serait bel et bien abandonnée.

Après Saint-Gobain, Pechiney et Rhône-Poulenc, c'est au tour d'Usinor-Sacilor de décréter la pause. Le groupe sidérurgique français a présenté mercredi 30 janvier des résultats 1990 qui sont en net retrait par rapport aux exercices 1988 et 1989, d'ores et

déjà qualifiés d'« héroïques ».

Le sidérurgiste français a réalisé en 1990 un bénéfice net de 3,7 milliards de francs, inférieur de moitié aux 7,6 milliards de 1989. Le chiffre d'affaires consolidé plafonne à 93 milliards de francs contre 97 milliards l'an passé, malgré une politique d'acquisitions vigoureuse. Les dirigeants du groupe l'ont reconnu : hors opérations de croissance externe, l'activité aurait essuyé un repli de l'ordre de 11 %.

Principal responsable de cette dégradation des résultats : la contraction de la demande d'acier en provenance du secteur automobile, qui représente 25 % des débouchés du groupe. « Les constructeurs ont donné un coup de frein très brutal à partir de la mi-septembre », a expliqué M. Robert Hudry, le directeur financier du groupe.

Maintenir
le niveau d'investissement

La charge d'activité qui a atteint un niveau très bas au dernier trimestre 1990 ne peut que reprendre de la vigueur, estime-t-on toutefois chez Usinor-Sacilor.

En 1991, le groupe est bien décidé à adopter un profil bas. M. Mer parle de « résultat positif » sans plus pour 1991, « année sportive ». Le groupe sidérurgique devrait maintenir à 5,6 milliards de francs son niveau d'investissement industriel mais donner un sérieux tour de vis à ses opérations de croissance externe. Usinor-Sacilor a dépensé l'an passé 7,1 milliards de francs en acquisitions, essentiellement concentrées aux États-Unis. L'endettement est ainsi remonté de 20,8 milliards en 1989 à 27,3 milliards de francs en 1990. M. Mer s'est montré très laconique sur le dossier LTV Steel. Ses collaborateurs reconnaissent toutefois, en privé, qu'Usinor-Sacilor, après avoir longuement étudié le dossier, a décidé de jeter l'éponge, jugeant le risque trop élevé.

C. M.

Le marché de

A

Les inquiétudes de

M.

Une décentralisation de la distribution
du gaz et de l'électricité ?

Pour le groupe « Energie 2010 » l'examen des conséquences de l'intégration européenne conduit à s'interroger sur les avantages et les inconvénients du système français actuel et sur les voies possibles d'évolution.

La taille d'EDF et de GDF est adaptée au cadre européen et le statut public des deux sociétés ne peut pas être remis en cause par le développement, souligne le rapport. Il suggère néanmoins une décentralisation de la distribution de gaz et d'électricité afin de mieux contrôler les coûts et d'associer les collectivités locales.

Deux voies sont possibles pour cela : soit la création de structures autonomes au sein des deux établissements, solution qui s'inscrit dans la prolongation du mouvement actuel ; soit une ouverture à la concurrence de la distribution, sous forme de concessions écon-

dues à des sociétés d'économie mixte permettant, en rupture avec la tradition, à des collectivités locales et à des sociétés privées minoritaires de gérer directement ces services.

Il s'agit là d'une proposition révolutionnaire, dont après un long débat au sein du groupe, les inconvénients apparaissent plus importants que les avantages potentiels, note le rapport. Mais qui n'a pas moins provoqué une vive réaction de la CGT, laquelle conteste, en appendice « la teneur du paragraphe traitant de la distribution du gaz et de l'électricité, qui laisse entendre que le bilan du fonctionnement de la distribution serait négatif », et « reste attachée au monopole de service public confié à EDF/GDF »...

V. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Associc

La Sicav des Associations

Sicav de court terme sensible
(1^{re} catégorie)

Performance 1990 : + 8,33 %

Dividende : F 98,43
+ F 0,06 d'avoir fiscal
mis en paiement le 22 janvier 1991.

Le Président Olivier Moulin-Roussel a déclaré :

Grâce à une politique de gestion avisée, Associc, Sicav de court terme sensible, a connu une performance satisfaisante de sa valeur liquidative. En prévision d'une baisse des taux en 1991, associations et clients particuliers pourront trouver dans notre Sicav un produit de substitution à leurs placements en Sicav monétaire.

La Sicav maintient le soutien qu'elle accorde au monde associatif notamment par l'intermédiaire de l'association ASSOCIC SERVICES.

AGC du 21.01.1991

GROUPE CIC

Le Monde
L'IMMOBILIERappartements
ventes

6^e arrdt
Océan, immeuble XVIII^e
Beau pied à terre : 75 m²
Séjour 45 m² av. climatisé,
CALLE. Prix 2 550 000 F.
Possibilité 145 m²
Tél. : 47-66-29-79

8^e arrdt

Près av. Roche, 90 m²
Bel km, piano de t., r.-d.-ch.
cuisine réception, 2 ch. Excep-
tionnel état. 2 050 000 F.
Poss. serv. 45-55-25-11

92
Hauts-de-Seine

LEVALLOIS PTT
Belle belle rénovation.
Pav. de 130 m² rénové.
4 chbres, salon, s.d., 11 ch.
Charme. 45-55-46-78

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
Salles de réunions, très
durées, domiciliaires,
SÉJES SOCIÉTÉ, dégar-
ches, formalités et CREA-
TION immédiate toutes
entreprises. Serv. person-
nalisés : courrier, téléph., fax.

GROUPE ASPAC

1^{er} RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRE D'AFFAIRES
ETOLE 10^e
GRENELLE 10^e
ST-LAZARE 9^e
LA FAYETTE 9^e
BOULEVARD 92
VERSAILLES 78
+ 20 centres en France.

PL. DE L'EUROPE (B)
Hôtel particulier 400 m²
R + 4, 12 bxs + s. réunion
entièrement équipé. Bon
état. Avec hôtesse, accu-
mulateur. Loyer annuel :
900 000 F HT + ch. 30 %
IMMO CENTER, 47-23-81-58

ÉTOILE 10^e, Av. d'Alsace
Bx standing. Entièrement
équipé, très prestations.
9 500 F HT HT/MC mens.
ASPAC : 47-23-81-58

VOTRE SIÈGE SOCIAL
COMMUNICATIONS
Constitution de Sociétés
et services. 45-55-17-50

COMMUNICATION
BUREAUX, TÉLÉPHONE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28

locations
non meublées

Paris

MASTER GROUP
recherche appart. vides
ou meublés, du studio au 7 p.
POUR CADRES
ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS
47, rue Vaucluse Paris-7^e
42-22-14-81 - 42-22-24-88

appartements
achats

Recht. 2 à 4 p. PARIS 10^e
S. 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e,
bureau, sal. de juu. garage.
s/terr. payé. 840 m². Prix.
sans et comm. 720 000 F.
Tél. : (11) 23-70-08-48

hôtels
particuliers

NOGENT BOIS

Triplette récept. 3 chbres.
2 bds, dressing, cul. four.
Jard. 250 m². Terrasse 200 m².
MICHEL BERNARD. 45-02-13-43

pavillons

02 AISNE
40 min. Eurodisney.
vend PAVILLON 8 p., entr.,
s. de bains, wc, cuisine,
3 ch., séjour, chem., meubl.
bureau, sal. de juu. garage.
s/terr. payé. 840 m². Prix.
sans et comm. 720 000 F.
Tél. : (11) 23-70-08-48

DEMANDES
D'EMPLOIS

J.H. 22 a. Diag. O.M. Rec G3 + 2
dipl. CGIP option logistique
et pratique du commerce
interne. cherche emploi ges-
tion de stocks et/ou de pro-
duction. Paris ou rég. pers.
M. HUGUET
Tél. : 42-55-18-17

J.H. 28 a., serveur, 5 ans
d'expér., ch. emploi stable
restauration traditionnelle.
Tél. 48-28-12-81

automobiles

ventes

da 5 à 7 CV

A VENDRE
FORO SIERRA 2300 CLO
Du 19-05-1988. 85 000 km.
Prix : 60 000 F.
4 pneus neufs. Plaquettes
nouvelles. Courtage neutre.
Tous services. 2 rencontres
+ email + alarme.
T. : 47-53-71-82 (ap. 18 h
Bureau : 45-05-30-00

Le Monde

OPÉRATION
SPÉCIALEJEUNES DIPLOMÉS,
CADRES,DÉCOUVREZ LA DIVERSITÉ
DES MÉTIERS PROPOSÉS PAR LE
SECTEUR DES ASSURANCESLes Métiers
de l'Assurance5 daté 6
FÉVRIER

Le Monde AFFAIRES

Le marché des armes encore plus capricieux

La guerre du Golfe apparaît comme le plus imposant salon des gadgets militaires dernier cri. Les Européens craignent déjà que les Américains ne bénéficient durablement de leur suprématie

AVEC tous les matériels acheminés par eux en Arabie saoudite pour bouter hors du Koweït les forces irakiennes, les États-Unis se sont offerts le luxe de déployer, en plein désert, le plus imposant des salons d'exposition qui puissent être consacrés à leurs «gadgets» militaires dernier cri. C'est l'opinion de leurs concurrents qui appréhendent les réactions, sur le long terme, de clients étrangers impressionnés par les performances de ces armements américains et convaincus que la technologie venue d'outre-Atlantique est la seule qui vaille.

Les Européens, notamment, chercheraient-ils à se faire peur, en agitant ainsi l'épouvantail américain ? Pourtant, aux États-Unis, les industriels de l'armement, quand ils imaginent l'avenir, ne sont pas aussi triomphalistes que semblent le croire leurs rivaux. Les «vaches grasses» sont derrière nous, observent-ils en substance, et les années qui viennent, comme

1990 et 1991 le font présager, risquent d'être celles où on continuera de fermer des usines et de licencier du personnel.

Autant qu'on puisse apprécier l'évolution d'un marché de l'armement, souvent capricieux, il se pourrait, en effet, que l'après-guerre du Golfe soit, dans les courbes élaborées par les statisticiens, un simple pie dans une tendance — amorcée avec la réduction des budgets militaires dans le monde — qui conduirait inexorablement les producteurs à une chute de leurs commandes à l'exportation. Déjà, on assiste, en Europe comme aux États-Unis, à la suppression de certains programmes, à un rétrécissement des marchés intérieurs et à une conversion vers des activités civiles, qui obligent les sociétés à contrôler davantage leurs surcapacités de production en la matière.

Si elle domine aujourd'hui à ses rivaux l'impression de sa totale suprématie commerciale à l'étranger, l'industrie américaine le doit en partie au fait qu'elle

bénéficie de l'avance acquise du temps de la présence de Ronald Reagan à la Maison Blanche, lorsque le président des États-Unis, en mars 1983, lança son célèbre projet de bouclier spatial antimissiles, plus connu sous le nom de «guerre des étoiles». C'est cette impulsion technologique-là, au travers d'une augmentation considérable des crédits du Pentagone, qui depuis a permis aux entreprises américaines de tirer un parti avantageux des «retombées» de leurs recherches informatiques et électroniques en les appliquant au secteur des armements classiques.

L'Europe n'a pas suivi au même rythme et là voilà un peu désarçonnée si elle veut néanmoins gagner des parts de marché.

D'autant que la guerre du Golfe ne devrait pas manœuvrer de relancer la perspective, avancée ici ou là, d'une série de conférences internationales destinées — sur le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ou sur celui du Coor-

ordinating Committee for Multinational Export Controls (COCOM) — à mieux maîtriser les exportations d'armes et les transferts de technologies militaires dans le monde.

A terme, une telle éventualité embarrasserait surtout les industriels européens, asiatiques ou latino-américains pour lesquels les exportations constituent davantage qu'un simple appoint à leurs activités, alors qu'elles restent relativement marginales pour les États-Unis. Elle devrait, en revanche, inciter les Européens, qui voudraient sauvegarder leur marché, à monter à leur profit un Meccano industriel parallèle au marché unique de 1993, en concluant entre eux des accords de coopération — qui les rapprocheraient sans les fusionner pour autant — en prenant des participations croisées et, même, pour les plus entreprenants, à s'allier avec une firme américaine.

JACQUES ISNARD



Fragile regain de faveur pour les fabricants américains

Outre-Atlantique, au sein du lobby militaro-industriel, l'ambiance reste marquée. Les firmes sont toujours dans une mauvaise passe financière

LOS ANGELES
correspondance

«DÉPUIS une semaine, nous bénéficions de dizaines d'heures de publicité gratuite», constate un dirigeant de McDonnell Douglas, qui ajoute : «Et nous en avons besoin.» La guerre en direct, en effet, rassure l'opinion sur la valeur ajoutée du lobby militaro-industriel. Dans les coulisses du Pentagone, du Sénat, les «seven prime», les sept grands fabricants américains d'armes, jouissent d'un regain de faveur.

Toutefois, hantés par le scepticisme de Wall Street et de sérieux problèmes structurels, les constructeurs s'ajustent à un environnement plein d'incertitudes.

Le calvaire du complexe militaro-industriel américain commence en 1986. Cette année-là, les parlementaires s'efforcent à dissocier les dépenses autorisées par Ronald Reagan et le ministère de la défense (le DOD).

Les audits révèlent les aberrations d'une bureaucratie parfois corrompue, souvent incompétente. Le Congrès prend l'opinion publique à témoin et réclame une réduction des gaspillages et du budget militaire.

La conjonction de la perestroïka et de trois ans d'indépendance du déficit public américain donne du poids à leurs requêtes incessantes. Malgré le lobbying intense des vendeurs d'armes à Washington, le couperet tombe. L'enveloppe des services achetés du DOD passe de 120 milliards de dollars en 1986 à 66,7 milliards en 1991, soit une réduction de moitié. Parallèlement, le ministère de la défense est soumis à une dette relative : au cours de cette même période, le budget baisse (en dollars constants) pour atteindre 290 milliards de dollars en 1990.

Suppression du programme A-12

Quand l'opération Desert Shield («Bouclier du désert») s'amorce, l'espoir renaît. Mais il faudra vite déchanter. Et ce sont les nouveaux projets d'armes sophistiqués qui «triquent». Tandis que 460 000 soldats s'apprêtent à un conflit imminent, le ministère de la défense, Richard Cheney, annonce, le 7 janvier, la suppression du programme A-12. Choc dans le Landers-militaire. En dépit d'un retard de dix-huit mois et d'un dépassement de 50 % par rapport au coût

initial de recherche et développement de 4,8 milliards de dollars, «ce bombardier constituait la pierre angulaire de la stratégie de la marine américaine», selon Phillip Karber, consultant chez BDM International, une firme spécialisée dans le secteur.

La décision, saluée par l'opinion publique, fait des victimes. L'ancien numéro deux de Ford, John Betti, qui avait accepté le poste prestigieux de directeur des services achats, doit remettre sa démission. Le «tsar», comme on l'avait surnommé à Washington, n'avait pas informé son ministère du dérapage de 2,7 milliards de dollars.

McDonnell Douglas et General Dynamics perdent, sans indemnité, une commande de 620 avions, un contrat de 52 milliards de dollars s'étalant jusqu'en 1996. Au contraire, le ministère de la justice ouvre une enquête pour évaluer la probabilité des vendeurs d'armes dans cette affaire.

Emporté par ses succès, Richard Cheney récidive la semaine suivante. Alors que le monde assiste à la guerre high-tech, il annule le projet LCSRN, le missile qui devait succéder au Tomahawk. «Le ministère de la défense a décidé de réduire, coûte que coûte, les dépenses de son département», constate Phil Friedman, l'analyste de Morgan Stanley, spécialisé dans le domaine de la défense, qui poursuit : «Wall Street, nous connaissons sa détermination. Voilà pourquoi nous continuons d'être sceptiques au sujet des entreprises du complexe militaro-industriel.»

En effet, la communauté financière ne cache pas sa désillusion sur ce secteur. «Ce sont des dinosaures qui n'ont pas su s'adapter à un nouveau monde, l'après-guerre froide», explique Jack Modzelewski, l'analyste de Paine Webber. Il est repris en écho par Phil Friedman, qui recommande aux investisseurs de défaire leur portefeuille de ces titres en prédisant que «le budget militaire s'affaiblira de 5 % à 7 % l'an pendant les cinq prochaines années». Pourtant, les actions des seven prime ont progressé de 15 % en moyenne depuis six mois, alors que l'index Standard et Poor déclinait de 20 %. «Mais il s'agit d'un baron d'honneur affectif», confient les observateurs de Morgan Stanley. «Le glas a sonné depuis longtemps».

pour ce secteur», conclut, lapidaire, Jack Modzelewski.

Car les problèmes structurels demeurent. D'une part, les seven prime ont succombé au chant des sirènes et au système d'appel d'offres du Pentagone. Contraints de limiter leurs emplettes, les militaires du DOD ont mis sur pied, en 1982, un système d'appel d'offres rigide. Les moins-disants l'emportent à condition qu'ils acceptent de prendre à leur charge tout dépassement de budget. Soucieux de se maintenir en vie, les constructeurs misent bas.

Les risques s'annoncent pour ceux qui veulent remporter les contrats à tout prix. «La plupart des concurrents poussent les enchères à la baisse», se souvient M. Lehman. «Qu'importe», rappelle un des dirigeants de McDonnell Douglas, l'Etat paiera la différence. On ne nous avait jamais laissé porter le chapeau. Or, la roue tourne. Poussé par le Congrès, le DOD applique des normes préétablies. General Dynamics, McDonnell Douglas, Lockheed, Northrop, doivent a posteriori annoncer des pertes exceptionnelles de plusieurs centaines de millions de dollars du fait de dépassements de budget.

D'autre part, la pression internationale s'accroît. Les Européens, les Israéliens, les Brésiliens, se disputent féroce les contrats à l'exportation, mais surtout les commandes. Sans compter que l'obsolescence des armes technologiques s'accroît. La rentabilité, autrefois réalisée sur des séries de production de plusieurs années, doit être concentrée sur une courte période. «L'économie du secteur s'effondre», confirme Philip Karber, et nul n'entrevoit de source de revenus stables pour le décennie à venir.

Les dirigeants des entreprises militaro-industrielles causent également leur propre perte. Afin de financer leur carnet de commandes, ils recourent aux dettes. Leur ratio moyen dette/fonds propres dépasse 75 % et les intérêts à débourser grèvent les comptes de résultats. Les économies de train de vie tardent à se concrétiser, tandis que les scandales de pots-de-vie éclatent sans discontinuer.

La rentabilité se détériore

A cause du ralentissement de l'activité, les firmes du secteur traversent une mauvaise passe financière. Le carnet de commandes passe de 211 milliards de dollars en 1986 à 162 milliards en 1990. «Contrairement à la perception générale, la rentabilité des projets militaires se détériore», confie Phil Friedman, de Morgan Stanley. Cinquante mille employés sont licenciés en 1989-90, dont la moitié en Californie. Wall Street enregistre les mauvaises nouvelles.

Tous les protagonistes ne sont pas logés à la même enseigne. Raytheon, qui fabrique les Patriots (le Monde du 23 janvier 1991), Martin Marietta, Rockwell, tirent leur épingle du jeu en limitant les projets à risque. En revanche, McDonnell Douglas, General Dynamics, Grumman ou Northrop, dont plus de 70 % des ventes ont traités au militaire, enregistrent des résultats négatifs depuis deux ans.

ALEX SERGE VIEUX
Lire la suite page 32

Les inquiétudes des Français

Les contraintes de l'après-guerre risquent de placer les industriels devant des choix décisifs

M. GEORGE BUSH, président des États-Unis, n'a pas covoyé plus de 400 000 soldats se battre contre l'Irak dans le seul but de libérer le Koweït ou de sécuriser l'approvisionnement de l'Occident en pétrole. Cette opération sera sans doute le prétexte au règlement de deux problèmes fondamentaux : la dépendance des pays industrialisés à l'égard du pétrole extrait du Golfe, l'une des régions les plus instables politiquement du monde, et la mise en place d'un contrôle international de l'armement.

Sur le premier problème, nul doute, l'une des solutions passe par le règlement de la question palestinienne et le développement d'énergies alternatives. Sur ce dernier point, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confié en décembre à MM. Paul Mentré et Christian Goux le soin d'élaborer un double rapport sur différents aspects de la dépendance énergétique et sur les moyens d'y remédier.

Nouvelle donne

Le contrôle des ventes d'armes risque, en revanche, de poser à l'industrie française des problèmes stratégiques décisifs. Même si des groupes industriels comme Thomson ou Matra ont entamé à la fin des années 80 une reconversion vers les marchés plus porteurs des pays développés, le tiers-monde est demeuré une source majeure de revenus. Nombre d'industriels expriment ouvertement leurs craintes que les États-Unis ne tentent, au sein d'une nouvelle donne politique, de régenter le commerce des armes conventionnelles avec le tiers-monde.

La France est d'autant plus mal placée pour émettre une note discordante qu'elle a fourni, si l'on en croit le rapport annuel du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), près de 28 % de l'arsenal irakien. Et si les relations franco-irakiennes se sont refroidies à

partir de 1989, ce n'est nullement parce que l'Irak sponsorisait de puissants groupes terroristes ou parce qu'il bradait ses surplus militaires aux chrétiens du Liban, dans le but de déstabiliser le rival syrien. La raison était plus prosaïque : c'est parce que l'Irak ne payait plus. En septembre 1989, la France et l'Irak ont signé un accord pour le règlement de la dette irakienne, dont près de la moitié était consacrée à des achats d'armes, toujours selon les experts du SIPRI.

L'après-guerre du Golfe obligera donc l'industrie française à tenir compte de la nouvelle donne politique. Ce qui ne manquera pas de poser de douloureux problèmes industriels et sociaux. Car si l'on en croit les statistiques du SIPRI, entre 1985 et 1989, la France a été le troisième exportateur d'armes, derrière l'Union soviétique et les États-Unis. Sur 15,8 milliards de dollars exportés pendant cette période, près de 12,3 milliards l'ont été en direction des pays du tiers-monde.

Or, comme le faisait remarquer un récent rapport parlementaire, la guerre du Golfe et le désarmement en Europe risquent de prendre l'industrie française en tenaille. Des surplus d'armes conventionnelles d'origine irakienne sont actuellement bradés. «Les États-Unis ont ainsi proposé au Maroc une centaine de chars de combat modernes stationnés sur le territoire de l'ancienne REA, pour un prix à peine supérieur à celui de leur transport.» Dans ces conditions, il est clair qu'un certain nombre de clients de la France s'équipent à court et moyen terme avec ces matériels d'occasion. «Cela sera particulièrement vrai de nos clients les moins solvables», ajoute le rapport parlementaire.

Pour les armes plus sophistiquées, les industriels américains jouissent d'un double avantage. Tout d'abord, celui de produire et de rentabiliser leurs recherches et leurs séries avec le seul Pentagone. Contrairement à des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, l'industrie américaine de l'armement n'est pas totalement dépendante de l'exportation. Second

avantage, le rôle crucial joué par les États-Unis dans la guerre du Golfe donnera aux exportateurs américains un atout-clé pour les prochains grands contrats du Moyen-Orient.

Un fournisseur secondaire

Même si les industriels français sont au même niveau de recherche et d'innovation que les Américains, même si Thomson, Matra et Dassault produisent des missiles ou des radars dont la sophistication n'a rien à envier à celle des grands groupes américains comme Rockwell ou Raytheon, le poids moral et politique des États-Unis sera essentiel lors de la signature des prochains grands contrats en provenance des pays pétroliers. Dans cette zone, «la place de la France risque d'être réduite à la portion congrue, sauf dans le cas où ces pays tiendraient absolument à maintenir le principe de la double source», estime le rapport parlementaire.

Dans les groupes industriels, on observe officiellement une prudente neutralité au sujet de l'après-guerre. «Pour l'instant, on est dans le conflit. Nul ne sait combien de temps les opérations vont durer. Et encore moins de quel sera fait l'après-guerre», se borne à commenter l'Aérospatiale. Thomson voit dans la guerre du Golfe «la justesse des choix stratégiques opérés depuis la concentration du groupe dans l'électronique de défense». Un contrat récemment signé avec l'Arabie saoudite incite même à un optimisme mesuré. «Dans cette zone-là, nous n'avons jamais été un fournisseur second derrière les États-Unis», explique un porte-parole. «Il n'y a pas de raison que cela change.» A moins bien sûr que, sous la contrainte, les groupes industriels de l'armement français, britanniques et allemands ne soient amenés à accélérer leur rapprochement.

YVES MAUOU

L'industrie de défense américaine

Société	Ventes 1990 en millions de dollars	Ventes militaires en %	Dettes/ fonds propres en %	PER 1990	Cours Bourse 11-12-90 (en dollars)	Cours Bourse 31-12-86 (en dollars)
McDonnell Douglas	16,598	73	84	12,9	44	71
General Dynamics	10,150	88	31	NC	24	68
Rockwell	9,860	70	71	7,1	31	50
Raytheon	9,175	48	35	7,8	67	67
Martin Marietta	6,050	53	32	7,2	19	39
Northrop	5,325	89	96	6,3	21	25
Grumman	4,075	77	103	7,9	19	39
E-Systems	1,850	50	20	10,8	32	20
Lockheed	1,395	ND	75	9,7	33	38
Thiokol	1,178	ND	78	5,4	13	ND

* Estimation. — ND : non disponible. — NC : non calculable.

LE MARCHÉ DES ARMES

AFFAIRES

Les Britanniques comptent sur la logique politique

Les industriels espèrent tirer profit de l'attitude du gouvernement de Sa Majesté

LONDRES

correspondance

La guerre du Golfe qui favorise les affaires des fabricants de missiles et de munitions n'a pas de quoi donner des ailes à l'industrie militaire britannique, un secteur en nette perte de vitesse. « A court terme, le conflit du Golfe fait l'affaire des producteurs de munitions courantes. Les fournisseurs de missiles, de bombes, de munitions tournent actuellement jour et nuit pour satisfaire les commandes. Mais je ne crois pas que l'émergence des conflits régionaux Nord-Sud comme celui du Golfe va entraîner une révision des plans de réductions considérables des forces armées britanniques », explique Piers Whitehead, analyste des problèmes de défense auprès de la banque d'affaires Robert Fleming.

A ce stade du conflit, les « gagnants » sont à l'évidence les fabricants d'équipements améliorant l'efficacité des armes dans la guerre du désert : missiles Sidewinder (ML Holdings) pour améliorer la sécurité des Jaguar de la RAF, blindage supplémentaire du char Challenger (Royal Ordnance). Les retombées positives sont également évidentes pour les fabricants de combinaisons de protection anti-chimiques (NBC) et de masques à gaz, d'armes laser tactiques, d'appareils de vérification à infrarouge (caméras sur avions). Les constructeurs de véhicules pour le génie, une autre spécialité britannique, se frottent également les mains dans la perspective des difficultés des forces terrestres à déloger, le moment venu, les soldats irakiens retranchés derrière leurs lignes fortifiées.

A l'exception de ces bénéficiaires potentiels, les carnets de commandes des grands contractants n'ont pas connu de boom spectaculaire. La piètre performance des titres de défense au Stock Exchange l'atteste. « Les marchés considèrent les effets à long terme du conflit. Dès le retour de la paix, l'opinion exigera des réductions encore plus draconiennes dans le budget de la défense. Les matériels détruits ne seront pas remplacés », estime Piers Whitehead.

Après une longue traversée du désert dans les années 70, l'industrie britannique d'armement a largement profité de la politique d'augmentation des dépenses militaires suivie par Margaret Thatcher depuis son entrée à Downing Street, en 1979. Grâce aux efforts gouvernementaux, ce secteur est revenu au premier plan sur les marchés d'exportation, surtout au Proche-Orient qui absorbe 50 % des ventes à l'étranger.

Conséquence : l'industrie britannique de défense, avec ses 400 000 salariés (un million avec les entreprises sous-traitantes) et son chiffre d'affaires de quinze milliards de livres (cent cinquante milliards de francs) reste particulièrement vulnérable aux

coupes claires et tous azimuts des effectifs militaires.

Come le montrent les massives suppressions d'emplois dans l'aéronautique professionnelle (British Aerospace), les producteurs de missiles et les chantiers navals, l'heure est à la surcapacité. Dans ces circonstances, la guerre du Golfe n'entraînera pas d'investissements de production nouveaux. L'avenir passe désormais par la collaboration, nationale et internationale. Malgré l'échec de nombreux projets communs dans le passé et la subsistance dans les deux nations de préjugés remontant très loin, c'est l'entente avec la France qui est à l'ordre du jour.

Le marché du siècle

Les unions entre Thomson et British Aerospace, Matra et Marconi, Aerospatiale et Westland montrent que ce qui rapproche les Britanniques des Français l'emporte, au moment du péril, sur ce qui les sépare. Enfin, l'avenir paraît moins sombre pour les compagnies qui ont su se diversifier dans le non-militaire. C'est le cas de BAe, devenu le troisième constructeur d'avions civils au monde ou de GEC-Marconi (matériel de télévision par satellite, système de contrôle de vol du futur Boeing-777).

« Les seuls gagnants de la guerre seront les équipements qui ont fait leurs preuves sur le terrain, surtout aux yeux des acheteurs du Proche-Orient », souligne Keith Hodgkinson, expert auprès de la filiale londonienne du courtier Lehman Brothers. Avec des ventes se situant entre deux à trois milliards de livres, la Grande-Bretagne est aujourd'hui le deuxième fournisseur d'armements d'Arabie saoudite, derrière les Etats-Unis. Ainsi, en 1988, Ryad et Londres ont conclu un « marché du siècle » pour quinze milliards de dollars comprenant deux bases aériennes clés en main, une centaine de chasseurs Tornado et Hawk, quatre-vingt-dix hélicoptères, six dragueurs de mines. Sans parler d'une option sur cinquante Tornado supplémentaires. La décision du royaume wahhabite avait été motivée notamment par le refus du Congrès de vendre ces armes aux alliés arabes des Etats-Unis, au nom de la protection d'Israël.

Piers Whitehead estime que le législateur américain pourrait à nouveau empêcher la Maison Blanche de vendre des armes à Ryad et aux autres Etats du Golfe : « Quand les Saoudiens vont devoir récompenser leurs alliés après le conflit, les Britanniques seront bien placés. La peur de ne pas envahir les relations avec l'Amérique pénalisera les Etats-Unis. Les limites du dispositif français réduisent les possibilités de firmes comme Dassault. La logique politique jouera autant que les considérations logistiques. »

MARC ROCHE

Fragile regain de faveur pour les fabricants américains

Suite de la page 31

Les gagnants préparent le futur : la réduction de la dépendance vis-à-vis des commandes du DOD. La diversification avance tous azimuts. Raytheon vend désormais pour 200 millions de dollars de produits de conservation de l'énergie, tandis que Lockheed s'est lancé dans un joint-venture avec Japan Air Lines pour la réfection de Boeing-747. McDonnell Douglas vient de commercialiser un nouvel avion civil, le MD-11, qui a déjà engrangé quarante-sept commandes fermes.

« Les autres, avec plus de 50 % de leur chiffre d'affaires dédié à la défense nationale, sont condamnés à terme », estime Jack Modzelewski, de Paine Webber. A moins qu'ils ne fusionnent. « De nombreuses synergies persistent », annonce Phil Friedman, de Morgan Stanley. « Mais personne ne veut faire le premier pas et ouvrir son incapacité à survivre seul », poursuit-il. L'absence de ressources financières, la montée des pressions de Wall Street, poussent à une redistribution des cartes. A laquelle les étrangers ne sont pas invités, selon les prévisions unanimes des professionnels du secteur.

La guerre du Golfe représente une bouffée d'air frais pour le lobby militaire-industriel américain. Les Saoudiens ont déjà placé 20 milliards de dollars de commandes d'équipement (missiles, tanks). Et de nombreux étrangers apprécient « le succès de notre

haute technologie, qui justifie la patience que nous avons investie dans notre recherche », explique Daniel Telip, le président de Lockheed. Toutefois, il ne faut pas s'attendre à un restockage massif du Pentagone. Tout au plus les parlementaires se montreront plus patients à l'égard des retards et des écarts dans les prévisions. Car nul n'oublie que le Patriot (six ans de retard) ou les Tomahawk subissent bien des bêtises et des dépassements de budget avant d'être introduits sur le terrain des opérations. Aussi, avant que de poursuivre la descente aux enfers, les dirigeants des entreprises de défense peuvent reprendre, prouvés à l'appui, le dernier en date des leitmotivs de Daniel Telip, de Lockheed : « La guerre technologique, ça paie. »

ALEX SERGE VIEUX

Bourges la tête dans le sable

Un Berruyer sur cinq travaille pour l'armement. Mais la cité de Jacques Cœur vit à l'heure du paradoxe et de l'ambiguïté

BOURGES

de notre correspondant

Depuis le début du conflit dans le Golfe, Bourges vit plus que jamais à l'heure du paradoxe. La cité de Jacques Cœur, qui accueille cette année, pour la quinzième fois, le « Printemps de la chanson », traverse un rude hiver. Un salarié berruyer sur cinq travaille directement pour l'armement, soit environ 8 000 personnes. Avec la sous-traitance, on estime qu'une famille sur trois vit de cette industrie. Mais son maire et certains syndicats, comme la CGT, sont contre la guerre.

Bourges est dans le Golfe et il est trop tard pour choisir son camp. Les armes fabriquées dans ses ateliers - missiles AS-30 laser et Hot de l'Aérospatiale, canons des chars AMX de GIAT Industries, anciennement EFAB - se font taca. Il est vrai que « l'irak était un excellent client ».

Mercantilisme et humanisme ne riment qu'à l'apparence, et, si le sujet de réflexion est le désarmement, on n'a pas le cœur ici à dissocier. Ce n'est ni l'heure ni le droit pour les responsables,

évidemment moins prolifiques qu'à l'habitude. Mezza voce, un technicien employé par une de ces entreprises confie « ne pas avoir d'état d'âme ». « Nous ne faisons que de la technique, sans réfléchir à la finalité. On travaille avec des outils, en refusant l'idée que nous contribuons à tuer des gens. Si l'on commence à se poser des questions, autant changer de métier ! »

Le syndrome Chevènement

La tête dans le sable du Moyen-Orient, Bourges suit tout bien que mal la polémique de l'arme, gérant à la petite semaine les contradictions. Mais est-ce vraiment facile de mener une croisiade pour la « défense de l'emploi » sans admettre que la formule possède un tarme de trop ? L'ambiguïté domine. Pendant ce qui n'était alors qu'une crise et depuis le début du conflit, le Parti communiste et l'Union ouvrière se retrouvent dans les mêmes défilés, aujourd'hui précédés d'une banderole appelant en lettres rouges tous ceux qui veulent faire « la guerre à la guerre ». Dans le même temps,

l'Aérospatiale a accusé le coup esséné par l'embargo, et GIAT Industries est plus préoccupé par sa restructuration, qui place ses employés face au dilemme lié à leur futur statut : fonctionnaires ou salariés de l'industrie métallurgique.

A ce jour, le conflit n'a eu aucune répercussion sur le charge de travail de ces établissements, sinon une légère accélération des cadences de production ici et là. Mais on se refuse publiquement à évoquer la coup de fouet que devra provoquer le déclenchement de la phase terrestre des opérations militaires, à 6 000 kilomètres d'ici.

Partagé entre un catalogue commercial socialement gênant et le « syndrome Chevènement », les débats politiques locaux illustrent, chacun à sa manière, cette ambiguïté ambiante. « Aucun problème ne se résout avec des chars. Cette époque est révolue », lance le maire communiste de Bourges, M. Jacques Rimbaut, député du Cher, en énonçant ainsi à l'envoi de troupes en Libanie. La veille, à l'Assemblée nationale, il a voté avec son groupe contre le texte gouvernemental, « fier » d'être le seul

député de son département à avoir dit « non » à la guerre.

Ce même jour, à la tribune s'est illustré M. Jean-François Deniau, porte-parole du groupe UDF. L'intervention du président du conseil général impressionna la plupart des observateurs. Le Cher, qui lui avait souvent reproché ses fréquentes escapades à l'étranger, rouvrit tout à coup sur lui des yeux du Chimène. Confiant dans l'action du président de la République, le troisième député du cru, Alain Calmet (majorité présidentielle), est resté le plus discret.

La tête dans le sable, Bourges reste lucide : « L'après-conflit ? Mais la guerre a-t-elle vraiment commencé ? », réplique ce spécialiste en ne s'imaginant la phase terrestre de l'opération.

Les premiers éléments d'analyse, même partiels, conduisent à penser que l'anti-missile sera courtoisé dans les années à venir et que le matériel à guidage fin va devenir indispensable. Sur ce point, Bourges redresse la tête et regonfle la poitrine, convaincue que la compétence de ses ateliers lui assure une place à l'avant-garde.

PATRICK MARTINAT

Résistance à la Bourse de Paris

Dans la débâcle générale, les actions des sociétés liées à la défense se sont mieux comportées que les autres

Mieux que les indices

	Cours au 31-7-90	Cours au 23-1-91	Variation en %
ARMEMENT			
THOMSON-CSF	106	128	19,8
DASSAULT AVIATION	505	438	-13,3
MATRA	309	254	-17,8
SEXTANT AVIONIQUE	686	502	-26,8
SPR	1 480	922	-37,7
DASSAULT ELECTRONIQUE	262	158	-39,7
Moyenne pondérée			-4,2
DISTRIB. SPÉC. - GDS MAG.			
NOUV. GAL. RÉUNIES	676	810	19,8
REDOUTE (LA)	3 050	3 190	4,6
CASTORAMA DU BOIS	1 100	904	-17,7
PRINTemps (AU)	625	490	-21,6
GALERIES LAFAYETTE	2 002	1 370	-31,6
DAMART	2 910	1 740	-40,2
Moyenne pondérée			-10,9

Equivalent aux indices

	Cours au 31-7-90	Cours au 23-1-91	Variation en %
PÉTROLE CHIMIE-MÉTAUX			
AIR LIQUIDE	707	636	-10,1
ESSO FRANÇAISE	734	630	-14,2
TOTAL B	691	573	-17,1
PECHINEY CIP	325	262	-19,4
ELF-AQUITAINE CI	260	207	-20,2
ELF-AQUITAINE	343	274	-20,3
VALLOUREC	318	212	-33,3
VALLOUREC DUC CIP	405	250	-38,2
CHB PACKAGING	181	144	-20,4
GÉOPHYSIQUE	1 310	537	-59,0
Moyenne pondérée			-22,3
HOTELLERIE-LOISIRS			
EURODISNEYLAND	97	97	0
SOLEXHO	556	471	-15,3
CLUB MÉDIT.	618	396	-36,1
ACCOR	994	635	-36,1
Moyenne pondérée			-22,9

Indices de la Bourse de Paris

	au 31-7-90	23-1-91	Variation en %
Indice CAC 40	1 965,57	1 523,39	-22,5
CAC 240	526,80	410,90	-22

Moins bien que les indices

	Cours au 31-7-90	Cours au 23-1-91	Variation en %
BANQUES			
CIE BANCAIRE	550	468	-14,9
SOVAC	690	496	-28,1
CFP	1 248	870	-30,3
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	528	367	-30,6
CREDIT NATIONAL	1 449	995	-31,3
PARIBAS	621	425	-31,6
CCF	225	148	-34,3
SUEZ (FINANC.)	417	269	-35,6
BAEPI	285	183	-35,8
CREDIT LYONNAIS CI	800	510	-36,3
PARIBAS CIP	607	385	-36,6
BNP	420	235	-44,0
BNP CI	426	227	-46,7
Moyenne pondérée			-34,2

Source : Société de Bourse J. P. Morgan.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

ECONOMIE

INDUSTRIE

Un moteur de la SNECMA rapporte autant de devises que l'Airbus

Les bienfaits d'un réacteur fort civil

La SNECMA affiche une belle santé. Mais elle aurait connu la catastrophe sans les succès du CFM-56. Un moteur qui rapporte à la France autant de devises que l'Airbus.

La Société nationale d'études et de constructions mécaniques et aéronautiques (SNECMA), qui fabrique des réacteurs d'avions militaires et civils, est en forme, comme l'a montré, le 14 janvier, son président, Louis Gallois (*le Monde* du 16 janvier). Son bénéfice s'établira entre 50 et 100 millions de francs grâce aux succès du réacteur civil CFM-56 lancé, il y a vingt ans, avec la participation de General Electric et fabriqué à 767 exemplaires en 1990. Une belle aventure qui a frôlé plusieurs fois la catastrophe.

Difficile de s'enthousiasmer pour les progrès d'un réacteur d'avion. Avec ses ailes tendues et son décollage plein ciel, un Airbus fascine inévitablement le spectateur le plus novice. Pas le CFM-56, embrouillamini de tubulures et de câbles cachés sous un vaste capot et qui déchaîne une poussée colossale lorsque le commandant de bord pousse les manettes à fond. Trop technique.

Et pourtant, ce CFM-56 rapporte à la France autant de devises que l'Airbus. Sans lui, la SNECMA aurait définitivement été lâchée par les trois autres motoristes mondiaux, les américains General Electric et Pratt & Whitney et le britannique Rolls-Royce.

Le père de ce merveilleux réacteur est, sans conteste, René Ravaud qui était convaincu, dès 1971, que son entreprise ne pouvait continuer à vivre à 95 % du secteur militaire et qu'il serait dangereux pour la France de se limiter à la fabrication des cellules d'avions civils, d'autant que chaque moteur entraîne, en quinze ans, l'achat de pièces de rechange pour un montant représentant le double de son prix.

René Ravaud était étonné de voir que seuls les avions gros-porteurs

comme le Boeing-747 ou le DC-10 profitaient des réacteurs de la nouvelle génération, les réacteurs à double flux qui éjectent l'air plus lentement, mais plus puissamment, ce qui a pour effet de réduire leur consommation de carburant et leur bruit. Il était persuadé qu'un jour les compagnies aériennes trouveraient stupide de consommer plus de kérosène et de diffuser plus de décibels pour cent cinquante passagers que pour trois cents et qu'elles se tourneraient vers un réacteur plus moderne que le vieux JT8 de Pratt & Whitney qui monopolisait le marché au début des années 70.

Mais avec qui développer un tel moteur dont le coût de développement avoisinait les 9 milliards de francs (en francs 1989)? Forcément avec un motoriste américain puis-

que 60 % du marché aéronautique mondial se trouvaient aux Etats-Unis. La SNECMA donna la préférence au challenger General Electric (GE), plutôt qu'au leader Pratt & Whitney que la détention de 80 % des ventes mondiales rendait suffisant et peu coopératif. GE apportait en dot la haute pression du réacteur du bombardier B-1.

Un entêtement payant

Aussitôt signé, l'accord GE-SNECMA eut des vents contraires qui se prolongèrent pendant de nombreuses années. Aucun usage entre eux : ils s'étaient mis d'accord pour se partager à égalité les dépenses et les recettes, la fabrication, la commercialisation et

l'après-vente. En revanche, il fallut, en 1972, des discussions entre les présidents Nixon et Pompidou pour lever les interdictions d'exportation formulées par l'administration américaine à l'encontre de la partie américaine du réacteur : secret militaire!

Manquaient les commandes. Le développement du moteur se poursuivait impeccablement, mais pas la commercialisation. Le ministère français des finances ne voulait plus, en 1978, donner un sou à un programme que General Electric emmenait à considérer comme mort-né. René Ravaud n'en démordit pas.

Son entêtement paya. En 1979, United Airlines, Delta Airlines et Flying Tiger décidèrent de remotoriser une trentaine de DC-8 avec le CFM-56. Un an plus tard, celui-ci

fut définitivement tiré d'affaire par le choix de Boeing de propulser avec lui ses futurs 737. Lorsque Airbus lança, en 1984, son bécoteur A-320 - avion pour lequel René Ravaud et son équipe l'avaient conçu, - le CFM-56 volait déjà depuis trois ans.

Le succès commercial ne fut pas affecté par deux séries d'alertes en 1989. Trois Boeing-737-400 connus, en quelques semaines, des pannes de moteurs dues à un phénomène vibratoire provoquant des ruptures dans les aubes, aux alentours de 3 300 mètres d'altitude, en montée et à pleine puissance. Le plus grave de ces incidents fut mal interprété par l'équipage qui se trompa, le 8 janvier 1989, sur le réacteur endommagé et qui coupa celui qui était intact : l'avion s'écrasa peu avant de se poser sur l'aéroport des Midlands en Grande-Bretagne, faisant quarante-quatre morts. En quinze jours, des amortisseurs furent placés sur douze cents aubes. Pour en finir avec le problème, on a modifié l'angle des ailettes de titane de celles-ci.

Vingt mille unités ?

A peu près en même moment, quatre Boeing-737 traversant des orages de grêle virent leurs deux réacteurs étouffés simultanément. L'un d'entre eux se posa en vol plané et sans casse dans un champ, de Louisiane. General Electric et SNECMA enquirent, aux Etats-Unis, un banc d'essai qui leur a permis de faire absorber une cinquantaine de tonnes d'eau et de glace à un CFM-56, afin de déterminer comment modifier l'aérodynamisme des entrées d'air. Mission accomplie.

Moins bruyant de 10 % et moins gourmand de 25 % que ses prédécesseurs, le CFM-56 a, désormais, un beau curriculum vitae. Il est proposé en cinq versions développant de 9 à 17 tonnes de poussée, pour un prix allant de 2,5 à 5 millions de dollars l'unité. Il propulse le DC-8,

l'avion radar AWACS, le Boeing-737, l'Airbus A-320 en attendant les Airbus A-321 et A-340. Il accumule les bons points : 0,004 arrêt en vol pour dix mille heures, 99,90 % des décollages à l'heure, 0,10 révisions pour mille heures de vol.

Pour ne pas se faire rattraper par son challenger V-2 500, développé par Pratt & Whitney, Rolls-Royce, l'allemand MTU et Japanese Aero Engines et qui annonce quelques pour cent de moins en consommation et en nuisances, le CFM-56 s'est mis à la régulation électronique et aux matériaux composites.

Les compagnies aériennes ont plébiscité ce petit génie qui représente plus du tiers du marché des réacteurs civils, toutes catégories confondues. Le cinq millième sera livré en 1991. Le CFM-56 se vendra jusqu'en l'an 2010 et devrait permettre à General Electric et SNECMA de fabriquer jusqu'en 2020 les pièces détachées - tellement rémunératrices! - des vingt mille exemplaires (espérés) de celui qui aura alors décroché le titre de moteur le plus vendu de l'histoire de l'aéronautique.

Cette aventure, maintenant annoncée pour un demi-siècle, a déjà eu d'importantes conséquences pour les deux partenaires devenus aux trois quarts civils grâce au CFM-56 et qui portent progressivement leur cadence de production mensuelle de soixante-cinq à cent moteurs. Elle engage aussi le futur.

Il n'y aurait peut-être pas de réacteur M-88 pour le futur avion de combat Rafale si le pacifique petit CFM-56 n'avait dégagé de confortables bénéfices. La SNECMA se serait peut-être pas associée d'aussi près aux études internationales sur le moteur du successeur du supersonique Concorde si le réacteur de 10 tonnes n'avait été, pour elle, l'occasion de prouver qu'elle savait aussi - faire décoller un avion commercial toutes les vingt secondes.

ALAIN FAUJAS

Philips s'apprête à lancer la cassette compacte numérique

Après vingt-huit ans de bons et loyaux services, la petite cassette audio analogique, trop vieille et de qualité trop médiocre, s'apprête à passer la main. Son inventeur, la firme néerlandaise Philips, a trouvé sa remplaçante : le DCC, antedix digital compact cassette, ou, en bon français, cassette compacte numérique. Elle vient de la présenter à la foire de l'électronique grand public de Las Vegas. Même taille, même apparence physique, mais une qualité bien supérieure. Avec une fréquence limite supérieure à 22 kilohertz et une dynamique de 105 décibels, la nouvelle venue se doit de faire presque rougir la cassette compacte (CD). Une sérieuse concurrente au DAT (digital audio tape), cette mini-cassette

numérique de très haut vol, mais qui depuis trois ans n'arrive pas à percer à cause du fait que les éditeurs, terrorisés par les possibilités de copie, ont mis à son lancement. Un problème aujourd'hui résolu avec l'introduction d'un système anti-copie, mais qui n'ôte rien au handicap posé par ce produit nouveau à la clientèle, obligée de changer son installation pour accéder au progrès. Sans parler du prix du reproducteur, encore très élevé.

Avec la DCC, rien de tout cela. Sa taille n'est pas seulement identique à celle de sa sœur aînée, la vitesse de défilement (4,75 cm/s) l'est aussi. Seuls changent les modes d'enregistrement et de reproduction. Résultat : moyennant un léger supplément, le même appareil

sera capable de lire les nouvelles et les anciennes cassettes, dont il s'est encore vendu, baladeur oblige, 2,57 milliards de pièces dans le monde en 1990 (970 millions de musiques, 1,6 milliard de cassettes vierges). Son prix devrait être au moins de moitié inférieur à celui du magnéto-cassette DAT. Mais les impertinents devront encore attendre un an avant de trouver ce nouvel appareil dans le commerce. Philippe vaut laisser le temps à sa filiale Polygram, propriétaire d'importantes réserves de programmes musicaux, de présenter à la clientèle un catalogue fourni de cassettes pré-enregistrées.

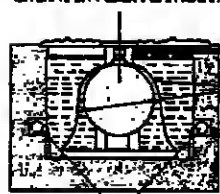
ANDRÉ DESSOT

BUTAGAZ INVENTE "NAUTILA" LA CITERNE PROPANE ENFOUIE A VIE

BUTAGAZ innove en créant NAUTILA, la seule citerne propane enfouie à vie. En appliquant en précurseur le système de protection cathodique au stockage de propane domestique, BUTAGAZ permet à NAUTILA de demeurer à vie sous terre. NAUTILA, c'est la discrétion absolue : invisible à vie, elle s'intègre dans tous les

jardins, préserve la beauté naturelle des sites et respecte pour toujours le cadre de vie. NAUTILA, c'est tous les avantages de l'énergie propane aux trois usages : chauffage, eau chaude et cuisson. C'est l'assurance d'une chaleur saine, puissante et instantanée. En donnant jour à l'invisible, BUTAGAZ confirme une fois encore sa position de leader sur le marché des gaz de pétrole liquéfiés.

CITERNE EN ACIER (CATHODE)



ANODES DE PROTECTION (MAGNESIUM)

Le procédé de la protection cathodique consiste à relier l'acier de la citerne à deux masses de magnésium mises en terre. Cette réserve renouvelable de magnésium permet par un flux ionique de protéger en permanence l'acier de la citerne. Le contrôle de ce flux se fait par simple vérification électrique extérieure. Enfouie et protégée, NAUTILA reste intacte à vie.

BUTAGAZ

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

MARCHÉS FINANCIERS

Tenant compte de la dégradation du marché

La Société des Bourses françaises revoit certains de ses tarifs

La Société des Bourses françaises (SBF) a décidé, mercredi 30 janvier de réduire certains de ses tarifs en diminuant de 10 % le redevance institutionnelle et de 5 % le point d'accès au système CAC (cotation assistée en continu).

Ces mesures ont été prises à cause des difficultés rencontrées par de nombreuses sociétés de Bourse qui ont enregistré, l'an dernier, une importante réduction de leur volume d'affaires.

La redevance institutionnelle passe de 1,045 million de francs par an à 940 500 francs. Créée en janvier 1989, cette taxe a été instituée pour rémunérer les services rendus par la SBF. Quant à l'abonnement couvrant l'accès au système du marché informatique en continu, il passe à 18 000 francs par mois contre 19 000 francs l'an dernier.

Dans les milieux boursiers, ces mesures considérées comme « infimes » sont tout de même perçues comme « un geste positif » ajoutant à la baisse de 20 % de la

cotation versée à l'organisation patronale AFSB (Association française des sociétés de Bourse). Les cotisations fixes entrainées par la modernisation de la place sont en effet élevées pour les ex-charges d'agent de change. La répercussion de ces charges constantes est importante sur le prix des ordres, même si elle oscille en fonction du flux de transactions. Selon certaines études, elles varient de 33 francs par opération exécutée pour une société de Bourse active traitant un million d'ordres par an à 95 francs pour celle négociant sur la même période 200 000 à 300 000 ordres.

D'autre part, la SBF a annoncé le même jour la nomination de M. Bernard Mirat, soixante-trois ans, jusqu'alors directeur général adjoint au poste de vice-président directeur général de cet organisme chargé du fonctionnement du marché que préside M. Jean-François Théodore. M. Mirat qui est entré en 1961 à la Compagnie des agents de change, devenue depuis SBF, continue d'exercer ses fonctions de directeur à la direction des produits et des opérations.

D. G.

Ne la jugeant pas contraire à l'intérêt public

Le gouvernement britannique autorise la fusion BAe-Thomson-CSF

La Commission britannique des monopoles et fusions (MCC) a donné mercredi 30 janvier son feu vert à la fusion des activités de British Aerospace et Thomson-CSF dans les missiles guidés. Cette autorisation, qui avait été demandée en raison de la présence de l'Etat français dans le capital de Thomson, porte sur l'opération qui prévoit la création d'un joint-venture baptisé Eurodynamics, réalisant un chiffre d'affaires annuel d'environ 1,4 milliard de livres (13,9 milliards de francs).

La MMC a estimé que ce rapprochement n'était pas contraire

à l'intérêt public. Dans le contexte de réduction mondiale des dépenses d'armement et de sophistication grandissante des matériels, « il est inévitable qu'il y ait une collaboration croissante entre les principaux groupes du secteur », indiquent les conclusions de son rapport.

Il n'y a donc désormais plus d'obstacle juridique à la négociation entamée en 1987 entre les deux groupes industriels. Thomson a réagi par un communiqué en précisant que « les discussions se poursuivent » et qu'elles tiennent compte de la conjoncture économique actuelle.

Les profits de Dupont de Nemours ont diminué de 6,85 % en 1990

Le groupe américain Du Pont de Nemours, un des quatre plus grands chimistes du monde, a réussi pour 1990 à préserver sa rentabilité. Alors que ses grands concurrents allemands annoncent ou prévoient déjà des baisses de 20 % à 30 % de leurs profits, que le français Rhône-Poulenc table sur une diminution de moitié de son résultat, la firme de Wilmington annonce fièrement un bénéfice net de 2,31 milliards de dollars (1,6 milliards de francs), en diminution de 6,85 % seulement par rapport à l'exercice précédent, pour un chiffre d'affaires accru de 12,6 % et parvenu pour la première fois à 40 milliards de dollars.

En fait, Du Pont a été sauvé par les activités pétrolières de sa filiale Conoco, dont le résultat a augmenté de 20 % à près de 646 millions de dollars, alors que les profits de la chimie ont globalement chuté de 29 % à 1 504,62 millions de dollars, avec un creux à moins 41 % pour les fibres.

A. D.

L'avionneur Boeing a doublé ses bénéfices en 1990

Boeing, premier constructeur d'avions commerciaux du monde mais travaillant aussi pour le Pentagone et dans le domaine spatial, affiche une santé insolente. Non content d'enregistrer, en 1990, une progression de 36 % de son chiffre d'affaires déjà impressionnant (de 102 milliards à 138 milliards de francs), l'avionneur de Seattle fait plus que doubler son bénéfice, qui passe de 3,4 milliards à 7 milliards de francs.

Les mesures de réorganisation des chaînes de montage et les économies décidées en 1989 et en 1990 semblent avoir produit des effets bénéfiques, notamment dans les domaines militaire et spatial, où les pertes ont été réduites.

L'année 1990 lui a valu une série de records : record du montant de commandes (237 milliards de francs contre 237 milliards), record de livraison (449 appareils contre 342), record de la part des avions civils dans le chiffre d'affaires (94 % contre 92 %). L'année 1991 s'annonce sous des auspices favorables puisque la production de 506 appareils est programmée.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernier

Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

NEW-YORK, 30 janvier ↑

Flambée de hausse

Timidement réarmé vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de reprise a brusquement embelli mercredi à Wall Street, si bien embelli même que l'indice Dow Jones a, pour la première fois depuis le 16 août dernier, relancé la barre des 2 700 points, pour finalement s'inscrire à la cote 2 713,12 avec un gain de 50,50 points (+ 1,89 %). Le bilan de la séance a été comparable à ce résultat puisque sur 1 905 valeurs traitées, 1 212 ont monté tandis que 369 seulement baissaient et que 394 reproduisaient leurs cours précédents.

L'optimisme manifesté par le président George Bush dans son discours sur l'état de l'Union a fait une excellente impression sur le marché, à telle enseigne que, reflétant l'atmosphère ambiante, l'économiste en chef de la First Albany Corp. de New-York, affirmait : « Le sentiment est tel que la guerre dans le Golfe, comme récession aux Etats-Unis, seront de courte durée. Mais le meilleur moral des boursiers n'a pas été le seul facteur de la hausse. Par effet de hausse, les indices ont déclenché des programmes d'achats sur les ordonnances, qui ont commencé à lâcher des ordres en attendant la reprise. La preuve en est que l'activité a considérablement augmenté pour porter sur 226,79 millions de titres contre 155,70 millions la veille.

VALEURS	Cours de 29 janvier	Cours de 30 janvier
Alcoa	61 1/4	65
AT&T	41 1/8	42 1/8
Chrysler	11 7/8	12 1/4
Chrysler Bank	11 7/8	12 1/4
Eastman Kodak	41 1/4	42 1/4
Exxon	52 3/4	54 1/4
General Electric	60 3/4	62 1/8
General Motors	33 1/8	35 1/4
IBM	124 5/8	127
ITT	51 3/4	52 1/2
Medco	16 1/8	16 3/4
Pfizer	67 3/4	68 1/2
Schlumberger	56 1/2	57 7/8
Tecumseh	58 1/4	59
U.S. Corp. (ex-Alcoa)	123	128 3/8
Union Carbide	18 1/8	18 3/4
Westinghouse	27 1/4	27 3/4
Xerox Corp.	44 1/8	45 3/8

LONDRES, 30 janvier ↑

Forte progression

La Bourse londonienne s'est envolée mercredi une demi-heure avant la fermeture, dans le sillage de Wall Street, suite au discours optimiste du président George Bush sur l'état de l'Union et la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis. A la clôture, l'indice Footsie des cent valeurs a progressé de 38,8 points à 2 152,5 (soit un gain de 1,8 %). Les échanges ont porté sur 556,9 millions de titres contre 388,2 millions la veille.

Tous les secteurs ont terminé en hausse. Les titres de la distribution ont enregistré les gains les plus importants, ainsi que les assurances, l'automobile et les assurances. L'exception de Royal Insurance. Les banques et les valeurs de la construction, telles RMC et Blue Circle, ont gagné du terrain dans l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt américains.

FAITS ET RÉSULTATS

o Valeo : chiffre d'affaires pour 1990 en progression de 9,8 %, - l'équipement automobile Valeo annonce, jeudi 24 janvier, dans un communiqué, un chiffre d'affaires de 20,2 milliards de francs pour 1990, en progression de 9,8 % par rapport au précédent exercice (18,4 milliards de francs) dans le nouveau périmètre de consolidation. Les résultats annuels ne sont pas encore connus. Le groupe avait réalisé en 1989 un bénéfice net de 936 millions de francs. Le chiffre d'affaires du dernier trimestre de 1990 a baissé de 8 % par rapport à la même période de 1989, dans le contexte de la forte chute de la production automobile en Europe, aux Etats-Unis et au Brésil, indique le communiqué. Valeo précise que de nouvelles mesures de restructuration seront prises en 1991 « pour adapter le groupe aux récentes données économiques ».

o Un médicament antihypertenseur de Sandoz autorisé aux Etats-Unis. - Le groupe chimique suisse Sandoz a été autorisé à vendre sur le marché américain un médicament antihypertenseur à base d'isradipine, le Dynacirc. L'autorisation a été accordée par la Food and Drug Administration (FDA). La direction de Sandoz ajoute que ce médicament, antagoniste du calcium, est déjà disponible dans 17 pays à travers le monde, notamment en Europe sous le nom de Lomir. En outre il fait l'objet d'une étude aux Etats-Unis pour évaluer la portée clinique de l'action antihypertensive réduite ou prévention de modifications artérielles de la paroi des vaisseaux sanguins du médicament observée chez l'animal.

o Fujitsu et une filiale de McDonnell Douglas signent un accord de coopération. - Le japonais Fujitsu Ltd. et une filiale britannique de l'américain McDonnell Douglas ont signé un accord de coopération dans le domaine de la conception assistée par ordinateur (CAO) et de la construction. Cet accord autorise Fujitsu à distribuer au Japon le logiciel de dessin en trois dimensions Unigraphics, mis au point par McDonnell Douglas Information Systems International Ltd. Il stipule également l'intégration de technologie développée par McDonnell Douglas dans les logiciels Fujitsu et une coopération dans les domaines de la vente et de la recherche.

PARIS, 31 janvier ↓

Brusque repli à mi-séance

La reprise aurait-elle fait long feu ? Après l'être d'abord poursuivi, le mouvement d'est non seulement ralenti mais inversé durant la séance de jeudi à la Bourse de Paris. En hausse de 0,83 % dès les premières cotations, les valeurs françaises ont en effet marqué le pas au cours de la matinée, avant de virer à la baisse en début d'après-midi. La tendance devint par la suite irrégulière. L'indice CAC 40 évoluant assez nerveusement aux alentours du point d'équilibre. Plus tard dans la journée, avant le début des transactions à la Bourse de New-York, la place parisienne, après un moment d'indécision, s'est franchement orientée à la baisse (-0,6 %).

Pourquoi ce brusque revirement à mi-parcours ? La hausse de Wall Street, et la bonne tenue, en général, des places européennes, la veille, avaient d'abord fait très bonne impression sur les opérateurs. Ce sentiment optimiste était en outre renforcé par le discours du président Bush sur l'état de l'Union et de l'accord entre les Etats-Unis et l'URSS, qui devait apprendre à l'Irak un cessez-le-feu si Bagdad se désengageait du Koweït. Le discours confiant de M. Bush quant à la situation économique américaine et la sortie envisagée de la récession n'étaient pas une possible détonation d'un demi-point. Ceux qui avaient joué une détente sur le front des taux ont immédiatement commencé à se dégoûter. Du coup, les détenteurs de la Bourse française, sur le sillage de la Bourse fédérale, ont commencé à se dégoûter. Du coup, les détenteurs de la Bourse française, sur le sillage de la Bourse fédérale, ont commencé à se dégoûter. Du coup, les détenteurs de la Bourse française, sur le sillage de la Bourse fédérale, ont commencé à se dégoûter.

TOKYO, 31 janvier ↓

Baisse

Les valeurs ont terminé la séance de jeudi en baisse à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a perdu 116,47 points à 23 293,14, soit un repli de 0,5 %. Le volume d'affaires a été de 1,4 milliard de titres, contre 1,3 milliard la veille. Les échanges ont porté sur 330 millions de titres ont été échangés contre 280 millions mercredi.

Après avoir progressé tout au long de la matinée dans le sillage de Wall Street, les valeurs ont subi les effets du bras droit d'une personnalité très haut placée dans le monde boursier, ont pesé sur la tendance. Plus concrètement, les professionnels japonais ont le sentiment que les Etats-Unis sont en train de sortir de la récession et que la baisse des taux américains recouvrira, qui aurait pu susciter un desserrement du crédit au Japon, n'est plus d'actualité.

VALEURS	Cours de 30 jan.	Cours de 31 jan.
Alcoa	61 1/4	65
AT&T	41 1/8	42 1/8
Chrysler	11 7/8	12 1/4
Chrysler Bank	11 7/8	12 1/4
Eastman Kodak	41 1/4	42 1/4
Exxon	52 3/4	54 1/4
General Electric	60 3/4	62 1/8
General Motors	33 1/8	35 1/4
IBM	124 5/8	127
ITT	51 3/4	52 1/2
Medco	16 1/8	16 3/4
Pfizer	67 3/4	68 1/2
Schlumberger	56 1/2	57 7/8
Tecumseh	58 1/4	59
U.S. Corp. (ex-Alcoa)	123	128 3/8
Union Carbide	18 1/8	18 3/4
Westinghouse	27 1/4	27 3/4
Xerox Corp.	44 1/8	45 3/8

FAITS ET RÉSULTATS

o Pertes considérables pour Thyssen Edelmetalle. - Thyssen Edelmetalle (TVE), filiale du groupe allemand Thyssen spécialisée dans les métaux précieux, a annoncé un effondrement de ses résultats pour l'exercice 1989/90 (clôturé fin septembre). Les pertes de la filiale de 197 millions de deutschemarks (167 millions de francs). L'exercice précédent, TVE avait affiché un bénéfice net de 208 millions de deutschemarks (170 millions de francs). La maison de Thyssen AG, éponyme des pertes, a indiqué le président du directoire de TVE, M. Karl Heinz Roessner. Le chiffre d'affaires de la filiale, qui a enregistré une baisse de 12 %, pour s'établir à 3,9 milliards de deutschemarks (3,3 milliards de francs).

o Bayerische Landesbank rejoint le réseau Visa International. - La banque allemande Bayerische Landesbank, qui fédère 114 caisses d'épargne de Bavière, a adhéré au réseau de cartes bancaires Visa International, a annoncé, lundi 21 janvier, le groupement financier, qui présente cette initiative comme une percée significative en Allemagne. Seule 17 banques de petite taille ou filiales de banques étrangères étaient, jusqu'à présent, affiliées à Visa en Allemagne, où les cartes Visa en circulation atteignent seulement 1,2 million contre environ 55 millions dans l'ensemble de l'Europe. Bayerische Landesbank apporte à Visa la moitié du marché bancaire de Bavière pour les particuliers et 3 000 agences, et souligne son rôle de banque de Visa. La banque allemande des petits totaux de 154 milliards de deutschemarks (107 milliards de dollars).

o Ciba-Geigy double ses investissements pour le protection de l'environnement. - Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy a décidé de doubler ses investissements destinés à la protection de l'environnement pour ses usines de Bâle (nord-est de la Suisse). La direction de la firme prévoit de dépenser d'ici à 1995 quelque 261 millions de francs suisses (1 milliard de francs français) pour promouvoir des techniques respectueuses de l'environnement. Elle espère ainsi réduire notablement ses émissions de gaz et diminuer le rejet d'eaux résiduelles de ses usines.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	2510	2538	Groupe Omya	460	470
Amatel Assoc.	222	230	Gummi	850	850
Anglo	155	155	I.C.C.	233	237 50
B.A.C.	158	151 70	IBA	257 20	270 20
B.I.C.M.	830	840	Idemec	124	123
Bonin (Ly)	383	385	LP.B.M.	114	113 10
Bonnet (Ly)	177	177	Loca Invest.	275	275
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	849	880	Locamex	83 90	83 50
Calsonic	377	377	Mats Comm.	127	127
Cantel	485	485	Molins	110	117 10
C.E.G.P.	175	175	Olivier Logis.	580	589
C.F.P.I.	255	257	Pratburg	75	75
C.N.I.M.	785	785	Publ. Filipp.	355 90	355
Codreux	278	287	Roni	450	451
Comarag	235 70	240	Rhone-Alp. Ess. (Ly)	304	304
Confiance	790	790	S.H. Menager	181	181
Chelsa	201	197	Select Invest (Ly)	91	91
Daghe	331	330	Serbo	411	387
Dalmis	533	534	S.M.T. Goupil	185	185 70
Danachy-Winter Co.	227	280	Sopra	187 40	174
Dassan et Gral.	227	227	Thomson H. Ly.	220	220
Davril	825	825	Unilog	150	155
Delelle	238	238	Val de Ce	88	88
Delfos	185	185	Y. St-Laurent Groupe	644	634
Edison-Belland	238	245			
Europ. Population	320	318			
Finacor	140	133			
Frankopan	180	155			
IFF (group. Ind.)	254	272			
Grand Lim	350	387			
Gravograph	173	175			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 janvier 1991

Nombre de contrats : 69 282.

COURS	Mars 91	Jun 91	Sept. 91
Dernier	102,86	103,16	103,12
Précédent	102,58	102,84	102,92

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Mars 91	Jun 91
103	0,62	1,52

CAC 40 A TERME (MATIF)	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 587	1 601	1 592
Précédent	1 555	1 566	1 581

Volume : 10 467.

CHANGES

Dollar : 5,0440 F ↓

Le dollar était pratiquement stable jeudi 31 janvier, s'échangeant à Paris à 5,0440 francs contre 5,0670 francs mercredi à la cotation officielle. La plupart des monnaies fluctuaient peu, soumises à des informations contradictoires sur le conflit dans le Golfe et la durée de la récession aux Etats-Unis.

FRANCFORT 30 jan. 31 jan.
Dollar (en DM) 1,4935 1,4998TOKYO 30 jan. 31 jan.
Dollar (en yen) 131,78 131,48

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (31 janvier) : 9 13/16-15/16 %

New-York (30 janvier) : 6 3/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 26-12-90)

29 jan. 30 jan.

Valeurs françaises 102,86 103,16

Valeurs étrangères 98,40 98,20

(SBF, base 100 : 31-12-90)

Indice général CAC 414,18 412,30

(SBF, base 1000 : 31-12-97)

Indice CAC 40 1 554,49 1 582,45

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 jan. 30 jan.

Industrielles 2 662,62 2 713,12

LONDRES (indice Financial Times)

29 jan. 30 jan.

100 valeurs 2 113,20 2 152,60

30 valeurs 1 656,30 1 685,50

Mines d'or 140,80 137,10

Fonds d'Etat 84 84,84

FRANCFORT 29 jan. 30 jan.

Dax 1 380,26 1 400,73

TOKYO 29 jan. 30 jan.

Nikkei Dow Jones 23 497,61 23 293,14

Indice général 1 710,71 1 710,93

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,0540	5,0560	+ 115 + 125 + 232 + 252 + 735 + 795
S can.	4,3531	4,3586	- 51 - 24 - 92 - 53 - 38 - 53
Yen (100)	3,8463	3,8597	+ 49 + 69 + 89 + 127 + 358 + 428
DM	3,3938	3,3967	+ 20 + 38 + 42 + 66 + 116 + 179
Finl.	3,0181	3,0131	+ 15 + 30 + 30 + 51 + 105 + 158
Flin	16,4948	16,5121	- 28 + 85 30 + 148 30 1 685 50
FR (100)	4,0016	4,0063	+ 50 + 67 + 104 + 130 + 365 + 437
PS	4,5236	4,5295	- 99 - 50 - 195 - 128 - 493 - 355
L (1 000)	5,9025	5,9148	- 317 - 282 - 627 - 568 - 1513 - 1363

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	6 13/16	6 15/16	6
----------	-------	-------	---------	---------	---

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 JANVIER

[illegible]

COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du nom.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours	
Obligations						Etrangères					
Emp. Ext. 8.95/77	120.10	6.10	Collins	258	.....	Midi Départ.	580	.....	A.E.G.	730	.....
10.90% 9/8/78	99.40	5.40	Collins	279	380	Midi	119	.....	Alco Inc. Stock	526	.....
10.90% 9/8/78	100.06	4.60	Comptex	467	480	Orléans (Rd)	118	217	Alcan Canada	57	57
Emp. Ext. 13.25/80	100.10	13.17	Comptex	467	480	Orléans (Rd)	270	270	American Brands	180	186
Emp. Ext. 10.66/82	100.01	10.66	Cr. Indus. (Rd)	3900	4000	Orléans	236	.....	Arkel	490	.....
Emp. Ext. 14.95/83	100.32	13.78	Cr. Indus. (Rd)	3919	402	Orléans (Rd)	236	.....	Auriferes Mines	146.10	.....
Emp. Ext. 13.49/83	106.60	10.60	Cr. Unif. (Rd)	482	490	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
Emp. Ext. 11% 85	107.30	9.30	Cr. Unif. (Rd)	482	490	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
10.26% 9/8/85	101.85	9.18	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
DAT 8% 5/2000	102.80	9.82	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
DAT 9.8% 12/1987	101.80	1.52	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
DAT 9.8% 11/1986	100.60	9.84	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
PTT 11.26% 85	100.30	10.30	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CFP 10.30% 85	98.80	9.72	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNB Paves 5000F	96.15	0.84	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNB Paves 5000F	96.15	0.84	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNB Sec. 8000F	99.10	9.84	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNE 11.5% 85	101.66	10.66	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CN 10% 5/2000	99.15	0.84	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNT 9% 9/85	91.70	8.83	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNT 10.90% dc 85	103.05	0.88	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CHAB FCE 3% 100	132	.....	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CNA	963	.....	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
CEE (s. p. 83/93)	1940	.....	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
Dreux As. 85/89	.....	.....	Dalrymple	115	115	Orléans (Rd)	236	.....	Banco Popular Exp.	480	480
Actions						Hors-cote					
Agropar Inc. Ind.	750	800	Agropar Inc. Ind.	750	800	Agropar Inc. Ind.	750	800	Agropar Inc. Ind.	750	800
Applications Ind.	1280	1300	Applications Ind.	1280	1300	Applications Ind.	1280	1300	Applications Ind.	1280	1300
Adair	625	620	Adair	625	620	Adair	625	620	Adair	625	620
Bel. C.A. Monaco	950	915	Bel. C.A. Monaco	950	915	Bel. C.A. Monaco	950	915	Bel. C.A. Monaco	950	915
B.H. Export/Comp.	340.60	.....	B.H. Export/Comp.	340.60	.....	B.H. Export/Comp.	340.60	.....	B.H. Export/Comp.	340.60	.....
B.C.F. Intercom	238	228	B.C.F. Intercom	238	228	B.C.F. Intercom	238	228	B.C.F. Intercom	238	228
Bright-Say C.I.	856	.....	Bright-Say C.I.	856	.....	Bright-Say C.I.	856	.....	Bright-Say C.I.	856	.....
Bridelindes	3800	3878	Bridelindes	3800	3878	Bridelindes	3800	3878	Bridelindes	3800	3878
Bureau Dime	87.72	69	Bureau Dime	87.72	69	Bureau Dime	87.72	69	Bureau Dime	87.72	69
Cardiford	632	.....	Cardiford	632	.....	Cardiford	632	.....	Cardiford	632	.....
Carbone Lorraine	64	635	Carbone Lorraine	64	635	Carbone Lorraine	64	635	Carbone Lorraine	64	635
Casa Pochin	8	10	Casa Pochin	8	10	Casa Pochin	8	10	Casa Pochin	8	10
C.E.F.F. (Friger)	362	360	C.E.F.F. (Friger)	362	360	C.E.F.F. (Friger)	362	360	C.E.F.F. (Friger)	362	360
Centrales Beuzy	475	462	15	462	15	Centrales Beuzy	475	462	15	462	15
Centrafut	125	122.20	125	122.20	125	Centrafut	125	122.20	125	122.20	125
Chemagney Ind.	135	.....	Chemagney Ind.	135	.....	Chemagney Ind.	135	.....	Chemagney Ind.	135	.....
C.I.C. CPJ	154	182	Lucchini Ind.	30	30	C.I.C. CPJ	154	182	Lucchini Ind.	30	30
C.I.T.M.	717	700	Mac Lignite	140	140	C.I.T.M.	717	700	Mac Lignite	140	140
C.I.T.R.A.M. (R)	2605	.....	Alugros	605	610	C.I.T.R.A.M. (R)	2605	.....	Alugros	605	610

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Ind.	Rachet net
A.A.A.	944.79	921.79	First-Cap	37.21	36.66	Plénium	954.38	931.01
Amalgam	702.73	681.79	First-Cap	2598.39	2584.04	Plénium	117.94	119.89
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	5907.4	5907.4
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	11105.42	11094.33
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	109.24	108.16
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	28095.45	28095.45
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	100.16	100.16
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	116.22	113.11
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	796.34	763.44
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	169.09	165.74
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	5324.20	5271.49
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	122.53	122.53
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	82.22	82.22
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	228.05	217.11
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	66.82	65.12
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	177.01	189.94
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	527.25	505.25
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	172.77	172.77
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	13269.61	13227.12
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	46.25	43.74
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	195.70	195.70
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	12235.43	12294.14
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	1237.41	1237.41
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	703.22	703.22
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	1647.91	1644.44
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	0.74	0.74
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	304.83	304.83
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	367.34	367.34
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	1211.55	1211.55
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	586.14	570.45
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	398.84	378.43
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	246.72	208.59
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	391.26	366.36
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	267.30	267.30
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	313.66	302.32
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	54100.55	52530.63
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	975.39	951.16
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	1163.47	1115.11
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	324.61	324.61
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	2005.94	2075.35
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion	779.98	748.67
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52	First-Cap	235.32	228.04	Prime Gestion		
Agroparm	782.43	752.52						

Cote des Changes

[illegible]

Marché libre de l'or	Gay Deguana.....	443
	Hedro Riles Zan.....	210

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/1		
100 francs en terre- tre (en lingot)	80800	80100	Hongrois	287
Comptant (200)	80700	80500	Id.	300
100 francs (200 l.)	415	408	Lettons de Mende...	315
100 Suédois (200 l.)	376	370	Id.	940
100 Laitins (200 l.)	442	436	Pétrole R.L.	1450 1480
Comptant	458	458	Parcrist. Pomer.	388
100 dollars	2300	2340	Osmanli	240
100 francs	1380	1400	Stomach N.Y.	185 300 184 10
100 florins	680	750	Stomach Embargo	300 3200
100 pesetas	2315	2320	Suez Canal	248
100 lire	374	387	S.F.P.R.	1522 1500
			S.E.P. art. II	300 324 d
			Ulfen	180
			Wattman	1500 1300 o

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : pris précédent - ■ : marché comin

La guerre du Golfe

Une deuxième marée noire aurait commencé

Les Irakiens auraient provoqué débâtement, mercredi 30 janvier, une nouvelle marée noire, en ouvrant les vannes de leur terminal pétrolier offshore de Mina Al-Bakr, situé au nord-est de l'île koweïtienne de Boubiane. Selon la BBC qui a annoncé cette nouvelle, confirmée ensuite par des responsables de l'armée britannique, on ne peut pas préciser le volume du pétrole qui s'est répandu sur les eaux du Golfe, mais on peut penser qu'un nombre important de milliers de barils (1 baril = 159 litres) s'est déjà écoulé du terminal.

Il faut toujours être très prudent avec de telles estimations : une lettre d'informations américaine, *Oil Spill Intelligence Report*, spécialisée dans les marées noires et publiée dans le *Massachusetts*, pense maintenant que le volume de la première marée noire du Golfe devait être de 90 000 à 150 000 tonnes de pétrole brut, et

non de 1,5 million de tonnes comme on l'a dit. Le capitaine des coast guards, qui dirige l'équipe américaine envoyée pour aider l'Arabie saoudite à combattre la marée noire, parle toujours de « la plus grande marée noire de l'histoire ». Mais les Américains ont la fâcheuse habitude de ne se souvenir que de la marée noire de l'Exxon-Valdez (35 000 tonnes) en Alaska et d'oublier complètement celle de l'Amoco-Cadiz (230 000 tonnes) en Bretagne.

Quel que soit le volume de pétrole qui dérive dans le Golfe, le Centre de documentation, de recherches et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), installé à Brest, se dit perplexe quant à l'origine de la deuxième marée noire. Le CEDRE, en effet, fait remarquer que la (première) nappes tend, depuis la marée du mercredi 30 janvier, à remonter vers le nord-est, puis qu'elle est maintenant poussée par des vents qui ont tourné et désormais soufflent du sud. Mais il déplore le peu d'informations visuelles dont il dispose sur le ou les nappes de pétrole qui dérivent actuellement sur les eaux du Golfe.

La colère des ministres de l'OCDE

Les ministres de l'environnement des pays de l'OCDE, réunis pour deux jours à Paris, ont qualifié le déversement volontaire de pétrole brut, auquel s'est livré l'Irak, de « crime contre l'environnement qui menace l'ensemble de l'écosystème du Golfe, ainsi que l'approvisionnement en eau potable de millions d'habitants de la région ».

Ils ont insisté pour que « l'Irak cesse de recourir à l'environnement comme arme de guerre » et ont confirmé que les pays membres de l'OCDE sont « prêts à faire tout leur possible, en coopération avec les États de la région, pour lutter contre ce désastre écologique, en fournissant le matériel, le personnel et le savoir-faire nécessaires ».

Une importante délégation irakienne attendue à Téhéran

Conduite par le premier vice-premier ministre, M. Saïdoun Hammadi, proche collaborateur de M. Saddam Hussein, une importante délégation irakienne, était attendue à Téhéran, jeudi 31 janvier, a annoncé l'agence officielle iranienne IRNA. D'autre part, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ghozali, devait arriver dans la journée dans la capitale iranienne, ainsi qu'une délégation du gouvernement yéménite.

En outre, M. François Sebeur, secrétaire général du Quai d'Orsay, a quitté Paris jeudi matin pour Téhéran. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères n'a donné aucune précision quant à la teneur des conversations que M. Sebeur doit avoir avec les autorités iraniennes, mais il est probable que l'affaire des avions irakiens ayant gagné l'Iran et la question de la neutralité iranienne dans la guerre du Golfe figurent en bonne place dans les entretiens. (AFP)

Israël riposte à des infiltrations de commandos palestiniens. Un commando du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a tenté de s'infiltrer, jeudi 31 janvier, dans le nord d'Israël à partir du sud du Liban, alors que pour la troisième journée consécutive des roquettes étaient tirées de cette région vers la Galilée. Israël a annoncé que trois membres du commando ont été tués et a riposté en pilonnant le camp de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh, au sud de Tyr, et les bases de l'OLP à l'est du sanctuaire palestinien de Safed. (AFP)

Quinze journalistes européens retournent à Bagdad. Les autorités irakiennes ont autorisé quinze envoyés spéciaux de médias européens à retourner à Bagdad. Elles ont choisis parmi les journalistes qui avaient été pris, quelques jours après le déclenchement du conflit, de quitter provisoirement le pays par la route. Ceux-ci étaient depuis en « stand-by » à Amman, capitale de la Jordanie.

Le FIS entend s'approprier l'indignation populaire en Algérie

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants devaient défiler, jeudi matin 31 janvier, à Alger, à l'appel du Front islamique du salut qui veut répondre aux accusations de « surenchère » portées contre lui par le président de la République, M. Chadli Bendjedid. Le FIS veut également à cette occasion réaffirmer son objectif d'entraîner les volontaires désireux d'aller combattre en Irak.

ALGER de notre correspondant

Avant même que les islamistes ne descendent dans la rue, il paraissait évident que cette manifestation-là figurerait parmi les millésimes exceptionnels. En quelques jours, sous l'effet d'une déclaration présidentielle faite le 23 janvier devant les députés, les islamistes se sont en effet sentis défaits, quasi obligés de prouver que loin de faire de la « surenchère », ils étaient la force politique sans laquelle l'indignation populaire contre la guerre dans le Golfe n'a pas de voix.

Le FIS a donc mobilisé dans tout le pays, organisant la montée sur Alger comme un général prépare une bataille. C'est d'ailleurs ce qui

inquiétait le gouvernement qui, à toutes fins utiles, avait massé des chars au pourtour de la ville, comme s'il se préparait à affronter un « gradat soviétique » connecté par les islamistes.

Il y a sans doute dans cette attitude une part de polémique convenue, notamment lorsque la presse proche du pouvoir multiplie les articles alarmistes sur la manifestation en préparation. La radio a ainsi longuement fait état d'un fascicule distribué dans les mosquées qui décriait par le menu une stratégie d'agitation et de prise de pouvoir « à l'iranienne », avec manifestations de masse, dérapages, actions exemplaires, etc.

Meis les conséquences dans la population d'ont pas tardé à se faire sentir. Depuis plusieurs jours, les magasins, inquiètes, stockent leurs produits jusqu'au retour au calme. Les plus folles rumeurs courent la ville, alimentant l'angoisse qui, à son tour, pousse aux initiatives les plus inattendues.

Le lycée français, aux effectifs déjà réduits par le départ des employés rappelés en France par leur direction, a été fermé, par précaution. On craint des heurts sanglants si les manifestants, supposés défilant dans le bas de la ville, font mine de se diriger vers les hauteurs, là où siège la présidence et l'ambassade des États-Unis.

G. M.

Un mouvement de solidarité avec l'Irak se développe au Pakistan

ISLAMABAD de notre envoyé spécial

« Votre Excellence, étiez un musulman, mon cœur me dit de participer à la défense contre Israël sous votre commandement. Je veux sacrifier ma vie pour l'amour de l'Islam. Je suis un homme jeune, en bonne condition physique. Puisse Allah donner plus de force encore au président Saddam Hussein contre les ennemis de l'Islam. » M. Ismail Huseini Hussain, ambassadeur d'Irak au Pakistan, brandit avec jubilation cette lettre d'un « volontaire » prêt à rejoindre les troupes irakiennes. Il en a bien d'autres à sa disposition, toutes sur le même registre. Il montre aussi les listes de noms de ceux qui se sont inscrits pour la « guerre sainte ».

Petite, le diplomate précise que son ambassade déjoue actuellement ces vocations guerrières tout en prenant l'identité des intéressés : « Il est possible que, dans l'avenir, nous fassions appel à eux ; pour l'instant, nous n'en avons pas besoin, nous contrignons la situation, nous n'en sommes qu'au début de la guerre ».

Pas d'aide logistique, donc, à ces combattants en puissance, mais une certaine complaisance : « Un demi-million de Pakistans ont déjà signé un « engagement » pour aller se battre en Irak, trente mille d'entre eux ont franchi la frontière par la province du Balouchistan et sont actuellement en territoire iranien. Téhéran nous a assuré qu'elle les laisserait passer (en Irak). Que voulez-vous, ce sont des facteurs spirituels et non matériels qui entrent en ligne de compte. Les Pakistans sont prêts à sacrifier leur vie pour notre cause. Ils croient que, s'ils meurent, ils iront en paradis. C'est un devoir religieux que d'aller se battre aux côtés de l'Irak ».

S'il ne fait aucun doute que des dizaines de milliers de Pakistans ont manifesté leur solidarité avec l'Irak, il apparaît, selon des sources concordantes, que seul un nombre marginal d'entre eux sont passés aux actes. Les chiffres avancés par l'ambassadeur d'Irak ainsi que par l'un des principaux témoins de la mobilisation islamique au Pakistan, M. Maulana Shah Ahmad Noorani, chef de l'une des deux tendances du JUP (Jamiat Ulama-e-Pakistan), semblent donc très exagérés.

Interrogé mardi 29 janvier, à son retour d'une « mission de paix » au Proche-Orient, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a répondu qu'il n'avait « pas d'information » à ce sujet. Le chef du Jamaat-e-Islami,

principal parti islamique du pays, M. Quazi Hussain Ahmad, a exprimé des doutes sur les affirmations du JUP. La campagne de solidarité est en revanche bleue réelle. Elle se manifeste notamment par le vente de badges et de portraits du président irakien. Celui-ci est présenté en position de prière, entouré d'une nuée d'événements de chasse et de tanks : la défense de l'Islam suppose de faire couler le sang des « infidèles ». Dans les milliers de mosquées du pays, ce message (« Mort à l'Amérique ») est relayé par les moulans.

Dans les rues des principales villes, les partis religieux ont ouvert des stands où la population est invitée à apporter ses dons : argent, nourriture et dons de sang.

Un profond anti-américanisme

Au sein de la bourgeoisie, y compris occidentale, l'anti-américanisme est profond, ce qui encourage une admiration réelle pour M. Saddam Hussein. En dépit de cette mobilisation, il semble bien qu'aucune logistique ne soit encore en place pour faire parvenir les armes récoltées en Irak. Les autorités pakistannes, s'attelant de conserver de bonnes relations avec la monarchie saoudienne, ont pris des mesures fermes pour étouffer la violence de cette campagne, notamment à Karachi. Elles ont obtenu momentanément un certain succès : plusieurs arrestations de « meneurs » ont été opérées, et l'attaché de presse de l'ambassade d'Irak, accusé de soutenir financièrement l'agitation, a été expulsé.

A Peshawar, parmi la population afghane réfugiée, l'appel à la djihad n'a pas été suivi d'effet. Les deux mille combattants islamiques promis par la guérilla afghane en août dernier pour défendre l'intégrité de l'Arabie saoudite (l'effort financier de Riyad en faveur des moudjahidines est important) ne se sont finalement pas manifestés, en raison de dissensions entre partis politiques. Les commandants des guérillas afghanes n'aiment pas les Américains mais beaucoup d'entre eux sont dépendants de l'aide militaire et humanitaire de Washington pour continuer la guerre contre le régime de Kaboul. Et s'ils n'aiment pas l'Irak, qui a soutenu l'intervention soviétique en Afghanistan, ils ne peuvent rester sourds à l'appel de l'unité islamique face au « Grand Satan ».

LAURENT ZECCHINI

La cour d'appel de Paris ordonne la fermeture du dimanche de trois magasins. Dans un jugement rendu le 30 janvier, la cour d'appel de Paris infirme trois ordonnances de référé rendues le 18 octobre 1990 par le tribunal de Créteil, saisi à l'époque par la CFDT. La première ébéniste

ordonne, sans astreinte de 100 000 francs par infraction, la fermeture le dimanche de trois magasins du Val-de-Marne, Leroy-Merlin et Crozier à Bonneuil, Habitat à Thiais. Un délai est toutefois accordé au magasin Leroy-Merlin jusqu'au premier dimanche de mai 1991.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mourir pour Chanel

M OI, c'est fini, hein ! Je prends plus l'avion. Trop dangereux. Tiens, pas plus tard que vendredi dernier, je me suis aventurée jusqu'à Londres. J'ai eu la peur de ma vie ! A Roissy, personne. Pas un chat dans le 737 de la British Airways. Résultat : comme ils voulaient pas affréter un appareil rien que pour moi, ils ont annulé le vol du retour, ces ruts. Si j'avais pas trouvé le moyen de me tirer de là, j'y serais restée ! J'ai eu la chair de poule, rien que d'y penser.

Là-dessus, qu'est-ce que je vois dans le *Times* ? Un réquisitoire au vitriol contre les étrangers, ces minables trouillards, qui n'osent plus bouger ni pied ni patin et tiennent des conférences vidéo, planqués derrière leur bureau harnaisé d'écrans, de téléphones et de fax.

Indignation de ma part. Ils sont nuls, les confrères, pas informés. Il y a une chroniqueuse de mode américaine, vous ne devinez jamais ce qu'elle n'a le courage de faire. Elle a embarqué sur un TWA New York-Paris pour assister aux défilés des grands couturiers. Le directeur de *Vogue* décline toute responsabilité. Si, si, je vous jure. C'était marqué

dans le *Herald Tribune* à la rubrique *People*, entre une remise de prix à Gregory Peck et une fête de charité présidée par la princesse de Galles.

D'ailleurs, au lieu de réclamer une chaise au premier rang, les rares clientes à niquer un oeil sur les pétaards stupéfiés par Chanel ou Saint Laurent se sont arrachés les plaques du fond près de la sortie de secours. Voyez qu'il y en a un qui leur fasse l'effort d'une bombe !

Même les lignes intérieures sont désertées. A Orly Ouest, les panneaux d'affichage d'Air Inter clignotent et clignotent, effaçant l'un après l'autre des destinations aussi périlleuses que Dinard, Montpellier ou Mauthausen. Sans parler de la Côte d'Azur, exposée à des missiles livrés par les Sov aux Irakiens. Parfaitement. Ils l'ont dit à la télé. Un expert militaire. D'accord. *Nice-Matin* a publié un démenti. Mais, bon, je me méfie. Leurs hôtels, leurs magasins, leurs restaurants sont vides, alors forcément...

En revanche, dans les pharmacies, ça boume. Ils savent plus où donner de l'œil parégorique. Les Français ont la colique.

Les élections législatives partielles dans le Rhône

Campagne discrète à Lyon

LYON de notre bureau régional

Les deux députés sortants (ex-RPR) des 2^e et 3^e circonscriptions du Rhône, MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard, arrivés largement en tête du premier tour des élections législatives partielles, mènent une campagne discrète. Il en va de même pour leurs adversaires du second tour, MM. Bruno Gollnisch et Alain Breuil (FN).

La semaine s'est ouverte sur une petite polémique. Tous les candidats avaient accepté, dans l'hypothèse de leur présence au second tour, de participer à un débat contradictoire. Lundi, M. Noir n'a fait savoir qu'il ne souhaitait pas une rencontre avec un représentant du Front national. M. Gollnisch, dans une longue « lettre ouverte », a signalé le refus de M. Noir et l'a engagé à « un peu de courage ».

Dans l'entourage du député sortant, on signale que la mairie avait cependant accordé une salle municipale au FN. Jeudi 31 janvier, le FN devait donc y tenir une réunion publique, mais en l'absence de M. Le Pen qui s'était pourtant déplacé avant le premier tour. Quant aux autres candidats éliminés de la compétition, ils

n'ont pas tardé à plier bagages. M. Hervé Febre-Aubrespy (RPR, 11,22 % dans la deuxième circonscription), soulage du retrait de M. Miebelle Barzanch à Paris, a déclaré son soutien « aux membres de l'opposition ». Puis il a rendu les clés de sa permanence et repris le chemin de la fédération des Bouches-du-Rhône.

L'autre candidat soutenu par le RPR, M. Pierre Botron, grand-père de M. Noir, fort mari de son score (11,65 %), s'en est tenu à un communiqué dans lequel il « condamne ceux qui espèrent par cette élection provoquer un sursaut ».

Les Verts (6,13 % et 5,98 %) ont appelé à voter nul et le PCF (4,15 % et 6,20 %) a laissé ses électeurs choisir « en leur âme et conscience ». Seul le PS, dès la proclamation des résultats, avait donné consigne de « faire barrage au Front national ». Cette position « morale » n'est pas restée en cause par les militants socialistes qui s'interrogent pourtant sur les piètres performances (12,12 % et 14,13 %) de leurs candidats.

B. C.
Lire page 13 : « Le soulagement et les espérances de M. Chirac ».

Hausse inattendue des taux d'intérêt de la Bundesbank

Le conseil central de la Bundesbank a relevé, jeudi 31 janvier, ses taux directeurs de 0,5 point. Le taux d'escompte a été relevé de 6 à 6,5 %, et le Lombard a été porté de 8,5 % à 9 %. Cette décision est surprenante. Il y a à peine deux semaines à New York, lors de la réunion du G7, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales - dont M. Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank - s'étaient entendus sur la nécessité de baisser les taux d'intérêt afin d'éviter une récession mondiale de l'économie. Mercredi 30 janvier, M. Pöhl avait encore estimé « difficile » une hausse des taux, alors que le chancelier Kohl finissait par annoncer une hausse prochaine des impôts. Ce relèvement des taux est d'autant plus étonnant que l'inflation reste maîtrisée en Allemagne. D'après les chiffres provisoires publiés mardi 29 janvier par l'Office fédéral des statistiques, les prix ont augmenté de 0,7 % en janvier. En un an, l'augmentation reste de 2,9 %. Ce renchérissement du loyer de l'argent a provoqué un retournement sur les marchés et une baisse du dollar.

SKI : championnats du monde. La Suisse Chantal Boumisan a remporté jeudi 31 janvier le combiné féminin des championnats du monde de ski à Sölden (Autriche) devant l'Autrichienne Ingrid Isokh et la Suissesse Vreni Schneider.

M. Noir veut lancer ses clubs. Dans un entretien publié par le *Figaro* du 31 janvier, M. Michel Noir déclare « ne rien regretter » : « Le RPR a loué le coche en préférant se cantonner dans le maintien du vieux ordre politique. Jusqu'à présent, ce sont nos coups de bottes qui ont fait avancer l'apposition. » Le maire de Lyon confirme son intention d'engager un tour de France, préalable à la création de clubs (*le Monde* du 24 janvier). « Ce qui a manqué lorsqu'on a voulu faire bouger les choses, conclut-il, c'est l'absence d'une structure d'accueil. La créer sera notre tâche dans les prochains mois. »



L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
La guerre du Golfe : « Avent l'inevitable », par Edgar Morin ; « Le langage des dictateurs », par Alain Taurine 2
La guerre du Golfe... 3 à 10
La victoire des rebelles en Somalie
Le nouveau président est déjà contesté 11
La reprise en main en URSS
Scepticisme dans les pays baltes malgré l'annonce d'un retrait de troupes. Les craintes de la presse reformatrice 12
Les espoirs de M. Chirac
Après les négociations partielles PCF 13
Le nouvel organigramme 13
Lait aux hormones
Pas de décision européenne avant 1992 14
Procès Weber
Le témoignage d'un médecin de Strasbourg 15
Sombre « brasier »
Pour son premier film, le *Brasier*, Eric Barthe a disposé de beaucoup de barbes. Trop, peut-être 16
Les commissaires-priseurs
Une profession qui doit s'adapter à ses nouvelles conditions de travail dans le prochain Europe 17

SECTION B

- LIVRES • IDÉES**
• Sankutsky, l'artisan universel
• La grande confession communiste de Dobritsa Tchouelitch
• « D'autres Mondes », par Nicole Zand : Victor Ocampo
• Le nouveau roman de Philippe Sollers, par Michel Brudeau et Philippe Dagen : Le débat : les intellectuels et la guerre. 21 à 26

SECTION C

- Un entretien avec le ministre du tourisme**
M. Jean-Michel Baylet demande aux professionnels de faire preuve d'imagination 29
La bataille des prix
L'inflation presque maîtrisée... 29

AFFAIRES

- Marché des armes... 31 et 32
Services
Abonnements 2
Annonces classées 30
Bulletin d'enseignement 20
Carnet 20
Loto 20
Marchés financiers 34-35
Météorologie 18
Mots croisés 20
Radio-Télévision 19
Spectacles 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 31 janvier 1991 a été tiré à 575 433 exemplaires.